



Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

Parlamentarischer Besuch aus den Niederlanden

Übergangszeit in der "tweede kamer"



Generalsekretär Claude Frieseisen (M.) erklärt u.a. Frans Weisglas (r.) die technische Ausstattung des Plenarsaals

Nach dem Bruch der niederländischen Regierungskoalition vor zwei Wochen befindet sich die zweite Kammer des Parlaments "staten-generaal" im Wartestand. Erst die im Januar anstehenden Neuwahlen werden Klarheit über die politische Zukunft des Landes schaffen. Die jetzige Phase des Übergangs hinderte den Vorsitzenden der "tweede kamer" Frans

Weisglas aber nicht daran, mit seinen drei Vize-Präsidenten zu seit geraumer Zeit geplanten offiziellen Gesprächen nach Luxemburg anzureisen.

Im Rahmen einer Unterredung mit Vertretern der "Chambre des Députés" schilderte die niederländische Delegation ausführlich die innenpolitische Diskussion zum Thema EU-Erweiterung, die

letztendlich zum Sturz der noch jungen Regierung Balkenende geführt hat. Es gäbe keine ausgemachten Erweiterungsgegner unter den Parteien; es gäbe nur sehr unterschiedliche Auffassungen über das Tempo der Aufnahme neuer Mitglieder und die Befähigung der einzelnen Kandidaten, schon jetzt in den Kreis der Europäischen Union zu stossen.

Dennoch habe das Parlament der Regierung vor einigen Tagen grünes Licht gegeben, der Erweiterung auf dem Brüsseler Gipfel zuzustimmen, im Rahmen "einer eigenartigen, der wohl reserviertesten Debatte, die je im niederländischen Parlament zum Thema Europa stattfand".

Was die Stellung der kleinen und mittleren Staaten in der zukünftigen erweiterten Union anbelangt, zeigten sich beide Seiten davon überzeugt, dass nur ein enges Zusammenrücken dieser Länder - z.B. im Rahmen des Benelux - ihnen die Garantie biete, auch in Zukunft gehört zu werden.

Frans Weisglas wurde vom Präsidenten der "Chambre des Députés" Jean Spautz empfangen. An der anschließenden Unterredung nahmen, seitens des luxemburgischen Parlaments, auch die Abgeordneten Jean-Paul Rippinger, John Schummer, François Bausch, Robert Mehlen, Laurent Mosar und Ben Fayot teil.



Die Delegationen der "tweede kamer" und der "Chambre des Députés"

Consternation et tristesse

A la suite du tragique accident aérien survenu le 6 novembre 2002, le Président de la Chambre des Députés a tenu à s'adresser aux parents des victimes par le message de condoléances suivant:

C'est avec consternation et grande tristesse que la Chambre des Députés a pris connaissance de l'accident d'un avion ce matin à quelques kilomètres de l'aéroport Findel. Accablé par l'envergure de la tragédie et le nombre de vies perdues, le Président de la Chambre des Députés M. Jean Spautz a déclaré: "Ensemble avec tous les membres de la Chambre des Députés je voudrais exprimer mes sentiments de profonde compassion aux parents des victimes."

Conférence commune Benelux et CPI



(de gauche à droite): M. Ludy Michiels, Secrétaire général du Parlement Benelux, M. Joe Thielen, Secrétaire général adjoint de la Chambre des Députés, M. Pierre Garrigue-Guyonnaud, Ambassadeur de France, M. John Schummer, Président du Parlement Benelux, M. Roland Lohkamp, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Mme Ingeborg Kristoffersen, Ambassadeur de Belgique, M. Ady Jung, Président de la délégation luxembourgeoise et de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche du Parlement Benelux

C'est une audience particulièrement nombreuse représentant tous les milieux socio-économiques et reflétant une image parfaite du Benelux et de la Grande Région Lorraine / Luxembourg / Rhénanie-Palatinat / Sarre / Wallonie, que le Président luxembourgeois du Parlement Benelux M. John Schummer a pu accueillir pour la première conférence commune du Parlement Benelux et du Conseil Parlementaire Interrégional le 8 novembre dernier. Celle-ci avait comme thème la migration et les changements structurels dans les ressources économiques et humaines des pays du Benelux et de la Grande Région.

"Il est vrai que l'Union Européenne se préoccupe de la politique des régions de l'Europe. Il n'est pas moins vrai que cette politique ne pourra aboutir sans la coopération transfrontalière des régions elles-mêmes qui, après concertation, ont tout intérêt à mettre en valeur les atouts qui leur sont propres." C'est dans ce contexte que M. Ady Jung, Président de la

délégation luxembourgeoise et de la Commission des Affaires économiques, de l'Agriculture et de la Pêche du Parlement Benelux, a situé cette conférence au cours de laquelle ont été examinés des sujets aussi variés que les flux de travailleurs frontaliers, la coopération économique dans la Grande Région, le quotidien dans les communes frontalières, la coopération universitaire, la problématique transfrontalière des soins de santé, les villes dans la Grande Région et la coopération transfrontalière en matière de sécurité.

Parmi les nombreux conférenciers ayant accepté de participer à la conférence, il y avait notamment trois Luxembourgeois, à savoir M. Guy Linster, qui parlait de la "Vision 2020 pour la Grande Région", M. Paul Helminger, dont l'exposé portait sur le "quattropole" Luxembourg - Metz - Trèves - Sarrebruck, ainsi que le Professeur Gaston Schaber, Président du CEPS-INSTAED, qui tirait les conclusions de cette journée de travail sur la coopération interrégionale.



Visite suédoise à la Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine



(de gauche à droite): Mme Nelly Stein, Mme Maggy Nagel, Mme Ferny Nicklaus-Faber, S.E. Mme Ann Wilken, Mme Lydia Mutsch, M. Claes Borgström, M. Tomas Wetterberg, Mme Mady Delvaux-Stehres, Mme Marie-Josée Meyers-Frank

En date du 14 novembre 2002, la Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine a eu une entrevue avec M. Claes Borgström, ombudsman à l'égalité des chances en Suède, sur "L'Egalité de salaire, défi du développement démocratique et économique" et M. Tomas Wetterberg, conseiller spécial chargé de projets en faveur des hommes auprès du Ministre suédois à l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

S.E. Mme Ann Wilken, Ambassadrice de Suède au Luxembourg, a également marqué de sa présence la réunion suivie d'un échange de vues sur la politique suédoise en faveur de l'égalité entre femmes et hommes.



Visite d'Etat de S.E. M. Rudolf Schuster, Président de la République Slovaque

Lors de sa visite d'Etat au Grand-Duché de Luxembourg du 12 au 14 novembre 2002, le Président de la République Slovaque, S.E. M. Rudolf Schuster a reçu en audience le Président de la Chambre des Députés M. Jean

Spautz. L'entretien qui a eu lieu au Palais grand-ducal a porté essentiellement sur l'adhésion imminente de la Slovaquie à l'OTAN et celle à l'Union Européenne prévue pour le premier semestre de 2004.

Session de l'APCE à Strasbourg

Vers un espace de liberté, de sécurité et de justice



(de gauche à droite): M. Emile Calmes, Mme Lydie Err, M. Gusty Graas, M. Marcel Glesener, Mme Mady Delvaux-Stehres et M. Norbert Hauptert

Développer l'Europe en tant qu'espace de liberté, de sécurité et de justice: ce sujet peut être considéré comme le fil conducteur de la 4e partie de la session ordinaire de 2002 de l'Assemblée

parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), réunie à Strasbourg du 23 au 27 septembre 2002, et à laquelle ont assisté tous les membres de la délégation luxembourgeoise, à savoir Mmes Lydie

Err et Mady Delvaux-Stehres ainsi que MM. Gusty Graas, Marcel Glesener, Emile Calmes et Norbert Hauptert.

En effet, c'est pour la première fois qu'une réunion mixte a eu

lieu entre le Parlement européen et l'APCE sur le développement de l'Europe en tant qu'espace de ce genre, tout comme pour les commissions des deux assemblées qui, en réunions jointes, ont traité des sujets portant e.a. sur l'agriculture européenne, l'élargissement de l'Union européenne et la Tchétchénie.

L'Assemblée s'est penchée sur la demande d'adhésion de la République Fédérale de Yougoslavie au Conseil de l'Europe. Dans son avis positif elle a recommandé au Conseil des Ministres de lui réserver une suite favorable.

Deux débats d'urgence avaient été insérés à l'ordre du jour de la session: l'un sur les risques pour l'intégrité du Statut de la Cour pénale internationale, l'autre sur la menace d'une action militaire contre l'Irak. D'autres points à l'ordre du jour ont été la mise en œuvre par la Turquie des décisions de la Cour européenne des Droits de l'Homme, la création d'une charte d'intention sur la migration clandestine ainsi que la communication du Comité des Ministres présentée par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères du Luxembourg, Mme Lydie Polfer, en sa qualité de Présidente en exercice du Conseil des Ministres.

La session s'est terminée par des sujets tels que la cybercriminalité, l'exploitation sexuelle des enfants et la violence domestique. Ce dernier point était d'ailleurs l'objet d'un rapport présenté par Mme Lydie Err, présidente de la Commission sur l'égalité des chances pour les femmes et les hommes. Dans son intervention elle a relevé que "la violence domestique est le fléau le mieux partagé au monde." D'une envergure inquiétante, il constituerait la première cause de décès et d'invalidité pour les femmes entre 16 et 44 ans avant même le cancer, les accidents de la route, voire la guerre. La violence domestique se passerait dans les pays en voie de développement à même titre que dans les pays industrialisés, et serait de ce fait "l'obstacle numéro un à la promotion de l'égalité entre hommes et femmes."

Le débat s'est terminé par l'adoption d'une recommandation invitant les pays membres à prendre un certain nombre de mesures préventives et juridiques contre ce fléau et suggérant au Conseil des Ministres de proclamer une année européenne contre la violence domestique afin d'appeler l'attention sur ce problème à un niveau européen.



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

Chamber TV

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

NOUVELLES LOIS

4427 - Projet de loi

portant approbation de la Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, faite à La Haye, le 25 octobre 1980

Le projet de loi 4427 prévoit l'approbation de la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 qui modifie la Convention de La Haye du 1er mars 1954 concernant la procédure civile sur les points suivants:

1) le bénéfice de l'assistance judiciaire en matière civile et commerciale est étendu aux étrangers ayant résidé habituellement dans l'Etat requis et aux étrangers ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats contractants, sans condition de résidence dans l'Etat requis;

2) le bénéfice de l'assistance judiciaire est étendu aux consultations juridiques, même avant l'introduction d'une instance;

3) une méthode de transmission rapide et peu coûteuse des demandes d'assistance judiciaire est prévue, de même que la désignation d'une autorité centrale;

4) le bénéfice de la dispense de toute caution est étendu aux personnes physiques ou morales ayant leur résidence habituelle dans l'un des Etats parties;

5) la possibilité de se faire délivrer des copies d'actes publics est étendue aux étrangers ayant leur résidence habituelle dans un Etat partie, et concerne désormais les copies de toutes les décisions de justice et les copies ou extraits de registres publics;

6) un sauf-conduit permettant de protéger les ressortissants d'un Etat contractant ou les personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, lorsqu'elles comparaissent comme témoin ou expert dans une affaire civile, est institué;

7) l'application de la contrainte par corps, en matière civile ou commerciale, aux ressortissants d'un Etat contractant ou aux personnes ayant leur résidence habituelle dans un Etat contractant, est interdite.

Le projet de loi prévoit encore différentes réserves que le Luxembourg fera par rapport à la Convention qu'il s'agit d'approuver.

Il prévoit enfin la désignation des autorités nationales expéditrices et réceptrices des demandes d'assistance judiciaire et des demandes en exequatur des condamnations aux frais et dépens d'un procès, au sens des articles 3, 4 et 16 de la Convention.

Dépôt par Mme Lydie Err, Secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, le 09.04.1998

Rapporteur: M. Patrick Santer

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

11.05.1998 Renvoi du projet de loi de la Commission des Affaires étrangères et européennes à la Commission juridique

06.12.2000 Désignation du rapporteur

12.12.2000 Présentation du projet de loi

25.04.2001 Examen du projet de loi

06.03.2002 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

12.06.2002 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

25.09.2002 Décision sur la proposition d'amendement concernant l'assistance judiciaire, faite lors de la réunion du 12 juin 2002

16.10.2002 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 13.11.2002

4581 Projet de loi

concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales

Le projet de loi 4581 comporte trois objectifs principaux, à savoir la réorganisation du registre de commerce et des sociétés, la reformulation des dispositions relatives à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises, et l'introduction de mesures permettant d'étendre les moyens d'action des autorités publiques dans le domaine du droit d'établissement des sociétés.

1. Quant à la réorganisation du registre de commerce et des sociétés

Le registre de commerce et des sociétés (RCS) a pour but d'offrir à toutes les personnes intéressées un moyen facile de connaître l'existence et l'importance de toutes les personnes physiques et morales qui se livrent à des activités commerciales dans le pays, et de trouver des renseignements complets sur les commerçants ainsi que sur toutes les circonstances pouvant influencer sur leur capacité ou leur crédit.

Aux termes de la loi du 23 décembre 1909 la gestion du registre de commerce est confiée aux greffes des tribunaux d'arrondissement de Luxembourg et de Diekirch qui pendant près d'un siècle ont assuré la gestion d'une façon irréprochable.

Toutefois, au cours de la dernière décennie le nombre des inscriptions annuelles, qui était de l'ordre de 3000 par an vers la fin des années 80, a doublé. Or, les méthodes et outils de travail, les infrastructures, les effectifs et l'organisation du RCS n'ont pas pu être adaptés à ce rythme.

Si la loi du 26 avril 1987 a permis de fusionner le registre aux firmes et le registre de commerce, il s'est avéré qu'il fallait aller plus loin dans la modernisation du RCS dont la gestion est réalisée en grande partie manuellement, en l'absence d'un véritable système informatisé.

C'est pourquoi le Gouvernement a décidé en 1997 de procéder à une modernisation du cadre de travail du RCS, à la mise en place d'une gestion informatique et à une rationalisation des procédures.

En ce qui concerne le cadre de travail, le projet de loi prévoit une refonte globale de l'organisation

du RCS dont la gestion quotidienne est dorénavant confiée à un GIE (groupement d'intérêt économique), organisme regroupant l'Etat, la Chambre de Commerce et la Chambre des Métiers et fonctionnant sous l'autorité du Ministère de la Justice.

2. Quant à la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

Le projet de loi comporte un certain nombre de modifications des dispositions législatives existantes en matière de comptabilité des entreprises.

Ces modifications s'imposent dans l'objectif de la création d'une Centrale des Bilans, fonction nouvelle dévolue au Service central de la statistique et des études économiques (STATEC). Les entreprises de commerce sont tenues de déposer auprès du RCS les comptes annuels, lorsqu'il s'agit de personnes morales, et les soldes de comptes, lorsqu'il s'agit de commerçants personnes physiques. Les documents à déposer sont transmis au STATEC qui en assure l'archivage et la conservation sur support informatique.

3. Quant aux mesures en matière d'autorisation d'établissement

Si la refonte du RCS et la création d'une Centrale des Bilans visent à augmenter la transparence des activités commerciales effectuées au Luxembourg et à améliorer la surveillance des opérations économiques, il s'avère toutefois qu'un nombre limité d'entreprises omettent d'une façon systématique d'acquiescer leurs dettes, portent ainsi préjudice aux intérêts de leurs créanciers.

C'est pourquoi le projet de loi prévoit des mesures nouvelles pour permettre au ministre compétent, d'une part, de mieux apprécier l'honorabilité professionnelle requise et, d'autre part, de refuser ou de retirer l'autorisation d'établissement.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, le 21.05.1999

Rapporteur: M. Paul-Henri Meyers

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

06.12.2000 Désignation du rapporteur

Examen du projet de loi

13.06.2001 Premier échange de vues

18.07.2001 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

27.09.2001 idem

17.10.2001 idem

20.02.2002 Echange de vues

10.04.2002 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Examen de propositions d'amendement élaborées par le rapporteur

22.04.2002 idem

07.05.2002 Vote définitif des différentes propositions d'amendement

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):

11.06.2002 Examen du projet de loi suite à la demande du groupe politique POSL

Travaux de la Commission juridique (Président: M. Laurent Mosar):

11.09.2002 Examen du projet de loi

18.09.2002 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat

Présentation et adoption d'un projet de rapport

23.10.2002 Examen du troisième avis complémentaire du Conseil d'Etat

Adoption définitive du projet de rapport

Vote en séance publique: 12.11.2002

4786 - Projet de loi

portant approbation des Amendements au préambule, aux articles I; II; III; V; VI; VII; IX; X; XII; XIII; XIV; XV; XVI; XVII; XVIII; XXI et à l'annexe A de la Convention portant création de l'Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite „EUTELSAT“ tels qu'ils ont été adoptés à la 26ème réunion de l'Assemblée des Parties à Cardiff, le 20 mai 1999

La 26e Assemblée des Parties à l'Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite (EUTELSAT) a adopté en date du 20 mai 1999 à Cardiff (Pays de Galles), des amendements à la Convention EUTELSAT en vue de sa transformation en une société sous tutelle, afin de permettre son adaptation à un environnement plus compétitif. L'Assemblée des Parties a confirmé les orientations des Signataires pronant la nécessité d'un changement structurel. Par conséquent, elle a décidé de procéder à une transformation radicale d'EUTELSAT par le biais de la création d'une société sous tutelle d'une organisation intergouvernementale plus restreinte, ayant une fonction de supervision.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 27.03.2001

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Media et des Communications (Président: M. Laurent Mosar):

11.09.2002 Désignation du rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

Organisation des travaux

23.10.2002 Présentation d'un projet de rapport

04.11.2002 Adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 13.11.2002

4911 - Projet de loi

portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ljubljana, le 2 avril 2001

La Commission des Finances et du Budget note que de nombreuses dispositions de la Convention sont entièrement conformes au modèle de l'OCDE - modèle qui inspire par ailleurs l'ensemble des conventions de non-double imposition conclues par le Luxembourg. Certaines autres dispositions présentent des divergences par rapport à ce modèle.

Le régime d'imposition des pensions est la première des exceptions aux règles généralement admises par le modèle de convention de l'OCDE. Les pensions seront ainsi imposées dans l'Etat de la source et non, comme le prévoit le modèle, dans l'Etat de résidence du bénéficiaire. Cette disposition s'explique à la lumière de la situation particulière de notre pays en matière de transferts sociaux à l'étranger. Vu le niveau élevé des prestations luxembourgeoises, vu leur degré élevé de budgétisation et de fiscalisation, et vu le fait que dans le cadre des relations Luxembourg-Slovénie, il est évident que les transferts de prestations vers la Slovénie seront plus importants que ceux de la Slovénie, il a été retenu que le Luxembourg imposera à la source les pensions versées à des citoyens slovènes, même résidents en Slovénie.

Une disposition complémentaire par rapport au modèle de l'OCDE spécifie que les revenus des artistes et des sportifs, dans la mesure où ils résultent d'activités exercées en dehors de leur Etat de résidence, ne seront néanmoins imposés que dans leur Etat de résidence, si l'activité donnant droit à rémunération est exercée dans le cadre d'un programme d'échanges sportifs ou culturels approuvé par les deux Etats contractants.

L'une des finalités humaines et politiques poursuivies par la Convention est de favoriser l'échange de personnel enseignant. Ainsi, elle prévoit que les rémunérations perçues par un enseignant d'université, de collège ou d'école qui, à l'invitation d'une institution de l'enseignement, exerce ses activités pendant une durée n'excédant pas deux ans dans l'autre Etat contractant, sont exemptes d'impôt. Si la durée de l'activité d'un enseignant devait dépasser deux ans, il est loisible aux autorités fiscales du pays d'accueil de l'enseignant d'appliquer l'imposition de ses revenus à l'intégralité de la période de séjour. Comme la même considération est vraie pour les étudiants, les apprentis et les stagiaires, l'exemption d'imposition applicable à ces catégories de personnes est étendue à tout revenu qu'elles peuvent percevoir dans l'un des Etats contractants au titre de bourses ou de prix, ou d'allocations spécifiques décernées par des organisations scientifiques, culturelles, éducatives ou sans but lucratif.

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 05.02.2002	
Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf	
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):	
17.09.2002	Désignation du rapporteur
	Présentation et examen du projet de loi
24.10.2002	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
07.11.2002	Examen et adoption du projet de rapport
Vote en séance publique: 13.11.2002	

4912 - Projet de loi

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;

- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;

- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

Dans les années 90, le milieu politique américain avait commencé à s'intéresser pour INTELSAT et ses privilèges. En novembre 2000, la 25e Assemblée des Parties d'INTELSAT décide que cette dernière devra se doter d'une structure de société privée supervisée par une organisation intergouvernementale chargée de s'assurer qu'INTELSAT privatisée respecte ses obligations de service public, en particulier la protection des clients dépendants et des connexions vitales. L'Assemblée décide que l'organisation intergouvernementale sera dénommée l'Organisation internationale de télécommunications par satellites (ITSO). L'accord amendé est en fait un accord portant création de cette dernière.

En application de l'article XVII de l'Accord INTELSAT, l'Assemblée approuve à l'unanimité les amendements à l'Accord INTELSAT nécessaires pour mettre en vigueur cette décision. L'Assemblée approuve en même temps l'amendement à l'Accord d'exploitation INTELSAT qui a été approuvé par la 31e Réunion des Signataires.

L'organisme de contrôle ITSO reste une organisation intergouvernementale classique comprenant une Assemblée des Parties et un organe exécutif dirigé par un Directeur général responsable devant cette Assemblée (nouvel article VIII). L'article III de l'accord fixe les objectifs principaux de l'organisme (i. maintenir la connexité mondiale et la couverture mondiale; ii. desservir ses clients ayant des connexités vitales; iii. fournir un accès non discriminatoire au système de la Société.)

Dépôt par Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 05.02.2002

Rapporteur: M. Jean-Marie Halsdorf

Travaux de la Commission des Media et des Communications (Président: M. Laurent Mosar):

11.09.2002	Désignation du rapporteur
	Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
	Organisation des travaux
23.10.2002	Présentation d'un projet de rapport
04.11.2002	Adoption du projet de rapport
Vote en séance publique: 13.11.2002	

5026 - Proposition de loi

modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie

Après l'adoption par la Chambre des Députés du projet de loi 4464B portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie, il s'est avéré que deux omissions textuelles ont été constatées à l'endroit de l'article 15 (1).

En effet, la Commission des Finances et du Budget a travaillé sur le texte proposé par le Conseil d'Etat dans son avis complémentaire du 19 juin 2001, texte dans lequel, sous la lettre b), dans la carrière du chargé d'études-informaticien, la fonction des chargés d'études-informaticiens faisait défaut, de même que sous la lettre d), le terme „inspecteurs“ manquait aux deuxième et troisième tirets à la suite de ceux d'„ingénieurs techniciens“.

L'objet de la présente proposition de loi est de redresser en ce sens le texte de la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie.

Dépôt par M. Norbert Hauptert, le 17.09.2002

Rapporteur: M. Norbert Hauptert	
Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: M. Lucien Weiler):	
24.10.2002	Désignation du rapporteur
	Examen de la proposition de loi et de l'avis du Conseil d'Etat
07.11.2002	Examen et adoption d'un projet de rapport
Vote en séance publique: 13.11.2002	

5028 - Projet de loi

portant reconduction des mesures transitoires prévues à l'article 2, paragraphe 2 de la loi du 4 novembre 1997 portant modification des articles 2, 12, 22 et 26 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement

Par la loi du 4 novembre 1997 un moratoire de cinq ans fut introduit à l'article 2 de la loi du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement, cette mesure transitoire prévoyant un gel de toute autorisation particulière concernant la création ou l'extension d'un centre commercial ou d'un magasin spécialisé ou non, d'une surface de vente totale ou supérieure à 10.000 m² et limitant la taille des surfaces de vente dans certaines branches commerciales principales sensibles. Ce moratoire viendra à échéance le 28 novembre 2002.

Ces dispositions avaient été prises étant donné qu'une saturation du secteur de la distribution établi au Grand-Duché de Luxembourg était reconnue, et dans le souci de concilier à la fois les intérêts de notre économie en général, ceux du commerce établi en

particulier et ceux du consommateur, sans pour autant porter atteinte au principe de la liberté du commerce garantie par notre Constitution.

Dans le souci de préserver l'activité du commerce de détail dans les centres-villes et en milieu rural, une reconduction de ce moratoire s'avère justifiée. Cette mesure est d'ailleurs prévue au Plan d'action en faveur des PME adopté par le Gouvernement et discuté à la Chambre des Députés en 2001. Il importe de ne pas freiner un développement sain des formes modernes de distribution, voire des grandes surfaces, sans que pour autant l'établissement désordonné ne provoque l'étouffement des petites entreprises, notamment du commerce établi à l'intérieur des localités.

Contrairement au premier moratoire qui avait été fixé pour une période de cinq années, il a paru opportun de limiter ce deuxième moratoire à une période de 3 années seulement, dans le but d'une certaine flexibilité et afin qu'une réévaluation à plus brève échéance de la situation sur le terrain soit possible.

Dépôt par M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 03.10.2002

Rapporteur: M. Ady Jung

Travaux de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement (Président: M. Ady Jung):

17.10.2002 Désignation du rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

Examen et adoption du projet de rapport

Vote en séance publique: 13.11.2002

Chamber TV



Chambre
des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag vun 19:00 Auer un

Ordre du jour

1. Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 6 novembre 2002
2. Communications
3. Retrait du rôle d'un projet de loi
4. Ordre du jour
5. Heure de questions au Gouvernement:
 - Question 245 de M. Gusty Graas relative à la 8^{ième} conférence des Parties de la convention sur le climat ayant eu lieu du 30 octobre au 1er novembre 2002 à New Delhi
 - Question 246 de M. Ben Fayot relative aux 75 projets de eLuxembourg en cours de réalisation
 - Question 247 de M. Camille Gira relative au bilan de la campagne contre la peste porcine
 - Question 248 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la prochaine assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie et les discussions autour du déconventionnement des médecins
 - Question 249 de Mme Renée Wagener concernant la situation des enfants de réfugiés qui sont nés au Luxembourg
6. Heure d'actualité demandée par le groupe socialiste sur la situation du marché de l'emploi (*Discussion générale*)
7. 4581 - Projet de loi concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

8. Ordre du jour

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden, Luc Frieden, Henri Grethen, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 15.00 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

1. Hommage aux victimes de la catastrophe aérienne du 6 novembre 2002

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, scho bal eng Woch ass et hir, zënter d'Norricht vum tragesche Fliegeraccident téschent Roodt-Syr an Nidderaanwen eist Land an eis däitsch a franséisch Noperen zudéifst getraff huet. Fir d'éischt an hirer 40jähreger Geschicht sollt och eis national Fluggesellschaft net verschont bleiwe vun enger Katastroph mat hire schreckleche Biller, där mer der oft an de Medië presentéiert kréien, déi awer meeschtens wäit ewech vun eis leien.

Leschte Mëttwoch war et anescht. Kuerz virun eisem Flughafen ass dat Onfassbaart geschitt, a wéi et sech leider gläich erausgestallt huet, goufen déi meescht vun de Passagéier vun engem Moment op deen aneren aus hirem Liewe geras.

Zwanzeg Doudeger an zwee schwéier Verletzter waren de schreckleche Bilan vun dësem Accident, deen eis alleguer mat engem Gefill vu Faassungslosegkeet an déiwer Trauer erfëllt huet.

A grad an deene Stonne vu grousem Misär, wéi eist Land se scho laang net méi kann huet, si vill Leit an hirer Hëllefsbereitschaft a Kompetenz iwwert sech erausgewuess an hunn dofir gesuergt, datt d'Rettungsaktiounen an d'Betreiung vun de betraffene Familljen a Bekannte an engem wüderge Kader ofgelaf sinn. Hire virbildlechen a couragéierten Asaz verdéngt eisen déiwe Respekt.

Bleift ze hoffen, datt d'Klärung vun dësem Accident, deem seng Ursaachen nach net bekannt sinn, zur Verbesserung vun der Flugsécherheet bäidroen wäert.

De Familljen a Bekannte vun den Doudesaffer wëll ech nach eng Kéier am Numm vun der ganzer Chamber eist Matgefill ausdrécke verbonne mat der Hoffnung, datt d'Zäit hinnen hëllef wäert, iwwer hire schwéiere Verloscht ewechkommen.

Deene Betraffenen, déi d'Ongléck iwwerliefert hunn, sief gewënnscht, datt si um Wee vun der Besserung gehollef kréien, fir mat hirer schrecklecher Erënnerung ëmgoen ze kënnen.

Mir wëllen elo opstoen, fir den Affer am Stëllen eng lescht Eier ze erweisen.

(Minute de silence)

Ech soen lech merci.

2. Communications

Der Chamber hunn ech folgend Kommunikatiounen ze maachen:

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) A la demande du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, Monsieur François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement, a déposé au Greffe de la Chambre des Députés, en date du 25 octobre 2002, le

- *Projet de règlement grand-ducal 5040 concernant la participation du Luxembourg à la Mission de police de l'Union Européenne (MPUE) en Bosnie-Herzégovine.*

A la demande du Ministre des Transports il a déposé le

- *Projet de règlement grand-ducal 5041 portant application de la directive N° 76/135/CEE du 20 janvier 1976 sur la reconnaissance ré-*

ci-proque des attestations de navigabilité délivrées pour les bateaux de navigation intérieure telle qu'elle a été modifiée par la directive du 23 novembre 1978.

Madame Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, a déposé le

- *Projet de loi 5042 portant approbation de la Charte européenne des langues régionales ou minoritaires, faite à Strasbourg, le 5 novembre 1992.*

Monsieur Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances, a déposé en date du 28 octobre 2002 le

- *Projet de loi 5043 relatif à l'augmentation du capital de la Banque Européenne d'Investissement.*

Monsieur Charles Goerens, Ministre de l'Environnement, a déposé en date du 29 octobre 2002 le

- *Projet de loi 5044 concernant la production et la commercialisation des matériels forestiers de reproduction.*

Monsieur François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, a déposé en date du 5 novembre 2002 le

- *Projet de loi 5045 concernant les relations collectives de travail, le règlement des conflits collectifs de travail et l'Office national de Conciliation.*

Monsieur François Bausch, Président du groupe politique „Déi Gréng“, a déposé en date du 11 novembre des

- *Propositions de modification du Règlement de la Chambre - N° 5046.*

3) Par lettres du 14 octobre et du 7 novembre 2002 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Secrétaire général de la Chambre des Députés le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 23 au 26 septembre et du 9 au 10 octobre 2002:

- résolution sur le Livre vert de la Commission „Indemnisation des victimes de la criminalité“

- résolution sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions sur le bilan de cinq années de stratégie européenne pour l'emploi

- résolution sur le rapport annuel 2001 du médiateur européen

- résolution sur les délibérations de la Commission des pétitions au cours de l'année parlementaire 2001/2002

- résolution sur les résultats du Sommet mondial sur le développement durable (SMDDD) à Johannesburg

- résolution sur les progrès réalisés dans la mise en œuvre de la politique étrangère et de sécurité commune

- résolution sur le troisième rapport annuel du Conseil établi en application du point 8 du

dispositif du code de conduite de l'Union européenne en matière d'exportation d'armements

- résolution sur les recommandations du Parlement européen à la Commission concernant les négociations d'accords de partenariat économique avec les régions et Etats ACP

- résolution sur un plan d'action de l'Union européenne pour l'introduction réussie de la télévision numérique en Europe,

- résolution sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité

économique et social et au Comité des régions concernant le Plan d'action de la Commission en matière de compétences et de mobilité

- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République algérienne démocratique et populaire, d'autre part.

3. Retrait du rôle d'un projet de loi

Op Ufro hi vum Aarbechtsminister a mam Averstännis vun der Presidentekonferenz gëtt virgeschloen de Projet de loi 4406 iwwert d'Berufschambere vum Rôle ze sträichen, well en an der Tëschenzäit géigegstandslos ginn ass.

Ass d'Chamber domat averstannen?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

4. Ordre du jour

Wat eis Aarbechte vun dëser Woch ubelaangt, huet d'Presidentekonferenz de leschten Donneschdeg decidéiert, dass d'Chamber haut, den 12. a mar den 13. November siégéiert mat folgendem Ordre du jour:

Haut de Mëttg:

- eng Froestonn un d'Regierung;

- eng Aktualitéitsstonn, vun der sozialistescher Fraktioun ugefrot, iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart;

- de Projet de loi 4581 iwwert den Handelsregëster.

Mar, e Mëttwoch um halwer dräi:

- de Projet de loi 5028 iwwert den Droit d'établissement;

- de Projet de loi 4911, e Steierofkommes téschent Lëtzebuerg a Slowenien; - d'proposition de loi 5026 iwwert d'Kadasteramt;

- de Projet de loi 4427, eng Konvention iwwert den Accès international à la justice.

- d'Question avec débat N°26 vum Här Jean Colombera iwwert de biomedezineschen Aspekt am Schoulwiesen;

- de Projet de loi 4912 iwwert den Accord INTELSAT;

- de Projet de loi 4786 iwwert den Accord EUTELSAT.

Den Här François Bausch huet a sengem Schreiwes vum 8. November ugefrot, dass haut diskutéiert an ofgestëmmt gëtt iwwert eng Resoluitioun betreffend d'Institutierung vun engem Konvent iwwert d'Zukunft vu Lëtzebuerg. Deem Bréif war déi betreffend Resoluitioun bäigefügt.

Résolution 1

- *considérant la résolution de la Chambre des Députés du 15 mai 2002 décidant „d'instituer une convention sur l'avenir du Luxembourg sous le patronage du Président de la Chambre des Députés“;*

- *estimant que le vote du 22 octobre 2002 de la Conférence des Présidents rejetant la proposition de mise en pratique de cette résolution est contraire à la décision de la Chambre des Députés du 15 mai 2002;*

la Chambre des Députés

- *invite la Conférence des Présidents à respecter la décision de la Chambre des Députés du 15 mai 2002 et à instituer dans les meilleurs délais une convention sur l'avenir du Luxembourg sous le patronage du Président de la Chambre des Députés et fonctionnant sous l'égide de la Chambre des Députés.*

(s.) François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss, Renée Wagener.

Stellvertredend fir de Kolleege François Bausch, deen entschëllegt ass, hëlt den Här Gira dozou d'Wuert. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Merci Här President. Wéi Der richtig gesot hutt, hu mer lech als gréng Fraktioun e Freideg schonn e Bréif geschéckt, fir ze froen, ob mer haut kéinten ee Punkt bäisetzen op den Ordre du jour, an zwar eng Resoluitioun iwwert d'Exekutioun vun enger Décisioun déi dës Chamber de 15. Oktober 2002 geholl hat, fir en Zukunfts-konvent anzesetzen. Ech erkläre mech ganz kuerz:

Deen Dag war hei e Vote geholl ginn, fir esou en Zukunfts-konvent anzesetzen. Dee war mat grousser Majoritéit ugeholl ginn an d'Resoluitioun war un d'Conférence des Présidents verweise ginn, fir d'Detailer vun dësem Zukunfts-konvent ze regelen. Ech ginn net op all Detailer vun der Geschicht vun dëser Resoluitioun an. Do wär villes ze ziele, mä ech mengen, déi meescht heibannen an och dobausse wëssen de Werdegang. Et ass awer de kamm, dass den 22. Oktober 2002 an der Conférence des Présidents net eigentlech dat, wat hei decidéiert gi war, exekutiert ginn ass, mä mat engem Vote, wann een dat dierf esou zalopp soen, ass dës Resoluitioun begreuwe ginn.

Mir sinn als gréng Fraktioun der Meenung, dass dës Aart a Weis fir virzegoen, weder vum Fong nach vun der Form hier, korrekt ass. Mir fannen et ondemokratesch, wann eng Décisioun, déi hei am Plenum geholl ginn ass, wann déi vun der Conférence des Présidents gekippt gëtt. Mir kennen och keng Plaz am Chambersreglement, déi eigentlech dës Prozedur virgesäit. Mir sinn awer der Meenung, dass och wann inhaltlech keng Majoritéit méi fir déi Resoluitioun soll do sinn, dat gesäit jo esou aus, fanne mer et awer net korrekt, dass dann am stillen Kämmerlein gemaach gëtt. Mir fannen dat do e ganz wichteg Thema fir d'Lëtzebuurger Land a mir hätten awer da gären, dass dat do nach eng Kéier kuerz och am Plenum diskutéiert gëtt, an dass net nëmme déi jeeweileg Fraktiounschefen d'Chance kréien, dozou hir Meenung ze äusseren an och e Vote ze huelen, mä dass eigentlech all Deputéierten, deen heibannen ass, dozou d'Recht krit. Dofir hu mir eng nei Resoluitioun verfaasst a mir wiere frou, Här President, wann déi eventuell nach haut op den Ordre du jour kéint kommen, kuerz driwwer diskutéiert kéint ginn an ofgestëmmt ginn. Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Lucien Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President. Mir si mat där Modifikatioun, sou wéi déi Gréng se froen, d'accord a sinn och d'accord, dass déi Resoluitioun haut um Enn vun der Sitzung diskutéiert gëtt.

Ech bréngen och eng Resoluitioun an, déi ech elo bei lech, Här President, déposieren. Ech wär frou, wa mer déi kéinten zesumme mat där vun deene Gréngen um Enn vun der Sitzung, no de Projeten, déi mer haut de Mëttchen um Ordre du jour hunn, kënten diskutieren.

Résolution 2

La Chambre des Députés,

Considérant la résolution proposant l'institution d'une Convention sur l'avenir du Luxembourg, votée par elle en date du 15 mai 2002;

Considérant que la composition et la mission concrètes de la Convention donnent lieu à des divergences de vues substantielles entre les groupes politiques représentés à la Chambre, et qu'un accord à ce sujet n'a pas pu être trouvé;

Constata qu'il existe un profond désaccord entre les différents

groupes politiques quant à la composition et aux missions de la Convention envisagée, désaccord rendant impossible la mise en place d'une telle Convention;

Prend acte de la volonté du Gouvernement de créer un Conseil supérieur pour le développement durable, de charger ce Conseil supérieur de travaux d'analyse et de prospective sur les options d'avenir de notre pays, et d'arrêter une composition de ce Conseil supérieur englobant des représentants de la société civile luxembourgeoise;

Décide de passer à l'ordre du jour.

(s.) Lucien Weiler, Lucien Clement, Gusty Graas, Nico Loes, Jean-Paul Rippinger.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci Här President. Ech wëll och vun eiser Säit aus soen, dass mir domat averstane sinn, dass déi Resolution vum der grénger Fraktion hei zur Diskussion stoe kënn. Dat gétt eis nämlech och d'Geleeënheet, fir Verschidde riicht ze stellen, wat, menger Meinung no, eng falsch Interpretation ass.

D'Presidentenkonferenz huet, mengen ech, am Respekt vun där Décioune déi d'Chamber hei geholl hat, decidéiert. Et waren deemools an der Chamber verschide Meinungen. Déi eng hunn déi Resolution esou verstanen, dass mer eng Kommissioun géifen asetzen aus Deputierten, an déi kéint da Leit ruffen. Aner Leit hu se verstanen, wéi wann an dee Grupp och géife Leit vu baussen derbäi kommen, wat awer an der Presidentenkonferenz ofgelehnt ginn ass.

Dat ass och déi Proposition, déi menger Meinung no, deemools heibanne keng Majoritéit hat, an zwar dass sollt an dem Innere vun der Chamber e Konvent gegrenzt ginn, wou d'Deputierten dra wieren a Leit, déi der Chamber net géifen ugehieren. Dat kéint en dann den Owend am Detail diskutieren, wann déi Resolution zur Diskussion kënn, ob d'Presidentenkonferenz deem Rechnung gedroen huet, wat d'Chamber den 8. Mee, oder wéini war et, hei decidéiert hat.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, Dir entschëllegt mech, wann ech net op de Fong aginn. Ech ginn dovun aus, dass mir dat herno dierfe maachen. Ech si selbstverständlech mat menger Fraktion d'accord, dass dat do haut op den Ordre du jour kënn.

M. le Président.- Selbstverständlech.

M. Emile Calmes (DP).- D'DP-Fraktion géif sech deem uschléissen.

M. le Président.- Wann ech gutt verstanen hunn, ass d'Chamber d'accord, fir um Uschloss vum Ordre du jour, esou wéi e virläit, och nach déi Resolution zur Ofstimmung ze bréngen.

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dann hu mer haut de Mëtteg eng Froestonn un d'Regierung.

Den Här Jeannot Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, a Presenz vum zoustännege Minister, zumindest wat d'Relatioun mam Parlament ubelaangt, wëll ech drop hiweisen, dass mer eng Lëscht vu Froen hunn. Ech weess, dass et net sai Feeler ass, well en äifreg dorëmmer Bréiwer verschéck, vun deene mer och ëmmer Kenntnis hunn doduerch, dass mer d'Kopie

hu vun deem, wat e senge Ministerkollege seet. Ech muss feststellen, dass geschwënn engem awer d'Gedold räisst. Ech ginn lech e Beispill hei.

Et ass eng Fro vu mir vum 31. Juli un de Ministere d'Intérieur iwwert d'Zukunft vun eenzelne Services publics. Gemengt ware Waasser, Gas, Elektresch. Ech verstinn, dass déi Fro gegebenenfalls net an engem Mount ze beäntwerten ass. Ech hätt verstanen, wann een ee Mount Ausstand zousätzlech ginn hätt, mä ech hunn awer guer kee Verständnis méi, dass ech elo Mëtt November nach keng Äntwert hunn, an dofir wëll ech Gebrauch maache vum Artikel 76-5, fir déi Fro am Plenum dierfen ze stellen.

Wann ech da keng Äntwert kréien, dann hunn ech alt wéinegstens d'Fro en public dierfe stellen, well wann ech elo an all deene Méint keng Äntwert krut, da ginn ech dovun aus, dass ech och de Mëtteg keng kréien. Mä et ass nun eemol esou am Reglement virgesinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Minister ass de Mëtteg berufflech verhënnert a kann net hei sinn. Den Här Minister François Biltgen freet d'Wuert.

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*.- Här President, ech ginn dem Här Krecké absolut Recht, dass eng Partie Froen ausstinn. Et sinn der esouguer, hunn ech festgestallt, och a mengem Departement. Ech wëll awer soen - dat ass keng Excuse, mä ech soen dat einfach -, et ass méi einfach eng Fro ze stellen, wéi se ze beäntwerten. Domm Froe sinn och méi einfach ze beäntwerte wéi intelligent Froen, soen ech lech och. Och dat ass en Element d'explication.

Den Här Krecké huet absolut Recht déi Fro ze stellen. Den Här Wolter ass berufflech verhënnert a kann haut net hei sinn. Ech wärfrou, wa mer eis kënnen dorobber eeneegen, dass mer géifen déi Lëscht, déi mer hu vu Froen, déi ausstinn, an der nächster Conférence des Présidents nach eng Kéier duerchkucken, fir dass ech kéint a menger Qualitéit als Parlamentsminister an deem nofolgende Ministeschrot kucken, dass mer dee Retard opgeschafft kréischen.

M. le Président.- Den Här Krecké.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, bei aller Léift, déi ech fir den zoustännege Minister hunn, dee sech ganz vill Méi gétt, fir dass seng Ministerkollegen dat beäntwerten, mieren ech, obscho mer den Exercice schonn e puermol gemaach hunn, dass dat sech net gebessert huet.

Ech halen drop muer de Mëtteg meng Fro ze stellen, och wann de Minister net hei ass, esou wéi et virgesinn ass am Reglement.

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*.- Den Här Wolter ka wierklech de Mëtteg net.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wann e muer ka kommen, tant mieux. Ech froen, fir meng Fro muer dierfen ze stellen. Da gétt se en séance publique, esou wéi dat hei virgesinn ass, gestallt, fir och emol eng Kéier de Leit ze weisen - deen Arrangement hu mer virun drai Joer gemaach an et gétt sech net -, dass se et solle bekäppen, dass se déi Froen ze beäntwerten hunn an enger seriöser Zäit.

Ech menge vum Juli bis elo hätt ee largement Zäit gehat. Wann dat elo just e Mount gewiescht wier, da wier et effektiv e Reiden um Paragraph gewiescht. Dat hei ass net e Reiden um Paragraph, dat hei ass, wéi de Minister et gesot huet, eng Fro vun Héiflechkeet. Da soll e muer heihinner kommen a se beäntwerten.

M. le Président.- Wann ech gutt verstanen hunn, huet d'Regierung sech virgeholl sech ze besseeren.

(Hilarité)

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement*.- Also dat hutt Der falsch verstanen, Här President. D'Regierung brauch sech net ze besseeren, well si ass gutt.

M. le Président.- Et kann een och iwwerdreiwen. Fréier ass dat öfters virkomm. Et ware vill méi Froen. Loosst ons awer esou vill Konfiienz een an deen aneren hunn. Ech zweifele kee Moment drun, dass mer an där nächster Presidentenkonferenz eng Aussprooch doriwier kréien, an dass dann an Zukunft dat do net méi virkënn.

(Interruption)

Ech si mat lech d'accord, Dir kënn mar Är Fro stellen, mä ech kann lech net d'Garantie ginn, dass de Minister do ass, fir ze äntworten.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dat ass sai Problem!

M. le Président.- Also ech hënneren lech net drun, Gebrauch ze maache vum Reglement, mä et wär awer jiddefalls gutt, wann dee kompetente Minister do wär, fir kënnen ze äntworten.

Mir fuereen elo weider mat eisem Ordre du jour. Den Artikel 78 vun eisem Chamberreglement gesäit vir, dass den Deputierten zwou Minuten Zäit huet, fir seng Fro ze stellen, an d'Regierung véier Minuten huet, fir drop ze äntworten. D'Froe kommen ofwiesselnd vu Majoritéit an Opposition.

Fir d'éischt d'Fro 245 vum Här Gusty Graas un de Statssekretär fir d'Émwelt iwwert d'Klimakonferenz zu New Delhi.

Här Graas, Dir hutt d'Wuert.

5. Heure de questions au Gouvernement

- Question 245 de M. Gusty Graas relative à la 8ième Conférence des Parties de la Convention sur le climat ayant eu lieu du 30 octobre au 1er novembre 2002 à New Delhi

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Härren, vum 30. Oktober bis den 1. November hat jo zu New Delhi déi acht Konferenz vun de Parteien iwwert de Klimaschutz stattfonnt. Lëtzebuerg war vertraueden duerch de Statssekretär Eugène Berger.

A wann een d'auslännesch Press e bësse gelies huet, hat een d'Gefill, wéi wann dat jiddefalls net eng ganz erfollegräich Réunion gewiescht wär, an och wéi wann d'Deklaration vun New Delhi keng nei Perspektiven opgezeechent hätt. Anscheinend wär och kee Konsens fonnt ginn, wat u sech soll geschéien no där Verfluchtungsperiod, déi am Protokoll vu Kyoto zrëckbehale ginn ass.

Aus dem Grund wollt ech dofir véier Froen un den Här Statssekretär stellen.

1. Wat ass u sech seng Appréciation vun där Réunion zu New Delhi, respektiv awer och virun allem wat den Inhalt vun der Deklaration ubelaangt?

2. Kann en eis zousätzlech Informatiounen gi wat d'CDMen ubelaangt a besonnesch wat den Impact op Lëtzebuerg ass?

3. Ech wollt nach eng Kéier zrëckkommen op eng Décioune, déi zu Marrakesch geholl ginn ass. An zwar ass et do drës gaangen, fir zousätzlech Spezialfonge fir déi aarm Länner ze kreeieren. Ass an dem Beräich entre-temps eppes geschitt?

4. Eng lescht Fro geet och a Richtung vum Protokoll vu Kyoto. Wéini kann een u sech domat rechnen, dass de Protokoll vu Kyoto kënn emgesat ginn?

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Den Här Statssekretär Eugène Berger huet d'Wuert.

M. Eugène Berger, *Secrétaire d'État à l'Environnement*.- Merci Här President. Dir Dammen an Dir Härren, zu där aachter Konferenz vun der Klimaschutzkonvention zu New Delhi kënn ee soen, dass do d'Sujete vum Ordre du jour e bësse méi technescher Natur au départ waren. Et ass en dofir net mat ganz groussen Erwaardungen eragaangen. Haaptsächlech drai Punkte sinn diskutiert ginn.

Op där enger Säit ass festgeluegt ginn, wéi déi eenzel Rapporten oder Kommunikatiounen am Kader vum Kyoto-Protokoll musse sinn, wou d'Länner all Joer e Rapport mussen eraschécken, wéi d'Bilanz ass um Niveau vun den CO₂-Emissionen. Do ass et haaptsächlech drëm gaangen, fir dat all déi Rapporten an d'Opstelle vun deenen Daten kohärent sinn an all de Länner, déi de Kyoto-Protokoll ratifiziert hunn.

Den zweete Punkt war dee vun de sougenannte CDM-Projeten, wou Rapport gemaach ginn ass iwwert d'Aarbechten. Déi Aarbechte si gutt virukomm, an et ass esou, dass elo déi sougenannten CDM-Mechanismen voll opérationell sinn.

Ech wëll kuerz entre parenthèses drun erënneren, wat dat ass. D'CDM-Projeten, „clean development mechanism“, heescht einfach, dass ee kann an Dréitwëlläner Projekte maachen am Beräich Klimaschutz, déi dann en anert d'Land sech ka gutschreiwen.

Wéi gesot, déi Aarbechte si gutt virukomm, an et rechent een domadder, dass d'nächst Joer kënnen éischt Projeten am Beräich CDM duerchgefouert ginn.

Lëtzebuerg muss sech och iwwerleeën, ob et an Zukunft bei esou Projekte wëllt matmaachen. Ech wëll awer drun erënneren, dass mer ëmmer erëm soen, dass mer fir d'éischt versichen eis Hausaufgaben heiheim ze maachen, an nëmme wann dat net géif duergoen, mer dann och op esou Projekte géifen zrëckgräifen.

En anere Punkt war dee vun Asetzen, respektiv Emsetze vun deenen zwoe néie Fongen, déi effektiv zu Marrakesch decidéiert gi sinn. Deen een ass en neie Klimaschutzfong. Deen zweeten ass e Fong fir déi am mannsten entwéckelt Länner.

Et ass gekuckt ginn, wéi déi kënnen konkret fonctionnéieren, respektiv wat déi eenzel Participatioune si vun de Länner, déi de Kyoto-Protokoll ratifizieren, respektiv ratifiziert hunn. Fir Lëtzebuerg kann dat no deene verschidde Kriterien, op déi ech hei elo net wëll agoen, well dat ass relativ technesch, an Zukunft ronn eng Millioun Euro d'Joer ausmaachen, déi et soll an déi Fonge bäidroen.

Den Här Graas huet och déi politesch Deklaration ugeschwat, déi sécher kee juristescht contraignant Charakter huet, mä déi awer trotzdem och e politesch Engagement soll duerstellen. Et war esou, dass an der Deklaration, déi ausgeschafft ginn ass zu New Delhi, d'europäesch Länner, haaptsächlech also d'Länner aus deene 15 Memberstate vun der EU, Lëtzebuerg natierlech och, der Meinung waren, dass sech och misste Gedanken gemaach gi fir no 2012.

Et ass esou, dass de Kyoto-Protokoll bis 2012 geet, dass awer duerno sécher net alles wäert an der Rei sinn, dass och duerno nach muss gekuckt ginn, fir aktiv am Klimaschutz virzegoen. D'Europäer hunn drop gedréngt, fir ënnert iergendenger Form dat an déi Dekla-

rationen ze kréien, fir eventuell Engagementer no 2012 scho festzeleeën, net elo genau wéivill, oder wat fir eng Engagementer dat wären, mä einfach de Prinzip, well och no 2012 soll ee weiderhin aktiv Klimaschutz maachen a weltwäit och Engagementer huelen.

Dat huet awer kee Support fonnt, ënner anerem bei den Entwëcklungslänner, awer och bei Länner wéi déi Vereenegte Staten. Dat huet also net sain Nidderschlag fonnt an där Schlussdeklaration. Et muss ee soen, dass dat sécher e bëssen aus der Siicht vun den Europäer e Messerfolleg war. Op där anerer Säit muss een awer soen, dass mer nach praktesch zéng Joer Zäit hunn, fir un deene Saachen ze schaffen, dass mer also an deenen nächste Joren déi eng oder aner Kéier nach wäerten dee Sujet misse nei upaken.

Eng lescht Fro vum Här Graas war déi, fir ze wëssen, wéini dann elo effektiv de Kyoto-Protokoll a Kraaft tritt. Ech wëll drun erënneren, dass zwou Konditioune mussen erfëllt sinn.

Op där enger Säit musse 55 Länner de Protokoll ratifiziert hunn, op där anerer Säit mussen dann och 55% vun de weltwäiten Emissionen doranner representéiert sinn.

Et si mëttlweile méi wéi 55 Länner, déi ratifiziert hunn. Déi 55% vun de weltwäiten Emissionen sinn awer doranner nach net reflektiert. Ënner anerem brauche mir nach Russland, dat och soll de Protokoll ratifizieren. D'Russen hunn zu Johannesburg, wéi och nach eng Kéier zu New Delhi versécher, dass se géifen dat an deenen nächste Woche maachen an dass dat och an der Prozedur wär an der Duma. Mir sinn also gudder Déng, dass dat wäert bis zum Schluss vum Joer, respektiv ufanks vum nächste Joer geschitt sinn, an dee Moment wäert dann och de Kyotoprotokoll rechtskräfteg a Kraaft trieden. Merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 246 vum Här Ben Fayot un de Kommunikatiounsminister iwwert de Projet eLëtzebuerg. Den Här Fayot huet d'Wuert.

- Question 246 de M. Ben Fayot relative aux 75 projets de eLuxembourg en cours de réalisation

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, d'Regierung huet dës Woche oder d'lescht Woch hiren neie Site gouvernement.lu virgestallt, an de Minister huet dobäi anonciert, dass 75 Projekte vun eLëtzebuerg en cours de réalisation sinn, an dass Lëtzebuerg och déi gréisste Progressioun am europäesche Benchmarking hätt.

Ech wollt froen:

- Ob déi 75 Projeten, d'Projete vu gesamt eLëtzebuerg sinn, oder méi prezis vun eGouvernement?

- Och géif mech interessieren, ob bei deene 75 Projeten esou wichtig Verwaltung wéi d'Steierverwaltung an den Enregistrement dobäi sinn, wat mir scho laang gefuerdert hunn?

- Ech wollt och froen, a wéi engem Stadium vu Finalisation déi 75 Projekte sinn?

Et géif mech och interessieren, ob mir dann an der Fro vun dem Portail unique fir sämtlech öffentlech Siten e Schrëtt weiderkomm sinn? Zum Beispill hu mir gëschter Owend an der Gemeng Lëtzebuerg vun dem Site vun der Stad Lëtzebuerg geschwat, an et schéngt mir wichtig ze sinn, dass mir zu Lëtzebuerg op dee Wee ginn, well dat, wat se an Däitschland fäerdig bréngen an a Frankräich, mengen ech, misst och an engem e bësse méi klenge Land wéi Lëtzebuerg méiglech sinn, nämlech dass allegueren déi öffentlech Siten iwwer ee Portail accessibel wären.

Ech wollt och den Här Minister froen, op wat fir Etuden e sech fon-

déiert, fir ze soen, datt Lëtzebuerg déi schnellste Progressioun hätt an dem europäesche Benchmarking. Déi Étuden, déi ech zum Schluss gesinn hunn, weisen, datt Lëtzebuerg zwar eng Progressioun huet, zum Beispill an den öffentliche Site vum 15 op 22 vun Oktober 2001 bis Abrëll 2002, mä et sinn aner Länner, déi nach vill besser do stinn, souguer, datt se nach vill méi héich sinn.

Dat waren déi Froen, déi ech dem Här Minister wollt stellen. Merci.

■ **M. le Président.** - Den Här Kommunikationsminister François Biltgen huet d'Wuert.

■ **M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications.*** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, wann ech elo wierklech wëllt am Detail op alles agoen, wat den Här Fayot hei gefrot huet, da géif ech net nëmmen de Kader vu menger Äntwertzäit sprengen, mä och déi vun der Froestonn insgesamt, well, wann ee vu 75 Projete schwätzt, mat enger Minutt pro Projet, dann ass ee scho bei iwwer enger Stonn. Iwwregens läit och, wat de Volet egouvernement ugeet, deen den Här Fayot besonnesch interesséiert, eng Fro vum Här Zannussi vir, déi mir amgang sinn zesumme mat der Fonctioun publique ze beantwueren an duerch déi hien eng Partie Äntwerte kritt.

Ofgesinn dovunner soen ech och, datt ech ganz e bëssen doriwwer enttäuscht sinn - well ech den Här Fayot kennen, deen ee vun den „e-literat“ Deputéierten hei ass -, datt hien net op eLëtzebuerg surfe gaang war, well dann hätt e sech kënnen d'Lescht erausdrécke vun deene 75 Projete. En hätt och do festgestallt, datt déi zwou Verwaltungen, vun deenen hie geschwat huet, nämlech d'Steierverwaltung an den Enregistremet, e puer Projete mat dobäi hu bei deene 75 Projete.

A toutes fins utiles, Här President, ginn ech lech déi Lescht vun de Projete, wéi se och um Site eLëtzebuerg - Dir kënt dohinner surfe goen, da fannt Dir se - publizéiert ass. Ech ginn lech och en aneren Text, deen op dem Site eLëtzebuerg nozesichen ass, an zwar deen iwwert dee leschte Sondage, deen d'ILReS am Optrag vum eEurope-Benchmarking gemaach huet iwwer eLëtzebuerg. Ech kommen och nach vläicht op deen een oder anere Punkt zrëck, souwäit ech nach Zäit hunn.

Wat de Stade de finalisation vun deene 75 Projete ubelaangt, ass et esou, datt esou e Projet an der Moyenne ee bis zwee Joer brauch bis datt en opérationnel ass, an dat ass wierklech no enne gegruff. Wann een da weess, datt mir spët eréischt konnten ufänken, ass et kloer, datt mir bis elo eréischt vun deene 75 Projete der aacht hunn, déi opérationnel sinn, déi aner sinn am Backoffice, duerfir gi se jo och net bis elo am europäeschen eGouvernement-Benchmarking enregistréiert, well si nach net online sinn.

Ech soen lech och direkt, datt mir do nach net an deenen nächste Méint sou e grouse Progrès no vir maachen, well einfach déi Projete amgang sinn ze räifen. Dat geet iwwert d'Etüd vun den Essaien, an dann iwwert dat Opérationnell. Ech ginn awer dovunner aus, Här Fayot, datt mir an engem Joer wierklech remarquabel Progrès wäerte gemaach hunn.

Ech soen lech och, datt, wat eGouvernement ubelaangt - well déi 75 Projete, dat ass eLëtzebuerg insgesamt, do ass nëmmen en Deel eGouvernement -, de Statssekretär Jos Schaack an deenen nächste Wochen, soubal den neien europäeschen eGouvernement-Benchmarking, deen een Deel vum eEurope-Benchmarking ass, disponibel ass, eng gréisser Informatioun doriwwer maache wäert an och iwwert déi eenzel Stadie schwätze

wäert, wou déi eenzel Projete dru sinn.

Iwwregens sinn ech absolut bereet, wann dat gewünscht ass, an déi zoustänneg Chamberkommis-sioun ze kommen, wou ech dann - dofir brauch ech awer op d'mannst eng Stonn - iwwert déi 75 Projete an hiren „état d'avancement“ schwätze kann.

Et ass esou, datt de Portail unique eist groust Ziel ass. An enger éischer Phas wëlle mir bis virum Enn 2003 kucken, datt all Ministere an all Verwaltungen säi Site huet. Do muss een natierlech wëssen, datt mir de Problem hu par rapport zum Ausland, vun den Déséconomies d'échelles, dat heescht, am Ausland kann een d'Kraaft méi bündelen, bei eis ass all Verwaltung kleng, all Verwaltung huet da méi Problemer an dofir hu mir jo och d'eLëtzebuerg-Taskforce an d'Lie-we geruff, fir ze kucken, deene Verwaltungen ze hëllef.

Parallell zu deem Effort, datt all Verwaltung hire Site kritt, maache mir net onbedéngt e Portail unique, mä en Accès unique fir d'Leit, wou se kënnen op theematesch Sous-portails goen, zum Beispill e Sous-portail „culture“ gëtt ausgeschafft, e Sous-portail „droit“ gëtt ausgeschafft. E Sous-portail „entreprises“ ass amgang ausgeschafft ze ginn, e Sous-portail „éducation“, well jo de Problem ass, datt de Bierger net weess u wat fir e Minister oder Ministère hien d'Fro stellt, mä en huet eng Fro ze stellen an e muss ebe kënnen do theematesch weider gedriewe ginn no deenen Äntwerten, déi e kritt.

Wat d'Interaktivitéit vun de Siten ubelaangt, wësst Dir, datt een eigentlech muss véier Schwellen hunn. Déi éischt ass déi, datt een d'Informatioun kritt. Déi zweet ass déi, datt ee kann de Formular erof-lueden. Déi drëtt ass déi, datt een de Formular kann online raschécken. Déi véiert ass, datt ee kann och d'Äntwerten online erëmkreien.

Mir hunn an deem Benchmarking, dee mir elo gemaach hunn iwwert d'ILReS, festgestallt, datt déi meeschte Lëtzebuurger u sech haauptsächlech un Informatiounen interesséiert sinn. 84% vun de Lëtzebuurger wëlle mol virum allem Informatiounen. Dat heescht, d'Lëtzebuurger sinn nach net esou wäit, datt se soen, mir wëllen och bis déi véiert Etapp goen. An déi véiert Etapp, datt een alles online mécht, ass och net bei all Formular onbedéngt noutwenneg.

Mir müssen also elo kucken, an dat wëlle mir och maachen, datt ee wierklech all Informatiounen online ka fannen. Dat ass déi éischt Etapp, déi mir wëlle maachen. Déi véiert Etapp brauch een net iwwerall. Fir déi brauche mir d'PKI-Infrastruktur, wou ee muss feststellen, datt all Länner, déi do wollte virpreschen - ech denken un d'Fin-nen -, bäigelaft sinn. Mir hunn ënner der Tutelle vum Minister de l'Économie e Grupp, dee mat der Privatwirtschaft kuckt, wéi mir kënnen, och wéinst der Konkurrenz hei zu Lëtzebuerg, eng eenzeg PKI-Infrastruktur schafen. Fir déi, déi net wëssen, wat PKI ass: Dat ass u sech de Schlëssel, datt et sécher ass, wien de Formular opmécht op där enger Säit a wien en op där anerer Säit opmécht.

Wat de Benchmarking ubelaangt, ass et net esou, datt ech gesot hätt, mir wäeren insgesamt déi Bescht. Ech hunn op ee spezifesch Beispill ugespillt, dat ass dat, wat Der och an der ILReS-Etud erëmfannt, nämlech, datt d'Lëtzebuurger déi sinn, déi, wat d'Internet-Connectiounen vun de Stéit ubelaangt, am meeschte Progrès gemaach hunn. Do hu mir wierklech am meeschten Terrain gutt gemaach. Mir hu mëttlerweil d'Finnen iwwerhol, mir sinn op der véiertbeschter Plaz.

Et muss een och wëssen, datt eEurope net nëmmen eGouvernement ass. eEurope huet aacht Objektiv. Een dovunner ass eGouverne-

ment. Natierlech ass et ee vun deene Kruziaalsten, ee vun deene Wichtigsten, dat streiden ech hei net of, mä et gëtt nach siwen anerer. A wann Dir duerch den eEurope-Benchmarking gitt, deen Dir kënt fannen, wann Dir op de Site gitt europa.eu.int/information_society/europe/benchmarking/list/2002/index_en, da fannt Dir alles.

(Interruptions)

Ech si scho bei sechs Minuten.

Do fannt Dir Äntwerten op eng ganz Partie vu Froen an da stellt Dir fest, datt mir a ganz ville Beräicher vir sinn. An aneren, notament eGouvernement, si mir hannen, mä eist erkläertent Zil ass och do no vir ze kommen.

Ee Punkt, wou ech mengen, datt mir déi lescht Zäit amgang si ganz vill Progrèsen ze maachen, datt ass dee vum Internetgruof, well wa mir soen, mir hunn elo 55% vu Stéit, déi op Internet sinn, hu mir natierlech och 45% vu Stéit, déi net op Internet sinn. Do stelle mir fest, dass besonnesch betraff sinn déi Leit, déi doheem sinn. Do fanne mir vill Fraen erëm, respektiv auslännesch Matbierger, besonnesch bei den Aarbechterkategorien. Do fir hu mir eng ganz Aktioun lancéiert - déi mëttlerweil amgang ass Friichten ze droen -, datt mir querfeldein duerch d'Land mat de Gemenge zesummen a mat Privatinitiativen Internet-Stuffen opriichten, fir och deene Leit, déi net doheem Internet hunn, éischens d'Chance gi mat deem Instrument eens ze ginn, an zweetens och un Terminaux ze kommen, wou se kënnen hir Verwaltungsuageleeënheete mam Stat maachen.

Ech hunn eréischt d'lescht Woch zu Mertert/Waasserbëlleg eng Internet-Stuff inauguréiert. An deenen nächste Wochen a Méint kommen der nach ganz vill derbäi. Ech kann och nëmmen deene Gemeenge merci soen, déi spontan bereet ware mat eis zesummen ze schaffen, an ech weess, datt der nach vill nokommen. Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Mir kommen elo zur Fro 247 vum Här Camille Gira un den Ackerbauminister iwwert de Bilan vun der Campagne iwwert d'Schwéngspescht. D'Wuert huet den Här Camille Gira.

- Question 247 de M. Camille Gira relative au bilan de la campagne contre la peste porcine

■ **M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*).** - Merci Här President. D'Problematik Schwéngspescht steet schonn iwwer e Joer an der Aktualitéit. Et huet een och net dat Gefill, wéi wann de Problem geléist wier, am Géigendeel. Sporadesch tauchen ëmmer erëm nei Fäll op, sief et bei den Hausschwäin, sief et bei de Wëllschwäin. Dofir wollt ech vun deere Froestonn profitéieren, fir emol vum Minister gewuer ze ginn, wéi hien d'Saach gesäit a wéi de Bilan ass?

Et hat een e bësschen dat Gefill, dass den Acteuren um Terrain d'Feld iwwerlooss ginn ass. An enger Taskforce sollt sech géeneegt ginn. Wann een awer gelies huet, wat d'lescht Woch a gewësse landwirtschaftleche Presseorganer, respektiv op anere Plaze geschriewe ginn ass, dann huet een dat Gefill, dass déi sech do net eens ginn, éischer nach op eemol ope-nee schéissen, wann et esou weider geet. Dofir mengen ech, wier et och esou lues un der Politik, fir hei anzegräifen.

Wéi ass de Bilan vun deene Mesuren, déi d'Regierung préconiséiert hat? Wéi ass de Bilan vun där verlängert Juegdsaison? Si mer amgang, de Wëllschwäibestand erfazsetzen? Wéi ass et mat enger Impfung vun de Wëllschwäin? Virun enger gudder Zäit, wéi mir

dat an d'Diskussioun bruecht hunn, si mer nach, mengen ech, e bësschen ausgelaaht ginn. Haut kann ee feststellen, dass ëmmer méi Leit des Mesure lues a lues zur Diskussioun stellen, well et schéngt bal net méiglech ze sinn op eng aner Manéier, zumindest bei de Wëllschwäin, der Saach bäizekommen.

Also wéi gesäit de Minister d'Evolution? Ass hien eventuell bereet, eng regional a souguer iwwert d'Landesgrenzen eraus goend Impfung mat den Nopeschlänner an d'Aen ze faassen. Schlussendlech, wéi ass seng Position oder der Regierung hir Position zum Fide-ruungsverbuet? Grad déi Thematik huet d'lescht Woch relativ héich Welle geschloen. Op der enger Säit huet een dat Gefill, dass d'Je-eer nach bal éischer méi wäit wëlle goen ewéi an der Vergaangen-heet an nach méi wëlle fidderen, an op där anerer Säit awer eng kate-goresch Oflehnung vun de Bauereverbänn do ass. Dat, fir ze soen, dass dann d'Katastrophen nach vill méi grouss gëtt.

Ech muss soen, dass mir éischer déi zweet Vue deelen, an dofir och d'Fro:

Wat gedenkt de Minister ze maachen an där ganz konkreter Problematik, déi awer och e gudden Deel vun der Problematik, zumindest vun der Wëllschwäipescht, ass?

Merci.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Ackerbauminister, den Här Fernand Boden.

■ **M. Fernand Boden, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.*** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Gira huet mech gefrot, fir e Bilan ze zéien iwwert déi Problematik vun der Schwéngspescht. Esou e Bilan kann nëmme proviso-resch sinn - ech well dat direkt derbäi soen -, well schéi war et, wa mer kënten en definitiven Of-schlossbilan zéien. Besonnesch bei der Problematik vun de Wëllschwäi wësse mer, dass et ganz schwiereg ass, fir déi Problematik an de Grëff ze kréien, an dass do müssen eng ganz Rei vun Acteuren zesummeschaffen, virun allem emol den Émweltministère, dee jo fir d'Juegd zoustänneg ass, also och fir eng Rei vun de Froen, déi elo gestallt gi sinn, doriwwer eraus d'Jeeer selwer, a virun allem awer och d'Bauern an de Landwirtschaftsministère.

Mir hunn - den Här Gira huet drop higewisen - eng Taskforce gegrënnt. Dat ass net, fir de Leit um Terrain d'Feld ze iwwerloossen, mä déi Taskforce ass vun deenen zwee Ministère gegrënnt ginn, fir ebe just mat allen Acteuren zesummen ze diskutéieren. A wann déi Taskforce zesumme kënt, sinn natierlech d'Ministère an och d'Ministeren derbäi an och d'Administratiounen, fir zesummen ze kucken, wat fir eng Strategien ee kann entwéckelen, fir där ganzer Problematik esou gutt ewéi méiglech meeschter ze ginn.

Mir si jo scho säit längerer Zäit mat der Problematik befaasst. Et ass ugaangen 1999 am Norde vum Land. A Rheinland-Pfalz war bei Wëllschwäin d'Schwéngspescht entdeckt ginn. Do hu mer eng Zone d'observation gemaach, eng Rei vu Moosnamen ergraff. Mir hunn och eng Sammelstell agefouert, wo déi Wëllschwäin hu missen hikommen. Si goufen analyséiert. Mir hunn de Jeeer ugeroden, fir besonnesch déi jonk Wëllschwäin ze schéissen, well do d'Iwwerdrungsgefor am Gréissten ass. Et ass eng Prime agefouert ginn, fir se ze encouragéieren, fir jonk Wëllschwäin ofzeschéissen.

Du war et relativ roueg, dat hate mer och am Grëff, bis dass mer dann am Oktober vun leschte Joer hei am Land déi éischt wierklech Fäll vu Wëllschwäipescht bei Berbuerg entdeckt hunn. Leider Gottes konnte mer net vermeiden,

dass trotz alle Moosnamen a Virsichtsmoosnamen, déi Wëllschwäipescht och op d'Hausschwäin iwwergraff huet.

A fir e kuerze Bilan ze zéien an Zuelen ze nennen, wëll ech dem Här Gira soen, dass mer bis elo zwielef Foyeren hate vun Hausschwäipescht an dass mer praktesch am ganze Land Foyeren hunn, wat d'Wëllschwäipescht ubelaangt. Zënter der Mise en place vu Bekämpfungsmoosname géint d'Schwéngspescht, sinn zwielefdausend Wëllschwäin geschoss ginn. Dir wësst, dass déi Wëllschwäin, zënter dass mer hei positiv Fäll haten, systematesch al-leguer analyséiert ginn. Mir hu bei den Analysen, déi an dem Veteri-närlaboratoire gemaach ginn, festgestallt, dass ronn 20% vun deene Wëllschwäin, déi analyséiert gi sinn, zéro positiv sinn. Do hu mer also Antikierper festgestallt, wat d'Schwéngspescht ubelaangt.

(Interruption)

Jo, zënter 1999 ass dat.

(Interruption)

Jo, drai Joer.

Dann hu mer elo vum 1. Januar vun deesem Joer u 57 virulogesch positiv Fäll bei Wëllschwäi gehat. Et gesäit een, dass d'Problematik vun de positive Fäll bei de Wëllschwäin nach net eriwuer ass. An de leschte Méint, hu mer der nach systematesch a verschiddene Géigende vum Land entdeckt, dat heescht, den Drock, dass d'Schwéngspescht bei de Wëllschwäin eriwuerschwappt op d'Hausschwäin ass nach ëmmer ginn.

Dofir ass jo och, wéi gesot, déi Taskforce do, déi eng Rei vun Aufgabe kritt huet, fir präventiv Moosnamen hëllefzen ze ergräifen am Konsens mat allen Acteuren um Terrain. An Dir wësst virun allem, dass op zwee Pläng geschafft gëtt. Dat éischt, dat ass emol, fir eng Reduktioun vun der Wëllschwäibesatzdicht ze kréien. D'Zil ass jo, fir op zwee Wëllschwäi pro honnert Hektar Bësch ze kommen; mir sinn nach wäit dovun ewech.

D'Eaux et Forêts huet och eng Bestandsopnahm am Land gemaach, wou se fënnel Plätzen erauskristalliséiert hunn, wou wierklech d'Besatzdicht relativ héich ass. Virun allem geet et elo drëm, dass do, wou mer festgestallt hunn, dass eng grouss Densitéit vu Wëllschwäin ass, virrangeg mat de Jeeer zuesumme versicht gëtt, fir déi Dicht esou schnell wéi méiglech erfazkréien an och dass d'Jeeer, déi jo eng ganz Rei vu Moosnamen, vu Regelen, vum Émweltminister recommandéiert kritt hunn, sech solle gezielt un de Regelen halen, ënner anerer fir op Frischlingen ze schéissen, fir dann och d'Baachen, oui awer op d'Leitbaachen ze schéissen, ze eliminéieren, fir esou d'Besatzdicht erfazkréien.

Doriwwer eraus ass och d'Schoun-zäit komplett ausgesat ginn, dat heescht, d'Wëllschwäi kënnen permanent, zu all Joereszäit, geschoss ginn. Do muss ech soen, dass d'Jeeer matmaachen.

Zënter dem 12. Oktober hu mer 547 Wëllschwäin analyséiert: Jiddereent wat geschoss gin ass muss jo analyséiert ginn. Et kann een also dovunner ausgoen, dass dat och d'Zuel vun de Wëllschwäin ass, déi geschoss gi sinn. Et gëtt gesot, et wiere vill manner jonk Wëllschwäin do, wéi dat soss de Fall war. Et schéngt, wéi wann déi Ofschosspläng schonn eppes erreicht hätten. Vun de Wëllschwäi waren, wéi gesot, 20% zéro positif.

Wat d'Fidderung ubelaangt, esou ass et ganz evident, dass wann een d'Besatzdicht vun de Wëllschwäi wëllt erfazkréien, een och eppes um Plang vun der Fidderung maache muss. D'Jeeer hate jo ugebueden, fir e Plang vun der Fidderung auszeschaffen, dee si och veröffentlecht hunn, wat natierlech eng ganz grouss Reaktioun bei de Baueren ervirgeruff huet. Och eng Reaktioun vum Émweltmi-

nistère, vun Eaux et Forêts an och vum Landwirtschaftsministère, an der Veterinärinspektioun déi fonnt hunn, dass dee Plang guer net wäit genuch gaangen ass. Och do sinn d'Diskussiounen bei der Task-force amgaangen, wéi ee kann d'Fidderung op e Minimum reduzieren. Den Umweltministère huet jo gesot, hie géif eng Reglementatioun ausschaffen, et géif och en neit Juegdgesetz ginn, wou d'Fidderung e Bestanddeel dovu wär.

Ech menge schonn, et muss ee vun där massiver Fidderung, wéi se haut geschitt, ewech kommen; et kann ee se awer net komplett verbidden, wéi heiansdo gefrot gëtt. D'Fidderung, oder besser: d'Kirrung, ass néideg, besonnesch wann een e gezielten Ofschossplang wëllt maachen; a si ass och néideg, wann ee wëllt eng oral Impfaktioun starten. An d'Regierung huet beschloss, fir an den éischte véier Méint vum nächste Joer eng Impfaktioun bei de Wëllschwäin ze starten. Fir dat gutt ze man, brauch een dräi d'Aktiounen pro Joer. Mir wäerten also am Joer 2003 dräi esou Aktiounen starten. Et brauch een dobäi natierlech och d'Mataarbecht vun de Jeeër, well dat relativ opwendeg ass.

Déi Ködere mussen agegruewe ginn. D'Jeeër hu sech an der Task-force bereet erkläert, fir déi Aktioun do matzemaachen. Mä, wéi ech am Virfeld scho gesot hat, huet esou eng Impfaktioun nëmme Succès, wa virdrun d'Besatzdicht vun de Wëllschwäin erfogest ginn ass. Dat war bis elo den éischten Objectif. Am Fréijoer wëlle mer dann déi Impfaktiounen starten.

Mir wëllen dat och op regionaler Basis maachen, wéi et hei gesot ginn ass, a mir denke mat den Däitschen an hoffentlech och mat de Belschen zesummen déi Aktioun kënne ze maachen. Déi Belsch hunn och virun e puer Deeg an der Grenzregioun dat éischt positivi Wëllschwäin entdeckt, esou dass mer der Meinung sinn, dass déi Retizenen déi si haten, opgeweecht gëtt an dass mer kënne an der ganzer Regioun déi Impfaktiounen starten. Ech géif soen, dann ass den Erfolleg vill méi grouss, wéi wann een dat net géif maachen.

Wat nun d'Hausschwäin ubelaangt, esou hu mer zënter dem éischte Fall, dee mer hei am Land haten, ronn 7.400 Schwäin direkt dood gemaach. A well dat zwielef Foyère waren, an am Émkrees vun engem Kilometer mussen jo all Keiers, no de reglementaresche Bestëmmunge vun der Gemeinschaft, d'Hausschwäin dood gemaach ginn, waren dat der nach eng Keier 9.200, sou dass insgesamt 16.600 där Schwäin gekeult gi sinn.

Zënter dass d'Hausschwängspescht hei opgetratt ass, hu mer och de Leit, deenen hir Schwäin hu misse gekeult ginn, direkt eng Indemnitët ginn. Bis elo sinn eppes méi wéi 2 Milliounen Euro un déi Baueren ausgedeelt ginn. Mir hunn eng Demande bei der Communautéit gemaach, fir dass se och en Akommesausfall géife kréien. Virun e puer Deeg, hu mer weider No-froen dozou vun der Gemeinschaft kritt. Esou wéi et ausgesäit, mengen ech, dass mer den Accord kënne kréien, dass also déijéineg Baueren, déi direkt vun der Hausschwängspescht betraff waren, dass déi Betriber ordentlech an dezent misse kënne entschiedeg ginn.

Dann hu mer natierlech de Baueren geroden an hinne geholfel, fir hir Virsichtsmaossnamen ze verbessern. Eng Rei vun infrastrukturelle Moossnamen si getraff ginn. Zum Beispill dass wann d'Kadaveren ofgeholl ginn, do absolut kee Kontakt méi mam Betrieb virkënt, dass den Zougang zu de Ställ hygienesch optimal geschitt. Mir sinn amgaang e Reglement auszuschaffen, dass déi Baueren, déi eng Clôture ronderëm de Betrieb man oder aner Sécherheitsmaossname virgesinn, déi also präventiv an d'Sécherheet vun hire Betriber

investieren, dass déi bis zu 75% Bähëllef kënne kréien, fir se ze encouragéieren och Efforten an déi Richtung ze maachen.

Et ass elo ganz graff geholl e schnelle Bilan gemaach. Mir sinn nach net au bout de nos peines. Mir mussen alleguerten zesumme weiderschaffen, fir d'Problematik vun der Wëllschwängspescht besser an de Grëff ze kréien. Wa mir déi ganz staark reduzéiert hunn, mengen ech, ass déi Gefor, dass d'Schwängspescht iwwerschwappt op d'Hausschwäin manner grouss.

Mir wëssen, dass dat fir déi Betriber, déi dovu betraff sinn, e ganz grouss Verloscht ass. Esou laang wéi mir d'Schwängspescht bei de Wëllschwäin hunn, stellt et eng Contrainte duer, wat d'Bewegungsfreiheet, also och den Handel, vun den Hausschwäin ubelaangt. Dëst bréngt fir d'Bauern direkt Schwierigkeiten an Akommesverloschter mat sech, déi mir deelweis kompensieren, mä net ganz kënne kompensieren, sou dass mir, leieder Gottes, nach net um Enn vun eiser Bekämpfungskampagnen sinn. Mir wäerte weiderhi ganz streng Virsichtsmaossnamen ergräifen, an alleguerten zesummen eist Beschtt maachen, fir déi ganz Problematik esou schnell wéi méiglech an de Grëff ze kréien.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 248 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Gesondheitsminister iwwert den Déconventionnement vun den Dokteren. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question 248 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la province assemblée générale de l'Union des Caisses de Maladie et les discussions autour du déconventionnement des médecins

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, de Freideg ass d'Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie, wou de Budget fir d'Joer 2003 soll verofschiet ginn. Ech wollt an deem Zusammenhang eng Rei vu Froen un de Gesondheitsminister stellen, ënner anerem zur Diskussioun, déi laang duerch d'Land gaangen ass, iwwert den Déconventionnement vun den Dokteren, an zweetens iwwert déi Engagementer, déi geholl gi ware bei der letztjäregger Generalversammlung vun de Krankekeesen a schliesslech iwwer eng Moossnam, déi sech ukënnegt, dass an Zukunft homeopathesch Medikamenter hei zu Lëtzebuerg iwwerhaupt net méi rembourséiert géife ginn.

Zu dem éischte Punkt: An der leschter Generalversammlung hate sech d'Sozialpartner eens gesat, dass opgrond vun der Énnercouverte bei enger Rei vu Prestatiounen bei den Zänn, an internationalen Expär sollt agesat ginn, fir ze kucken, wou Handlungsbedarf hei zu Lëtzebuerg wär. Ech wëll drun erënneren, dass bei einzelnen Prestatiounen d'Krankekeese just e Brochdeel vun deem erëmbezuelen, wat déi Verséchert mussen ausginn. Ech ginn zwee kleng Beispiller: Bei enger Zahnsang, déi ronn 3.500 Euro kascht, leet d'Krankekeese en Drëttel oder 1.000 Euro bäi. Bei Brécken a Krone ginn an der Zwëschenzäit 25 Prozent vun de Käschte just nach vun de Krankekeesen iwwerholl.

Mir waren eis eens, dass hei en Handlungsbedarf géif bestoen. De Wëlle war do, fir en Expär anzusetzen.

Éischt Fro un de Minister: Ass en Expär an der Zwëschenzäit - no engem Joer - fonnt? Huet hien ugefaang ze schaffen? Wat si gegebenfalls d'Konklusiounen doeraus?

Déi zweet Fro, déi ech un de Minister hunn, ass, dass mir am Zusammenhang mat den Diskussiounen iwwert d'Krankekeese mat der

Fuerderung vun den Dokteren konfrontéiert waren, fir a Richtung Déconventionnement oder Deeldéconventionnement ze goen.

D'Regierung hat Ouverture gemaach - mir erënneren eis dorun - mä déi Dier, déi d'Regierung opgemaach hat, ass hei an der Chamber zougemaach ginn, well keng Majoritéit bereet war op deem dote Wee ze goen. D'Regierung huet souwäit ech informéiert sinn, Konklusiounen doraus gezunn an am Juli decidéiert, dass mir net op de Wee vum Déconventionnement géife goen. Souwäit meng Informatiounen awer reechen, huet d'Regierung sech engagéiert, fir den Dokteren Kompensatiounen zoukomme ze loosse, an zwar iwwer eng Adaptatioun vun der Lettre clé, zweetens eng allgemeng Indexéierung vun den Tariffer, an drëtens iwwert d'Adaptatioun vun Tariffer fir verschidde Spezialitéiten.

Vu dass deem dote Punkt an der Generalversammlung vun e Freideg net virgesinn ass awer d'Regierung sech engagéiert hat, fir déi Moossnamen op den 1. Januar a Kraaft trieden ze loosse, wollt ech vum Minister wëssen, iwwer wat fir e Wee, d'Regierung déi dote Kompensatiounen da wëllt a Kraaft setzen a wéi se solle finanzéiert ginn?

Schliesslech déi lescht Fro: Op der Generalversammlung sollen, opgrond vun dem Gesetz iwwert d'Liste positive des médicaments, dat hei an der Chamber am Abrëll zur Sprooch komm ass, déi homeopathesch Medikamenter ersatzlos vun der Lëscht vun de remboursabele Medikamenter gestrach ginn. Am Klortext heescht dat, dass an Zukunft keen homeopathesch Medikament méi wäert rembourséiert ginn. Dat ass eng geckeg Evolutioun, wann ee weess, dass mir just amgaang sinn an enger Kommissioun iwwert d'Unerkennung vun der Médecine douce an alternativ Medizinen ze diskutieren.

Voilà, dat waren déi Froen, déi ech un de Minister wollt stellen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Gesondheitsminister Carlo Wagner.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, dat dote si relativ vill Froen mateneen. Ech wäert versichen, fir se esou wäit wéi méiglech a véier Minuten ze beantweren.

Déi éischt Saach, wat den internationalen Expär ubelaangt, bei all deem wat d'Zahntechniken ubelaangt, do hunn ech déiselwech Fro virun der grousser Vakanz schréfflech un de President vun der UCM geschéckt, vu dass dat jo eng Décisioun war vun der Quadrupartite vum leschte Joer. Mir hunn och dëst Joer, dat heescht de leschte Mount, nach an der Quadrupartite doriwwer geschwat. Et huet sech erausfonnt, dass et ganz schwéier ass, en internationalen Expär ze fannen. Et war ee Moment gemengt ginn, mir hätten een zu Paräis fonnt. Deen huet elo ogsot, huet eis awer enger Persoun uginn. De President ass zouverächtlech, dass deem d'Saach unhält an dass d'ici peu d'Arbeichte kënne ugoen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här Minister, deem huet och schonn an der Zwëschenzäit ofgesot.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Da mussen mir weider sichen.

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Dir wësst, dass et net einfach ass, esou en Expär ze fannen, mä wéi gesot, dat dote läit am Kompetenzeberäich vun der UCM, och wann ech d'Saach honnertprozenteg ënnerstëtzten.

Déi zweet Saach, d'Fuerderunge vun den Dokteren: Dir hutt Recht, mir haten hei en Débat an der Chamber iwwert déi Saach. Mir hunn och opgrond vun der Quadrupartite vum leschte Joer e sougenannte Groupe de travail agesat, wou sämtlech Partenaires sociaux dra waren. Dee Groupe de travail ass geleet gi vum Direkter vum IGSS. Dee Groupe de travail huet säi Rapport final de leschte Juli ofginn. Doropshin huet d'Regierung effectivement an hirer Sitzung vum 29. Juli verschidden Décisiounen geholl.

Et stëmmt, dass mir net op de Wee gaange sinn, fir de Conventionnement ofzeschaffen, vu dass en allgemeng Konsens war, mir sollte bei deem jëtzege System bleiwen. D'Regierung war awer - Dir hutt et scho gesot - der Meinung, vu dass d'Situatioun relativ kritesch ass bei den Dokteren, a ganz besonnesch a verschidde Branchen, dass et am Intérêt vum Patient wier, fir den Dokteren, souwäit wéi dat ze verantworten wär, entgéint ze kommen. Mir hunn doropshin decidéiert, fir eng nei Base fir d'Lettre-clé ze setzen, fir justement zäitweilig dee Mécanisme de compensation auszusetzen, well Dir wësst bis elo war et esou, wann een Tarif an d'Luucht gaangen ass, huet misse am Intérêt vun der Nomenclature anerer erfogest ginn, sou dass déi Saach sech kompenséiert huet. Hei hu mir gesot, dass déi Saachen, déi nei agefuert ginn, effectivement géifen zu engem Coût féieren an dass een do duerch misst d'Lettre-clé nei adaptieren, wat eis erlaabt am Intérêt vun der Nomenclature déi verschidde Correctiounen virzehuelen.

Ech muss och soen, dass iwwert déi dote Saachen de Moment eng sougenannt Discussion d'exploration gefouert gëtt zwëschen der AMMD an dem President vun der UCM, fir erauszefannen, wat déi Hauptfuerderunge vun der AMMD sinn, ob si berechtigt sinn an zu wéi engem Coût, dat géif féieren? Dat also zur Nomenclature an zur Lettre-clé.

Des Weidere ware mir der Meinung, dass déi Fuerderung vun der automatescher Upassung un den Index vun den Tarifs médicaux berechtigt wär. Net méi spéit wéi de leschte Freideg hu mir am Kader vum Projet de loi iwwert den Ajustement vun de Pensiounen eng Rei aner Annerunge vum Code des Assurances sociales virgeholl, do ënnert anerem d'automatesch Indexéierung, sou dass déi kéint op den 1. Januar schonn applizéiert ginn.

Mir haten och nach aner Fuerderungen, wéi beispillsweis d'Iwwerhuele vun engem Deel vun de Parts patronales. Do ware mir der Meinung, dass dat sollt am Kader vun der globaler Revisioun vun der Lettre-clé gefouert ginn. Datselwech ass och gültig fir d'Primes d'assurances, wou mir mengen, dat Ganzt misst an engem Paquet traitéiert ginn.

Et sinn zwou Fuerderungen bliwwe, wann ech mech richtig erënneren. Eng dovunner war déi vun der Prime de première installation. Do ass d'Regierung bereet den Dokteren entgéint ze kommen an deem Fall, wou Pénurie an enger gewëssener Branche, sief et beispillsweis bei de Generalisten oder an enger Spezialitéit, wär. Mir haten dat iwwerregens schonn an de 70er Joren. Deemools sinn déi Käschte gefouert ginn iwwert de Budget vum Ministère de la Santé.

Et ass eng lescht Fuerderung bliwwe. Dat war den Abatement fiscal bei der Nuetsaarbecht vun den Dokteren. Do huet de Minister vun de Finanze sech engagéiert, fir

zesumme mat der Steierverwaltung ze kucken, wat an deem Domanen ze maache wär.

Dir hutt d'Saach ugeschwat vun den homeopathesche Produkter, wou d'UCM oder de President vun der UCM wëllt am Kader, mengen ech, vum Reglement iwwert d'Liste positive des médicaments, déi Produkter ofschaffen. Dir wësst, wa Produkter solle méi staark rembourséiert ginn, mander rembourséiert ginn, oder bäikommen op der Lëscht oder vun hir erfogeholl ginn, dass dat Décisiounen si vun der Assemblée générale vun der UCM, wou de Conseil d'administration den Ordre du jour opzeechent. D'Assemblée générale hält déi Décisiounen de manière souveraine.

Ech muss allerdéngs soen, dass Dir ganz richtig ënnerstrach huet - dat heescht, dass ech och der Meinung sinn -, dass et effektiv de Moment e komplett falsch Zeeche wär, fir déi dote Produkter erfoghuelen. Mir hunn an der Déclaration gouvernementale stoen, dass mir géifen d'Méiglechkeeten examinieren, fir déi eng oder aner Spart vun de Médecines alternatives ze remboursieren. De Moment ass dat jo den Objet vun enger déif gräifender Diskussioun an der Kommissioun vun der Chamber. Ech mengen, et wär falsch, fir elo virun den Zuch ze lafen. Et soll ee fir d'éischt emol de Rapport final vun der Kommissioun ofwaarden, bis een Décisiounen hëlt. Mä op alle Fall kann ech soen, dass de Fait, fir déi homeopathesch Produkter vun der Lëscht erfoghuelen, fir mech ouni Zweifel e Schrëtt an déi falsch Richtung wär.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Här Minister, gitt Dir och deementspreechend Instruktiounen un de staatlche Vertrieeder an der UCM?

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Zweifelst Dir dodrun?

M. Lucien Lux (LSAP).- Kee Moment.

M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.- Voilà, den Här Lux huet lech d'Fro beäntwert.

(Hilarité)

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Mir kommen elo zur Fro 249 vun der Mme Renée Wagener un den Här Justizminister iwwert d'Situatioun vun de Flüchtlingskanner hei zu Lëtzebuerg. D'Wuert huet d'Mme Renée Wagener.

- Question 249 de Mme Renée Wagener concernant la situation des enfants de réfugiés qui sont nés au Luxembourg

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Am Kontext vun den Ofschiebung vum 23 Demandeurs d'asile vu leschter Woch, huet d'ASTI, d'Association de soutien aux travailleurs immigrés, d'Fro opgeworf, ob d'Regierung hei net e Kand vu Lëtzebuerg Nationalitéit mat fortgeschéckt hätt.

Dat Kand, dat virun annerhalwem Joer zu Diddeleng op d'Welt komm ass, wär laut den Elteren hiren Indikatiounen net a Jugoslawien agedroen an hätt also a priori keng Nationalitéit. Dat heescht et wär apatride. Domat, seet d'ASTI, hätt et laut eise Gesetzer automatesch d'Lëtzebuerg Nationalitéit.

Meng Froen un de Justizminister sinn déi heiten:

War dem Ministère dës spezifesch Situatioun bekannt? Huet hien also a Kenntnis dovunner dat Kand mat ausgewisen? Hätt dat net nach eng Keier misse iwwerpréift ginn?

Zweetens: Huet de Ministère méi prezis Informatiounen betreffend d'Aussoe vun den Elteren, dass d'Kand net a Jugoslawien agedro

wier, a vun deem Certificat, mat deem si dat beluegt hunn?

Dréttens: Wéi ass dem Ministère seng Positioun par rapport zu den Aussoe vun der ASTI, dass et sech duerfir hei ëm eng illegal Ausweitung gehandelt hätt? Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Justizminister Luc Frieden.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Här President, Dir Damen an Dir Hären, mir hunn hei mat enger vu ville Falschinformatiounen ze doen, déi an deene leschten Deeg, am Kontext vun der gezwongener Réckféierung vun Asylbewerber aus Jugoslawien, mer zu Ouere komm sinn, respektiv déi geschriwwen gi sinn. Ech wëllt dorop agoen.

Éischstens, d'Ausso vum Här Kollwelter, déi d'Mme Wagener hei rappeliert huet, deen dat zéng vir aacht, zur beschter Zäit, op RTL d'lescht Woch en Donneschdeg gesot huet, ech zitieren: „Éischtmoleg an onser Geschicht gouf e Lëtzebuerger vun der Lëtzebuerger Regierung ausgewisen“, déi ass juristesch falsch.

Et ass eng Ligen, well d'Lëtzebuerger Gesetz, dat zum Zäitpunkt vun der Gebuert vun deem Kand a Kraaft war - Dir wësst, d'lescht Joer hate mir een aner Nationalitéitgesetz - seet: „E Lëtzebuerger Kand ass e Kand, wat zu Lëtzebuerg gebuer ass, wat keng aner Nationalitéit huet.“ Haut seet d'Gesetz: „wann d'Eltere statelos sinn“. E Kand, wat also keng aner Nationalitéit huet an zu Lëtzebuerg gebuer gëtt, ass e Lëtzebuerger Kand. D'jugoslawescht Gesetz seet genau dat nämlech wéi d'Lëtzebuerger Gesetz, nämlech dass, wann ee vun den Eltere Jugoslawien ass, dann d'Kand automatesch duerch Gebuert och jugoslawesch ass, grad esou wéi ee Kand, wou ee vun den Eltere Lëtzebuerger ass, automatesch, duerch d'Ofstammung, duerch d'Gebuert, Lëtzebuerger ass.

Onofhängeg vun dem gesetzleche Rappel, deen hei wichteg ass, hunn och d'Jugoslawen dat bestäegt, well fir een ausweise brauch ee bekanntlech Pabeiere vun de jugoslaweschen Autoritéiten. Mir hunn e Laissez-passer souwuel fir d'Eltere wéi fir d'Kand kriit. Si hunn domadder confirméiert, dass dat ee vun hire Statsbierger ass. Duerfir ass selbstverständlech op deem Punkt och dës Ausweisung conforme zur Législatioun an eise Gesetzer.

Zweetens, et ass behaupt ginn, dës Ausweisung wäre gemaach ginn a Violatioun vun der Verfassung, well den Accord de réadmission mat Jugoslawien net vun deem Parlament approvéiert gi wär. Ech rappeliere hei, dass ee keen Accord de réadmission brauch, fir een auszuweisen. Et muss een en Accord fanne fir all Fall, wou een een ausweist, mat deem Land, wou déi Leit hierkommen. Dat ass hei fir all individuell Persoun gemaach ginn. Mir hunn all Kéiers d'Pabeieren um konkreten Dossier ugefrot a Jugoslawien, a mir hunn déi kriit.

Den Accord de réadmission, dee virun Ärem Parlament läit, a wou ech hoffen, dass e geschwé gestëmmt gëtt, vereinfacht just d'Prozedur, e mécht se méi schnell. Dat ass wesentlech fir zukünfteg Rapatriement, net nëmmen a Jugoslawien, mä a vill Länner, well et leien eng ganz Rei där Accorden an deser Chamber.

Dréttens ass oft behaupt ginn, mir géngen Aarbechtskräften an Osteuropa siche goen, awer dës Leit aus Jugoslawien heemschécken. Ech soen hei, dass Lëtzebuerg bis dato keng esou Accorde fir qualifizéiert Aarbechtskräfte verhandelt an ofgeschloss huet. Wann där gebraucht ginn, dann ass dat eng Fro, déi Dir nach herno kënn diskutieren an Ärer Debatt iwwert den Emploi. Dann, fannen eng Rei

vun deene Froen Äntwerten an der Osterweiterung, mä ech mengen och d'wirschaftlech Situatioun réckelt dat an en anert Licht. Ech soen hei nach eng Kéier: Et ass falsch, wann ee behaupt d'Regierung géing elo an Osteuropa Leit siche goen zur gläicher Zäit, wou se géing Leit a Jugoslawien heemschécken.

Véiert falsch Behauptung: Ech hunn net gelunn, wéi ech d'lescht Woch gesot hunn, dass bei deem Rapatriement eng illegal Waff fonnt ginn ass. Et huet sech heibai ëm e Loftgewier mat Lunette gehandelt. Dat ass beschlagnahmt gi vun der Police. Do kann een net soen, wa Polizeibeamten dat behaupten an ech déi Informatioun der Press weiderginn, dass dat eng Ligen ass, wéi dat owes zur beschter Zäit op der Televisioun iwwert d'Antenné kënn. Déi Faite sinn objektiv richtig. Ech wëll se duerfir hei nach eng Kéier behaupten.

Eng lescht Observatioun: Et gëtt elo gesot, déi Leit setzen do voller Angst a fäerten, dass eng Kéier d'Police géing bei si kommen a si mat ewechhuelen. Ech soen hei nach eng Kéier am Numm vun der Regierung, dass mir d'Leit invitieren, déi zu Lëtzebuerg vun eis, respektiv vun de Geriichter net als Flüchtling unerkannt gi sinn, fräiwëllig organiséiert an hir Heemecht zrëckzegoen. Da kënn d'Police net laanscht. Mä mir soen awer grad esou daitlech, dass bei all deenen, déi sech net mat eis oder mat enger vun den ONGen, déi an deem Beräich tätég ass, zesummesetzen, fir hir Réckrees zu engem gemeinsam definéierten Datum festzeleeën, mir net laanscht gezwonge Réckféierung kommen. Un där Politik hält d'Lëtzebuerger Regierung fest.

Ech soen lech merci.

Mme Renée Wagener (*DÉI GRÉNG*).- Här President, ech krut hei véier Äntwerten op Froen, déi ech net gestallt hunn, mä ech hu keng Äntwert op eng Fro, an zwar wat dee Certificat betrëft. Déi hätt ech awer nawell gär gehat.

Ech hat gefrot, ob den Här Minister kéint Stellung dozou huelen, dass déi Eltere gesot hunn, si hätten en Certificat vun de jugoslaweschen Autoritéiten, dass hiert Kand net a Jugoslawien agedroen wär.

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Ech hunn lech geäntwert, dass dat Kand automatesch opgrond vun de jugoslawesche Gesetzer Jugoslawesch ass, onofhängeg vun der Aschreiwung, grad esou wéi enner Lëtzebuerger Gesetz gëtt een net Lëtzebuerger doduerch ...

Mme Renée Wagener (*DÉI GRÉNG*).- Dir wësst näischt vun deem Certificat?

M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*.- Ech weess éischstens näischt vun Certificat, an zweetens ass en irrelevant, well et gëtt een och net Lëtzebuerger doduerch dass een agedroen ass. Et gëtt ee Lëtzebuerger doduerch, dass ee vun den Eltere Lëtzebuerger ass, a grad esou gëtt ee Jugoslaw, wann ee vun den Eltere Jugoslaw ass.

M. le Président.- Dee Punkt ass ofgeschloss.

Déi Häre Jeannot Krecké a Lucien Lux hunn am Numm vun der sozialistescher Fraktioun eng Aktualitéitsstonn ugefrot iwwert d'Situatioun vum Lëtzebuerger Aarbechtsmaart.

D'Riedezäit ass nom Artikel 78 festgeluegt, an zwar kriit déi Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefrot huet, zéng Minutten, déi aner Fraktiounen jeeweils fënnf Minutten, d'Sensibilitéit politique zwou Minutten, an d'Regierung eng Véierelstonn.

Et si bis elo schon agedroen: déi Häre Weiler, Bettendorf, Gibéryen, d'Mme Wagener an den Här Urbany.

D'Wuert huet elo den Här Lucien Lux als Vertrieeder vun der sozialistescher Fraktioun.

6. Heure d'actualité demandée par le groupe socialiste sur la situation du marché de l'emploi

M. Lucien Lux (*LSAP*).- Merci Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, de Ralentissement vum Wuesstum hei zu Lëtzebuerg, a parallel och den Ustieg vun der Aarbechtslosegkeet, hunn ennerschiddlech Reaktiounen hei am Land provozéiert, awer hu wuel eng Gemeinsamkeet, nämlech déi, fir eis erëm alleguerten an d'Beswosstsin ze réckelen, dass e Problem, deen oft och am politesche Raum verdrängt, vergiess oder op d'liicht Schëller geholl gëtt, erëm ufängt eis bewosst an importent ze ginn, nämlech d'Gespenst vun héijen Aarbechtslosenzuelen, wéi eis Nopeschlänner se scho säit Jore kennen.

Héije Wuesstum, héich Beschäftigungszuelen, eng dynamesch Diversifizierung, eng aktiv Aarbechtsmaartpolitik ware während Joren d'Viraussetzung fir d'Aarbechtslosegkeet zu Lëtzebuerg ënnert dräi Prozent ze halen. Mir haten eis e bëssen dorunner gewinnt gehat, a waren dofir och relativ berouegt op deem Gebitt.

Fir Einzelner vun eis war dat net onbedéngt esou, well déi Maxime, déi vläicht simplistesche kléngt, dass jiddfer Aarbechtslosen een Aarbechtslosen ze vill ass, dach awer e Kär Wourecht huet, nämlech deen, dass d'Tatsaach keng Aarbecht ze fannen, aarbechtslos ze sinn an eise Breedegrade wuel ee vun deene schlémmste Verstéiss ass géint d'menschlech Dignitéit an d'Essenz an d'Basis selwer vun all perséinlecher Entfaltung touchéiert. E Verharmlose gëllt also net, well weder d'Zuelen nach déi enzel Schicksaler, déi sech hannedru verstoppen, einfach op d'Säit geréckelt kënnen ginn.

D'Demande vun der LSAP fir dësen Débat huet also virun allem den Zweck, dofir ze suergen, oder kloer ze maachen, dass e weideren alarmanten Ustieg vun der Aarbechtslosegkeet hei zu Lëtzebuerg iwwert déi enzel Problemer, déi dat fir déi betraffe Leit an hir Familien huet, eraus, fir eist Land dramatesch Folgen hätt, souwuel op dat gesamt gesellschaftlech a soziaalt Liewen, wéi och op d'öffentlech Finanzen, op d'Finanzen innerhalb vun der Sécurité sociale, vun de Sozialversécherungen, den Aarbechtsloseversécherungen an esou weider.

Fir d'éischte Kéier, Kolleeginnen a Kolleegen, huet Lëtzebuerg um Gebitt vun der Aarbechtslosegkeet an der EU-Statistik en negative Rekord geschloen, nämlech deen, dass am Joresverlaf 2002 Lëtzebuerg den héchste relativen Ustieg vun der Aarbechtslosegkeet bei deene 15 Länner vun der EU hat, virun Holland an Éisterräich.

Ronn 6.000 Aarbechtsloser bedeiten effektiv eng substantiell Hausse, an d'Perspektive wéi se nach de Moie vum STATEC an der Finanzkommissioun gesot si gi vun engem Chômage, deen d'nächst Joer op 3,5% a vläicht esouguer driwwer wäert klammen, an och hir Previsioun, dass esouguer bei engem Wuesstum, deen an deenen nächste Jore bei 2 bis 2,5% géif bliwwen, dës Sockel kaum erofzeféiere wär, weist, dass mir eis eeschthaf mat der Situatioun muss befaassen. Mir kréie jo all Dag Hiobsbotschaften, och aus esou Secteure wéi deem vun de Banken zum Beispill, déi eis Suerge maachen. An nach haut hu mir déi Noriicht kriit, dass eng bekannte wichtig Firma am Beräich vu Fiduciaire

a Consulting 70 Leit wäert entloossen. Mat esou Nouvellé wäerte mer eis an nächster Zäit méi oft mussen ofginn.

Bis zum Joer 2000 war während ronndräi Joer d'Zuel vun der Aarbechtslosegkeet all Joer méi nidreg an deemselwechte Joer wéi an deem Joer virun, a mir erliwwen elo rasant de Géigendeel, wann ee gesäit, dass mer an den éischten néng Méint 15% méi Chômage hu wéi an deem Joer virun.

Ervirzehiewe sinn och déi 2.500 Persounen, déi vun enger Mesure pour l'emploi profitieren, hauptsächlich jonk Leit. Dat sinn 13,7% méi wéi 2001 an esouguer 19,1% méi wéi an den éischten aacht Méint 2002. Trotz alle positiven Aspekter, déi un deene Beschäftigungsmoosnamen, déi mer jo säit ronnd 1978 kennen, drun hänken, wësse mer an d'äerfe mer net vergiessen, dass dës Zuel och en Deel ass vun der Face cachée vun eiser reeller Aarbechtslosenzuel, a fir vill Betreffener vun esou Beschäftigungsmoosnamen, och mat Aarbecht, nach ëmmer Prekaritéit an Onsicherheit bedeit.

A wat d'Donkelziffer ubelaangt sinn natierlech och all déi Frontalieren ze nennen, déi hei zu Lëtzebuerg entlooss goufen an déi mer net esou richtig quantifizieren kënnen, mä déi och an där Zuel, fir déi reell Situatioun um Aarbechtsmaart duerstellen, misste mat berücksichtegt.

De STATEC huet dofir selwer, an zu Recht menge mir, e sougenannten Taux de chômage au sens large errechent, deen niewent deenen ageschriwwenen Demandeurs d'emploi och d'Beschäftigungsmoosnamen an esou weider matrechent, an e kënn haut schon an deem Taux de chômage au sens large zu engem Chômage, dee lichte iwwer 4% läit. Dobäi kënn, an dat wësst Dir, dass d'Zuel vun den offene Plaze rapid zrëckgegaangen ass bis zu 30%.

Iwwerhaupt ass d'Beschäftigung zu Lëtzebuerg net méi an deene Wuesstumsraten, déi mer an deene leschte Jore kann hunn. Hate mer nach 6,4% Zouhuele vun der Beschäftigung am Joer 2001, leie mer am Joer 2002 bis elo am Duerchschnitt bei 4%, wat och déi ganz Entwécklung do weist.

Als Toile de fond vun allem, wësse mer, steet natierlech déi drastesch Senkung vun de Wuesstumsraten. Mir erënneren eis drun, dass de STATEC seng Prognose jo relativ rapid fir 2001 vu 5,1 op 3,5%, an duerno nach eng Kéier op 1% revidéiert huet, an och seng Previsioun fir 2002 an 2003 éischter op den énneschte Level vu senge Fourchetten an der Téschenzäit usiedelt.

Elo kënnen mer Stonnen an Deeg laang streiden, wéi mer déi Entwécklung do aschätzen, wie se ze veräntwerten huet, a mat wat fir enger Method a mat wat fir engen Instrumenter mer dorobber reagieren wëllen.

De Kolleeg Lucien Weiler huet virun e puer Wochen op RTL am Top Thema gesot, déi Situatioun do géif bei him nach kee Schweess op der Stir provozieren. E géif allerdéngs d'Entwécklung fir alarmant halen. Dat war säi Wuert. Elo weess ech net wéi grav d'Situatioun muss sinn, ier de Kolleeg Weiler da wierklech Schweesspären op d'Stir kriit, awer Tatsaach ass, an ech mengen, do si mir eis alleguerten heibannen eens, dass dës Lag eis eeschthaf Suerge mécht, an dass mir d'Gefill hunn, dass d'Regierung sech an deene leschte Wochen a Méint där doter Situatioun an der Gravititéit, wéi se kënn iwwert d'Land kommen, net bewosst war.

Mir wäerten net, am Géigendeel zu aneren, zum Beispill déi Säit der Musel, der Regierung integral de schwaarzen oder de bloe Péiter zouweisen. Mir kommen awer net ëmhin feststellen, dass op enger Rei Gebitter e Mangel un Dynamik,

un Esprit de bagarreur feelt, fir déi Situatioun do unzegoen.

Mir hunn zum Deel mat massive Steiererlicherunge fir d'Betriber viru Méint e wichtige Beitrag fir d'Attraktivitéit vum Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg geleescht. Dorunner besteet keen Zweifel. Wann dës Regierung an dës Majoritéit allerdéngs gegleef hunn, dass sech domadder alles zum Gudde géif regelen, an dass déi sougenannte Selbstheilungskräfte vum Maart, déi eis Liberal esou gär hunn, dozou wäerte féieren, dass dat um Aarbechtsmaart Wonner wäert bewierken, dann hu se sech fierchterlech géiert.

Ech géif dofir gären am Numm vun eiser Fraktioun an där kuerzer Zäit, déi mer hunn, an ugesichts der Tatsaach, dass dee léiwen Dossier, dee mer de Moien um zéng Auer nach kriit hunn, näischt fundamental Neies ausseet wéi déi Zuelen, déi mer u sech och an deene leschte Woche kann hunn, dräi Messagen op de Wee ginn.

Den éischten ass, dass genau esou kloer feststellen ass, an ech zitieren hei den Télécran, dee geschriwwen huet: „Genauso ist unübersehbar, dass der Diversifizierungsmotor seit langem stottert“, an: „Was Grethen zu den korrigierten Wachstumszahlen zu sagen hatte grenzt schlicht und einfach an politische und wirtschaftspolitische Verantwortungslosigkeit, passt aber zu seiner mageren Bilanz“.

Esou prägnant formuliert de Leitartikler am Télécran d'Situatioun, an awer menge mer, dass mer eis op ëmmer an éiweg un déi Rekordzuele vu Beschäftigungszouwuess winnen a sonne kënnen, obwuel mer duebel an dräifach falsch leien.

Ech wëll zwee Sätz aus der Fioresried vum Wirtschaftsminister virlesen, déi wéi en Aveu kléngen. Ech verkieren op dat Wesentlech: „Il est vrai que j'ai adapté la politique de diversification économique en mettant un accent particulier sur la mobilisation des capacités endogènes. Cette politique me semble s'imposer d'elle-même, au regard, entre autre, de la situation sur notre marché du travail“. Doraus liesen ech: Ech hunn d'Ustengungen no bausse gebremst, och ugesichts där relativ gudder Aarbechtsmaartsituatioun.

Dat war e Feeler, wéi sech elo erausstellt. Mir mussen par rapport zu där Vulnerabilitéit, déi eist Land huet am ekonomesche Beräich, praktesch am Zoustand vun der permanenter Diversifizierung sinn. Hei feelt et un enger klorer Strategie an un där néideger Dynamik. Mir mussen, an dat hat d'Regierung sech virgeholl, déi administrativ Chargen an déi administrativ Lourdeur, déi Bürokratie, déi op de Betriber läit, ofbauen, fir doraus wierklech e Standuertvirdeel ze maachen.

Wann ech de Leitartikel vum Echo de l'Industrie vu gëschter liesen, da seet deen: „Ainsi le Luxembourg ne peut plus prétendre être un pays où les démarches administratives sont faciles et rapides à évacuer“. An am Avis vun der Chambre des Métiers zum Statsbudget 2003 steet: „La Chambre des Métiers constate l'absence d'une politique véritable et volontariste de réduction des charges administratives“. An nach een, de Guy Schuller, Conseiller am STATEC, huet eis an der neister Ausgab vum Forum an Erënnerung geruff: „Il serait important d'accorder une plus grande attention à la question de la confiance. Elle est inhérente à chaque contrat économique“. Dat heescht och, dass déi Fioresried, wéi en Tageblatt-Leitartikler et geschriwwen huet: „Die falsche Rede zum richtigen Augenblick war“. Astieg an d'Austeritéit anstatt Opbroch, Modérations écologiques anstatt d'Écologie als Wuesstumswelt, Modérations salariales a sociales anstatt d'Kafkraaft

als en Deel vum Wuesstumsmotor ze gesinn.

D'Psychologie, dat wësse mer net eréischt säit dem Jacques Delors, ass an der Wirtschaftspolitik eminent wichteg. C'est bien râté, vun dëser Säit betruecht.

Déi reng Aarbechtsmaartpolitik mécht eis Suergen, och wann d'Zuelen, déi ech virdu genant hu vun de Beschäftigungs-moossnamen, als positiv ze betruichte sinn. Et muss absolut Prioritéit bliwen, datt dës Beschäftigungs-moossnamen nëmmen eng Bréck zum definitiven Aarbechtsmaart därefer sinn. Mir stellen eis dann awer e puer Froen, zum Beispill déi, firwat dass dat, wat als e wichtegen neie Bestanddeel vum PAN-Gesetz a vum PAN-Accord dohinner gestallt ginn ass, nämlech bei de CAT-Kontrakter, méi e personaliséierte Suivi, Bilan des compétences, an esou weider, praktesch bis elo Lettre morte bliwwen ass?

Mir stellen eis d'Fro, ob mer kënnen esou weider fueren, dass d'Placeuren an hirer Aarbecht an der Moyenne mat 600 Dossiere pro Placeur konfrontéiert sinn an domadder och iwwerfuerdert sinn.

A mir stellen eis d'Fro, firwat, dass an eisen Aen déi legitim Demandé fir eng Personalverstärkung och op deem Gebitt, Joer fir Joer ofgelehnt ginn.

Ech soen haut de Mëtteg viraus, datt d'Administration de l'Emploi, bei unhalender Hausse vun der Aarbechtslosegkeet, kuerzfristeg de wäisse Fändel wäert eraushänken, well se sech dann nëmmen nach op d'Roll Enregistrement a Verwaltung vun Dossiere wäert kënnen beschränken.

Och stelle mer eis d'Fro, ob et richtig ass, wa mer iwwer e wichtige Beräich vun der Grënnermentalitéit schwätzen, datt zum Beispill esou e Projet wéi de Guichet unique PME net méi weidergefouert gëtt, wann déi zwou Patronatskummen sech do finanziell erauszelen, an de Stat esou eppes net iwwerhëlt? Dat ass kee gutt Signal.

A schlussendlech d'Fro un de Minister, wéi mer an där kuerzer Zäit, déi eis nach bleift, et fäerdegbréngen, fir d'PAN-Revisioun bis den 31. Juli 2003 wierklech déifgrënneg an och am Accord an am Dialog mat alle Leit iwwert d'Bühn ze bréngen?

Schlussendlech, an da sinn ech fäerdeg, deen drëtte Message. Mir bleiwen dobäi, datt d'Fro vun der Aarbechtszäitgestaltung an der Aarbechtszäitverkierzung am politesche Raum zum Tabuthema ze erklären, an eisen Aen e politesche Feeler ass a bleift. D'PAN-Gesetz huet net zum Astieg an dat gefouert, wat deemools Flexsecurity genannt ginn ass: Op där enger Säit Flexibilitéit an op där aner Säit, als Präis dofir, Aarbechtszäitverkierzung ze kréien. Et war méi oft eng Einbahnstrooss. An dofir menge mer, datt op der Basis, och vun der Proposition de loi, déi mer ënnerbreet hunn, vun de Motioune vun eis, déi nach do leien an déi an den Débat vum nächste Joer sollen agoen, zum Beispill am Beräich vum Temps partiel, dass d'Politik, de Stat méi Acteur muss spille wéi Spectateur an där Fro, wéi en et am Moment mécht.

D'Konklusioun, mir brauchen eng nei Mobiliséierung, en neit Bewosstsinn, fir d'Gravititéit vun der Fro. Mir mussen virun allem och d'Méiglechkeet notzen, déi Moossnamen, déi mer an de Gesetzer hunn, seriös ëmzesetzen, an dofir ze suergen, datt d'Aarbechtslosegkeet net weider esou wisst, wéi se et am Moment amgang ass. Ech hoffen am Numm vun eiser Fraktioun, datt dat nach ëmmer en Uleies ass, dat eis alleguerten heibannen och weider undreift.

Merci.

■ **M. le Président.** - Als eischte Riedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

Discussion générale

■ **M. Lucien Weiler (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn u sech an enger schwieriger Situatioun, well ech no engem eminente Kenner vum Lëtzebuerg Aarbechtsmaart hei muss Stellung bezéien, an dat a Remplacement vun engem anere grad esou eminente Member vu menger Fraktioun, de Marcel Gle-sener, deen haut net kann hei sinn.

Ech wëll direkt agoen op dat, wat den honorabelen Här Lux ganz zum Schluss gesot huet, wéi en d'Fro gestallt huet un de Minister, ob eis Zäit genuch géif bliwen, fir bis zum nächste Joer d'PAN-Dispositiounen esou reforméiert ze kréien, wann et sech sollt als noutwendeg erweisen opgrond vu Bilanen, déi sollen a mussen erstallt ginn.

Am Joer 1999 hate mer eng Motioun gestëmmt, wou mer de Minister opgefuerdert haten, sech scho virum Öflaf vun där Frist ze konzer-téiere mat de Sozialpartner. Esou wéi ech den Här Aarbechtsminister Biltgen kennen, ass dee sécher amgang de Moment dat ze maachen, an dofir maachen ech mer elo emol nach net zevill Suergen, ob et eis net soll glécke bis d'nächst Joer dat doten iwwert d'Bühn ze kréien.

D'Vuen an d'Opfaassungen, déi den honorabelen Här Lux hei iwwert d'Situatioun vum Aarbechtsmaart gemaach huet, an de Chômage, dee mer de Moment feststellen, kann ech zu engem Deel novollzéien. Selbstverständlech ass een d'accord mat där Appréciation, déi e gemaach huet iwwert d'Gravititéit fir deen Eenzelen, wat dat bedeit, wann een am Chômage ass, iwwert déi mënschlech Schicksaler, déi do handendru stinn.

Net d'accord sinn ech awer mat him, wann en trotzdeem versicht hei eng gewessen Dramatik an d'Situatioun um Aarbechtsmaart ze interpretéieren, och wann d'Zuelen an deene leschte Méint sech esou entwéckelt hunn, wéi mer se kennen, a prozentual héiert dat sech jo bei eis ëmmer formidabel un, well mer ganz schnell en a ganz héije Pourcentage kommen. En huet och hei geschwat vun der Donkelziffer, déi sech géif erginn aus dem Fait, dass déi licenciéiert, déi aar-bechtslos Frontalieren net an eise Statistiken optauchen. Et muss en hei awer oppassen, dass een d'Differenz mécht tëschent dem Emploi national an dem Emploi intérieur. Wann een den Emploi intérieur hält, an et schwätzt ee vu Pourcentagen, da muss ee selbstverständlech och d'Zuel vun de Frontalieren a vun de Frontalierschômeuren mat erarechnen, esou dass een do awer ëmmer muss oppassen, dass een net Appel mat Bire vergläicht. Mir hunn iwwregens och déi Fro mat dem STATEC an der Finanzkommissioun diskutéiert.

Wat mech fret, dat ass, dass den Här Lux hei der Tentatioun widderstanen huet aus där Situatioun elo hei wëllen e bëssen e klengkaréierte parteipolitesche Worf ze maachen. En huet den Här Grethen attackéiert, ech komme gläich nach eng Kéier dorobber zrëck, mais pour le reste muss ech awer soen, dass et eng korrekt Appréciation...

(Interruption)

Neen, neen, ech wäert eppes iwwert d'Diversifikatioun soen.

Ech muss soen, op där anerer Säit steet awer déi Appréciation, déi hei ofgi ginn ass, am Widder-sproch zu deem, wat zum Deel och d'Gewerkschaften, déi dobaussen um Terrain aktiv sinn, an och aner Organismen, Chambres professionnelles an esou weider, zur Situatioun an zur Politik vum Aarbechtsmaart vun der Regierung an deene leschte Jore gesot hunn. Déi gesinn d'Situatioun a kengem Mooss esou alarmant, wéi dat hei beschriwwen ginn ass.

Ech muss och soen, dass mir als Fraktioun u sech frou waren iwwert d'Reaktioun vun der Regierung a Präsenz vun deenen neie Chiffere wat d'Wirtschaftsévolutioun ubelaangt - an déi nei Chifferen, déi de STATEC virgeluegt huet, e Wirtschaftswuesstum vun nëmmen 1% fir d'Joer 2001, vun 0,5 bis 2% fir d'Joer -, fir do net a Panik ze verfallen an ze soen, mir kucken a Rou, wéi mer déi dote Situatioun an de Grëff kréien an net direkt ze soen, mir spueren an, mir ginn Investissementer beschneiden, fir Equilibren um finanziellen Niveau hierzustellen. Dat wär ganz sécher e falscht Zeeche gewiescht, an dofir denken ech, datt déi e wéineg opgeregten Aart a Weis schonn alarméierend, mä trotzdeem net opreegt, wéi hei un déi neiste wirtschaftlech Daten erugaange ginn ass, datt dat scho richtig ass.

D'Situatioun um Aarbechtsmaart, Här President, évoluéiert, net dramatesch, wéi ech virdu gesot hunn, mä awer och net fundamental anescht wéi an deene leschte Joren.

Et wär schonn awer anormal gewiescht wann, op Grond vun där wirtschaftlecher Situatioun, an där mer nun emol dra sinn, bei eis vläicht e wéineg méi spéit - oder mer hunn et méi spéit erkannt - wéi an eisen Nopeschlänner, um Aarbechtsmaart keng Reaktiounen op déi dote Situatioun komm wäeren. Mir sinn haut bei plus ou moins 3% - 4%, deemno wéi en d'Rechnunge mécht mat den Aarbechtsbeschäftigungs-moossnamen. An ech wëll soen, dass wat d'Struktur vun dem Chômage, wat déi strukturell Donnéeën vun eise Chômage ubelaangt, mer awer nach ëmmer an enger Situatioun sinn, wéi mer se awer och scho virun enger Rei vu Jore kann hunn.

Mir hunn op där enger Säit vill Leit, iwwert d'Halschent, déi nach ëmmer bannent sechs Méint eng nei Aarbechtsplaz fannen, mir hunn dräivierel, déi bannent engem Joer eng nei Aarbechtsplaz fannen. Mir hunn nach ëmmer, esou wéi mer dat an der Vergaangeneheet haten, ronn 1500, vläicht bis zu 2000 Leit, déi méi schwéier vermittelbar sinn, well et Langzäit-chômeure sinn. Dat sinn awer alles strukturell Donnéeën, déi haut net fundamental geännert hunn par rapport zu deem, wat mir virun enger halfer Dose Joren haten, och wa mir haut am Chômage an um Aarbechtsmaart erëm méi Leit mat mëttlerer an héijer Qualifikatioun fannen, wéi dat virun enger Rei vu Joren de Fall war. Dat ass awer och bedéngt duerch eng nei Struktur vun eise Aarbechtsmaart.

Wa mer bedenken, dass an deene leschte fënnf Joer vun 1997 bis 2002 60.000 nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg geschafe gi sinn, da sinn dat zu engem groussen Deel net méi Aarbechtsplazen, wéi mer der ëmmer erëm an deene leschten 20 Joer kann hunn. Et sinn och nei Zorte vun Aarbechtsplazen derbäi komm. Deement-sprechend sinn och déi Leit, déi sech am Chômage haut erëm-fannen, net onbedéngt an déi Kategorien aneklasséieren, wéi dat fréier de Fall war. Mir wëssen, wourun dat zum Deel läit. Et ass déi reell Stagnatioun mat réckleefegen Tendenzen, wat d'Beschäftigung ubelaangt, am Finanzsektor. Den Här Lux huet dat virdrun ugeschwat.

Déi Nouvelles, déi mer haut kritt hunn, sinn u sech schonn alarméierend, wann ee gesäit, dass ee Betriber elo weider substanzial ofbaue wäert. Et ass virun allem am Beräich vum Finanzsektor, vun deem mer jo awer wëssen, dass en an deene vergaangene Joren esou héich an dem Astellungsverhale war, dass et wierklech schonn extrem aggressiv war, dass, elo, wou

et wirtschaftlech méi lues geet, et selbstverständlech do ass, wou och am eischten ofgebaut gëtt. Dat schéngt eis normal ze sinn. Et ass just ze hoffen, dass deen Abroch, dee sech am Moment op der Finanzplaz doet, a Grenze ka gehale ginn.

Ech hu gesot, wa mer vun 1997 bis 2002 60.000 nei Aarbechtsplazen hei zu Lëtzebuerg geschafen hunn, 60.000 nei Aarbechtsplazen, déi mat 40.000 Frontalieren besat gi sinn, da gesäit e jo awer, dass, wa mer hei zu Lëtzebuerg vun 5 oder 6000 Chômeure schwätzen, a mer hu vun deene 60.000 Aarbechtsplazen 40.000 mat Frontalieren musse besetzen, et net eng Fro vun Aarbechtsplazen u sech ass, mä dass et eng Fro vu Qualifikatioun ass, eng Inadaptatioun vun deene Qualifikatiounen, déi mir hei offréieren, mat deem, wat um Aarbechtsmaart gefrot gëtt.

Da wëll ech awer hei e Wuert - well meng Zäit schonn ofgelaf ass, Här President - soen zu deem, wat den Här Lux gesot huet iwwert den Diversifikationsmotor, dee géing stotteren. Ech hunn och gelies, an engem Communiqué vun der sozialistescher Partei, direkt no deenen neiste Chiffere vum Statec, dass hei gesënnegt gi wär, dass de Wirtschaftsminister seng Aarbecht net gemaach hätt. Ech stelle just fest, wann ech d'Chiffere kucken, dass an deenen dräi an en halfeft Joer, wou dës Regierung elo am Amt ass, mer hei zu Lëtzebuerg grad esou vill nei Betriber kritt hu mat grad esou vill neien Aarbechtsplazen a mat engem selwechte Volumen a Finanzmëttelen, déi investéiert gi sinn.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - A wéini sinn déi Décisiounen dann do geholl ginn? Well et ass jo näischt, wat een haut déci-déiert a wat muer geschitt.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).** - Et sinn der jo och wahrscheinlech schonn haut décidéiert ginn, déi awer nach net do sinn, déi eréischt an nächster Zäit sech hei wäerten entwéckelen. Et ass jo awer e permanente Floss, Här Krecké, dat wësst Der jo.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Mä, si si mol nach net ugekënnegt, also si se och nach net geschwënn do.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).** - Jo dach. De Statsminister huet virun 3 Wochen eng ugekënnegt, déi sech an deenen nächsten dräi Méint wäert doen. Déi 39 nei Aktivitéiten, déi sech hei gedoen hunn, hat den Här Goebbels dach och net alle-guerte viru Juni 1999, ier d'Wieler d'Sozialisten ofgewielt hunn, ugekënnegt. Déi sinn an der Zwëschenzäit komm. Do sinn der derbäi, wou d'Initiativ nach ënnert der leschter Regierung geholl ginn ass, mä et sinn der awer och e ganze Koup ënnert dës geholl ginn. Wann Dir fundamental d'Aarbechtsplazen, d'Zuel vu Betriber an de Capital investit kuckt, dann ass an deene leschten dräi Joer esou vill hei geschitt wéi an deene leschten dräi Joer vun der leschter Koalitioun, deementsprechend loossen ech de Virwurf net gellen, dass hei den Diversifikationsmotor géing stotteren.

(Interruption)

Här President, mir hu jo awer an deem leschte Joer, oder an deene leschten 18 Méint, gemeinsam hei am Parlament - an et hunn och vill vun de Kollegee vun der Opposition matgestëmmt - eppes gemaach, fir eis Economie kompetitiv ze halen, um steierleche Plang virun allem.

Wann ech do bedenken - an da wëll ech ofschléissen, Här President -, an et ass nach net esou ganz laang hier, wat Kollegee vum ADR, hei fir Fuerderungen opgestallt hunn, an dass, ofgesi vun all deene Mesuren, déi mer geholl hunn, fir d'Betriber ze ënnerstëtzen, mir eis haut an där dote Situa-

tioun erëm-fannen, da soen ech, wa mir dat gemaach hätten, wat wirtschaftspolitesch hei gefuerdert ginn ass, nämlech e voluntaristesche seriöse Coup de frein vun der Regierung fir eis Economie, dee mer hätte misse maachen, an der anscheinender Euphorie vun de 700.000 Awunner, dann, Dir Dammen an Dir Hären, froen ech mech, wou mer haut géinge stoen, net nëmmen, wat d'Finanzen vun dem Stat hei ubelaangt,...

(Interruption)

...mä virun allem, Här President, virun allem, wat de Chômage ubelaangt.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Här President, kuckt emol, wann et jo esou einfach wier, fir Wirtschaftspolitik ze maachen, wéi den Här Gibéryen dat hei proklaméiert, mä Gott, da bräichte mer nëmmen een eenzeg...

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass jo net Är Schold, dass et esou zrëckgaangen ass!

■ **M. Lucien Weiler (CSV).** - Also, Här Gibéryen, Dir wäert jo elo net soen, dass mer net weltwäit, europäesch an national gesinn, e formidable Réckgang hunn, deen hei zu Lëtzebuerg méi spéit bemierkbar ginn ass, wéi dat an deenen anere Länner de Fall ass. Dir wäert jo awer elo net där heiteger Regierung dat imputéieren!

(Interruption)

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Wann et eropgeet, ass et Äre Verdéngscht, wann et erfroget, ass et net Är Schold!

(Interruptions)

■ **M. le Président.** - Léif Kollegee, ech mengen, Dir sollt ophalen ëmmer ze ënnerbriechen. Dat zielt fir deen een, ewéi fir deen aneren. Wann een dauernd polemiséiert, dann dauert d'Sitzung och méi laang. Loosst den Här Weiler dach de Schluss maachen.

(Interruption)

■ **M. Lucien Weiler (CSV).** - Här Fayot, ech iwwerloossen lech d'Tribün ganz gär.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dir sidd haut ganz fein.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).** - Wa mir dat gemaach hätten, wat hei vun de Kollegee vum ADR gefuerdert gi war, dat heescht, mir wäere ferm op d'wirtschaftlech Brems getrueden, fir eis Economie ze bremsen, da géife mir vu ganz anere Chiffere vum Chômage schwätzen, wéi déi, mat deene mer haut konfrontéiert sinn.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Niki Bettendorf agedroen. D'Wuert huet den Här Bettendorf.

■ **M. Niki Bettendorf (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Aarbechtslosegkeet ass en Thema, dat eis alleguerten um Häerz läit an dat, ech sinn iwwerzeugt dovun, onofhängeg vun eise politeschen Orientatiounen. Fir de Betraffenen ass de Verloscht vu senger Aarbecht eng schwéier Épreuve an dat net nëmmen um finanzielle Plang. Déi 6000 Bierger, déi am Ablack hei zu Lëtzebuerg eng nei Schaff sichen, sinn der genau 6000 ze vill, a mir mussen hoffen, dass se esou séier wéi méiglech eng Aarbecht kréien. Dee Problem kënne mer net verharmlosen, am Géigendeel. Ech wëll awer drop hiweisen, dass den Niveau vum Chômage hei zu Lëtzebuerg mat 3%, nach ëmmer wäit den niddregsten an der Europäescher Union ass.

Här President, mir sollten eis nach eng Kéier virun Aen halen, dass dat makroekonomescht Émfeld, an deem mir eis befannen, dat

schwierigst ass säit méi wéi engem Joerzengt. Ier mer hei iwwert d'Effektivitéit vum PAN-Gesetz debattéieren, misste mer eis also froen, wéivill vun der Verschlechterung um Aarbechtsmaart einfach an d'Konjunktur zréckzeféieren ass, dat heescht awer net, dass mer eis par rapport zu där Situation déresponsabiliséieren, am Contraire:

Ech wëll nach eng Kéier un déi Steuerreform erënnere, déi dës Regierung an d'Weeër geleet huet. Hei goufen am Viraus vum Stat d'Weiße gestallt, fir et de Betriber ze vereinfachen, an deem schwierigen Émfeld besser eens ze ginn an Aarbechtsplazéieren kënnen ze erhalten. Et gétt och oft vergiess, dass d'Steuerreform d'Haushalter sensibel entlaascht huet an de Konsument esou gestärkt huet.

Wat ech domat wëll soen ass, Dir Dammen an Dir Hären, dass dës Regierung dat fiskaal Instrument agesat huet, fir d'Demande unzuekerbelen an eis Firme kompetitiv ze erhalten. Mir kënnen iwwerzeegt sinn, dass dës Moosname geschwé wäerten hir Friichten droen.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Finanzindustrie, dee Secteur, dee Lëtzebuerg iwwert déi lescht Joerzengt vill Wuelstand bruecht huet, stécht de Moment an enger Kris, dat ass gewosst. Et vergeet knapps ee Mount, wou weltwäit net erëm eng vun de grousse Banke Restrukturierungspläng annoncéiert, wou Dausende vu Leit sollen entlooss ginn. An engem globale Secteur wéi d'Finanzindustrie, ass Lëtzebuerg natierlech net vun deem Phenomeen verschont.

Et ass kee Geheimnis, dass och d'Finanzplaz Lëtzebuerg de Moment méi lues dréint. Ech sinn dofir iwwerzeegt, dass d'Diversifikatioun deen eenzege richtege Wee ass, fir dësem Zyklus net voll ausgeliefert ze sinn. D'Demokratesch Partei - an net eleng d'Demokratesch Partei -, déi respektiv Wirtschaftsministeren an och den heitegen, hu sech ëmmer dofir agesat, fir nei Industrien a Firmen op Lëtzebuerg ze kréien. Mä mir wëllen haut awer och net méi egal wat fir e Betriber op Lëtzebuerg kréien. Mat 100.000 Frontalieren d'äerf d'Zuel vun den neien Aarbechtsplazen net méi eleng ausschlaggebend sinn, wéi dat an der Vergaangenheet de Fall war.

Muss ech dorun erënnere, dass mer vill Betriber an d'Land kritt hunn, déi sech just hei zu Lëtzebuerg ugemellt hunn, dës Säit der Musel, fir einfach méi en angenehmt soziaalt Émfeld virzefannen, wat ganz oft net méi war, wéi fiktiv Aarbechtsplazen, déi hei zu Lëtzebuerg geschafte gi sinn.

Wat effektiv zielt, dat sinn d'Plusvaluen, déi déi nei Betriber eis bréngen, an dat ouni eis Émwelt ze belasteschen. Mir brauche Betriber, Firmen, déi nohalte zur Entwécklung vun eisem Land bäidroen. Am Joer 2000 an 2001 sinn net manner wéi 29 nei Aktivitéiten op Lëtzebuerg komm. Et ware 730 nei Aarbechtsplazen, déi geschafte gi sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et bleift wichteg fir d'Diversifikatioun weider ze promovéieren an ze probéieren zousätzlech nei Aktivitéiten um Lëtzeburger Aarbechtsmaart ze implantéieren. Lëtzebuerg huet Stärken, déi mer weiderhi mussen notzen. Mir hu mir gutt forméiert Aarbechtskräften, déi oft e puer Sprooche beherrschen. Mir bidden de Firmen en interessante steuerleche Kader un, an de Stat hëllef de Firmen aktiv fir sech hei niddereuloossen.

Dir Dammen an Dir Hären, Här President, de Plan d'action national en faveur de l'emploi, d'PAN-Gesetz, huet vill erreicht, obwuel mer Schwierigkeete wäerten hunn, dat genau mat Zuelen ze beleeden. Déi verschidde Mesuren si wichteg a sollen och weiderhin agesat ginn ouni awer - an dat betoune ech - eng Konkurrenz zu den eenzelne Secteuren duerststellen, Secteuren

ren, déi selwer mat Schwierigkeeten ze kämpfen hunn.

Leider ass d'Situatioun op eisem Aarbechtsmaart awer virun allem vun der Konjunktur ofhängeg, an do mussen mir Politiker eis Responsabilitéit huelen, fir Lëtzebuerg kompetitiv ze erhalten, andeems mir en attraktive steuerlechen a rechtliche Kader behalen, eisen Aarbechtsmaart flexibel loossen a weiderhin den Akzent op Formatioun setzen. Et muss weider diversifizéiert ginn an an Industrien investéiert ginn, déi nohalte zu eisem Wuelstand bäidroen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu versicht, mech ongeféier un déi Zäit ze halen, déi virgi war. Ech hätt nach vill ze soe gehat, mä ech mengen, et ass och Héiflechkeet vis-à-vis vum Parlament, wann ee sech u seng Zäit hält.

Plusieurs voix.- Très bien!

M. le Président.- Als nächst Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President.

Ech mengen déi Heur d'actualité, déi mer haut opgrond vun enger Demande vun de sozialistische Kolleegen hunn, ass schonn eng Diskussioun déi derwäert ass, dat se zu dësem Zäitpunkt gefouert gétt. Leider ass et eng Heur d'actualité an eis Zäit, fir op déi grousse Problematik, déi mir haut zur Debatt hunn, am Detail anzugeen, ass dach awer kleng. Ech wëll mech duerfir vläicht e bësse méi punktuell festhalen, fir net ze vill Zäit ze verléieren.

Ech wëll kuerz e puer Chifferen nennen iwwert d'Entwécklung vum Chômage hei zu Lëtzebuerg. Et sinn der virdu scho vu verschidde Säiten hei opgezielt ginn, mä ech wollt am Fong, well mer jo hei eng Debatt maachen, wou mer kucken, wat d'Regierung wëllt an dëser Situatioun maachen, mech och op d'Zäit, wou dës Regierung am Amt ass, méi limitéieren.

A wa mer da kucken d'Zuel vun de Chômeuren, wéi se am Juni 1999, also wéi dës Regierung ugetraut ass, war: Do hate mer 4.888 Demandeurs d'emploi. Am September dëst Joer hate mer der 5.922. Dat sinn 1.034 oder 21,15% méi Demandeurs d'emploi, déi ageschriwwen waren.

Bei der Mesure d'emploi waren der am Juni 1999 1.827 an haut 2.503. Dat sinn der 676 oder 37% weider. Am Total waren et der, wéi dës Regierung ugetraut ass, 6.715 an haut hu mer der 8.425. Dat heescht also 1.710 Leit weider, oder 25,46%.

Här President, firwat nennen ech déi heiten Zuelen? Mä well ëmmer versicht gétt an den offizielle Publikatiounen, fir den Taux vum Chômage nëmmen a Relatioun ze stellen mat deene Leit, déi um Marché intérieur beschäftigt sinn. Da bleiwe mer selbstverständlech bei 3% oder, jee nodeem wéi ee kuckt, bei deene 4%, eben doduerch, dat d'Beschäftigungszuel insgesamt hei am Land an d'Luucht gaangen ass, mä d'Zuel vun de Chômeuren huet sech awer bannent dräi Joren ëm e Véierel, wat d'effektiv Zifferen ubelaangt, vergréissert.

Dat ass schonn en dramateschen Ustieg vu Leit, déi no enger Aarbecht sichen hei am Land, ouni dat mer derbäi, wéi dat virdu gesot ginn ass, déi Leit kucken, déi mer als Frontalieren op eisem Aarbechtsmaart entloossen, an déi da statistesch an den Nopeschlänner gefouert ginn. Et muss een awer och kucken, an där Zäit wou d'Regierung hei am Amt ass, d'Entwécklungszuel vun de Frontalieren.

Mir haten am Juni 1999 70.643 Frontalieren, a mir kommen elo un d'Grenz vun 100.000 erun, dat heescht also 28.000 Frontalieren hu mer an deem Zäitraum, wou dës Regierung am Amt ass, weider

agegallt am Land, hinnen eng Beschäftigung ginn, an domadder och de Chômageproblem an eiser Grenzregioun zum Deel geléist.

Froe stelle sech, déi mer hei musse diskutéieren. Wéi ass et méiglech, dat mer esou ville Leit weider Plazen hei um Aarbechtsmaart kreieren an et net fäerdeg bréngen iwwer 8.000 Leit, déi hei am Land Résidente sinn, an den Aarbechtsmaart ze integréiert?

Et ass also net e Problem vun der Offer, well d'Offer ass esou rapid an deene leschte Joren an d'Luucht gaangen, wéi ni zevir, mä et ass eng Problematik vum Plazéieren vun deene Leit. Och wa mer haut verschidde Branchen am Land kucken, ech ginn zum Beispill an d'Branche vun den Immobilien erant, stelle mer fest, dat mer vun 1997 bis haut 2002 bal 10.000 Frontalieren an deem Secteur plazéiert kruten. Mir hunn der am Transport iwwer 5.000, an der Construction 4.000, an am Commerce hu mer der iwwer 5.000 plazéiert kritt.

Wa mer an d'Hôtelleriebranche ginn, stelle mer fest, dat mer 90% Net-Lëtzeburger do schaffen hunn. An der Construction 88% Net-Lëtzeburger, an Immobilie-secteur 84% an der Industrie 67%, an dat mer wuel Leit genuch hei am Land hunn, fir een Deel vun deenen Aarbechten ze maachen, mä dat mer se awer net dohinner plazéiert kréien.

Dat huet zum Deel mat der Formatioun ze dinn, dat eis Leit net déi Formatioun hunn, déi se missten hunn. D'Wuert PISA, dat seet eis alles an deem Kontext.

Mer mussen also versichen, eise Leit eng Formatioun ze ginn, déi méi aarbechtsmaartorientéiert ass, a mer mussen och vläicht de Courage hu fir déi Leit, déi eben net déi Formatiounen hunn, dann awer ze incitéieren an déi Secteuren eranzugeen, wou an der Regel d'Lëtzeburger oder d'Résidente mengen, net méi brächten hinzugeen.

Wa mer gesinn, dat mer a verschidde Secteure quasi zu 80, 90% keng Leit méi vun eiser Nationalitéit dra fannen, da mussen mer och vläicht zu eise Leit soen, dass dat Secteure sinn, wou och Lëtzeburger kënnen dra schaffen.

Mir hunn hei am leschte Joer eng grousse Steuerreform vun de Betriber gemaach, déi gutt war, an déi d'Betriber am internationale Konkurrenzkampf sécherlech entlaascht huet. Mä mir wëssen awer, dass och d'Nopeschlänner do Démarché maachen, an dass dat net alles wäert bréngen. Mir hunn dat och scho gesinn.

Eiser Meenung no, ass vergiess ginn, dass et virun allem eis mëttelstänneg Betriber sinn, déi am Abléck ganz vill Problemer hei am Land hunn. Hei huet d'Regierung sécherlech iwwer Joren diskutéiert, awer keng Akzenter gesat, déi eise mëttelstänneg Betriber wierklech géifen hëllef, fir méi Aarbechtsplazen ze schafen.

Et muss ee wëssen, dass e gesunde Mëttelstand eng stabil Basis fir eng Aarbechtsmaartpolitik ass, an dass e gesunde Mëttelstand net kënn mat esou Hiobsbotschaften, wéi mir se vun deene grousse Betriber kréien, wou d'Décisionen an Ausland geholl ginn, a wou dann op ee Coup 80, 100, oder méi Leit entlooss ginn.

Dat géif eis bei eise mëttelstänneg Betriber net passéieren, an dofir menge mir, dass een nach misst méi intensiv an eis mëttelstänneg Betriber investéieren. D'Charge administrative - ass virun hei ugeklungen - d'äerf keng Beelaaschtung fir d'Betriber sinn, mä eis Verwaltung mussen eng Ennerstëtzung fir d'mëttelstänneg Betriber sinn.

Och d'ADEM ass an enger ganzer Rei vu Punkte verbessert ginn, an ech mengen d'Dokumentatioun, déi mir haut de Moie kritt hunn, huet dat och bewisen. Mä mir hunn och scho viru Joren drop higewisen, dass een an eiser ADEM vläicht méi aggressiv op dem Aarbechtsmaart misst virgoen. Mir hunn deemools souguer geschwat, wann dat net de Fall wär, dass een dann eventuell misst drun denken, fir um Privatsecteur Méiglechkeeten ze schafen, dat Gesellschafte sech géife kreieren, déi Leit géife plazéieren an déi dann ebe pro Placement géife bezuelt ginn. Eiser Meenung no, kënn eng gesond Konkurrenz op deem Secteur och nëmmen de Leit zegutt. Et ass de Leit schliesslech zum Schluss egal, wien hinnen eng Aarbecht sicht, d'Haaptsaach ass, se hunn eng Aarbecht.

Bei all deene Chifferen gesäit een, dass eng Zuel an d'Luucht geet, dat ass déi vun de Beschäftigungsmoosname par rapport zu der paralleler Solidarwirtschaft. An och do si mir der Meenung, dass ee muss oppassen, wouhin se sech entwéckelt.

Ech hu virun enger Rei vu Méint eng Question parlementaire gestallt, fir emol de Chiffer an d'Evolution ze kréien. A wa mir gesi wéivill Leit vun Organisatiounen, déi vu Gewerkschaften an d'Welt gesat gi sinn, haut do beschäftigt ginn, a wéivill dass dat ënnert dem Strich kascht, a wann ee géif de Rendement kucken, dat heescht, wéivill Leit sech iwwer dee Wee eng fest Aarbechtsplaz verschafft hunn, da géife mir gesinn, dass de Rendement relativ kleng ass.

Net nëmmen, dass dat eng grousse Konkurrenz fir de Mëttelstand a fir d'Handwierker ass, mä, wa mir dem Mëttelstand an dem Handwierker déi Aarbecht an dat Geld géifen zur Verfügung stellen, géife sécherlech fest Aarbechtsplazen op deem Niveau geschafte ginn. Mir stelle fest, dass dat net esou ass.

Een anere Punkt, Här President, deen ech nach wollt kuerz uschniden - well ech gesi meng Zäit ass och schonn ofgelaf - dat ass dat, wat de Lucien Weiler...

Une voix.- Scho laang!

M. Gast Gibéryen (ADR).- Nach net esou laang, wéi dem Här Lucien Weiler seng ofgelaf ass. Ech sinn do Realist, well ech et alt méi fréi mierken.

Den Här Weiler huet hei virdu gesot, Här President, dass d'Zuel vun deene Leit, déi länger Zäit géifen drop waarden, fir eng Aarbecht ze kréien, nach ëmmer konstant wär. Ech liesen aus deenen Tabellen, déi mir haut de Moie vun Ministère kritt hunn, dass an allen Échelonen - ob dat 1, 2, 3, 6 oder 12 Méint oder méi Méint sinn - haut méi Leit als Demandeur d'emploi ageschriwwen sinn.

Leider ass d'Zäit ofgelaf, ech wëll awer just nach kuerz op dee Repeche, deen den Här Weiler gemengt huet un eis Adress unzuebréngen, antweren. Et ass richtig, dass mir ugaangs dës Joers gesot hunn, dass mir keen Intérêt als Land hätten, fir all Joer ee Rekordwuesstum ze maachen, mä dass ee soll hei am Land versichen ee vertriebare Wuesstum ze realiséieren. Dat, wat den Här Weiler nach net wousst, wéi en hei an d'Oppositioun gaangen ass - et ass haut jo net fir d'éischt vis-à-vis vun där Ausso -, dat ier mir dat gesot hunn, d'Regierung schonn ee Joer virun vill méi ferm gebremst hat. Se huet nämlech eréischt am September dëst Joer festgestallt, dass d'lescht Joer, also 2001, de Wuesstum nëmmen ëm 1% war. Dat heescht, d'Regierung war laang virun eis op déi Iddi komm, et sief dass d'Regierung géif soen, si hätten an der Economie politiqe hei keen Affloss, an dat wär rengen Zoufall vu bausse gewiescht.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Mme Renée Wagener agedroen. Mme Wagener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRENG).- Merci Här President.

Ech wëll mech hei zum Porte-parole vun Här Bausch maachen, dee fir d'Chamber op Missioun ass, an dofir net kann hei sinn.

Här President, dir Dammen an dir Hären, all Chômeur ass ee Chômeur zevill, well hannert all Chômeur verstoppt sech ee mënschlech Schicksal. Dofir muss et fir all Politiker a Politikerin eng ieweg Prioritéit sinn, fir de Chômage ze bekämpfen, och an engem Land, dat frou ka sinn, wann et zu engem Moment, wou an deene meeschten EU-Länner d'Erwerblosegkeet tëschent 6, 9 bis 10% läit, se hei am Land nëmmen op 2 bis 3% kënn.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

Lëtzebuerg huet eng speziell Situatioun. Mir befannen eis an enger Groussregioun mat engem Aarbechtsmaart vun ongeféier 1 Millioun Menschen, fillen eis awer praktesch nëmmen fir en Deel vun där Aarbechtskraaft als Nationalstat responsabel. D'Wirtschaftsdynamik an dëser Groussregioun geet awer ganz däitlech vum Motto Lëtzebuerg aus, a ganz sécherlech hëllef Lëtzebuerg do mat, dass och a Rheinland-Pfalz, am Saarland, a Lothringen an an der belscher Provënz Lëtzebuerg d'Aarbechtslosegkeet net méi héich ass.

Mir hunn dofir, wat den Netto-Emploi ubelaangt, eng ganz eege-naarteg Situatioun. Mir si sécherlech dat eenzege Land an der EU, wou den Netto-Beschäftigungsvolume permanent wiisst, an dat souguer an Zäiten, wou de Wirtschaftsmotor wesentlech méi lues dréit. 2002 wäert et trotz engem fir Lëtzebuerg ganz schwache Wuesstum vu knapps 0,5% vum PIB awer nach zu engem Wuesstum vun 3% vun eisem Netto-Beschäftigungsvolume kommen. An deene leschten zéng Joer sinn hei am Land 10.000 nei zousätzlech Aarbechtsplaz geschafte ginn, an trotzdem hate mir bestänneg e liichte Chômage, mat am Moment enger Tendenz zum Usteigen.

Mir kënnen haut sécherlech feststellen, dass all Mesuren, déi iwwer dat sougenannte PAN-Gesetz getraff gi sinn, näischt dozou bäigedroen hunn, fir eppes Wesentlech an eise Chômagezuelen ze verbesseren.

Dëst erstaunt eis als Gréng net, well mir sinn der Iwwerzeegung, dass vun der Politik aus vu falsche Standpunkten aus versicht ginn ass, den Aarbechtslosegkeet ze bekämpfen. Ech wëll an deene 5 Minutte Riedezäit, déi mir zur Verfügung steet, dräi Punkten opzelen, fir ze verdäitlechen, firwat dass eis Chômagebekämpfungspolitik net gräift.

Éischters: Amplaz reng national Beschäftigungspläng opstellen, misste mir éischer an d'Richtung goen, fir regional ze denken an och Mesuren ze ergräifen. Bei all eisen Iwwerleeunge misste mir vun der Erwerbstätigkeit vun der enger Millioun Menschen aus der Groussregioun ausgoen, an net nëmmen vun deenen Erwerbstätigen, déi hei am Land wunnen.

An engem Europa, wou de fräie Floss vu Kapital an Aarbecht besteet, muss grad ee klengt Land wéi Lëtzebuerg, regional denken an och handelen. All Chômagebekämpfungspolitik, déi déi regional Bedeitung an Unzükraaft vu Lëtzebuerg an der Saar-Lor-Lux-Groussregioun ignoréiert, verfeelt hiert Zil. Nach ëmmer denke mir am socio-ekonomesche Beräich vill ze vill national, wann et drëm geet, Modeller a Léisungen, fir zum Beispill d'Chômagebekämpfung unzegoen.

Zweetens: Mir hunn zu Lëtzebuerg sou ze soe kee konjunkturellen, mä quasi nëmme strukturelle Chômage. Aus soziale Grënn schwéier plazéierbar Leit, eng deelweis verfeelt Beruffsorientéierung, an net méi un déi heiten ekonomesch Welt ugepasste Bildungssystem - Stéchwuert PISA -, dat sinn déi wesentlech Barrieren, déi et bei der Chômagebekämpfung ze iwwerwanne gëtt. Hei huet och dës Regierung et kaum fäerdeg bruecht, verdéifte Reformen unzepaken.

Drëtens, si mir zu Lëtzebuerg nach ëmmer am Schlusspeloton, wat d'Fraen an der Erwerbstätigkeit ubelaangt. Aus villfältege Grënn - Chancéglichheet, Sécurité sociale, besser Notzung vun den einheimischen Aarbechtskräften am Kontext vun enger nohalteger Entwécklung -, musse mir awer d'Fraenerwerbsquot massiv unhiewen. Fir dass dëst méiglech ass, an net och nach zousätzlechen Drock op den nationale Aarbeitsmarkt bréngt, mussen dofir an Zukunft méi effikass Mesuren ageleet ginn, déi et erméiglechen déi Aarbecht, déi do ass, besser ze verdeelen. D'Aarbeitszeitverkürzung muss dofir och zu Lëtzebuerg een Thema ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären - seet den Här Bausch ofschléissend - d'Chômagezuelen zu Lëtzebuerg gi sécherlech keen Ulass zu Panikmache, och wa se am Moment eng Tendenz no uewen opweisen. Ennerschätzen dierfe mir awer sécherlech net déi strukturell Problemer an Defiziter, déi eisen Aarbeitsmarkt opweist, well wa mir dat maachen, da kéinten dës Problemer eng Kéier zu engem grouse Problem fir eise Wirtschaftsstanduert an der Groussregion ginn. Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci Mme Wagener, datt Dir dat, wat den Här Bausch ze soen hat, esou gutt hei erëmginnt. Nächsten Orateur ass den Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Dir Dammen an Dir Hären, déi lescht Note de conjoncture vum Stater presentéiert e Réckgang vum Wuesstum vum PIB an d'Zouhuele vum Chômage als e Resultat vum Réckgang vun der Bourse a vun de Restrukturierungen, déi sech de Moment op der Bankeplaz maachen. Doriwwer eraus awer gëtt festgestallt, dass eis Wirtschaft insgesamt relativ gesond wier a géif esouguer progresséieren. Virun allem gëtt do gesot - an dat fannen ech eng bemierkenswäert Feststellung -, dat wier weinst deem héijen Niveau vu staatlechen Investitiounen.

Also misst jo d'Konklusion aus där Diskussioun sinn, dass de Stat weiderhin op engem héijen Niveau investéiert, mä dass de Stat och dofir suergt, dass en héijen Niveau vu Revenu besteet an en héijen Niveau vu sozialer Sécherheet, fir dass d'Demande vun de Stéit héich bleift; an domat de PIB och ka wuessen. Doniewent misst, menge mir, an där selwechter Logik och d'Aarbeitszeit erfogest ginn an de Chômage misst op null reduzéiert ginn.

Esou eng radikal Fuerderung setzt awer eng Rei vu politeschen Décisionne viraus, a setzt e politesche Kontext viraus, deen, wéi et eis schéngt, net ginn ass de Moment. Iwwerens och net gi war an där Regierung vu virdrun. De Chômage gehéiert zum Beispill scho laang net méi zu de Krisenerscheinungen vun der Gesellschaft, mä de Chômage ass wierklech strukturell ginn. Ech géif esouguer behaupten, e gëtt bewosst benotzt als en ekonomesche Faktor: wat virussetzt, dass eng richteg Chômagebekämpfung an eng radikal Chômagebekämpfung net erwünscht sinn. D'Konzept NAIRU zum Beispill, seet dat engem heibannen eppes?

(Interruption)

„Non Accelerating Inflation Rate of Unemployment“. Dat heescht, e Prozentsaz Chômage, deen d'Inflatioun net beschleunegt. Dat ass e gängeg Konzept aus der aktueller politescher Ökonomie, an dat seet näischt aneschtens, wéi dass e gewëssenen natierleche Prozentsaz vu Chômage noutwenneg ass, fir d'Inflatioun kleng ze halen.

Wee mengt esou Konzepter géingen zu Lëtzebuerg keng Roll spillen, soll d'Note de conjoncture N°3 vun 2001 nokucken. Do gëtt am Detail dran analyséiert, wat fir en NAIRU, wat fir e Chômage fir Lëtzebuerg, op Grund vu senger besonnescher ekonomescher Situation an Zukunft erfuerdert wäert sinn am Kader vu engem prospektiven PIB.

Här President, wéi mer d'Debatt iwert den Développement durable gefouert hunn, ass gesot ginn, d'Betriber kënnen net méi wéi bis elo iwert de Produktionsfaktor Natur verfügen, dee Produktionsfaktor misst ee Käschtepunkt hunn, soss wär et Ausbeutung vun der Natur. Beim mënschleche Produktionsfaktor Aarbecht gëtt awer dacks gefuerdert, dee misst esou bëlleg, wéi méiglech gehale ginn. Zum Beispill geschitt dat iwert déi sougenannte Mesures pour l'emploi. Déi iwwerens oft jo bei de Chômage, wéi dat schonn hei gesot ginn ass, derbäi gerechent ginn, an déi op jiddefalls zu enger Erfosetzung vun de Käschte vun der Aarbecht bäidroen. Zum Beispill och iwert eng Senkung vun de sougenannte Lounniewekäschten.

Wie bezilt déi Lounniewekäschten a Wierklechkeet? A Wierklechkeet sinn et jo d'Patronen déi se bezuelen, an entgéint enger vill verbreetener falscher Meenung, bezuele se souwuel d'Part patronale wéi och d'Part salariale.

Wat geschitt domat, wa se dat bezuelen? Domat gi se gezwongen unzuerkennen, dass se och eng Verantwortung hu fir déi Leit, déi se agestallt hunn, wa se net méi schaffen, wéi zum Beispill wa se krank ginn oder wa se an d'Rent ginn. Dat ass d'Natur vun der Cotisation sociale. Dat ass eng grouss sozial Errungenschaft vun eisem Jorhonnert; déi iwwerens och zu enger Accélération vun der Demande a vum PIB bäidreit, zum Beispill wann d'Renten iwwer dee Wee an d'Luucht gesat ginn.

Dat ass och eppes, wat net bezuelt gëtt vun deene Jonke fir déi AI, oder vun deene Gesonde fir déi Krank, wéi heiansdo gesot gëtt. Mä et ass eppes, wat bezuelt gëtt aus der wirtschaftlecher Aktivitéit eraus vun de Patronen an e gemeinsaamt grousst Déppen aus deem et no Bedarf eraus verdeelt gëtt.

Ech froe mech also, wat et notzt, fir ze fuerderen, d'Lounniewekäschte missten erfogest ginn, wéi dat zum Beispill de Moment an Däitschland an der Diskussioun zwëschent de Regierungsparteie vun engem vun de Partner geschitt.

Nee, mir mengen déi privat Profitter missten erfogest ginn a si misste gesellschaftlech emverdeelt ginn. Dat ass ee vun de groussten Tabuen an der Diskussioun, d'Profitter. Dat ass anscheinend kee Produktionsfaktor, dee spillt anscheinend keng Roll an der Diskussioun, mä dat ass am Fong geholl deen entscheidende Faktor, an dee misst sozial emverdeelt ginn.

M. le Président. - Här Urbany, Dir sidd elo schonn 100% iwwer Är Zäit. Dir hutt elo 5 Minutten geschwat. Kënn Dir en enger Minutt fäerdeg sinn?

M. Serge Urbany (déi Lénk). - D'accord, Här President, ech sinn an enger Minutt fäerdeg. Ech sinn iwwerens deen drëtten, mengen ech, Diskussionsriedner, deem dat passéiert. Ech froe mech iwwerens, ob déi virgesinnen Zäit

fir esou eng grundsätzlech Debatt, wéi déi hei, duergeet? Ech hunn zum Beispill zwou Minutten, fir ze schwätzen.

(Interruption)

De President vun enger Gewerkschaft - ech mengen et ass keng Gewerkschaft vum Lénkse Bord - gëtt an enger Zeitung, déi ech mer elo dobausse geholl hunn, mat folgender Ausso zitéiert: „Die neuen Grundsatzprogramme von CSV und LSAP sind nicht radikal genug. Viel „soziale Marktwirtschaft“ aber wenig „Arbeit hat den Vorrang vor dem Kapital“, seet deen Här.

(Interruption)

Et ass den Här Weber, deen dat seet. Ech fannen, dat ass eng ganz verstänneg Ausso, där ech mech ganz kann uschléissen.

(Interruption)

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci Här Urbany. Domadder wier den Débat eriwuer. Den Här Aarbeitsminister, den Här Biltgen, huet d'Wuert.

M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si mol virun allem frou, dass mer déi Debatt haut konnte féieren. Et war jo och de Wonsch vun der Regierung, dass déi Usprooch vun der sozialistescher Fraktioun op haut geluegt gouf. Dir wësst, dass mer den Donneschdeg Tripartite hunn, just iwert d'Fro vum Aarbeitsmarkt. Dir wësst och, dass dës Regierung sech am Ufank vun der Legislaturperiode engagéiert huet, fir d'Chamber regelméisseg vir an no enger Tripartite um Lafenden ze halen. Ech mengen, dat ass einfach eng Fro vu Respekt virum Législateur. Déi Debatt vun haut, gëtt eis dofir och d'Geleeënheet, fir eng Partie Weichen ze setze fir d'Diskussionne vun nächsten Donneschdeg.

Ech sinn och frou, dass déi meeschten Orateuren, an ech zitieren ee vun enger ganzer Partie, de Lucien Weiler hei fir eng gewësse Berouegung agetruede sinn a mer net sollen an eng Kriseneuphorie verfallen. Et ass ëmmer de Problem, an dat ass ee vun deene Problemer mat deem ech als Aarbeitsminister ze kämpfen hunn, dass d'Wirtschaft oft an Euphorie verfällt, just am Emploi gesi mer dat. Déiselwecht Firmen, déi nach virun zwee Joer bei mech komm sinn, a gesot hunn, mir mussen esou vill honnert Leit méi astelle pro Joer, well d'Konkurrenz stellt der och esou vill an, an et geet alles exponentiell weider, dat sinn déiselwecht, déi haut grouss Sozialpläng maachen.

Ech mengen dofir ass et wichteg, dass d'Politik, dass d'Regierung, dass och d'Chamber dat alles mat engem gewësse Recul kucken, an net an deeselwechten Emballement verfallen, fir dass mer eng gewësse Rou behalen.

De Wuesstum ass erfogaang, mä de Wuesstum ass nach ëmmer do. Mir hu just net méi déi Euphorie, wéi an deene leschte Jore vun vireschte Jorhonnert. Mir kommen elo vläicht erëm a méi normal Wuesstumsperioden eran. Et ass och vläicht gutt, dass mer endlech mierken, dass d'Beem och zu Lëtzebuerg net an den Himmel wuessen. Dat hu Regierungen hei gesot a gepriedegt, dass d'Beem net zu Lëtzebuerg an den Himmel wuessen, mä et hat ee bal gemengt, all déi Leit hätten Onrecht. Elo stelle mer awer fest, dass déi Leit, déi gewarnt hunn, Recht hunn.

Ech soen awer op där anerer Säit, mir sollen net an de Contraire verfallen, a mengen, elo géif alles d'Baach agoen. Wa mer Fouss bei Mol behalen, wa mer wéi an der Vergaangenheet och an Zukunft

eng wuel iwwerluegte Politik maachen, da kënne mer dat bäibehalen.

Soubal ech den Dossier vun der Administration de l'Emploi kritt hunn, - an dat war gëschter owend - hunn ech en un d'Chamber weidergereicht. Ech hu festgestallt, dass sech eng Partie Leit - ech huelen un och den Här Gibéryen - sech dovun beaflosse gelooss hunn, dass viles geschitt ass an deene leschte Joren an dass dat, wat mer mam PAN-Gesetz an d'Wee geleet hunn, besonnesch an der Administration de l'Emploi, positiv Resultater erreecht huet. Dofir wollt ech lech deen Dossier zoukomme loosse. Natierlech hu mer net genuch Zäit, fir an all Detailler ze goen. Mä mir stellen awer fest, wa mer déi Chifferen analyséieren, dass viles geschitt ass zënter 1997/98 an dass mer och net genee déiselwecht Situation wéi 1997 hunn.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Ech wëll eigentlech op fënnf Punkten hei agoen. Deen éischte Punkt betrëfft de Chômage.

Et gëtt eng wirtschaftlech Theorie, déi seet: Et gëtt e Chômage incompressible. D'Amerikaner setzen de Chômage incompressible op 4%. Si soen, wann ee manner wéi 4% huet, dann ass dat schlecht fir d'Wirtschaft. Nach virun net emol zwee Joer hunn d'Amerikaner dauernd Angscht gehat, de Chômage wier ënner 4%, well da géing d'Wirtschaft net méi ugekuerbelt ginn. Da wier net méi genuch Usporn do, fir dass d'Leit Géinge schaffe goe fir méi bëlleg Léin. Iwwer 4% géif de Chômage eréischt ufänken.

Mir sinn also an deem Sënn nach ëmmer op engem strukturelle Chômage, dee positiv ass. Mir leien op 3%. Wa mer de Chômage élargi huelen, da leie mer op 4%. Dat ass also just deen dote Seuil.

Ech kommen nach eng Kéier op de Chômage élargi zrëck. De Chômage élargi hélt jo och a Considération déi Leit, déi an de Mesure sinn. 1997 an 1999 gouf hei an dëser Chamber un der Politik vun der Lëtzebuurger Regierung bemängelt, dass mer ze vill Leit einfach an de Statistiken hätten an net genuch Mesure gemaach hätten, fir de Leit ze hëllefen duerch dës Mesure fit a flott, fir den Aarbeitsmarkt ze ginn, Experienz mam Aarbeitsmarkt ze kréien an iwert déi Mesuren op den Aarbeitsmarkt ze kommen. Ech sinn duerfir ëmmer verwonnert, dass déiselwecht Leit, déi 1997 an 1999 gesot hunn: „Dir maacht net genuch Mesuren“, elo soen: „An deene Mesure sinn ze vill Leit dran.“

Ech mengen, et ass wichteg, dass mer déi dote Mesuren hunn. Ech hunn e bëssen als Krounzeien den Här Lux, well den Här Lux den 13. November 1997 - dat ass also bal 5 Joer hier - hei gesot huet iwwer esou Mesuren: „Mir wieren eis schlussendlech dergéint, dass mat enger gewësser Iwwerhiefléckheet, an heiansdo mat engem gewësse Sarkasmus iwwer all déi Ustrengungen hiergefall gëtt, déi am sougenannten Traitement social vum Chômage gemaach ginn. Dat geschitt meeschtens jo vu Leit, déi am Dréchene sëtzen. E léisst sech jo bekanntlech mat vollem Bauch besser iwert d'Suerge vun deenen anere Leit diskutéieren a fäselen.“

Just dat hu mer an deene leschte fënnf Joer gemaach, dass mer deen Traitement social vum Chômage gemaach hunn. Ech sinn eigentlech stolz drop, och wann, dat ginn ech gären zou, mer en Taux vu 4% hunn, wa mer d'Mesure bäirechen, mä et ass nach ëmmer an Ennerscheid, ob ee bei enger Administration de l'Emploi einfach ageschriwwen ass, oder ob sech ëm dee Mann bekëmmert gëtt. Wa mer feststellen, dass sech déi Zuel vu Leit, déi a Mesure sinn an darselwechter Administration

de l'Emploi, där hiert Personal sech net verduebelt huet zënter 1997 op 2002, mëttlerweil bal verduebelt huet. Da kann ee soen, dass mer zënterhier eng ganz gutt Aarbecht gemaach hunn an der Administration de l'Emploi.

Da kënn déi Diskussioun, déi verschidde Leit hei ugeschidden hunn, vun de Frontalieren, fir ze soen, mir géingen d'Zuelen hei e bësse verfälschen, well mer d'Frontalieren net eranhuelen. Do soe ech einfach, mir mussen emol eis Rou do behalen. Mir dierfen net Appel mat Bire vergläichen, awer virun allem net Appel mat Porrette vergläichen.

Ech maachen lech emol eng Mëllechmeederchersrechnung, wéi der jo heiansdo gemaach ginn. Wann ech den Taux de chômage rechnen, wou ech d'Frontaliere bäiziele, da geet den Taux de chômage élargi vu 4% op 3,2% zrëck. A wuerfir? Well den Taux de chômage zu Lëtzebuerg - den Här Weiler huet et gesot - berechent gëtt op déi Leit, déi eng Aarbecht sichen an zu Lëtzebuerg wunnen, par rapport zu deene Leit, déi zu Lëtzebuerg wunnen an eng Aarbecht hunn, respektiv eng Aarbecht sichen: d'Population active. Dat sinn an der Moyenne am Joer 2002: 196.385 Leit gewiescht.

Wann ech d'Frontalieren awer wëll mat berechnen am Taux de chômage, da muss ech jo natierlech, par rapport zu der Referenzpopulation sämtlech Leit huelen, déi zu Lëtzebuerg schaffen, nämlech d'Frontalieren all derbäi. Da kréie mer eng Referenzpopulation vun 276.973 Leit. Wann ech dann déi Leit, déi en E301 geholl hunn, bäirechnen an der Moyenne vum Joer 2002, da kommen ech op en Taux de chômage vun 3,2%. Ech soen awer direkt, dass dat och eng Mëllechmeederchersrechnung ass, well ënner den E301 falen net all d'Leit drënner. Si falen och nëmmen eemol drënner, an zwar deen Dag, wou se d'Aarbecht verléieren. Des Weidere gëtt net gemoozt, wéi laang se drënner bleiwen. Also wëll ech hei keng Mëllechmeederchersrechnung maachen, mä ech wëll just dovur warnen, dass mer sollen ophalen Appel mat Bieren a mat Porretten zesammenzerechnen. Mer solle kucken, wéi d'Situation zu Lëtzebuerg ass, a mir sollen emol versichen déi Situation zu léisen.

Eng Differenz - an dat ass mäin zweete Punkt - mat 1997 ass, dass mer 1997 schrecklech gewarnt hunn, an ech hunn déi Rieden all nogeliess vun 1997, dass et géing méi lues goen. Besonnesch hunn d'Riedner gewarnt, dass et géif op der Banken- a Finanzplaz méi lues goen. Just dat ass net geschitt. Mir hu mëttlerweil e risege Boom gehat, vun deem ech jo virdu geschwat hunn. Mir hunn einfach net méi Leit genuch zu Lëtzebuerg fonnt. Mir hunn dauernd méi Frontaliere missen astellen. Dir hutt an e puer Zeitungen déi lescht Deeg Tableaue gesinn, wou Der gesitt hutt, wéi d'Zuel vun de Frontaliere regelrecht explodéiert ass am Laf vun den 90er Joeren. Mir hu missen ëmmer méi Leit aus net EU-Länner huelen, einfach wëll mer déi Plazen net besat kruten.

Wat gesi mer haut? Dat Beispill, wat elo puermol zitéiert gouf vun der grousser Firma, déi haut anonciéiert huet, dass se eng Partie Leit misst entloossen, dat ass just d'Retourkutsch dovunner. A wat fir engem Secteur entléisst déi Firma hir Leit? Si entléisst se besonnesch am Consulting an an der Informatik. Do, wou ech nach virun engem Joer hei an der Chamber gesot kritt hunn: „Du muss méi Leit vun auswäerts eranhuelen, mir hunn net Informatiker genuch.“ Informatiker fanne mer der mëttlerweil geschwé genuch um Aarbeitsmarkt an der ADEM, fir se iwwerall ze vermëttelen. Déi Leit, déi massiv agestallt goufe virun zwee Joer, ginn erëm massiv ofgebaut. Fir nach eng Kéier op déiselwecht Firma zrëckze-

kommen: Déi meescht Leit si Frontalieren, déi ausserhalb rekrutiert goufen, fir eben déi Lächer ze féllen.

Da soen ech lech nach Zifferen, déi och sollen ze bedenke ginn. Engersäits geet eisen Emploi nach ëmmer weider. Ech weess net wien et gesot huet, mä et huet een zu Recht gesot, den Emploi geet nach ëmmer weider. Wou mer de Problem hunn, dat sinn d'Offres d'emploi, déi d'ADEM kritt, déi ginn erf. Mä eng Ziffer, déi eis awer soll ze bedenke ginn, ass déi vun de Permis de travail, déi un net EU-Bierger ausgi ginn. Do hu mer 1997 4.210 Dossieren traitéiert, 1998 der 3.835, 1999 der 4.381, an zënterhier geet et wierklech schlaggaarteg biergop, am Joer 2000 der 4.809, am Joer 2001 der 5.225, a bis elo hu mer 4.492 Dossieren, wat soe wëllt, dass mer zum Schluss vum Joer op d'mannst op déi Zuel komme wéi am Joer 2001.

Dat heescht mir gesinn, dass et biergop geet um Emploi mat der Croissance vum Emploi. Mir gesinn, dass et biergop geet mat deene Plazen, déi bei der ADEM gemellt ginn, mä et ass nach grad esou e grouse Besoin do, wéi virun, à tort ou à raison, fir Leit aus net EU-Länner anzustellen. Och dat soll eis ze bedenke ginn, an dobäi soen ech lech, dass d'Quotae vun de Refusen an all deene Joren erfogaange sinn. Ech héiere jo nach ëmmer, mir géifen dauernd Leit refuséieren. Et si manner wéi 8% vun den Dossieren an der Moyenne, déi refuséiert ginn.

Dann huet d'Madame Wagener geschwat vun der Fraequot. Wann eppes zu Lëtzebuerg zënter deene leschte fënnf Joer wierklech positiv évoluéiert ass - et gëtt awer nach aner Saachen -, dann ass et ebe just d'Fraequot. Haut kënn Dir e Communiqué vun der Europäescher Kommissioun liesen, wann Dir dohem Är Mailbox kuckt, deen drop ageet, wéi mer an der Beschäftigungspolitik stinn. D'Kommissioun mécht eng Partie Rekommandatiounen. Si mécht eis notament d'Rekommandatioun, mir hätten ze wéineg Leit vu méi wéi 55 Joer, déi schaffen, mä si seet eis och, dass mer wierklech den Emploi a Kraaft gehalten hunn a weider gedriwwen hunn duerch d'Augmentatioun vun der Fraequot. Et ass just do, wou mer immens Progrès gemaach hunn.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Dat sinn awer hauptsächlich auslännesch Fraen a Frontalieren, nee?

■ **M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*** - Dat ass falsch!

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).** - Souwäit wéi ech d'Zuele kennen, ass den Taux bei de Lëtzebuerg Fraen nach ëmmer relativ niddreg.

■ **M. François Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi.*** - Dat ass falsch! Et ass och do den Emploi intérieur, deen do ugekerbelt gouf an net nëmmen den Emploi frontalier.

Den drëtten Punkt op deen ech wollt agoen, dat ass deen, dass mer och an Zukunft déi atypesch Situatioun vum Chômage zu Lëtzebuerg behalen, nämlech dass mer e soziale Chômage behalen, deen eben ënnert dem strukturelle Chômage läit. Et ass richtig, wat de Lucien Lux gesot huet, dass jiddfer Aarbechtslosen zielt, an dass mer eis net sollen domat zefridde ginn, dass mer nach wie vor de beschten Taux an Europa hunn, mä dass mer no all Eenzelen, deen zu Lëtzebuerg eng Aarbecht sicht, solle kucken.

Natierlech behale mer déiselwech Problemer wéi an der Vergaangeneheet, dass déi net qualifizéiert Leit éischter elo entlooss ginn a vill méi schwieger erëm eng nei Aarbechtsplaz fannen, dass déi eeler éischter entlooss ginn, well se méi deier

kaschten, an déi hu vill méi Schwieeregkeeten, fir erëm eng Aarbechtsplaz ze fannen. Alles dat fanne mer erëm, och an Zukunft, um Aarbechtsmaart. Just dat soll eis dra bestärken, fir elo net op eemol, de PAN op d'Kopp ze geheien, an alles wat mer do décidéiert hunn, mä fir eis ze bestärken, fir déi Efforté weider ze fueren. Et wär e fundamentale Feeler, wa mer haut géife soen: Elo maache mir grouss Liberaliséierung a mir ginn eis net méi d'Méi, fir eis em d'Lëtzebuerg Chômeuren ze bekëmmern. Déi haten einfach Pech. Jiddfree soll op Lëtzebuerg kommen, wéi ech dat déi Deeg nach héieren hunn, a wien eng Aarbecht fënnt soll se kréien. Mir musse kucken, dass déi Leit, déi zu Lëtzebuerg entlooss goufen, ob Lëtzebuerg oder net, mä zu Lëtzebuerg wunnen, prioritär gehollef kréien a prioritär kënnen agestellt ginn.

Duerfir kommen ech op mä véierte Punkt: Wat kann d'Regierung do maachen? Dat éischt ass, dass mer, menger Ansicht no - a verschidde Leit hunn eis dat ënnerstrach, besonnesch d'Berufskummeren: d'Privatbeamtekummer, d'Aarbechterkummer, mä och d'Gewerkschaft, awer just d'Opposition, besonnesch d'sozialistesche Fraktioun, ass do enger anerer Meenung -, d'Recht hunn, fir net elo op eemol alles no ënnen ze revidéieren an eisem Budget, fir net d'Investitionsquot erofzesetzen, fir net op d'Steierreform zréckzokommen. Déi Steuerreform huet eis gehollef. Ech hunn Artikelen gelies vun enger Partie vu sozialisteschen Exponenten, Här Lux, déi mir dat awer kloer gesot hunn.

(Interruption)

Neen, dat net, mä awer de Budget misst geännert ginn. D'Steierreform ass zu engem Moment komm, wou mir se wierklech och gebraucht hunn, fir eng Relance économique ze maachen. Ech wëll drun erënneren - well ech weess jo, dass elo ganz vill d'Banque Centrale zitëiert gëtt, wat si an der Chamberkommissioun gesot huet -, dass déiselwech Banque Centrale virun engem Joer der Regierung virgeworf huet, déi Steuerreform dierft iwwerhaupt net gemaach ginn, well déi Steuerreform géif déi ganz Wirtschaft dach nëmmen unheizen. Haut, mengen ech, ass jiddfreee frou, dass mir déi Steuerreform gemaach hunn zum richtige Moment. Mir heizen net d'Wirtschaft un, mä mir bréngen et fäerdeg, dass mir e bësse méi wäit kommen.

(Interruption)

Den anere Punkt ass dee vun der Diversification économique. Den Här Lux huet hei en Zeitungsartikel zitëiert à décharge. Ech zitëieren dann einfach, wat d'FEDIL am Echo de l'Industrie geschriwwen huet iwwert d'Politik vun der Diversification industrielle vun deser Regierung: "Les efforts du Ministère de l'Économie pour le développement et la diversification de notre site industriel ont été poursuivis sans relâche durant les années écoulées. A une politique qui vise à attirer de nouvelles entreprises au Grand-Duché s'est ajoutée une action forte qui vise à promouvoir le développement endogène au Luxembourg."

Wann d'FEDIL seet, dass de Wee, deen de Wirtschaftsminister ausgeschloen huet, richtig ass, da mengen ech, misst ee sech dorop référéieren. Ech ginn lech nach e puer Zifferen: 1999 sinn zéng Projeten zu Lëtzebuerg décidéiert gi mat 30,3 Milliounen Euro Investissement an 202 Aarbechtsplazen, am Joer 2000 véierzéng Projete mat 65,6 Milliounen a 423 Aarbechtsplazen, am Joer 2001 erëm eng Kéier 40 Projete mat 163,4 Milliounen Euro Investissement an 296 Aarbechtsplazen. Et ka kee behaupten, mir wäeren net mat der Diversifikationspolitik weidergefuehert.

En drëtten Punkt ass deen, wat d'ADEM gemaach huet. D'ADEM huet just dat gemaach, wat hei verlangt gouf, nämlech dass méi e groussen Accompagnement personnel virgesi gouf. Dat Dokument, wat ech lech de Moien ausdeele gelooss hunn, schreift dat ganz kloer. Do kënn Dir gesinn, wat geschitt ass zënter 1997. Mir hu Consultanté geholl, déi aus dem Privatséktor kommen. Ech ka mech nëmme ganz vehement géint d'Privatisierungsbestriewungen, déi den ADR hei verlangt huet, wieren.

Ech mengen, dass déi Privatisierungsbestriewungen einfach falsch sinn. Dat kann dem ADR seng Meenung sinn, mä et ass net d'Meenung vun der Regierung. Mir hu just, fir méi op d'Privatwirtschaft zouzuegoen, déi Consultanten, wat meeschtens Leit sinn, déi Chefs de personnel waren a Betriber an déi an hirem privatrechtleche Kontakt weider mat der ADEM schaffen, an do ganz vill Erfolger ze verzechen hunn.

Mir hunn déi psycho-sozial Begleitung, déi d'Leit maachen, och verstärkt. Opgrond vum PAN-Gesetz si Psychologen an Éducateuren agestellt ginn. Et gëtt vill méi eenzel mat de Leit geschafft, wéi virun. Mir hunn eng Augmentatioun vum Personal, déi net esou grouss ass, wéi ech se gären hätte, mä si ass weidergang, a mir schaffen an der ADEM vill méi perséinlech mat de Leit.

Dann e véierte Punkt, dat ass dee vun der Économie solidaire. Do mengen ech, dass et wichteg ass, dass mir déi Beschäftigungsinitiative weider fördern, och ausbauen, quitte dass mir se an eng Rumm ginn, wou mir keng Concurrence déloyale kréien. Dat si mir amgang ze maachen. Mir sinn amgang e Gesetz auszeschaffen iwwert de Chômage social, wou mir deene Beschäftigungsinitiativen eng Base légale ginn, wou mir se ëmrahmen, wou mir se awer weider behalen. Well et muss een einfach wëssen, dass mir och an Zukunft Leit behalen, déi een einfach net an e Betriber erëm ënnerdaach oder iwwerhaupt ënnerdaach kritt. An deem Sënn sinn d'Beschäftigungsinitiativen och an Zukunft wichteg, fir mat deene Leit ze schaffen, fir dass déi Leit net einfach Almose kréien, dass si net einfach Sue kréien, mä dass si iwwert d'Aarbecht sech selwer kënnen duerstellen.

Ech ginn dem Här Lux absolut Recht, wann hie seet: "Beschäftigungsinitiativen sollen nëmme Brécken duerstellen." Ech mengen, haaptsächlech Brécken duerstellen. Si mussen och kënnen Leit méi laang beschäftegen, déi soss net op den Aarbechtsmaart zréckkommen.

E fënneft politescht Element ass dat vun de Permis de travail. Ech hunn lech virun d'Ziffer gesot, dass mir nach ëmmer méi Permis-de-travail-Dossiere kréien. Ech soen lech, dat ass bal dat eenzegt Element, wat mir hunn, fir awer e bësse Fouss bei Mol ze halen, fir awer deene Leit, déi am Chômage sinn eng Chance ze loosse. Et stéiert mech awer, wann ech Betriber gesinn - ech wëll net extrapoléieren -, déi haut een entloossen, deen eeler ass, deen eng gutt Pai huet, an den Dag drop wëlle se en net EU-Bierger astellen, dee méi jonk ass, an deen eng méi bëlle Pai huet. Déi, déi méi eeler sinn, déi am Chômage sinn, déi zwar Experienz hunn, mä déi ebe wéi 40, 45 oder 50 Joer hunn, déi kréie mir net méi ënnerdaach. D'Permis-de-travail-Politik ass déi eenzeg, déi mir hu fir do Fouss bei Mol ze behalen.

D'Politik ass, an dat ass scho virun ugeklongen, wéi de Luc Frieden geschwat huet, dass mir an

Zukunft bei Rekrutierung vu Main-d'oeuvre behäerzege mussen, dass et qualifizierter ass, well déi feelt eis. Net qualifizéiert Leit hu mir der genuch am Chômage. Mir hunn eleng am Horesca-Bereich méi wéi 350 Leit, déi deklaréiere bei der ADEM, dass si bereet wäeren, fir doran ze schaffen. Déi mannt fannen awer do eng Ustellung. Dat huet net nëmmen - dat soen ech awer ganz dättelech - eppes mat de Betriber an der Horesca ze dinn. Do ass einfach e Problem.

Mir sinn amgang, dass mir kucke méi gezielt mat de Leit do ze schaffen, andeem mir nämlech mat der ADEM, mä och mat den eenzelne Federatiounen, Actions ciblées maachen. Déi éischt hu mir ugefaangen zesumme mat der FEDIL. Mir maachen Ateliers de formation fir Schichtaarbechter, där mir net méi genuch fannen. Do gi Leit geruff, déi keng Qualifikatioun hunn. Si ginn ausgewielt. Do falen der ewech, déi keng Loscht hunn, där hu mir der och, an déi aner ginn da mat de Betriber zesumme ausgebild, fir Ouvriers de production ze ginn. Mir hu schon eng ganz Partie esou Ateliere gemaach, a vun deene Leit, déi duerch déi Ateliere gaange sinn, fannen déi meescht eng Aarbecht.

Wéi ech Aarbechtsminister gi sinn, hunn ech gesot kritt vun der Confédération du Commerce: "Mir hunn net genuch Leit, déi de Congé parental ersetzen am Commerce." Duerfir hu mir direkt ugefaangen, do Ateliere ze maachen. Mir hunn 13 Ateliere gemaach. A jiddfer Atelier sinn zwëschen 12 a 15 Leit. Vun deene Leit, déi duerch déi Ateliere gaange si, fir onqualifizéiert an d'Vente ze kommen, hu 86% eng Aarbechtsplaz fonnt. Datselwecht maache mir duerfir elo mat der Horesca. Ier dass mir grouss auswäerts rekrutéieren - och wa mir dat musse maachen, an ech verstrieue mech deem net, ech hunn dat ëmmer gesot -, kucke mir awer fir d'éischt, fir deene Leit, déi hei am Chômage sinn, eng Chance ze gi mat deenen Ateliere de formation. Ech sinn iwwerzeegt, dass mir och do Leit ënnerdaach kréien.

Da weess ech net méi, hunn ech eppes gesot vun der Steuerreform? Do wollt ech mech deem ralliéieren, wat de Niki Bettendorf gesot huet. Ech mengen, ech hat dat viru vergiess. D'Steierreform ass eent vun deene wesentlechen Elementer vun deser Regierung.

De fënneften a leschte Punkt ass dee vun der Revisioun vum PAN-Gesetz. Do huet de Lucien Weiler déi Motioun, déi 1999 ugeholl gouf, zitëiert, nämlech dass nach am Joer 2002 gekuckt gi soll, e Bilan ze maachen. Ech hunn effektiv am Fréjoer d'Sozialpartner zesumme geruff a mir sinn amgang e Bilan ze zéien, deen net ëmmer esou einfach ze zéien ass. Mir hunn zwee Rapporten an Opdrag ginn. Deen éischte wäert an deenen nächste Woche wierklech total disponibel sinn, an dat ass deen iwwert de Congé parental. Dir wësst, dass de Congé parental entgéint deem, wat oft vu verschidder Patronatssait gesot ginn ass, net hei duerch d'PAN-Gesetz oder duerch d'Tripartite imposéiert gouf, mä et ass en Accord vun de Sozialpartner op europäescher Ebene.

Ee vun deene wéinege Punkten, déi mir hei an der Chamber verännert hunn, ass, dass d'Durée net dräi Méint ass, mä sechs Méint. Duerfir ass et net esou - wéi oft gesot gëtt -, dass den 1. Juli 2002 d'PAN-Gesetz géif op dem Punkt Congé parental oflafen. Wat ofleeft, dat ass d'Durée vu sechs Méint. Wa mir déi net verlängeren, da geet d'Durée op dräi Méint zréck. De Congé parental huet dräi Ziler gehat. Dat éischt ass dat vun der Egalité des chances zwëschen Mann a Fra. Dat zweet ass d'Intéresse vum Kand. Dat drëtt ass den Emploi.

Wat den Emploi ubelaangt, wäert Dir feststellen, wann Dir de Rapport elo kritt - ech hunn éischt Bribe vun deem Rapport gelies -, dass zum Beispill vun deene Leit, déi vun engem Betriber agestellt goufen, fir een ze ersetzen, deen am Congé parental war, 70% nom Oflaf vun hirem Contrat à durée déterminée am Betriber bliwwen sinn. Dat heescht de Congé parental huet eis an engem gewëssene Sënn gehollef, fir Leit eng Chance ze ginn iwwerhaupt op den Aarbechtsmaart ze kommen. Dat ass eng vun deenen Zuelen, déi ganz positiv sinn.

Den zweete Rapport, dee mir amgang sinn ze maachen, ass deen iwwert d'Resultater vun der Aarbechtszäitorganisatioun a vun der Flexisécurité. Dat ass méi schwieereg erauszufannen, besonnesch well mir Schwieeregkeeten hunn Daten zesumme ze fannen. An deene leschte Méint scho gi mir eis mat de Sozialpartner relativ vill Méi, fir dat ze maachen. Mir hoffen, dass mir bis zum Enn vum Joer méi sensibel Daten hunn, fir kënnen ze soen, wat mat de Kollektivverträge geschitt ass. Dir wësst, dass déi vier Punkten hu missen obligatoresch an de Kollektivverträge verhandelt ginn. Mir wëllen awer och kucken, wat geschitt ass an deene Betriber, wou net e Kollektivvertrag ass, mee et Referenzperiode gouf.

Wat ass do mam Emploi an deem Betriber geschitt? Doraus kann een nach keng Causalitéit zéien, weder an deem engen nach an deem anere Sënn, mä et kann een awer Corrélatiounen zéien an et kann ee méi positiv an déi Debatt eragoen.

Ech soen lech just nach eng Kéier hei, dass ech wëllt warnen, dass well elo d'Zuele vun Chômage an d'Luucht ginn, mer géife mengen, dass wat mer viru fënnf a wat mer virun dräi Joer décidéiert hunn, dat wär falsch gewiescht. Au contraire, ech mengen, dass et richtig ass, an dass et och richtig ass, dass mer an der Zukunft dat verbesseren.

Domadder soen ech lech, Här President, merci, dass ech grad wéi vill, net all vu menge Virriedner, hu kënnen meng Zäit verduebelen.

■ **M. le Président.** - Domadder ass dann dee Punkt ofgeschloss. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4581 iwwert d'Neuerdnung vum Handelsregister.

Et si schonn agedroen: déi Häre Mosar, Klein, d'Mme Durdu, den Här Henckes, d'Mme Wagener an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Paul-Henri Meyers.

7. 4581 - Projet de loi concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et modifiant certaines autres dispositions légales

Rapport de la Commission juridique

■ **M. Paul-Henri Meyers (CSV), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 4581, dee mer haut diskutéieren, huet dräi grouss Ziler.

Éischters, e réorganiséiert de Registre de Commerce et des Sociétés, zweetens, e bréngt eng nei Faassung vun de gesetzleche Bestëmmungen iwwert d'Comptabilitéit an iwwert déi jährléich Konte vun de Betriber, an drëttens, en ännert verschidde Bestëmmungen vum Gesetz vum 28. Dezember 1988 iwwert den Zougank zu den handwierklechen, kommerziellen an de fraie Beruffer.

An engem éischten Deel vum Text gëtt den Handelsregister, deen zu Lëtzebuerg duerch e Gesetz vum 23. Dezember 1909 geschafe ginn ass, geännert. Den Handelsregis-

ter ass haut am kommerzielle Beräich, mä och doriwwer eraus am allgemene gesellschaftleche Beräich, een Instrument wat indispensable ass. Dat Instrument soll op eng einfach, eng rapid an eng effikass Manéier jidderengem, deen dorunner interesséiert ass, all nëtzlech Date liwweren iwwert déi Persounen, oder Gesellschaften, déi iergendeng kommerziell Aktivitéit hunn.

Aus där Definitiouen eraus stelle sech véier Froen, déi an deenen eenzelen Kapitelen an Artikelen vum Gesetz eng Äntwert fannen:

1. Wien ass vum Gesetz betraff?
2. Wiem soll dat Instrument ënnerstoen? Wie soll d'Gestioun iwwerhuelen?
3. Wat fir eng Donnéeën mussen agedroen ginn? Wie muss déi Donnéeën androen loossen?
4. Wéi steet et mat de Straäffäll a mat de Strofen?

Betraff vun deemem Gesetz si fir d'éischt emol all d'Persounen a Gesellschaften, déi eng kommerziell Aktivitéit hunn. Si mussen sech selbstverständlech am Registre de Commerce et des Sociétés androen. Si mussen och all Annerungen, déi virgeholl ginn, androen loossen. Doniewent mussen awer och all sougenannt „personnes morales“ sech am Register androen, ganz egal ob se opgrond vum Gesetz vun 1928 iwwert d'Associatiounen oder iwwert e Speziagesetz geschafte goufen. Den Artikel 1 zielt all déi Persounen a Gesellschaften op. D'Commission juridique huet virgeschloen, dass och d'Etablissements publics vum Stat a vun de Gemengen d'Vepflichtung hunn, sech androen ze loossen. Vill vun deenen Etablissements hunn déiselwech oder ähnlech Aktivitéiten, wéi privat Associatiounen. Dofir ass et gutt, dass si deene selwechte gesetzleche Bestëmmungen iwwert d'Androen vum Handels- a Gesellschaftsregister ënnerleien.

Een zweete Froekomplex betraff d'Gestioun vum Registre de Commerce. Haut läit déi Gestioun nach beim Greffe vun den Handelsgerichter zu Lëtzebuerg an zu Dikrech. D'Zouhuele vun den Aschreibungen, déi sech an deene leschten zéng Joer verduebelt hunn, d'Inadaptatioun vun den administrativen an techneschen Infrastrukturen hunn dozou geféiert, dass d'Regierung eng nei Gestionsstruktur virgeschloen huet.

Well och am Projet vun 1999 nach d'Enregistrierungsverwaltung als Gestionnaire virgesi war, huet d'Regierung an den Amendementen vum 15. Mee 2001 virgesinn, dass de Registre de Commerce dem Justizminister ënnersteet, deen d'Gestioun enger Entité juridique kennt uvertrauen, déi vum Stat, vun der Chambre de Commerce a vun der Chambre des Métiers geschafte géif. D'Commission juridique huet bei hiren Diskussiounen Kenntnis dervu geholl, dass des Entité juridique schonns am Dezember 2000 ënner der Form vun engem Groupement d'intérêt économique Wirklechkeet ginn ass. Dofir huet d'Commission juridique virgeschloen, dass déi juristesche Form och am Gesetz ageschriwwen soll ginn.

D'Commission juridique huet an hirer Majoritéit, d'Léisung fir d'Gestioun engem Groupement d'intérêt économique unzevertrauen, gutt geheescht. Well domat éischens de Registre de Commerce ënner der direkter Autoritéit vum zustännegem Minister bleift, zweetens ee juristescht Instrument genotzt gëtt, dat duerch d'Gesetz vum 25. März 1991 kloer ëmraass ass. Deenen, déi sech net méi ërënnere kënnen, wat dann de Sënn vun engem Groupement d'intérêt économique ass, géif ech hei vläicht den Artikel 1 a senger richteger Form rappeléieren: „Le groupement d'intérêt économique est celui qui, constitué par contrat pour une durée limitée ou illimitée entre deux

ou plusieurs personnes physiques ou morales de droit public ou privé. a pour but exclusif de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître le résultat de cette activité. L'activité de groupement doit se rattacher à celle de ses membres et ne peut avoir qu'un caractère auxiliaire par rapport à celle-ci.“

Domat dierft och feststoen, dass de Gestionnaire vun dem Registre de Commerce, sou wéi en och virgesinn ass am Artikel 2 vum Gesetz, eigentlech nëmmen de verlängerten Aarm vum Stat ass. En ass vum Stat geschafte, en huet seng Aktivitéite kloer a präzis festgeluegt an en ënnerläit dem Contrôle vum Stat inklusiv deem vun der Cour des Comptes gemäss dem Artikel 2.2 an 3 vum Gesetz vum 8. Juli 1999 iwwert d'Schafung vun der Cour des Comptes.

De Virdeel, deen de Groupement d'intérêt économique huet, ass, dass en op eng rapid, effikass a flexibel Aart a Weis seng Missiounen erfëlle kann, wat bei de méi strenge Bestëmmungen vum Budget beim Stat an och vun de staatleche Verwaltungen eigentlech net méiglech ass.

Eng drëtt Fro betraff Donnéeën, déi mussen agedroen ginn. Ech verweisen do op d'Artikelen 3 bis 11 vum Gesetz selwer, wou déi Donnéeën kloer an däitlech opgezielt sinn. Nei sinn déi Bestëmmungen déi virgesinn, dass am Sënn vun enger administrativer Rationaliséierung verschidden Donnéeën direkt vun deenen zustännegem Verwaltungen oder, am Fall vun engem notariellen Akt, direkt vum Notaire un de Registre de Commerce matgedeelt kënnen ginn. Straäffäll si geregelt am Artikel 21. Nei si Geldstrofe fir déi Persounen, déi d'Gesetz net befollegen doduerch, dass si et ënnerloossen, fir déi Donnéeën androen ze loossen, déi d'Gesetz virgesäit.

Een zweeten Deel vum Gesetz ännert d'Bestëmmungen iwwert d'Comptabilitéit vun de Betriber. Dat geschitt ënner anerem am Hëllef op d'Schafung vun enger sougenannter Centrale des bilans, déi nom Artikel 76 vum Gesetz an d'Kompetenz vum Statec fällt. Wann d'Betriber hir jährelch Konte relativ séier ofschléissen, wa si déi Donnéeën spéitstens siwe Méint no dem Joresenn beim Registre de Commerce déposieren, wann den Dépôt vun deenen Donnéeën ënner enger eenheetlecher Form geschitt, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, déi och Vergläicher erméiglecht, da kann dat doten Instrument nëtzlech si fir sougenannt „clignotants d'alarme“ opzestellen, déi et erlaben, mat Zäit anzegräifen, fir eventuell Failliten ze verhënnere.

Fir Betriber, deenen et net méiglech ass, aus zwéngende Grënn, d'Bestëmmungen iwwert d'Comptabilitéit ze befollegen, gesäit den Artikel 27 vir, dass de Minister eng Derogatioun ka ginn.

Am Titre 3 vum Gesetz ass virgesinn, dass d'Gesetz vum 28. Dezember 1988 ofgeännert gëtt. Persounen, déi eng Autorisation d'établissement froen, mussen no deenen neie Bestëmmungen eng Déclaration d'honneur ofginn a matdeelen, a wéi engem Betrib si an enger Fonctioun als Dirigent an deene leschten dräi Joer geschaff hunn. Si mussen och matdeelen, a wéi enge Betriber se Participatiounen hunn. Déi Déklaratioun gëtt dann der Steierverwaltung an och dem Centre commun vun der Sécurité sociale weidergereicht, fir eng Appréciatioun.

Wann eng Persoun, déi ënner d'Gesetz vun 1988 fällt, hir gesetzlech virgesi Verpflichtungen net erfëllt, ënner anerem doduerch, dass se géigeniwwer der Steierverwaltung oder der sozialer Sécherheet hir Obligatiounen net anhält, da kann déi Autorisation refuséiert oder entzu ginn. Déi Moosname

kënnen och getraff ginn opgrond vun enger Demande vun der Steierverwaltung oder vum Centre commun vun der Sécurité sociale. Déi Moosnamen, déi ganz wäit ginn, sollen dozou bäidroen, dass verschidde Betriber hire Verpflichtungen an Zukunft besser nokommen.

Et bleift nach e lescht Wuert ze soen iwwert d'Bestëmmungen, déi virgesinn, wéini dat nei Gesetz a Kraaft troeden. Nom Artikel 104 trëtt d'Gesetz a Kraaft den éischten Dag vum zweete Mount no deem et am Mémorial veröffentlecht ginn ass, ausser dem Titre 2 iwwert d'Comptabilitéit an dem Kapitel 2 vum Titre 3, déi den 1. Januar 2005 a Kraaft trieden. An deenen Dispositiounen leien awer och d'Artikelen 27 an 96. Déi sollen awer ausnahmsweis erëm a Kraaft trieden esou wéi d'Gesetz, an zwar den éischten Dag vum zweete Mount no der Publikatioun am Mémorial.

De Statsrot war mat deem doten Text net averstanen. D'Kommissioun ass awer beim Text vun der Regierung bliwwen. Ënner anerem fir de Betriber ze erlaben, dass se Zäit hu bis zum Joer 2005 fir sech op déi nei Mesuren, déi nei Bestëmmungen iwwert d'Comptabilitéit virzubereeden. D'Kommissioun war och net d'accord, well d'Iwwergangbestëmmung selwer, esou wéi de Statsrot et proposéiert huet, eréischt am Joer 2005 a Kraaft getruede wäeren, wat jo awer onméiglech war.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hu versicht an där Zäit, déi virgesi war, op eng kuerz Aart a Weis déi komplex Matière virzedroen. Et ass e Gesetz, wat vill Leit hei am Land interesséiert. Mir wëssen, dass hei am Land ganz vill Leit, net haapt-sächlich a kommerzielle Gesellschaften, dat och, mä a villen Associatiounen organiséiert sinn, an d'Associatiounen sinn och vun deem Gesetz betraff, esou dass et e Gesetz ass, wat ganz vill Leit am Land interesséiert.

Ech géif ofschléissend d'Chamber froen, dass se dat Gesetz an där Form, wéi d'Commission juridique et virgeschloen huet, géif stëmmen.

■ **M. le Président.** - Als éischte Riedner ass den Här Laurent Mosar agedroen. D'Wuert huet den Här Mosar.

Discussion générale

■ **M. Laurent Mosar (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ufänke wéi ech mat engem Merci u mäi Fraktiounskolleeg Paul-Henri Meyers, deen en excellente schrëfflechen a mündleche Rapport ofgeluegt huet, an dëst enger Matière, déi äusserst komplex ass, besonnesch wat de Volet vun der Comptabilitéit an de Konte vun den Entreprises ubelaangt.

De Projet, deen mer haut hei diskutieren, ass awer net nëmmen komplex, mä och voluminös, well en net manner wéi 15 Gesetzestexten ofännert. De Projet verfollegt dann och dräi Objektiv. Éischens d'Reform vum Handelsregëster. Zweetens ginn d'Regelen aus der Comptabilitéit an de Comptes annuels reformuléiert. An drëttens ginn an deemem Projet Moosname getraff, déi et den Autoritéiten erlaben, méi effizient a schnell am Beräich vum Nidderloossungsrecht kënnen aktiv ze sinn.

A menger Interventioun wéilt ech mech ausschliesslech mat dem éischten Punkt beschäftegen, nämlech deem vun der Reorganisatioun vum Handelsregëster. Laut dem Gesetz vum 23. Dezember 1909 ass et bis elo esou gewiescht, datt d'Greffe vun de Bezirksgeriichter an der Stad, respektiv zu Dikrech, den Handelsre-

gëster gëreieren. Während bal engem Johonnert hu si dat op eng iréprochabel Aart a Weis gemaach, an dat gréisstendeels och zur vollster Zeffriddenheet vun deene concernéierte Persounen a Gesellschaften.

Wann een awer weess, wéi besonnesch an de leschte Joren den Aarbechtswolume vun de Greffen am Allgemengen, mä awer och ganz besonnesch dee vum Handelsregëster zougeholl huet, ass d'Gestioun vun deemem Handelsregëster ëmmer méi schwierig ginn, wat dann och zu deelweis grousser Retarde gefouert huet bei den Inscriptiounen. Heibäi dierf een allerdéngs net vergiessen, datt besonnesch während deem leschte Jorzéngt d'Unzuel vun deenen Inscriptiounen sech verduebelt huet an domadder den Aarbechtswolume regelrecht explodéiert ass. D'Aarbechtmethoden, d'Effektiver, an awer och ganz besonnesch d'Infrastrukture konnten deemem Rhythmus net nokommen.

Dat huet dann haapt-sächlich zu zwou Konsequenze gefouert. Éischens natierlech - an ech hunn et scho gesot - sinn d'Waardezäiten ëmmer méi laang ginn. Mä zweetens ass awer och d'Qualitéit vun de gesammelten Daten, den Erfuerdennissen vun eiser Ekonomie, a ganz besonnesch eiser Banken- a Finanzplaz, net méi gerecht ginn. Eng Etüd, déi am Laf vun den 90er Jore vun der Regierung an Opdrag gi war, huet dann och d'Schwaachpunkte kloer opgedeckt an all déi Leit a Beruffsguppen, déi mat dem Handelsregëster ze dinn hunn, kënnen dëst nëmmen bestätegen. Eng Reform vum Handels- a Gesellschaftsregëster huet sech also förmlech opgedrängt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer haut hei décidieren, deenen Handelsregëster ze reorganisieren an en an e Groupement d'intérêt économique ze integrieren, ass dat also net, well an deene leschte Jorzéngte schlecht Aarbecht um Niveau vun de Greffe gemaach ginn ass, au contraire. Ech wëll dat ganz kloer nach eng Keier hei ënnersträichen, well déi Beamten hunn, ënner oft schwierige materielle Bedingungen, eng formidabel Aarbecht verricht, fir déi ech hinnen hei am Numm vum menger Fraktioun och nach eng Keier wëll e grouss Merci ausdrécken.

Wat gesäit awer elo de Projet de loi vir? An enger éischter Optioun wollt d'Regierung ursprüngelech d'Kompetenze vum Handelsregëster am Kader vun der Enregistrierungsverwaltung regroupieren. D'Objektiv heivunner wär eng optimal Rationaliséierung vun de Prozedure gewiescht am Beräich vum Déposéiere vun Dokumenten an dem Bezuele vun Taxen. Och wann esou e Regruppement sécherlech e gewëssene Sënn gemaach hätt, ass e vun der Regierung schlussendlech net zréckbehale ginn, an ech géif och mengen zu Recht.

D'Regierung huet sech nämlech entscheet, fir d'Gestioun vum Handelsregëster an d'Hänn vun engem sougenannte „groupement d'intérêt économique“ ze leeën, dee sech aus dem Stat esou wéi aus zwou Chambres professionnelles, nämlech der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, zesummesetzt. An der zustännegem Kommissioun hu mer laang an intensiv iwwert dës Optioun geschwat an eng Majoritéit vu Memberen huet sech dann och schlussendlech heimadder averstan erkläert.

Ech géif och wëlle behaupten, datt d'Approche vun der Regierung déi richteg ass. Dëst haapt-sächlich aus dräi Iwwerleeungen eraus. Éischens läit et op der Hand, dass een déi virgenannt Beruffskummere méi staark an d'Verantwortung an domadder an d'Gestioun vum Handels- a Gesellschaftsregëster abanne soll. D'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers

sinn déi éischt, déi een Interessi un engem gutt fonctionnéierenden Handelsregëster hunn. Hir Memberen, deenen hir Interesse si vertrieden, sinn net nëmmen een Haaptfournisseur vun Informatiounen un dee Regëster, mä si si gläichzäitig och dee gréisste Konsument vun deenen Informatiounen. Et läit also op der Hand, fir si ganz no un der Gestioun ze bedeelegen.

Eng zweet Iwwerleeung ass déi, datt dese Wee eigentlech der Iddi vun engem Guichet unique entsprécht. D'Beruffskummere sinn en absolut privilegiéierten Usprochpartner vun deenen zukünftigen Entrepreneuren a Gesellschaften, wat d'Grënnung vun enger Firma betrafft, mä och wat d'Berodung iwwer all déi administrativ Démarchen ugeet. Doduerch, dass also an der Zukunft d'Beruffskummere direkt an d'Gestioun vum Regëster implizéiert ginn, bedeit dat eng wesentlech Vereinfachung vun deenen administrativen Démarchen.

Eng drëtt Iwwerleeung ass dann - an et ass net déi allermannst wichtig - déi vun der Noutwendegkeet vun enger méiglechst grousser Flexibilitéit vun esou engem Organismus, fir kënnen op déi ëmmer méi zahlreich Erausforderungen, déi un den Handelsregëster an der Zukunft gestallt ginn, anzegoen. Dofir schéngt dann och d'Form vum Groupement d'intérêt économique eng ideal juristesche Form ze sinn. Ech wëll dann och betounen, dass mer mat esou engem Groupement d'intérêt économique d'Welt net nei erfannen, mä dass mer u sech d'Beispill aus verschiddenen europäesche Länner suivieren. Sou gëtt zum Beispill an Holland, an Italien de Regëster direkt vun de Beruffskummere gëreiert, während bei eise belschen Nopereen des Gestioun vun enger Handelsgesellschaft assuréiert gëtt, déi all Informatiounen vum Greffe vum Handelsgeriicht op engem Fichier zentraliséiert.

Laut mengem Informatiounen fonctionnéieren des Systemer méi wéi zeffriddestellend an et kann also net verkéiert sinn, wa mir eis un esou engem Modell orientieren. Dobäi kennt, datt mer an Zukunft just nach ee Regëster wäerten hunn, well déi zwee Regëstereen aus der Stad a vun Dikrech matene fusionéiert ginn.

An Zukunft wäert nach méi wéi bis elo d'Informatik eng wesentlech Roll ze spillen hunn, well den Accès zu den Informatiounen jo och haapt-sächlich iwwert den elektreschen Zougang soll gemaach ginn. Dëst schléisst natierlech net aus, datt och an Zukunft eng Consultatioun vun den Donnéeën op der Plaz wäert méiglech sinn. Allerdéngs, an dat wëll ech hei betounen, wäert sécherlech de Succès vun all deenen Démarchen vun engem gudden Fonctionnement vum Volet vun der Informatik ofhänken, déi weider vum Centre informatique de l'Etat gëreiert gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll dann awer hei och nach op e Virwurf agoen, dee sécherlech herno vun deem engen oder anere vun de Kolleege vun der Opposition wäert virbruecht ginn, nämlech hei géif eng schlächend Privatisatioun vun engem Service public gemaach ginn. Dese Reproche, an de Rapporteur huet et a senger schrëfflechen Ausféierungen och schon ënnerstrach, ass manifestement falsch, well hei gëtt keng Privatisatioun gemaach an helfir ginn et zwee Grënn:

1. funktionéiert de Regëster an Zukunft ënner der direkter Autoritéit vum Justizminister an
 2. huet de Groupement d'intérêt économique dräi Associéien, nämlech de Stat an doniewent déi virgenannt Beruffskummere, déi, an dat wëll ech hei nach eng Keier ënnersträichen, de Statut vun engem Etablissement public hunn.
- Et kann also keng Rieds dovun sinn, datt hei elo privatiséiert gëtt, an an

Zukunft dee ganzen Handelsregister von enger privater Gesellschaft géif bedriwwe ginn.

Här President, nach schnell e puer Wieder zu der juristescher Form von diesem Organisme de gestion.

D'Commission juridique huet insistéiert, datt d'Forme juridique am Gesetzestext soll prezisiéiert ginn. Den Artikel 2 vum Projet seet elo, datt den Handels- a Gesellschaftsregister von engem Groupement d'intérêt économique géréiert gëtt an dat, wéi ech et scho gesot hunn, ënner der Autoritéit vum Justizminister. Dese Groupement d'intérêt économique ass schonn den 28. Dezember 2000 vum Stat, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers gegrënnt ginn an d'Statute sinn dann och kuerz duerno am Mémorial C publizéiert ginn. Dat huet de grouse Virdeel, datt d'Reprise vum Handels- a Gesellschaftsregister scho gutt preparéiert ginn ass, wann elo d'Gesetz a Kraaft trëtt. Domat gëtt de Register, wat wichteg ass, ganz séier operationell. D'Gesetz vum 25. März 1991 applizéiert sech hei.

Wat sinn elo d'Charakteristike von engem Groupement d'intérêt économique? E Groupement d'intérêt économique ass en Instrument vum Kollaboratioun an ech zitieren nach eng Keier de Gesetzestext: «...ayant pour but exclusif de faciliter et de développer l'activité économique de ses membres». Weiderhin huet des Gesellschaftsform d'Personnalité juridique mat all deene Konsequenzen a Garantien, déi dat mat sech bréngt. Schlussendlech seet d'Gesetz vum 1991 expressis verbis, datt de GIE och vu Personnes morales de droit public ka gegrënnt ginn. All des Elementer suerge fir Rechtssécherheet. D'Viraussetzung bestinn also, datt de Groupement d'intérêt économique seriö an effikass mat de Verwaltungen a besonnesch mam Enregistrement zesumme schaffe kann.

Ech sinn also der Iwwerzeugung, datt mer e modernt Gesetz hei wäerte kréien. Et rationaliséiert a vereinfacht déi administrativ Prozeduren am Beräich vum Handels- a Gesellschaftsregister an domat dréit et dozou bäi, fir déi wirtschaftlech Attraktivitéit von eisem Land ze consolidéieren, jo esouguer nach weider auszubauen, an ech géif dofir och den Accord von der CSV-Fraktioun zu diesem Projet ginn.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP). - Här President, Dir Damen an Dir Hären. Merci dem Rapporteur fir seng gutt Bericht zu diesem voluminösen a wichtige Projet de loi.

D'Reform vum Registre de Commerce et des Sociétés, do dernieft d'Ofännerung von anere Bestëmmungen, déi de Commerce betrëfen, viséiert, fir d'Gesetz vum 1909 ze ersetzen, ural Bestëmmungen, déi säit 1909 des öfteren ofgeänert gi sinn, e Gesetz, dat den heitege Besoinen net méi entsprécht, besonnesch duerch dat massiivt Zouhuele vu Betriber a Gesellschaften an de leschte Joren an duerch d'Entwécklung von den neien a modernen Technologien.

Am Sënn von der Transparenz, déi jo an der Publizitéit von den Donnéeë besteet, ginn zukünftig net nëmme Kommersanten an Handelsgesellschaften an de Register agedroen, mä ënner anerem och A.s.b.l.en, Fondatiounen, Stats- a Gemengen Etablissements publics.

Wat déi zukünftig Zuel, Diversitéit an Donnéeën von den Aschreiwungen ubelaangt, kritt de Register vill méi eng grousse Bedeutung an déi Leit, déi e solle géréieren, kréien

nach méi eng grousse Verantwortung, wéi dat bis elo schonn de Fall war. Am Fong verfollegt de Projet de loi dräi Ziler:

Méi Effikasitéit fir de Register duerch d'Verstäerkerung von der Obligatioun von enger bestänneger Mise à jour, besonnesch bei den individuelle Geschäftsleit, och bei de Gesellschaften, wat bis elo ganz oft de Fall net war. D'Servicer, déi bis elo de Register géréiert hunn, ware ganz schlecht équipéiert. Et huet alles musse manuell gemaach ginn. Vu Computertechnik keng Spuer, wat an engem Land wéi Lëtzebuerg jo awer lamentabel ass, a wou scho laang am Kader von der Réforme administrative un der Informatioun gedoktert gëtt, ouni awer déi gewünschte Resultater. Duerch dat neit Gesetz soll dat elo, hoffentlech, änneren.

De Wee, fir d'Aschreiwungsformaliteiten ze erleedegen, soll den Interessente méi kuerz a méi einfach gemaach ginn, duerch d'Schafe von engem Guichet unique, wou ee kann all Formaliteiten erfüllen. Bis elo ass et jo esou: Fir d'éischt bei den Enregistrement, fir d'Tax ze bezuelen an ze enregistrieren. Dann no e puer Deeg den Dépôt von de Piëcen, sief et bei Androungen, Neandroungen, Modifikatiounen von de Statuten oder den Dépôt von de Bilanen op dem Tribunal d'arrondissement. Do waarden dann d'Leit an der Rei, bis se bäikommen bei engem Fonctionnaire, dee mat Aarbecht iwwerlaascht ass, deen dann déi enregistriert Piëcen unhëllt an da seng Aarbecht bis un d'Enn féiert. Dat soll, wéi gesot, elo änneren duerch d'Schafung von engem Guichet unique, wou am Virfeld déi betrafte Chambres professionnelles de Geschäftsleit behëlleflech sinn.

Den zweeten Objektiv von diesem Gesetz: d'Schafung von enger Centrale des bilans an eng etappeweis Aféierung von engem harmoniséierte Plan comptable national fir d'Entreprises. D'Zentralisatioun von diesen Donnéeën an d'Informatiounen sollen dem Public an den Administratiounen zougänglich gemaach ginn. Des Zentralisatioun von den Informatiounen géllt souwuel fir déi physisch wéi fir déi moralesch Persounen, alles am Sënn von der Transparenz.

Déi drëtt d'Zilsetzung: d'Verstäerkerung von de Konditiounen bei der Ausstellung von der Genehmigung, fir sech ze etabléieren. Besonnesch bei der Iwwerprüfung von der Honorabilitéit von den Demandeur an a wat hir vergaange kommerziell Aktiviteiten ubelaangt, souwuel als individuelle Kommerçant, wéi och als Verantwortlechen an enger kommerzieller Gesellschaft. Dat géllt och fir d'Iwwerwaache von de Betriber, fir de frauduleusé Faillite virzebeugen, wou a bedenkeleche Situatiounen de Minister von de Classes moyennes gegebenefalls eng Autorisation de commerce kann zrëckzéien. Des méi streng Dispositionen, par rapport zum aktuelle System, ergi sech aus Feststellungen a Considératiounen, déi schonn den Här Jeannot Krecké a sengem Rapport iwwert d'Fraude fiscale hei zu Lëtzebuerg gemaach huet, an zwar am Kapitel iwwert d'Faillites frauduleuses.

Ähnlech Iwwerleeungen huet de Conseil économique et social gemaach am Joer 1999 bei senger Stellungnahm zum Bericht iwwert d'Lag von der Natioun. Des nei Virschreife sinn am Intérêt von de Créancier, besonnesch deene klänge Créancier, déi a ville Fäll als Créancier chirographaire a Konkurrenz mat de privilegiéierte Créancier eidel ausgaange sinn, wat fir si fatal Konsequenzen konnt hunn.

D'Zilsetzung von diesem neie Gesetz kann ee generell guttheeschen. Transparenz, Publizitéit, Moosnamen am Geescht von der Kommoditéit fir d'Geschäftswelt, von den Associatiounen, manner

Schikane bei hiner Androung, manner Fräen, méi Sécherheet bei der Ausstellung von der Autorisation de commerce a méi Garantie fir d'Créancier. Dat sinn Elementer, déi ee ka mat béiden Hänn ënnerschreiwten.

Et ass bekannt an och unerkannt, dass de Service vum Registre de Commerce et des Sociétés e Service public ass. Dat ergëtt sech aus sengen Attributiounen, sengem Zweck, senger Organisatioun a sengem Fonctionnement. An diesem Fall assuréiert de Service public och d'Verwierklechung von enger Missioun, déi am allgemengen Interesse ass, an zwar am Intérêt von enger bestëmmter wirtschaftlecher Kategorie von Acteuren.

E behandelt den État civil vu Geschäftsleit, Handelsgesellschaften an anere Gruppéierungen. D'Fro, déi sech stellt ass: Wie soll dese Service ausféieren? Wie solle mer dermat chargéieren? De Stat selwer, eng ënnergeuerdent Organisatioun oder e Privatorgan? Dat ass iwwerhaupt eng Fro, déi eng Keier misst fundamental geléist ginn an enger Debatt iwwert de Service public an d'Organismen, déi beruff sinn, fir déi verschidden Dëngschleeschungen auszeféieren.

(M. Jean Asselborn prend la Présidence)

D'sozialistesche Fraktioun bekennt sech däitlech zum Prinzip, datt d'Organisatioun an de Fonctionnement vum Service public musse von der classescher öffentlecher Verwaltung duerchgefouert ginn. Dat ass de Prinzip. Ausnahmsweis kënnen nëmmer aner Organisme mat esou Missiounen befasst ginn. An engem rezenten Avis huet de Statsrot sech an deemselwechte Sënn ausgedréckt an huet gesot: „Il échet d'empêcher que des tâches purement administratives relevant du rôle classique de l'Etat ne soient à la légère transférées ou confiées à de nouveaux établissements publics.“

Déi Aarbechten an Dëngschter, déi beim Registre de Commerce et des Sociétés ausgefouert ginn, si reng administrativer Natur a betreffen den Enregistrement vu Persounen, physischer a moralescher, hir Identitéit, hire Gebuertsdatum, hiren Domicile, hir finanziell a wirtschaftlech Situatioun, wat hire Commerce ubelaangt. Sou Aktivitéiten sollen am Aarbechtsberäich von der classescher Statsverwaltung bliewen. Vereedegt Fonctionnairen an öffentlech Beamte sollen déi Aarbechte maachen. Sou wéi den Dëngschter von den Hypothéiken an den État civil. Mir wieren eis géint d'Auslagerung von esou wichtige Service-publicen aus den Hänn von der classescher Statsverwaltung. De Registre de Commerce et des Sociétés darf net ënner d'Regie von engem Groupement d'intérêt économique kommen, souguer ënner der Autoritéit vum Justizminister. E muss an der classescher Statsverwaltung bliewen, wéi dat bis elo de Fall war, mä ënner bessere Konditiounen, wat jo awer muss méiglech sinn.

An diesem Projet de loi war dat esou virgesinn. Dat war eng gutt Approche. De Gestionnaire vum Registre de Commerce sollt den Enregistrement ginn. An där Verwaltung war virgesinn, fir de Guichet unique unzeleeen. Dat wier an eisen Ae perfekt ginn. D'Chambres professionnelles hunn dat net kontestéiert an hu fir hir erugezonne Maarbecht am Viraus merci gesot.

Den Enregistrement war scho prett, preparéiert a besonnesch motivéiert, fir an déi Richtung matzuegoen. E Groupe de travail war agesat ginn, fir de Fonctionnement ze organiséieren a sollt sech an der Schwäiz an a Spuenien informéieren, wou dese Service op deemsel-

wechten Niveau beispillhaft fonctionnéiert. Et war esou ausgerichtet, datt dat Ganz sech iwwer Internet ofgewéckelt hätt. Den Enregistrement hat sech scho vill Méi gemaach, andeem en e Projet op d'Bee gesat hat, wéi dat hätt kënnen fonctionnéieren, an zwar no dem Beispill vum Hypotéikendéngschter, dee gutt leeft, a wou kee Mënsch dergéint reklaméiert. Et war och schonn eng Formatioun an eng Formation continue fir déi responsable Leit virgesinn. De Service sollt käschtedeckend ouni Benefiss, wéi och an anere Länner, bedriwwe ginn.

D'Iddi, fir den Enregistrement mat diesem Service ze beoptragen, ass awer von der Regierung fale ge-looss ginn, a se huet décidéiert, fir zu deem Zweck e Groupement d'intérêt économique ze schafen, deen dee Service soll bedriewen. Dese GIE ass schonn un Enn vum Joer 2000 gegrënnt ginn, also laang virun haut, wou d'Chamber soll iwwer e Projet de loi befannen, deen dese GIE virgesäit. D'Chamber gëtt also von der Regierung virun de Fait accompli gesat an dat géint d'Meenung och vum Conseil d'Etat. Dat ass e Schlag an d'Gesicht von der Enregistmentsverwaltung. Mësstraue géint iwwer deser Verwaltung, Mësstraue géint iwwer der Fonctioun publique, déi dese Service hätt kënnen mat gutt équipéierten a forméierten Leit ausféieren, an zesummenaarbecht mat den zoustännege Chambres professionnelles.

Hei ass e Beispill, wéi een d'Fonctioun publique sech kann degradéieren loosse an sech net drëm beméit, fir se mat Ressources humaines a mat Material ze équipéieren, an et décidéiert een, fir d'Exekutioun vum Service un e Privatorganismus ze iwwerdroen. Dat ass weder am Intérêt vum Service public selwer, nach am Intérêt von der Fonctioun publique. Dofir, Dir Damen an Dir Hären, stëmmt eis Fraktioun dese Projet de loi net.

Une voix. - Très bien.

M. le Président. - Merci, Här Klein. Nächst Riednerin ass d'Mme Durdu.

Mme Agny Durdu (DP). - Här President, Dir Damen an Dir Hären, mam Gesetzesprojet, deen eis virläit, solle mer de Registre de Commerce moderniséieren. Dat war am Fong geholl den Haaptausgangspunkt, dee mer eis zum Zil gesat hunn, an dee mer probéiere mat deem heiten Text ze viséieren. Fir d'éischt wéilt ech dem Rapporteur merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport, deen en ofgeliehwert huet, a fir déi ganz neutral Aart a Weis op déi en e virgedroen huet a wéi e probéiert huet, d'Problematik ze ëmraissen an där Zäit, déi him virgeleeen huet.

Firwat déi Reform vum Registre de Commerce? Wat war d'Ausgangspointioun? Si ass ewell von aneren Orateuren hei virgedroen ginn, an dofir kann ech se nëmmer nach eng Keier rappeléieren.

Et gouf e Registre de Commerce zu Dikrech an et gouf een hei an der Stad. Den Dikrecher Registre hat manner Demanden, déi bei en erakomm sinn. Dee Service, deen natierlech op déi nämlech Aart a Weis organiséiert war, wéi hei an der Stad, huet gutt fonctionnéiert, sou dass de Besoin, fir zu Dikrech am Fong geholl ze reforméieren, sech an deem Sënn manner imposéiert huet. De Contraire war de Fall hei an der Stad, an ech mengen et gëtt der etlech heibannen, déi d'Situatioun do besser kennen an déi woussten, dass de Registre de Commerce hei an der Stad op déi Aart a Weis, wéi en organiséiert a fonctionnéiert huet, einfach de Besoin von der Zäit net méi gewuess war. Et war wierklech mat ganz vill Bravour, wou do nach de Fonctionnement assuréiert gouf.

Et ass also net fir näischt, dass d'Regierung an der Mëtt von den 90er Joren eng Etüd maache ge-

looss huet, fir ze kucke, wat d'Problemer vum Registre de Commerce sinn. Wéi muss een e besser organiséieren a wéi gesäit et um internationalen Terrain aus?

Bei der jëtzege Regierung ass dunn déi Solutioun erauskomm, déi mer hei haut debattéieren, an zwar, dass de Registre de Commerce virun ënner der Autoritéit vum Ministre de la Justice steet an dass en eben organiséiert gëtt op déi Aart a Weis, déi elo well méi eng Keier heibannen ugeschwat ginn ass, iwwer e Groupement d'intérêt économique, wou de Stat, wou d'Chambre des Métiers a wou d'Chambre du Commerce representéiert sinn.

U sech wéilt ech nach eng Keier ënnersträchen, wat den Här Mosar virdu gesot huet: Mir stinn hei net eleng mat esou engem Projet. An der Belsch, an Italien, also an Nopeschlänner, gëtt et sou ähnlech Projeten, fir op méi modern, géing ech mol soen, Verwaltungen zrëckzegräifen, op eng méi modern Aart a Weis vu Verwaltung zrëckzegräifen, fir de Registre de Commerce ze organiséieren.

An elo kënn dann natierlech déi Problematik, déi vu mengem Virriedner opgeworf ginn ass, fir ze soen, mä dat ass eng Privatisatioun a mir sollen dovunner eis Fanger ewechloossen. Ech mengen, wann een den Artikel 2 vum Gesetz liest, ass et ganz kloer, dass nach ëmmer de Ministre de la Justice d'Autoritéit iwwert de Fonctionnement vum Registre de Commerce huet an dass dee Groupement d'intérêt économique besteet aus dem Stat, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers, selwer zwou Chamberen, déi en Etablissement d'utilité publique sinn, sou dass et keng, a mengen Aen, classesch Privatisatioun ass. A wéi gesot, vu dass aner Länner op ähnlech Weeër gaange sinn, a bis ewell gutt Erfahrung mat deene Systemer gemaach hunn, fannen ech et eng interessant Aart a Weis, fir op dese System zrëckzegräifen.

Déi zweet grousse Neierung, déi an diesem Projet de loi gemaach gouf, an déi och ewell vu mengem Virriedner ugeschwat ginn ass, ass ze probéieren, eng Normalisatioun von den Donnéeën, déi erakommen op dee Registre de Commerce, ze erreechen. Och hei confirméiere mer eis am Fong geholl, well bis ewell och zu deen Emännerungen, déi um europäeschen Niveau duerch eenzel Direktiven an eis Sociéitégesellschaft eragefouert gi sinn - et ass virdu von Här Meyers ugeschwat ginn -, Dérogatiounen zu deenen Exigéenzen, déi an diesem Gesetz enthalen sinn, konnte beim Minister Frieden nogefrot ginn. Mä, ech mengen, et ass gutt, dass eng Normalisatioun bei diesem Gesetz agefouert gëtt, well et méi einfach gëtt, fir eng Iwwersiicht iwwert d'finanziell Situatioun vu gewësse Gremien a Gesellschaften ze kréien. Dëst war am Fong geholl déi zweet grousse Erausforderung, där sech dëst Gesetz ugeholl huet.

Ech wëll nach eng Keier ënnersträchen, dass eng aner Neierung, déi agefouert ginn ass, déi ass, fir méi juristesche Formen a Gesellschaftsformen duerch dëst Gesetz ze eraassen. Et geet elo net méi nëmmer, dass déi sechs Formen vu Sociéitéiten, déi mer kennen, enregistriert ginn, mä doriwwer eraus och sou munch aner Organisatiounen, wéi zum Beispill d'Associations agricoles, d'Etablissements publics an d'Associations épargne-vie. Ech mengen, och dat ass eng gutt Démarche, wéi d'Praxis eis et wäert weisen.

D'Abanne von der Chambre des Métiers an der Chambre de Commerce, emfanne mir als eng positiv Aart a Weis, fir un eng Modernisatioun vum Registre de Commerce erunzuegoen. Besonnesch well et hir Membere sinn, déi un engem gutt fonctionnéierende Registre de Commerce interesséiert sinn, a si

op déi heiten Aart a Weis an d'Verantwortung abënn, fir dass dëst Gremium méiglechst gutt fonctionéiert.

Zum Ofschloss wëllt ech Folgendes soen: Ech sinn der Meenung, dass et eng interessant Aart a Weis ass, fir eise Registre de Commerce op dës Aart a Weis ze reforméieren. D'Diskussiounen, déi mir an der Commission juridique gefouert hunn, hu bewisen, dass dës Matière, déi vläicht a priori fir sou muncher een drëschen ass, ganz interessant a wichteg ass fir d'Leit, déi domat schaffen.

Et ass net auszuschléissen, dass mir konkret Problemer bei der Ëmsetzung vun dësem Gesetz begéinen. Et wär falsch ze mengen oder ze behaupten, mir hätten all Problemer, déi sech an deem Beräich kéinte stellen, gesinn, an do-wéinst wär et wichteg, dass een dëst Gesetz bei der Ëmsetzung ganz genau verfollegt, an dass een och no engem Joer, oder no annerhalwem Joer, eng Evaluatioun vun deem mécht, wat sech als positiv a guet erweist. A wann een an d'Praxis Problemer begéint, da sollt ee sech och net scheien, fir déi Mesuren ze ënnerhuelen, déi et erméiglechen, déi néideg Reformen am Intérêt vun eise Gesellschaften ze maachen. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Mme Durdu. Deen nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, dir Dammen an dir Hären, fir d'éischt e grouse Merci un de Rapporteur, deen ons a sengem schrëftlechen a mündlechen Bericht ganz vill néizlech Informatiounen geliwwert huet. E Wuert zu éischt zur Form vum Gesetz.

Ech muss soen, dass mir haut eppes Originelles hei wäerte stëmmen, well mir een Text vum Gesetz hunn, wou ongeféier 2/3 vum Text elo schon an onser Gesetzgebung besteet. Dat ass anscheinend gemaach ginn, fir méi Liesbarkeet an deem neie Gesetz ze hunn. Ech mengen, dass en Text coordonné vläicht datselwecht Resultat bruecht hätt. Ech fannen de Prinzip selwer net esou gutt, wéi wann een higeet an déi Modifikatiounen, déi effektiv an engem Gesetz solle stattfannen, ervirsträicht, an net Texter iwwerhëlt, déi schon an engem Gesetz bestinn. Dat woren hei alleguerten déi Dispositiounen iwwert d'Kontabilitéit, oder e groussen Deel dovun.

Den éischte wichtegen Deel vum Gesetz ass dee vum Schafe vun Registre de Commerce, ënnert der Form vun engem Groupement d'intérêt économique. Ech muss lech éierlech soen, Här Minister, dass, wann een e Verglach mécht, also virum Dezember 2000, wou de Registre de Commerce nach ënnert dem ale Regime geschaff huet, tëschent deem wéi et fréier war a wéi et haut ass, da muss ee soen, dass et eng ganz staark Verbesserung ass. An dass um Wee, fir e bësselche méi privaterechtlich Gestiou an dat Ganzt ze bréngen - ech wëll net d'Wuert Privatiséierung gebrauchen, well dat eng S.A. oder eng S.à.r.l. beinhalt hätt, mä well awer mam selwechte Geescht operéiert ginn ass - d'Resultater do awer positiv sinn.

Wéi de Regëster total fonctionariéiert war, hunn een, zwee Leit d'ganz Aarbecht gemaach, déi puer aner hate meeschtens e Contrat d'aide temporaire. Fir dës Leit waren 3 Méint Zäit néideg fir se ze forméieren, a wéi se da gemierkt hunn, dass se net onbedéngt géingen eng fest Ustellung kréien, ass net méi vill geschaff ginn. Dëst huet zu ganz ville Schwierigkeiten am Registre de Commerce gefouert.

D'Clients, dat heescht alleguerten déi, déi iergendwéi hu missen op de Registre de Commerce zréckgräifen, hu sech iwwert d'Délaié géiergert bis iwwerhaupt eppes

enregistréiert konnt ginn. Si hu sech nach méi géiergert iwwert d'Délais de publication. Dat Ganzt huet héiansdo sechs, siwe Méint gedauert. Dat ass inacceptable op enger Bankeplaz. Dat ass inacceptable an engem Land. Dat ass net méiglech, wa mir hei wëlle Gesetzer respektéieren, a wann et op eng kéier administrativ net méi geet.

An zënter dass mir op deen neie Wee gaange sinn, muss ee soen, dass sech eng ganz staark Verbesserung realiséiert huet, an dass d'Satisfaktioun bei alle Leit steigt. Dach muss ee soen, Här Minister, dass Dir nach eppes Klengs kënt besser maachen, an dat ass ze kucken, dass tëschent dem Dépôt an der Publikatioun am Mémorial, d'Délaié nach e bësse verkierzt ginn.

Déi zweet wichteg Saach ass, Här Minister, - an dat ass vum ADR aus eng Fro an eng Forderung un lech - dass mir en Accès zu deem Registre de Commerce iwwert den Internet erlaben, an dat an senger Intégralitéit. Dat ass esou an allen Nopeschlänner. Et ass och absolut wichteg, dass all Utilisateur, dass jiddferen an dee Registre, dee public ass, kann nokucke goen, wéi d'Situation comptable a bilantaire vun den eenzelne Betriber ass, wien an de Conseil d'administratiounen an an den Direktiounen ass, a wien den Droit de signature huet.

Déi Donnéeë sinn absolut wichteg, wann ee wëllt Transparenz hunn, an et muss net esou sinn, dass all Kéiers, wann ee wëllt een Dokument kucke goen, een da muss zu bestëmmte Stonnen an de Registre de Commerce goen an da kritt een do d'Donnéeën an därer dra wullen. Et ass esou net méiglech, fir eng Kontroll ze hunn, ob net een en Dokument mat ewechhëlt oder échangéiert. Bref déi ganz Situation ass ablécklech an hirem Fonctionnement net gutt. Et muss verbessert, et muss moderniséiert ginn, an dat ass eng Fro vun ons un lech, Här Justizminister, ob d'Regierung wëllt op dee Wee goen, an et ass och eng Forderung vun eis, fir dass d'Regierung soll op dee Wee goen.

Da muss een och begrëissen, dass am Gesetz e puer Neierungen dra sinn, déi gutt sinn. Niewent der Aféierung vun engem Groupement d'intérêt économique, ass och de Fait, dass alleguerten d'Etablissements publics elo mussen am Registre de Commerce ugefouert ginn. Och dat hat zu Debatte gefouert. Mä mir mengen, bei der Vielzahl vun Etablissements publics, déi am Laf vun de leschte Joren am Ministère de la Famille an an der Santé geschafte gi sinn, dass et awer bluttnoutwenneg ass, dass och emol d'Deputéierten, an och emol de Public dobaussen, an heiansdo esouguer d'Regierung mol weess, wéivill Etablissements publics se iwwerall dorueter huet.

Wann ee Questions parlementaire stellt, un et freet een, wéivill Etablissements publics hunn d'Ministèren, da kritt ee keng Äntwert, well verschidde Ministèren - ech hunn nach eng Question parlementaire offe stoen säit véier Méint -, ënnert anerem de Ministère de Famille, net à même sinn, fir mir eng Lëscht ze gi vun den Etablissements publics, déi se ze verwalten hunn. Dat wär am Kader vun den Debatte iwwert d'Marché-public-Gesetz interessant gewiescht, fir dat eng kéier nozevollzéien,

M. le Président.- Här Deputéierten, entschëllegt, mir si beim Registre de Commerce.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Jo ech weess, mä beim Registre de Commerce, Här President, geet och iwwert d'Etablissements publics Rieds, an ech wollt dat just mat ervirsträchen.

(Interruption)

Mir wëllen der Regierung hëllef, fir e bëssen Uerdnung an hir Dossieren ze kréien. Ech wollt begrëissen, dass eng grouss Unanimitéit an deem Sënn war.

(Interruption)

Gesitt Dir, et muss een heiansdo hëllefsbereet sinn. Mir mussen an der Opposition ëmmer positiv denken, anstatt negativ.

Bei der Kontabilitéit vun de Betriber ass et och wichteg, dass mir dat elo kréien, wat een nennt e Plan comptable. Dat heescht, dass all Betriber elo mussen nom selwechte Schema hire Bilan déposieren. Dat erlaabt d'Schafe vun enger Centrale des bilans, an och d'statistesch Auswäerte vun deenen Donnéeën, wat bis elo net méiglech war, well do nach zevill Variatiounen erlaabt waren.

D'Betriber mussen och hire Bilan bis de Juli vum Joer duerno déposieren, an dat wäert fir verschidde Kontabilitéitsgesellschafte Problemer an de Méint August bis Dezember stellen. Mä ech mengen, dass ee vläicht kann hoffen, dass dat net dozou féiert, dass an deenen anere Méint net geschaff gëtt, mä dass se sech un contraire vläicht virschaffen, fir d'Problemer ze léisen. Et ass ee Problem, deen awer huet misse geléist ginn, well et kann ee jo net zouloossen, dass d'Bilanen iwwert ee Joer duerno déposiert ginn.

Dann d'Akraaftriede vum Gesetz. Do hu mir e puer Dispositiounen an der Commission juridique zréckbehalen. Mir hate mat enger Dispositioun vun der Entrée en vigueur bësse Schwierigkeiten, an zwar fir d'Entrée en vigueur vum Gesetz op den 1. Januar 2005 festzesetzen, zumindest wat een Deel vun den Dispositiounen ugeet.

Ech mengen, dat ass e bësse laang, well dat zitt da mat sech, dass verschidde Kontabilitéitsgesellschaften, verschidde Betriber nach ze vill laang kënnen mat deem ale System fueren, sou dass souguer heiansdo a verschiddene Kontabilitéitsgesellschafte muss mat zwee Systemer weidergeschaff ginn. Ech mengen, et wier besser gewiescht, wann et méi séier gaange wier. Ech mengen, dat ass awer kee Grund fir ons, fir elo géint d'Gesetz ze stëmmen. Et ass just eng méi kritesch Bemierkung.

Ech wëll drop hiweisen, dass et nach e weidere Problem gëtt mat der Entrée en vigueur op den 1. Januar 2005. Dat ass, dass mer viraussichtlech schon e Joer duerno d'Gesetz nach eng kéier mussen änneren, an zwar op den 1. Januar 2006, fir d'Kontabilitéit ze änneren, an d'Kontabilitéitsmoossnamen, déi déi Betriber ugin, déi an der Bourse cotéiert sinn. Dat sinn der vläicht net vill, mä et sinn der awer e puer, well déi mussen no den neien europäeschen Direktiven eng aner Form vu Bilan déposieren, sou dass mer innerhalb vun engem Joer dann nees erëm eng nei Ännerung kréien.

Ech wollt dat just nëmmen ervirsträchen. Duerfir soe mer awer nach, dass dat hei e gutt Gesetz ass, notament duerch d'Schafe vun engem Groupement d'intérêt économique. Ech fuerderen nach eng kéier d'Regierung op, dass se den Accès zum Registre de Commerce iwwer Internet erméiglecht. Dat gesot, wäert den ADR dëst Gesetz stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Henckes. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. Ech wäert mech relativ kuerz kënnen halen. Ech wëllt eis Absten-tioun par rapport zu dësem Projet motivéieren, dat haaptsächlech dowéinst, well mer mat där Form,

déi gewielt ginn ass vum Groupement d'intérêt économique, net averstane sinn. An deem Sënn kënnen mer eis un déi Aussoen, déi den Här Klein virdu gemaach huet ralliéieren.

Dës Approche ass net déi initial Approche vun der Regierung gewiescht. Am Ufank war gesot ginn, dass dee Regëster sollt innerhalb vum Enregistrement fonctionnéieren. Dunn awer sinn op eemol Amendementer dozou komm. Mir froen eis e bëssen, firwat dat do d'Richtung gewieselt ginn ass? Mir si jiddefalls fundamental der Meenung, dass Institutiounen, déi esou en administrativen an informativen, a virun allem awer och normative Charakter hunn, wéi e Registre de Commerce, net a Privathänn gehéieren, mä dass esou Saache mussen d'Aufgab vum Stat bleiwen.

Dat steet, eiser Meenung no, net am Widdersproch zur Noutwennegkeet vun enger Reform vum Registre de Commerce an zu enger Moderniséierung, déi sécherlech dréngend noutwenneg ass, och net zur Approche, fir a Richtung vun engem Guichet unique ze goen. Ech wëll vläicht do d'Analogie hierstelle mat de Gemengen, vun deenen der jo eng Rei méittlerweil amgaange si Biergerämter a Guichets uniques ze schafen. Et sinn der och eng Rei amgaang, op de Wee vun der Informatiséierung ze goen. Dat bréngt se awer net op d'Iddi, fir hiren État civil oder aner Beräicher vun hirem Administratioun ze privatiséieren.

Wat pikant ass an där Saach, dat ass, dass e ganze Beräich vun der Informatik weiderhi wäert an der Hand vum Centre informatique de l'État bleiwen, deen déi informatesch Applikatioun weiderentwéckelt, déi gebraucht gëtt. Et kann ee sech also d'Fro wierklech stellen, wou de Sënn vun där Entscheidung hei ass.

Mir menge jiddefalls, dass esou eppes muss staatlech organiséiert ginn, dass eng Administratioun wéi de Registre de Commerce muss dynamiséiert ginn. Sécherlech drängen sech do Reformen op, déi een iwwerens och am grouse Kader misst gesi vun der Réforme administrative, amplaz dass déi Beräicher dann einfach an de Secteur privé ofgi ginn. Dat schéngt eis eng Facilitéitsléisung ze sinn, wou mer net kënnen op dee Wee matgoen.

(Coups de cloche de la Présidence)

D'Fro jiddefalls gëtt net kloer beäntwert, firwat dat mer an déi Richtung gaange sinn? Tatsaach ass awer, dass dee Groupement d'intérêt économique schon zënter bal zwee Joer besteet. Och dat, Här President, schéngt eis eng speziell Praxis ze sinn an ënnersträicht nach méi déi Approche, déi mir gewielt hunn, fir eis bei dësem Projet de loi ze enthalen.

M. le Président.- Merci, Madame Wagener.

Den Här Urbany ass dee leschten ageschriwwene Riedner. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

M. Serge Urbany (dÉI LÉNK).- Här President, scho wéi den Handels- a Firmeregister 1987 fir d'lescht enger gréisserer Reform ënnerzu ginn ass, gouf kritiséiert, dass keng Plaz fir d'Informatik géif geschafte ginn. De Personalmangel, deen um Greffe vum Tribunal herrscht, gouf och kritiséiert. Un där Situatioun huet sech an deenen 15 Joer, déi zënterhier vergaange sinn - a verschidde Regierungen sinn dorunner bedeelegt - näscht geännert.

Zënterhier ass awer eng grondlegend Richtungsännerung ënnert där neier Regierung vollzu ginn, déi op eng symbolhaft Aart a Weis en déiwe Schnëtt am bisherege Verständnis vun Funktiounem vum Stat a vu senger Souveränitéitsfunktoun virhëlt. D'Gestioun vum

Registre de Commerce soll enger privatrechtlicher Gesellschaft, engem sougenannte Groupement d'intérêt économique, iwwerdroe ginn, dee schon zënter zwee Joer besteet a schafft, nach ier d'Chamber déi Ausrichtung ratifizéiert huet.

Wat ass d'Aufgab vum Registre de Commerce? Den Handels- a Firmeregister organiséiert d'legal Publicitéit vun de Commerçanten a vun de Gesellschaften. Hei muss alles agedroe ginn, wat fir déi Leit wichteg ass, déi mat deene Geschäfte ze dinn hunn, vun de perséinlechen Donnéeën, iwwert d'Gesellschaftsform, déi verantwortlech Géranten, d'Enseigne commerciale, den Objet commercial, d'Kapital, bis zu den Donnéeën iwwert d'Heiratsvertrag an natierlech iwwert d'Opléisung vun de Gesellschaften, grad esou wéi all Joer den Dépôt vun de Konten. Dobai sollen nach kommen duerch dat heite Gesetz d'Donnéeën iwwert d'Handelermächtigung, d'TVA-Nummeren oder den ekonomesche Code.

De Registre de Commerce gëtt also bestätegt als déi zentral Plaz, wou d'Informatiounen aus der Ökonomie zesummelafen, wou all Biergerin a Bierger, awer och d'Gerichter an d'Verwaltungen, sech informéieren kënnen. De Registre de Commerce spillt eng wichteg Roll bei der Criminalité économique, bei de Failliten, bei kommerziellen an zivile Prozesser. D'Inskriptioun am Registre de Commerce ass zum Beispill eng Condition de recevabilité vun den Actions en justice vun de Geschäftsleit a vun de Gesellschaften. Um Spill sti ganz dacks wichteg Interesse vun Aarbechter an Ugestallten, déi op hir Pai waarden, a vun anere Créancier.

Et gëtt vill vu frauduleusé Faillite Rieds. Ëmmer déiselwecht Personagen organiséieren Failliten zum Leidwiese vun hire Créancier. Et ass bekannt, dass dogéint vu Saite vun de Curateuren a vun de Gerichter weineg ënnerholl gëtt, och well d'Informationsquelle feelen. Eng wichteg Informationsquelle, souwuel fir d'Créancier, wéi fir de Parquet économique zum Beispill, wier eng informatiséiert Recherche um Numm vun de Persounen, déi majoritär Teilhaber oder Administrateur vu Gesellschaften sinn.

Här President, déi Donnéeë vum Registre de Commerce si prinzipiell öffentlech zougänglech. Doranner besteet hiren Zweck jo. Et stung am ale Gesetz: „Le registre de commerce et des sociétés est public. Communication peut en être prise par toute personne aux heures de service. Toute personne peut également se faire délivrer une copie à ses frais et la faire certifier conforme.“ Am neie Gesetz steet nëmmen nach just e wier public an den Accès soll iwwer e Règlement grand-ducal geregelt ginn. D'Gratuitéit vum Accès, zum Beispill, ass net méi an deem neie Gesetz virgesinn. Et läit och kee Projet vir fir e Règlement grand-ducal. Duerfir ass meng Fro un de Minister: Wéi soll dat geregelt ginn? Muss een an Zukunft zum Beispill bezuelen, wann een iwwer Internet an de Registre de Commerce kucke goe wëllt?

Da steet näscht dran iwwert déi Méiglechkeet vun enger Recherche nom Numm oder no aneren Donnéeën vun där Banque de données, déi et géif erlaben, fir eng Recherche ze maachen iwwert d'Géranten oder iwwert déi majoritär Teilhaber vu Gesellschaften. Wéi soll dat zum Beispill geregelt ginn an deem Règlement grand-ducal, deen d'Regierung bestëmmt scho virbereet huet?

Mer stellen also fest, dass wesentlich Froe vun Funktiounem vun deem neie Registre de Commerce dem Afloss vum Parlament entzu ginn.

De Registre de Commerce gëtt jo organiséiert am öffentliche Interesse, als öffentlech Publikations- a Kontrollorgan vun den ekonomeschen Aktivitéiten. Et ass e wesentlech Element vum Ordre public a vum Intérêt public, représentéiert duerch de Stat.

D'gesetzlech Definitioun vun engem Groupement d'intérêt économique ass awer eng ganz aner. Ech zitieren aus dem Gesetz - den Här Rapporteur huet et och scho gemaach - : „a pour but exclusif de faciliter ou de développer l'activité économique de ses membres, d'améliorer ou d'accroître les résultats de cette activité“. Membere sinn déi zwou Patronatskummen: d'Chambre de Commerce an d'Chambre des Métiers, als majoritär Teilhaber iwwregens vun där Gesellschaft niewent dem Stat.

Hunn d'Chambres professionnelles als Établissements publics iwwerhaapt eng ekonomesch Aktivitéit, wëll ech hei emol d'Fro opwerfen? Huet de Stat prinzipiell eng ekonomesch Aktivitéit, déi em et géif erlaben un esou enger Gesellschaft deelzehuelen, fir seng ekonomesch Aktivitéit domadder besser kënnen ze dévoppéieren?

Dat schéngt alles guer net de Fall ze sinn, dat ass déi falsch juristesche Form déi hei gewielt ginn ass. Et ass net nëmmen inhaltlech kritikabel, wat hei gemaach gëtt, mä ech mengen, dass et och nach reng juristesche, vun der Form hier, dat inadäquatst Instrument ass, wat een hätt kënnen sichen, fir esou eng Aktivitéit ze organiséieren. A wa gesot gëtt, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers hir Clientèle wäert jo d'Haaptutilisateure vum Registre de Commerce, da muss ech mech froen, wann dat an Zukunft de Kritär ass fir d'Gestioun vu staatleche Verwaltungen, da kënnen jo elo geschwenn d'Führerschäinsbesëtzer den Transportministère iwwerhuelen, an d'Steierzueler d'Steierverwaltung.

Här President, ech sinn iwwregens och der Meenung, dass den Enregistrement net déi gëeegent Plaz gewiescht wier, fir de Registre de Commerce unzesidelen, wéi déi virecht Regierung dat virgesinn hat, an domadder eigentlech de Grondsteen geluegt huet fir deen heite Virstouss, an deem se wichteg juristesche Notiounen matenee verwiesselt huet.

De Registre de Commerce ass jo net fir näischt ee Jorhonnert laang bei de Geriichter ugesidelt gewiescht. Et handelt sech hei em den Traitement vu sensiblen Donnéeën, wou verschidde Législatiounen eraspillen, wou Notiounen net nëmmen aus dem Droit administratif, mä och aus dem Droit commercial an dem Droit civil eraspillen. Et war awer och an engem gewësse Mooss berouegend ze wëssen, dass et Greffiere waren, déi ënnert der Opsicht vu Magistraten hei geschafft hunn.

Wat ännert dorun d'Noutwendegkeet, fir d'Elektronik anzeféieren? Wat ännert dorun de Besoin, fir eng Zentralisatioun vun den Donnéeën ze hunn? Déi jo iwwregens, am Zäitalter vun Internet, net méi eng raimlech Zentraliséierung ass, zum Beispill an engem zentralen Archiv oder an engem zentrale Computer.

M. le Président. - Här Deputéierten Urbany, ech soen et net ganz gär, mä Dir sidd schonn iwwer Är Zäit seit iwwer enger Minutt.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech si ganz séier faerdeg, Här President. Ech sinn iwwregens der Meenung, dass d'Bezirksgeriicht Dikrech, wéi och d'Bezirksgeriicht Lëtzebuerg ganz gutt elektronesch hätte kënnen matenee verknäpft ginn, wéi dat iwwregens och an der Belsch de Fall ass, mengen ech ze wëssen. Wou jo gesot gëtt hei, do wier et eng privat Gesellschaft, déi iergendwéi uewe géif dat elektronesch zesum-

meféieren, mä de Siège vun de Registres de Commerce, souwäit ech weess, sinn an der Belsch och nach ëmmer d'Gerichter.

Deen heite Groupement d'intérêt économique, dee mer elo hei wëlle schafen, dee soll jo kënnen richteg Décisiounen huelen, dee soll kënnen driwwer entscheeden, ob d'Immatrikulatioun an de Registre de Commerce ugeholl ginn oder net.

Et ass jo net de Minister, deen déi Décisiounen hëlt. Soss géif et jo e Recours administratif géint déi Décisiounen ginn. Et sinn also privat Ugestellter vun enger Privatfirma, och wa Personnes publiques dra vertrat sinn, déi ënnert der vager Autoritéit vum Justizminister, vun der Exécutive also, Décisiounen huelen, an dorunner änneren och déi gerichtlech Recoursen näischt, déi géint esou Décisiounen virgesit sinn.

Ech froe mech iwwregens, an esou enger wichteger Fro wéi där heiter, wou jo d'Gerichter Kompetenzen ewech geholl kréien, firwat do net Avisé vun den Autorités judiciaires geholl gi sinn zënter 1999, wou jo vill an deem Dossier do geschitt ass. 1987 sinn déi Avisen nach ageholl ginn an do ass keng Rieds dovun gaangen d'Gerichter ze désaiséieren. Ech mengen also aus enger ganzer Partie vun Ursachen, dass dat heite Gesetz...

(Interruptions)

... eng rechtsstaatlech Katastroph ass an ech stëmme selbstverständlech dergéint.

M. le Président. - Merci, Här Urbany. Domadder wier d'Diskussion eriwuer. Här Minister, wann Der wëllt d'Wuert huelen, da kritt Der et.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Merci, Här President. Weinst der Zäit just e puer Remarcken - véier, fënnf.

1. Dat hei ass e wichteg Gesetz vun enger administrativer Reform beim Lëtzebuurger Stat. De Registre de Commerce muss sech senger Zäit upassen, hien ass gegrënnt ginn an enger Zäit, wou et ganz wéineg Gesellschaften gi sinn zu Lëtzebuerg. Duerch d'wirtschaftlech Entwécklung ginn et der haut ganz vill, a si funktionnéieren op eng modern Aart a Weis, dofir ass dat hei eng Réforme administrative déi um Terrain geschitt.

2. De Registre de Commerce bleift - ech ënnersträichen dat - an öffentlecher Hand. Ech si mat all deenen d'accord, déi sech fir de Service public asetzen an awer fir dést Gesetz stëmme. Déi der géint stëmme, sinn der Meenung, dass de Registre de Commerce muss an öffentlecher Hand sinn. Duerfir ass en ënnert der Autoritéit vum Justizminister.

Ech komme mer net vir, wéi wann ech Chef vun enger privater Gesellschaft wär, well soss hätte mer net drageschriwwen, et wär ënnert der Autoritéit vum Justizminister. De Stat ka Member gi vun engem GIE. Dat steet extra am Gesetz. An d'Chambres professionnelles, par ailleurs, sinn och keng privat Entrepreneuren, mä dat sinn öffentlech rechtlech Organer nom Gesetz vun 1924.

Hei ass also keng Privatisatioun, Privatisatioun mat där ech och net d'accord wär, mä hei gëtt, ähnlech wéi dat am Ausland de Fall ass, eng Partnerschaft gemaach tëschent öffentlech rechtliche Chambres professionnelles, déi an deem Beräich tätég sinn, an dem Stat ënnert der Autoritéit vun engem Member vun der Regierung.

3. Dëst Gesetz wäert den 1. Februar a Kraaft trieden. Mir mussen d'Publicatioun vun dem Gesetz an d'Date d'entrée en vigueur hei respektéieren, respektiv eng Rei taktesch Moossnamen nach huelen, duerfir wäert dat den 1. Februar a Kraaft trieden.

4. Ech hu schonn an Optrag ginn, dass mer déi technesch Moossnamen an d'Wee leeden, fir dat och den Accès vun Internet un de Registre de Commerce méiglech gëtt. Dat ass awer méi komplizéiert, wéi dat nëmme just ze decidéieren, dofir wäert dat am Ufank net funktionnéieren, mä dat bleift mäin Zil, well ech mengen, dass een innerhalb vu ganz kuerzer Zäit muss en Accès hunn un all d'Donnéeën.

Mir hunn eis bei deem Registre de Commerce vill inspiréiert um hollänneschen, deen allerdéngs vill méi privat ass wéi elei. Do ware jo och d'Sozialisten an der Regierung, dofir ass en do ganz a privaten Hänn. Ech war dat nähmlech kucken an Holland, dat wollte mir net hei. Mä mir wëllen, wéi an Holland, den Accès schnell maachen an och iwwer Internet méiglech maachen.

5. Eng lescht Remarque, eng ganz wichteg am Fong, déi an dëser Debat vläicht e bësschen ënnergaangen ass, quitte datt de Rapporteur drop higewisen huet. Hei si wichteg Dispositiounen dran, fir eng Preventioun vun de Failliten an Zukunft ze maachen. Nähmlech déi Bestëmmungen, datt an Zukunft deenen, deenen eng Gesellschaft grënnt, och muss matdeelen op en Dirigeant de droit ou de fait a Gesellschaft war an a wéi enge Gesellschaften, an dat erlaabt dann de Steierverwaltungen dem Minister vun de Classes moyennes matzedeele, ob dee sengen Obligatiounen, fiskaler an och Sécurité-sociale-Obligatiounen, nokomm ass. Grad esou wéi ee kann d'Autorisation d'établissement oder d'Autorisation de faire le commerce zrëckzéien.

Ech wëll am Numm vun der Regierung extra op déi Dispositiounen hiweisen. Wann d'Gesetz a Kraaft ass, am Februar also, wäerte mer diesbezüglich Instruktiounen ginn un déi Administratiounen, datt déi sech och déi Demanden kucken, an datt mer domadder hoffentlech kënnen eng Rei vu Failliten évitéieren.

Ech mengen, datt dat hei ee Gesetz ass, dat wierklech der Wirtschaft zu Lëtzebuerg wäert e bessert Instrument an d'Hand ginn, an zugläich dem Stat an all deenen, déi d'Entrepreneuren observéieren, méi Informatiounen ginn iwwert d'Entrepreneuren, dass se och éischer kënnen erausfannen, wann Entrepreneuren schlecht dru sinn, besser kënnen hir Finanzsituatioun vergläichen, an dofir ass dat heiten e Gesetz, mengen ech, wat een unni ze Zécke ka stëmme, an all déi, déi et net wëlle stëmme, solle sech dat an där nächster Minutt nach eng Keier iwwerleeën, well ech soen lech hei ganz klipp a kloer: Et ass keng Privatisatioun, soss wiere mer e ganz anere Wee gaangen, mir hätten et entweder ganz enger privater Entreprise ginn a mir hätten et aus dem Giron étatique erausginn. Ech mengen, dat wier de falsche Wee gewiescht.

Ech wëll merci soen der Commission juridique, déi hei eng ganz gutt Aarbecht gemaach huet, well et ass e komplizéierten technesch Text, a besonnesch och hirem Rapporteur dem Här Meyers, dee sech ganz agesat huet, fir dass dësen Text esou schnell konnt duerch dëst Parlament kommen. Ech si frou fir all déi, déi mer hëllefen dës Réforme administrative duerchzebréngen an dëst Gesetz stëmme.

Ech soen lech merci!

M. le Président. - Merci, Här Minister. Den Här Krecké huet nach gefrot fir d'Wuert ze kréien.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Här Minister, Dir kënnt nach 10mol hannertenee soen, et

wier keng Privatiséierung. Dat hei ass kloer an däitlech eng. Dat gëtt den Etat civil vun eise Gesellschaften, deen net méi an enger normaler staatlecher Administratioun seng Gestiou huet. Dat nennen ech eng Privatiséierung. Wann Dir dat nach 10mol sot, dann ännert dat näischt drun. Dir hätt et da kënnen an der staatlecher Administratioun loossen, awer well Dir d'Impressioun hutt, dass déi staatlech Administratiounen net méi kapabel sinn dat do zur vollster Zefriddenheet ze maachen, dann erkläert Dir wierklech d'Faillite vun der Fonction publique an där dote Fro, an dofir bleiwe mir bei eiser Meenung.

(Interruptions)

M. le Président. - Den Här Urbany huet ganz kuerz d'Wuert gefrot an den Här Henckes. An da kéime mer esou lues zur Lecture vun den Artikelen, well et sinn der 105. Här Urbany.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Ech hätt nach gär eng Fro gestallt iwwert dee Règlement grand-ducal, dee soll kommen.

Wéi ass et mat der Gratuitéit vun Accès, a wéi ass et mat enger Recherche nom Numm vu Leit, déi an de Gesellschaften Verantwortung hunn, fir zum Beispill de Particulieren, awer och zum Beispill dem Parquet économique ze erméiglechen ze retracéieren, wat an de Gesellschaften geschitt, wann en e Verdacht huet, dass do onkautscher Saache geschéien?

M. le Président. - Här Minister, äntwert Der gär direkt?

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Jo, ganz kuerz. Ech hat dat effektiv vergless.

1. De Règlement grand-ducal ass nach net geschriwwen, dofir kann ech lech deen och haut nach net ginn. Ech hu jo gesot, d'Gesetz tritt a Kraaft den 1. Februar.

2. D'Gratuitéit: Et ass och haut net gratis. Wann ech fréier als Stagiaire an der Etude an de Registre de Commerce gaange sinn, hunn ech och eppes misse bezuelen. Ech soen awer derbäi, datt déi Tariffer,...

(Interruptions)

...déi haut oft beim Stat gefrot ginn, a besonnesch an deem dote Beräich, egal ob et de Statsbeamte mécht oder een an engem GIE, déi si largement net conforme zu där Aarbecht, déi do prestéiert gëtt. Ech mengen, datt een och esou Tariffer muss upassen, émsou méi, well et sech hei net em privat Leit handelt, mä em Entrepreneuren.

Ech kann lech soen, datt der vill gäre méi e schnelle Service hätten an déi soen, dass si bereet si 25€ ze bezuelen amplat 5€, mä se hätte gären e Service de qualité. Dofir, mengen ech, muss ee kucken, déi Tariffer esou ze maachen, datt jiddereen, deen dovunner benefisiiert, och se ka bezuelen, notament wann et em Associatiounen geet. Do muss een also kucken, ob een net Tariffer mécht fir d'Associatiounen engersäits a fir d'Gesellschaft anereräits, mä dat gesi mer, wa mer d'Règlement ausschaffen.

Déi drëtt Fro iwwert deen Accès, déi kann ech lech an deem Moment net beantwueren, well ech d'Äntwert net weess.

M. Jeannot Krecké (LSAP). - Wann Der erlaabt, et ass ee reelle Problem. Et kann een déi Recherche maachen doduerch, dass een eng Persoun oder zéng Leit ustellt, dat doten iwwert de Mémorial C ze maachen, awer et kann een et net iwwert den informatesch Wee maachen. Et ass also net, dass een net un déi Informatioun kënnt, mä et muss een zéng Leit ustellen. Do meng Fro: Ass dat noutwendeg? Kann dann net och e Service, a wann dat eng staatlech Administratioun wär, beispillsweis nokucken, an der Iddi

vun der Preventioun viru Leit, déi Failliten haten, dass se net ënnert verstoppter Form optauchen. Et kënnt ee liicht eng Recherche maachen an de Ministère kënnt dat liicht erausfannen.

(Interruption)

Jo, haut fënns Du dat eraus, Du muss just zéng Leit ustellen, déi dat manuell maachen. A mir erlaben net dat do ze maachen. Doduerch wëlle mer och net erausfannen, dass Leit sech permanent hannert Sociéitéiten an hannert Nimm verstoppe ginn, déi Gesellschaften sinn. Da wëlle mer dat och net.

M. le Président. - Här Minister, erlaabt Der nach déi lescht Interventioun vun Här Henckes, an da kucke mer dat ofzerennen?

(Assentiment)

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Här Minister, ech hat lech eng kleng Fro gestallt, wat den Accès op den Internet ueegt. Ech mengen, et ass wichteg, datt et op dee Wee geet, an datt déi Informatiounen, déi hei gefrot ginn, kënnen iwwert dee Wee geséichert ginn, mä ech wär frou, wa mir do kënnen e bësse méi séier viruoen.

M. Luc Frieden, Ministre de la Justice. - Här President, ech wëll dem Henckes rappeléieren, dass ech dat beantwurt hat, mä en hat dee Moment net nogelauschtert. Ech hunn dat scho längst an Optrag ginn, mä dat stellt eng Rei informatesch Schwierigkeiten an huet am Ufank net funktionnéiert, awer d'Zil bleift.

M. le Président. - Domadder ass d'Diskussion eriwuer. Et deet mer Leed lech matzedeele, dass et 105 Artikele sinn. Ech wäert mat deem néidegen Zuch an der néideger Mécanique probéieren do derduerch ze kommen.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Asselborn)

D'Artikelen 1 bis 105 si gelies an ugeholl.

(Applaudissements)

Sou, léif Kolleeginnen a Kolleegen, an der Verfassungskommissioun, ënnert der Présidence vun eisem Kolleeg Paul-Henri Meyers, si mer amgang eis Gedanken ze maachen, ob mer net sollen eiser Chamber eppes Guddes undinn an an der Verfassung deen Artikel do änneren. Ech mengen, dat wäert och geschwéi geschéien.

Spaass bei Säit, elo muss mer nach ofstëmme iwwert d'Gesetz.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthal sech.

De Projet de loi ass mat 38 Jo-Stëmme, 5 Abstentiounen a 14 Nee-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg (par M. Ady Jung), Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Sarter (par Mme Nelly Stein), Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz (par M. Nico Loes), Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Betten-dorf (par M. Marco Schroell), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Théo Stendebach) et Théo Stendebach;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen.

Ont voté non: MM. Jean Asselborn, Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mady Delvaux-Stehres), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. François Bausch (par M. Robert Garcia), Robert Garcia, Camille Gira (par Mme Renée Wagener), Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

Här Weiler, ass et zu dësem Gesetz wou Der nach eppes wollt soen?

M. Lucien Weiler (CSV).- Neen.

M. le Président.- Zum Divers? Zum Ordre du jour? D'accord. Dir hutt d'Wuert.

8. Ordre du jour

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, mir sinn nach net beim Divers ukomm. Dir sidd Ärer Zäit e bësse viraus. Mir hunn nach zwou Resolutiounen iwwert de Konvent virleien. Vu dass et relativ spët ass an dass eng Rei Leit nach Engagementer haut den Owend hunn, a vu datt mer muer en Ordre du jour hunn, wou zwar vill Texter drop sinn, mä déi awer net laang dauere wäerten, géif ech proposéieren, dass mer déi Resolutiounen muer um Enn vun de Projeten, déi mer...

Une voix.- Um Ufank!

M. Lucien Weiler (CSV).- Neen, um Enn vun deene Projeten, déi mer hunn, huelen.

Une voix.- Um Ufank!

M. le Président.- Mer mussen eis hei eens ginn. Lo kritt jiddereen d'Wuert vun den Häre Fraktiounspresidenten an och d'Madame Wagener. Mer kucke awer, dass mer net elo eng Diskussioun maachen, déi méi laang dauert, wéi et gedauert hätt,...

(Hilarité)

...wa mer beim urspringlechen Ordre du jour bliwwe wäeren. Also, iwwerleet lech dat lo mol ganz seriö. Mir sinn elo gutt lancéiert. Mir hunn nach 20 Minutte virun eis. Ech mengen, dann hätte mer dat dote fäerdeg, Här Weiler! Well ech fäerten, wann elo jiddereen hei d'Wuert freet,...

Une voix.- Jo, wann Dir nach laang schwätzt,...

M. le Président.- ...fir seng Appréciatioun ze ginn, dann dauert et genau sou laang. Also, ech ginn dovunner aus, dass d'Chamber domadder d'accord ass, dass mer haut den Ordre du jour evakuéieren.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Ass dat esou?

Une voix.- Neen.

M. le Président.- Ass dat net esou? Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech weess net, wat an lech gefuer ass, mä Dir huelt hei Décisiounen iwwert de Kapp vun der Chamber ewech! Sou kann et jo awer net sinn.

Ech hunn eng Propos gemaach, fir déi zwou Resolutiounen muer um Enn vun der Sitzung no de Projeten ze huelen. Den Här Rippinger huet dozou d'Wuert gefrot an och déi aner Fraktiounspresidenten. Dir hat gesot, Dir géift hinnen d'Wuert ginn. Da loosst mer fein demokratesch virgoen.

M. le Président.- Da maache mer dat.

M. Lucien Weiler (CSV).- Loosst jiddereen emol hei seng Meenung soen, an da kënnt Dir Konklusiounen doraus zéien.

M. le Président.- Merci, Här Weiler. Also, fir d'éischt dann den Här Rippinger. Här Rippinger, Dir hutt d'Wuert.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, mir si mat där Proposition d'accord. Et ass eis egal, ob et elo muer als éischte Punkt kënnt oder als leschten. Ech géing vläicht proposéieren, well et haut dee leschte Punkt war, dass et muer als éischte Punkt géing kommen.

Une voix.- Très bien.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Mä, wéi gesot, dat mécht der Kaz kee Bockel. Mir sinn d'accord, dass et muer kënnt. Ech wëll awer nach bäifügen, wa muer d'Temperatur heibannen nach esou ass, wéi se elo ass, da froe mer, dass mer d'Chamber iwwerhaupt reportéieren op en aneren Dag, well ënnert deene Konditiounen kënne mer net méi hei sätzen, dass et kal ass an dass d'Apparatur net geet. Dofir hätt ech gären, dass Dir dat géingt un de President Spautz viruginn, dass dat muer an der Rei ass.

M. le Président.- Also, Här Rippinger, wann ech richtig verstan hunn...

Une voix.- Et ass kal ewéi eng Sau heibannen, jo!

M. le Président.- Här Rippinger, wann ech richtig verstan hunn, hu mer keng Chamber méi bis den 3. Dezember. Do wäerte mer d'Heizung oder d'Klimaanlag wuel gefléckt kréien. Här Krecké, Dir hutt d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wann dat de Majoritéitsparteié kann hëllef, fir dass se sech eens ginn, do hunn ech kee Problem dermat, dass mer dat nach bis op muer verleeën. Mä ech wëll awer drop hiweisen, dass, bedéngt duerch d'Visite vum President aus der Slowakei, eenzel Kolleegen Obligatiounen hunn. Wa mer dat also op halwer dräi verleeën, dann hätt ech gär, dass déi Kolleege vun hiren Obligatiounen, déi se dem Premierminister ginn hunn, hei enthewe ginn. Wann net, dann hätt ech gär, dass et hannerhinner kënnt.

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet d'Wuert an dann d'Mme Wagener.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, d'Saach gött elo net méi einfach. Also, ech kann och domat averstane sinn, dass mer et op muer reportéieren. Mä mir hu muer den Owend um sechs Auer Engagementer och vis-à-vis vun engem Ministère an enger Verwaltung, sou dass, wa mer et géingen op muer reportéieren, mir dat natierlech da gären op halwer dräi hätten.

(Hilarité)

M. le Président.- Mme Wagener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wëll dann d'Géigeried halen. Als eng vun de Matënnerschreiwierinne vun

enger vun deene Resolutiounen muss ech soen, datt et mir ganz schlecht muer de Mëtte fréi géif goen. Ech hätt et léiwer um Schluss.

(Hilarité)

M. le Président.- Här Weiler, soll ech elo d'Konklusioun zéien?

(Brouhaha général)

Une voix.- Leet et an d'Mëtt.

Une autre voix.- Macht emol eng Propos, Här President.

Une voix.- Här President, ech géif proposéieren, mer maachen et um véier Auer muer de Mëttag.

M. le Président.- Ech proposéieren lech elo eppes.

Mir probéieren nach eng Kéier an eis eranzegoen. Ass et wierklech net méiglech, dass mer dat elo evakuéiert kréien? Ech stellen nach eng Kéier d'Fro.

(Interruptions)

Oder ass de Konsens dann deen, dass mer et muer um véier Auer maachen?

Plusieurs voix.- Très bien. Jo.

M. le Président.- Muer um véier Auer?

Une voix.- Jo, muer um véier Auer.

M. le Président.- Ech stelle fest, dass eng Majoritéit vun den Deputéierten dofir ass, d'Resolutiounen muer um véier Auer drun ze huelen.

Déi nächst Sitzung ass muer um halwer dräi. D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 18.52 heures)



Chambre
des Députés
L U X E M B O U R G

d'Chamber live

Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

Ordre du jour

1. 5028 - Projet de loi portant reconduction des mesures transitoires prévues à l'article 2, paragraphe 2 de la loi du 4 novembre 1997 portant modification des articles 2, 12, 22 et 26 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement

(Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

2. 4911 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et du Protocole y relatif, signés à Ljubljana, le 2 avril 2001

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

3. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution

4. 5026 - Proposition de loi de M. Norbert Hauptert modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie

(Rapport de la Commission des Finances et du Budget - Discussion générale - Lecture du texte de la proposition de loi - Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel)

5. 4427 - Projet de loi portant approbation de la Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, faite à La Haye, le 25 octobre 1980

(Rapport de la Commission juridique - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

6. Question avec débat N° 26 de M. Jean Colombera relative à l'aspect biomédical à l'école

7. 4912 - Projet de loi

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;

- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;

- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

(Rapport de la Commission des Media et des Communications - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

8. 4786 - Projet de loi portant approbation des Amendements au préambule, aux articles I; II; III; V; VI; VII; IX; X; XII; XIII; XIV; XV; XVI; XVII; XVIII; XXI et à l'annexe A de la Convention portant création de l'Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite „EUTELSAT“ tels qu'ils ont été adoptés à la 26ème réunion de l'Assemblée des Parties à Cardiff, le 20 mai 1999

(Rapport de la Commission des Media et des Communications - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)

9. Résolutions de M. François Bausch et de M. Lucien Weiler sur l'exécution de la décision du 15 mai 2002 de la Chambre des Députés d'instituer une convention sur l'avenir du Luxembourg

(Discussion générale - Votes)

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Fernand Boden, Mme Anne Brasseur et M. François Biltgen, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.31 heures)

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer direkt zur Diskussioun vum Projet de loi 5028 iwwert den Droit d'établissement. D'Riedezeit ass nom Basismodell festgeluegt. Et si schonn ageschriwwen: den Här Fayot, d'Mme Beissel an den Här Garcia. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet

de loi, den honorablen Här Ady Jung.

1. 5028 - Projet de loi portant reconduction des mesures transitoires prévues à l'article 2, paragraphe 2 de la loi du 4 novembre 1997 portant modification des articles 2, 12, 22 et 26 de la loi modifiée du 28 décembre 1988 concernant le droit d'établissement

Rapport de la Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

■ M. Ady Jung (CSV), rapporteur.- Här President, honorabel Kolleeginnen a Kolleegen, viru ronn fénnef Joer, an zwar mam Gesetz vum 4. November 1997, ass hei an der Chamber eng Reform vu verschidde Artikel vum 28. Dezember 1988 iwwert d'Nidderloossungsrecht virgeholl ginn, well sech erausgestallt hat, dass eist Nidderloossungsrecht vum 1988 a verschidde Punkten den Erausforderunge vum der Zäit misst ugepasst ginn. Mam Artikel 2, Paragraph 2 vum deem Gesetz vum 1997 gouf d'Entstoe vun neie Groussflächegeschäfte gebremst a versicht d'Vergrößerung vu Grandes surfaces, déi scho bestinn, a vertrieb-bare Moossen ze halen.

Laut de beluegten Zuele vum STATEC ass erweisen, dass mir hei a Lëtzebuerg eng gewësse Saturatioun vu Groussflächegeschäfte hunn. Dofir ware mam virgenannte Gesetz vum 1997 Iwwergangsbestimmungen agefouert ginn, dass während fénnef Joer keng Spezialermächtigung erdeelt géif, fir nei Grandes surfaces vum enger Gesamtfläch vu méi wéi 10.000 m². Datselwech huet och gegolle fir d'Schafen an d'Vergrößerung vum enger Geschäftszentrum oder engem spezialiséierte Geschäft. Éischtens, wann d'Verkafsläch vum der Haaptbranche, lesswueren an Haushaltsartikelen, iwwer 4.000 m² soll hunn, oder zweetens, wann d'Haaptbranche Textil méi wéi 3.000 m² soll hunn, oder dréitens, wann d'Verkafsläch fir d'Haaptbranche Bau & Heem méi wéi 4.000 m² grous soll sinn.

Fir déi Geschäftsflächen, déi do bestinn, zielen d'Moossen, wéi se sollen no der geplangter Vergrößerung ausgesinn. Dese Moratoire, deen den 28. November 2002 zu Enn geet, war agefouert ginn, engersäits am Interesse vun etablierte Commercen an deenen Aarbechtsplazen, déi do bestinn, anersäits, fir d'Liewensqualität an eisen Uertschaften, an deene grousse, wéi och an deene méi kleng, ze erhalen, besonnesch am Hibleck op eis manner mobil Matbiereger, fir eis Handicapéiert an eis eeler Leit.

Well d'Situatioun, wat d'Saturatioun vu Groussflächegeschäfte ugeet, haut vis-à-vis vum 1997 net weider geännert huet, sollen also mat deem Gesetz, iwwert dat mir haut hei ofstëmme, déi virgenannten Iwwergangsbestimmunge fir weider dräi Joer verlängert ginn.

De Projet de loi 5028 gouf den 20. September 2002 vum Mëtzelstandsminister déposéiert. D'Kommissioun huet an hirer Sitzung vum 17. Oktober de Rapporteur bestëmmt an huet de Gesetzestext, esou wéi och d'Avise vum Statsrot a vum deene verschidde Beruffschamberen zur Kenntnis geholl. All dës Avise ware positiv, ausser deem vun der Aarbechterkummer, woubäi awer dës

keng konkret Virschléi gemaach huet, wéi een et kënnt besser maachen.

Den Text an de Rapport goufe majoritär vun der Kommissioun ugeholl, mat zwou Enthaltungen, déi doduerch begrënnt goufen, dese Projet de loi géng ze séier iwwert d'Bühn goen. Heizou sief bemierkt, dass et sech ëm e Gesetz vum engem eenzegem Artikel handelt, deen de Moment a Kraaft ass, an dee leedeglech ëm dräi Joer verlängert gétt. Wann dëst Gesetz net kuerzfristeg géif gestëmmt ginn, da géif e Vide juridique entstoen, mat all deene Konsequenzen, déi dat kënnt no sech zéien. Mat dëser Verlängerung vun Iwwergangsbestimmungen geet et net drëm, fir eng natierlech Entwécklung opzehalen, mä et geet drëm, nei Demandé fir zousätzlech Groussflächegeschäfte mat Virsicht ze behandelen, fir dass déi gewuesse Strukturen an eise Verdeelersecteur net ze staark aus dem Gläichgewicht kommen, a fir net déi Aarbechtsplazen, déi do bestinn, muttwëlleg a Fro ze stellen.

Et si Bestimmungen, déi engersäits eis Konstitutioun respektéieren, anersäits d'Iwwerliwenschancé vum Commerce an den Uertschaften an an de Wunngebieder eropsetzen.

Ech bieden lech dofir am Numm vun der Mëtzelstandskommissioun, fir dëst Gesetz ze stëmme, am Interesse vun enger gesonder Wirtschaft, am Sënn vum Erhale vun eise gewuesene Verdeelerstrukturen, am Interesse vun de Konsumenten, am Interesse vun deenen Aarbechtsplazen, déi an de mëtzelstännege Betriber bestinn, an am Interesse vun der Liewensqualität, déi mer an eisen Uertschaften wëllen a mussen erhalen.

Ofschléissend Här President, wëll ech dann och am Numm vun der CSV-Fraktioun matdeelen, dass mir selbstverständlech dëst Gesetz stëmme wäerten.

Ech soen lech merci fir d'No-lauschteren.

■ M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen. Den Här Fayot huet d'Wuert.

Discussion générale

■ M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, no deem enflamméierten, engagéierten an ausféierleche Rapport vum Här Jung ass natierlech net méi ganz vill zu dësem wichtege Projet ze soen.

Ech wëll trotzdem awer onsem Befriemen Ausdrock ginn, dass, esouguer wann dat e Gesetz ass, wat nëmmen een Artikel huet, et awer e wichteg Gesetz ass, well et eng Situatioun weiderschreift, déi duerch e Gesetz vum 1997 festgeluegt ginn ass, an onst Befriemen doriwwer trotz allem, Här Jung, dass een esou eppes kann an enger Sitzung vu vir bis hannen iwwert d'Bühn kréien, dass een net wéinstens emol eng Sitzung nach weidermécht, wou dann de Rapporteur Zäit hätt säi Rapport ze schreiwen an op dat anzegoen, wat an der Kommissioun gesot ginn ass.

Et ass eng Prozedur, wann d'Leit dat dobausse liesen, da muss se sech jo awer d'Fro stellen, wéi allmächtig esou e Rapporteur hei an der Chamber muss sinn, deen e Gesetzestext zur Kenntnis hält, d'Diskussioun an der Kommissioun zur Kenntnis hält, d'Avise zur Kenntnis hält, dann direkt säi Rapport schreift, an deen dann och nach unuele léisst. Also dass wierklech eng extraordinär Performance.

(Interruptions diverses)

Héchstwahrscheinlech ënnerschätze mer ons.

Här President, ech wollt just ee Wuert zum Inhalt soen. Mir fannen et wichteg, dass een nach wie vor an der grousser Distributioun virsichtig ass. Ofgesi vun deenen Ur-sachen, déi den Här Jung ugin huet, ass et wichteg, dass mer och nach eng Distributioun an den Uertschaften an an de Quartiere vun der Stad behalen. Mir hunn, dass wéi ech hei soen, als Conseiller vun der Stad Lëtzebuerg, a villen Deeler vun der Stad Lëtzebuerg ëmmer manner kleng Geschäfte. Déi droe bäi zur Kohäsion vun enger Localitéit, vun enger Uertschaft a vun engem Stadquartier. Et ass net nëmme fir eeler Leit wichteg, mä et ass och fir d'Leit alleguere wichteg, déi do wunnen. An dofir mengen ech schon, dass de Mëtzelstandsminister eng wichteg Aufgab huet, fir dass ze assuréieren, grad esou gutt wéi d'Gemengen.

Ech hunn déi Entwécklung an deene leschten 20 Joer ganz gutt konnen a verschidde Quartiere vun der Stad Lëtzebuerg observéieren, wéi ëmmer méi Geschäfte zougaange sinn a wéi d'Leit ëmmer méi forcéiert gi si mam Auto op d'grüne Wiese ze fueren, fir do hir Akeef ze tätegen. Dat ass keng gutt Entwécklung. Dat encouragéiert natierlech erëm eng Kéier den Individualverkéier, an dréit och net zur Kohäsion vun onsen Uertschaften bäi. Dofir approuvéiere mir selbstverständlech dese Gesetzesprojet, a mir wäerten en och stëmme.

Merci.

■ M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Simone Beissel agedroen. D'Madame Beissel huet d'Wuert.

■ M. Ady Jung (CSV), rapporteur.- Här President, wann Der erlaabt, ech wëll just dem Här Fayot antworten, dass de Rapport écrit genügend Zäit am Viraus bekannt war, esou dass all Member vun der Kommissioun hätt kënnen, wann en et hätt wëllen, dozou Stellung huelen.

■ M. le Président.- D'Mme Beissel huet d'Wuert.

■ Mme Simone Beissel (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur Ady Jung merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Ech mengen, et ass esou vill gesot ginn iwwert dese Projet, esou dass ech wëll just an engem Saz resuméieren, wéi d'iddi ass vun der DP.

Dee Projet de loi hei ass an där Hinsicht ganz wichteg, well et ee vun de Moyenen ass, ee vun de Steuerungsinstrumenter, déi eis Regierungsautoritéiten hunn, fir am Kader vun der Politik vum Mëtzelstand oder vun der Politique commerciale ganz kloer Akzenter ze setzen, fir den Equiliber ze maachen tëschent de ganz grouse Surfacen an dem mëtzelieren an dem klenge Commerce.

Mir hunn als DP dee Projet ganz genau ënnert d'Lupp geholl, och an der Kommissioun eisen Accord ginn, an dofir bréngen ech heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Gast Gibéryen.

■ M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll och vun eiser Säit aus den Accord zu dësem Projet de loi bréngen, wat eiser Meinung no e wichteg Schratt ass. Mir hu gëschter an der Debat iwwert d'Situatioun um Aarbechtsmaart higewisen, wéi wichteg dass et ass, dass mer e staarke Mëtzelstand hunn, esou dass mer eis haut net méi brauchen hei ze widderhuelen. Dese Projet de loi ënnersträicht d'Wichtigkeet vum Mëtzelstand.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Robert Garcia.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Här President, ech wäert mech mengte Virriedner a Virriednerinnen uschléissen an den Accord vun eiser Fraktioun zu dem sengem Projet ginn.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Méttelstandsminister Fernand Boden. Här Minister, entschëllegt, d'Wuert huet nach den Här Urbany.

M. Serge Urbany (déli Lénk).- Här President, ech hu just eng Minutt. Déi fénnef Joer Moratoire hate bis elo als Resultat, dass déi Méttelhandelschäin CACTUS, Courthéoux an esou weider alleguete konnten ausgebaut ginn, an dass den Handel an den Uertschaften an an de Stied doerch net besser ginn ass.

Dofir gétt et konkret Ursachen: Dat sinn d'Präisser, mat deenen d'Geschäftsleit oder d'Epicerien net kënnen mathalen. Dat sinn d'Loyeren zum Beispill, déi an de Stiet ze heich sinn. Et ginn zwou Méiglechkeeten, fir dogéint ze wirken. Dat ass entweder den Handel ze ënnerstëtzen op lokalem Plang, net nëmmen a rurale Gebieder, an et gétt d'Méiglechkeet, fir zum Beispill d'Supermarchéen ze obligéieren an de Quartieren an an den Uertschaften Superetten opzemaachen, an deene fir d'Grondbesoinen zu normale Präisser genuch Wuere sinn, fir dass och d'Leit an den Uertschaften sech dohinner kënnen bewegen, niewent an amplatz deene Superetten, déi jo elo scho bestiinn an Tankstellen awer net an den Centre vun den Uertschaften.

Dofir mengen ech, dass och eng Verlängerung vun deem Moratoire hei näischt Wesentlech méi bréngt, wéi bis elo. Ech hu keng prinzipiell Bedenke géint dee Moratoire. Dofir wäert ech mech bei deem Vote enthalen.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Minister Fernand Boden.

M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen all deenen, déi sech hei an dëser Debatt bedeelegt hunn, en häerzleche Merci. Et ass eng ganz konstruktiv Debatt. Ech soe virun allem och merci dem Rapporteur, dee besonnesch an dëser Problematik ëmmer nees eng grouss Sachkenntnis an e grouss Engagement ëmmer nees beweist an och dofir suergt, dass dës Dossier virugedriwwen ginn, deem enge vläicht ze schnell, mä op jidd-e Fall gétt effikass dru geschafft, an ech soe merci, dass mer haut kënnen dës Projet hei diskutéieren.

Dir wësst, dat ass jo och gesot ginn, dass 1997 eng relativ grondleegend Reform gemaach ginn ass, fir d'Autorisatioun fir eng Grande surface nei ze regelen, an niewent der Léisung vu ganz wichtege prozeduralen an technesche Froen ass och e Moratoire vu fénnef Joer agefouert ginn.

Wat dës Moratoire ubelaangt, wëll ech kuerz nach eng Kéier u meng Motivatioun vun deemools erënnere. „Op fénnef Joer, also zäitlech begrenzten Aschränkungen, sollten eng Denkpaus erméiglechen, de Maart dobause berouegen a besonnesch verhënnere, dass ganz grouss Projeten, déi am Ausland ofgewise goufen, elo an eisem Land verwickelt ginn, an duerch hir iwwerdimensional Gréisst eng Gefor fir d'Iwwerliewe vun eisem etabléierte Commerce duerstellen“. Dee Moratoire leeft Enn dës Mounts elo aus. Dofir huet d'Regierung schon am Virfeld, wéi se mat alle konzernéierte Partner geschwat huet, fir de Plan d'action fir de Méttelstand festzeleeën, festgehalen, dass dee Moratoire sollt verlängert ginn, well

d'Argumenter, déi gegollen hunn, wéi de Moratoire agefouert ginn ass, haut nach ëmmer gültig sinn.

D'Motiver sinn, fir dofir ze suergen, dass e gesonden Equiliber geschafe gétt tëschent enger komplett fräier Maartwirtschaft an dem Schutz vun de Klengen a vun de méttelgrousse Geschäftsstrukturen, déi mechtens iwwer Jorzéngten hei am Land gewuess sinn, an déi wesentlech sinn, fir e gudden Approvisionnement vun eiser Bevëlkerung an alle Géigende vum Land.

Et geet och drëm, fir d'Geschäftswelt an de Stiet an an den Dierfer virun enger iwwermächteger Konkurrenz ze schützen, well mer dës Geschäftswelt an de Stiet an Dierfer brauchen. Si beliewen, wéi gesot, de Stadskär oder den Duerfkär, a si stellen och domadder eng sozial wichteg Kompetenz duer. Eng komplett Liberalisatioun hätt vill méi e groussen Drock vun auslännesche Gruppe mat sech bruecht, deene eis Geschäftsstrukturen a virun allem och de Méttelstand net ouni Schued onbedéngt ausgehalen hätten.

De Moratoire - ech wëll dat nach eng Kéier hei betounen - ass net géint eng natierlech Entwécklung, souwuel op Kommerzantenniveau, wéi och op Konsumentenniveau gerichtet. An deene leschte Joren huet de Commerce sech jo och hei am Land weiderentwéckelt, mä et geet drëm, fir eng exzessiv Konzentratioun a verschiddene Branchen ze verhënnere, an dat sensibel Gläichgewicht tëschent den Interesse vun de Klengen a méttelre Kommersanten an deene ganz groussen Akafszentren ze halen. Dofir soll de Moratoire ëm dräi weider Joer weidergefuert ginn.

En anere Grond fir d'Verlängerung ass, dass deene éischte Moratoire vu fénnef Joer am Fond seng richteg Effeten elo eréischt weist. Dir wësst, dass wann een esou e ganz grouss Projet wëllt realiséieren, dass dat eng ganz laang Virbereedungsphas bedeit. En etlech vun deene Projeten, déi elo an der Lescht ofgeschloss gi sinn, sinn nach Projeten, déi ënnert der aler Léiglatioun autoriséiert gi waren. De Moratoire, deen 1997 ugefaangen huet, fänkt am Fond gehollt elo eréischt un an der Praxis ze spillen. Dofir ass et wichteg a sennvoll, fir de Moratoire e bëssen ze verlängere, fir eng genee Analyse ze maachen, wat d'Vir- an d'Nodeeler dovun waren, an dann eng Décisioun ze huelen, wéi et soll no dësen dräi Joer weidergoen.

Parallell dozou wëll ech awer och soen, dass mir ganz genee observéieren, wat sech an der Groussregioun deet, wat sech un eise Grenzen deet, fir net Entwécklungen, déi vun de Konsumente gewünscht sinn, ze bremsen. Mir hu keen Intérêt drun, dass ganz interessant Hypermarchéen, déi vun de Konsumente géife dohinner goen, wa mer dat hei am Land géife verbidde. Dofir wëlle mer eng gewësse Flexibilitéit behalen. De Moratoire ass also nëmmen op dräi Joer ausgedehnt ginn. Mir observéiere genee, wat sech ronderëm eis deet a wëllen dann och deemno handelen.

Also nach eng Kéier ofschléissend: Et handelt sech hei net ëm en Instrument vu Protektionismus, wéi vun deem engem oder anere gesot ginn ass, oder ëm eng iwwerdimensional Aschränkung vun der Fräiheet vum Commerce, mä et ass éischter en Instrument, wat soll de ruinesche Verdrängungswettbewerb vermeiden, an de Moratoire soll verstane ginn als eng Paus, déi de Maart berouegt an dee verhënnert, dass déi ganz grouss auslännesch Gruppen hei alles erdrécke kënnen. Well mir haten e gewëssene Moment eng grouss Demande vu ganz grouss Gruppen, fir hei Hypermarchéen opzerrichten. Déi ass, Gott sei Dank, duerch de

Moratoire, deen haut besteet, e bëssen ofgebremst ginn. A wéi gesot, mir wëlle versiche fir no deenen dräi Joer, déi elo zousätzlech dobäi kommen, eng nei Diskussioun mat lech zesummen hei an der Chamber doriwuer ze féieren.

Merci nach eng Kéier fir déi breet Ennerstëtzung fir dës Projet. Ech hoffen, dass e gläich kann a Kraaft trieden.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 5028 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwer dee virleien-de Projet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder enthale sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 55 Jo-Stëmmen an enger Abstent-ioun.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Lucien Clement), MM. Laurent Mosar, Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler.

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jean-Paul Rippinger), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Alexandre Krieps), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Emile Calmes), John Schummer et Théo Stendebach.

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Lucien Lux), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein) et M. Marc Zanussi.

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf (par M. Robert Mehlen) et Robert Mehlen.

MM. François Bausch (par M. Camille Gira), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. Robert Garcia).

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gétt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4911, e Steierofkommes tëschent Lëtzebuerg an der Republik Slowenien. Et si schon ageschriwwen: déi Hären Alex Bodry a Gusty Graas. D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Jean-Marie Halsdorf.

2. 4911 - Projet de loi portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et de la République de Slovénie tendant à éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune et

du Protocole y relatif, signés à Ljubljana, le 2 avril 2001

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et geet haut mat deemem Projet de loi 4911 drëm, fir eng Konventioun iwwer d'Duebelbesteuerung zwëschen Slowenien a Lëtzebuerg emzesetzen, nodeem mer de 17. Oktober datselwecht gemaach haten am Beräich vun der Sécurité sociale, wou mer esouguer schon eng Dispens vum zweete Vote kritt hunn de 5. November.

Slowenien ass jo e Land, dat fréier - dat wësst Dir - zu dem éisträiches-ungaresche Räich gehéiert huet an no 1918 am Fond geholl an déi sozialistesche Republik vu Jugoslawien agebonne ginn ass. Doduerch huet et eng grouss industriell Vergaangenheet, an déi huet him och, mengen ech, gehollef, wéi dat Land de 25. Juli 1991 onofhängeg ginn ass, fir séier ze evoluéieren an e Liewensstandard ze kréien, deen ähnlech ass mat deene Länner aus der Europäescher Unioun.

Slowenien ass also haut och Kandidat fir d'Europäesch Unioun, an nieft Malta, Zypern an Estland, géif ech mengen, wär et am Spëtzeplaton, wat d'Performance économique an de Liewensstandard ugeet. Do kann een och feststellen, dass dat ongeféier fir duerchschnëttlech 75% vun der Moyenne vun der Communauté an deemem Land de Fall ass, wat also beweist, dass dës Land wahrscheinlech 2004 zu der Union Européenne stousse wäert. Et ass e Land mat 2 Milliounen Awunner. Et ass also e klengt Land mat 20.000 km².

Et läit zwëschen Italien, Éissträich, Ungarn a Kroatien an et huet och eng Adria, grad esou wéi aner Länner do ënnen. Et ass vergläichbar am Fond mam Littoral belge, well et ongeféier 50 Kilometer Plage huet. Et huet och Alpen, wou de Wintersport grouss geschriwwen gëtt, besonnesch zu Maribor, der zweetgréisster Stad, wou all Joer vun der FIS e grousst Renne stattfënt.

Et ass e Land, wat weineg Vertrieeder hei zu Lëtzebuerg wunnen huet, nëmmen eng 60 Leit residéieren hei zu Lëtzebuerg. Et sinn der awer och e ganze Koup, déi iwwer déi lescht Jorzéngte d'Lëtzebuerger Nationalitéit kritt hunn.

Ech géing mengen, et wär wierklech ubruecht, et géif Sënn maachen an et wier oportun am Fond geholl, weider legislativ Méttelen ze kréieren, fir eis bilateral Bezéiungen ze verbessere, ëmsou méi déi kommerziell Echéngen tëschent Lëtzebuerg a Slowenien an d'Luucht gaange sinn, an och ëmsou méi déi mënschlech Relatiounen, - wéi kann ech soen, am Opbroch sinn.

Et gétt e Jumelage tëschent Péiteng a Maribor, der zweeter Stad vu Slowenien. Dës Jumelage ass entstanen an enger Zäit, wou dës Land nach keng Onofhängegkeet hat. Ech wëll gären nach eng Kéier rappeléieren, dass den deemolege Statsminister, de Jacques Santer, grad esou wéi de Franc Dreu, Consul honoraire, deen och hei zu Lëtzebuerg um Houwald wunnt, an och deen deemolege Buergermeeschter, de René Putzeys, dem Land e gudde Coup de main ginn hunn, fir an de Joren 1991 eng international Unerkennung ze kréien.

Wat elo d'Konventioun ugeet, wollt ech kuerz e puer Elementer erausschleien, déi par rapport zu dem Modell, wéi d'OCDE en huet, a wat d'Duebelbesteuerung ugeet tëschent Lëtzebuerg an aner Länner, Verschiddenheeten opweisen.

Éischtens ass et emol, wat d'Besteuerung ugeet vun de Pensiounen, esou: D'Pensiounen gi be-

steiert am Ursprungsland an net, wéi de Modell et virgesäit, am Residenzland vum Bénéficiaire. Dës Situatioun versteet sech, wann ee gesäit, wéi et mat de Sozialtransferten hei vu Lëtzebuerg an d'Ausland ass. Heieras entsteet dann déi Situatioun, dass eng Persoun, déi a Slowenien residéiert, trotzdem hei zu Lëtzebuerg besteiert gétt.

Eng komplementar Dispositioun heizou ass déi, dass och d'Revenue vun Artisten a Sportler, déi eng Aktivitéit hunn, déi net an hirem Land ass, besteiert ginn am Residenzland. Dës geschitt am Kader vu Sportsprogrammer a kulturelle Programmer.

En anert Element vun der Konventioun ass, fir d'Echéng vum Léierpersonal ze favoriséieren. Wann do Echéng stattfannen, déi manner wéi zwee Joer daueren, ginn déi net besteiert, wann et doriwuer erausgeet, da si se besteierbar bei dem Léierpersonal am Kader vun Universitëiten, Kolléijen oder soss Schoulen. Wat d'Studenten, d'Léierjongen an d'Stagiairen ugeet, do gétt et och eng Exemptioun fir d'Besteuerung am Kader vu Boursen, vu Präisser oder soss spezifeschen Allocatiounen, déi vu wëssenschaftlechen Organisatiounen, kulturellen Organisatiounen, éducativen oder soss Organisatiounen gemaach ginn.

Wat elo d'Method ugeet, fir déi Duebelbesteuerung ze maachen, muss ee feststellen, dass d'Lëtzebuerger dat iwwer eng sougenannten Exemptioun maachen, dat heescht, dass am Fond geholl d'Lëtzebuerger drop renoncéieren, wann een a sengem Land besteiert gétt. An deemem Fall ass et Slowenien. D'Slowenen hunn e Système d'imputation. Si maachen also eng Déduction d'impôts, déi equivalent ass zu deem, wat ee besteiert gétt an deem Land, wou een da residéiert.

Wéi gesot, et ass eng Konventioun, déi Sënn mécht. Fir aner Elementer géif ech vläicht d'Kollegen bidden, am Projet de loi, an der Konventioun oder an dem Exposé des motifs nozeliesen. Och géif ech lech alleguer bidden, dës Projet ze adoptéieren. De Projet ass unanime an der Kommissioun ugeholl ginn, esou dass dat kee Problem dierft sinn. Ech géif an engems den Accord vun der CSV bréngen.

Ech soen lech merci!

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Gusty Graas.

Discussion générale

M. Gusty Graas (DP).- Här President, vu dass Slowenien eent vun deene Länner ass, dat jo mer an d'Europäesch Unioun kënn, ass et also wichteg, dass mer déi bilateral Relatioun mat deem Land nach méi verstärkt flegen, an an deem Sënn wäerte mir selbstverständlech eisen Accord zu deemem Projet de loi bréngen. Ech wëll awer och gläichzäiteg dem Kolleg Halsdorf nach merci soe fir säi mëndlechen an och schrëftleche Bericht.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Ben Fayot.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, am Numm vum Här Bodry bréngen ech den Accord vun eiser Fraktioun zu deemem Projet.

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet och nach d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, ech wëll och vun eiser Säit eisen Accord zu deemem Projet de loi bréngen an dem Rapporteur merci soe fir déi Explicatiounen, déi hien der Chamber ginn huet.

M. le Président.- Den Här Urbany huet nach d'Wuert gefrot.

M. Serge Urbany (*déi Lénk*).- Här President, ech si selbstverständlech net géint déi Konventioun hei. Ech si fir Konventioun mat alle Länner. D'Slowene si mer esou sympathesch wéi iergendeng aner Natioun.

Ech wollt just hei de Rapport kritiséieren, well dee sech bezitt op d'éisträichesch-ungarescht Räich an op d'Zougehéiregkeet vu Slowenien zu Westeuropa, fir domadder, niewent senger ekonomescher Prospéritéit, déi natierlech Zougehéiregkeet ze begrënnen, déi dat Land zu Europa hätt, während gläichzäiteg awer Bosnier an Albaner hei aus deem Land ausgeweise ginn, well se net d'Chance hunn zu deem exklusiv Club vun den EU-Kandidaten ze gehéieren. Ech wäert awer fir dës Konventioun stëmmen.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement en remplacement de M. le Ministre des Finances*.- Här President, dës Regierung ass frou, wa mer haut deen Accord gestëmmt kréien.

Dir wësst, dass, wann alles gutt geet, da kommen all déi nei Länner an do ass et wichteg, dass mer och bilateral déi néideg Instrumenter hunn, op deene verschiddensten Niveaue - déi leschte Kéier hate mer d'Sécurité sociale, elo hu mer d'Steieren -, fir och mat deene Länner kënne gutt Kontakter ze hunn.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Artikel unique vum Projet de loi 4911 a stëmmen doriwuer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Mir stëmmen elo of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet de loi 4911 sinn, stëmme mat Jo, déi dergéint sinn, mat Neen oder enthalte sech.

De Projet de loi ass eestëmme mat 55 Jo-Stëmme ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nico Loes), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Marc Zanussi), MM. Georges Wohlfart (par M. Jean-Pierre Klein) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Camille Gira), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagener) et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

D'Wuert freet den Här Paul-Henri Meyers fir den Dépôt vun zwou Propositions de révision vun der Konstitioun.

3. Dépôt de deux propositions de révision de la Constitution

M. Paul-Henri Meyers (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle huet mech autoriséiert, fir eng Proposition de révision vun der Verfassung ze déposieren, déi den Artikel 57 betrëfft, dat ass d'Eedesformel vum Deputéierten.

Gläichzäiteg proposéiert d'Kommissioun awer och an enger anerer Proposition de révision den Artikel 63 ofzënnere. Dat ass deen iwwert de Vote vun de Gesetzestexten, wou mer virgesinn, dass och an der Verfassung de Vote par procurator soll virgesi ginn. Merci.

- Proposition de révision 5047 de l'article 63 de la Constitution

- Proposition de révision 5048 de l'article 57, paragraphe (2) de la Constitution

M. le Président.- D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun deenen zwou Propositions de révision de la Constitution duerch den Här Paul-Henri Meyers. Déi zwou Propositione gi weidergeleet an déi zoustänneg Kommissioun respektiv un de Statsrot.

Mir fueren da weider mat eiseim Ordre du jour a kommen zur Diskussioun vun der Proposition de loi 5026 iwwert d'Reorganisatioun vum Kadasteramt.

Et sinn agedroen: déi Häre Bodry, Graas a Greisen. D'Wuert huet de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorablen Här Norbert Hauptert.

4. 5026 - Proposition de loi de M. Norbert Hauptert modifiant la loi du 25 juillet 2002 portant réorganisation de l'administration du cadastre et de la topographie

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Norbert Hauptert (CSV), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, déi Proposition, déi hei virläit, soll näischt anesches duerstelle wéi en Oubli, deen eis am Text vum Gesetz iwwert d'Organisatioun vum Kadaster, dat mir am leschte Summer hei gestëmmt hunn, ënnerlaf ass, ze behiewen.

Wou kum déi Omissioun hier? Et ass esou, dass d'Regierung en Amendement zum alen Text vun der Organisatioun vum Kadaster proposéiert hat. De Statsrot huet awer virgeschloen, op Grond vun dene villen Ännerungen, fir ee komplett neit Gesetz ze machen, an huet och eng Proposition de texte u säin Avis ugehaang.

D'Kommissioun huet d'Proposition vun der Regierung op Grond vum Regierungstext diskutéiert, huet awer herno an hirem Rapport den Text vum Statsrot einfach iwwerholl. An deem Text waren am Artikel 15 (1) zwéi Tireten deelweis respektiv ganz vergiess ginn:

- Am Artikel 15 (1), Paragraph b), war den Tiret vun dem Chargé d'étude-informaticien ganz vergiess ginn.

- An dem Artikel 15 (1), Paragraph d) waren zwéi Wieder vergiess ginn, an zwar am drëtten Tiret d'Wuert vum Inspecteur principal, an am véierten Tiret dat vum Inspecteur.

Dës Proposition de loi soll deen Oubli redresséieren. D'Kommissioun huet den Avis vum Statsrot, dee positiv zu dëser Proposition ass, diskutéiert a schléit lech vir, dës Proposition de loi ze stëmmen. Ech bréngen heimat och den Accord vun eiser Fraktioun. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Ben Fayot agedroen.

Discussion générale

M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, mir si selbstverständlech mat dëser Proposition de loi d'accord, déi eng Partie materiell Erreuren an dem Gesetz iwwert de Kadaster redresséiert. Mir félicitéieren de Rapporteur fir seng Proposition de loi a fir säi Rapport.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

M. Gusty Graas (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur merci, dass e sech deem klengen Redressement do ugeholl huet, a bréngt selbstverständlech den Accord vum menger Fraktioun. Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Greisen.

M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll all deene Leit merci soen, déi un deem Gesetz an dem Rapport matgeschafft hunn an och gläich den Accord vum menger Fraktioun bréngen.

Erlaabt mir awer ee Wuert ze soen zu zwéi Textauschnëtter, an zwar zu de Carrièren. Hei geet et ëm d'Carrière supérieure vum Ingénieur an ëm d'Carrière moyenne vum Ingénieur technicien. Am Text fanne mir den Titel vum Ingénieur industriel net erëm, dass ass en akademesch Titel vun enger Fachhéichschoul, vum Fachhéichschoulingénieur. Mir wëssen, dass do nach en Ennerscheid besteet zum Ingénieur vun enger klassischer Uni. Vu dass deen net do am Text besonnesch genannt gëtt, gi mir dovunner aus, dass esou wéi am Ausland selbstverständlech den Ingénieur industriel an d'Carrière supérieure kënnt. Mir hoffen dann och, dass duerch d'Assimiliatioun déi Blockéierung an déi Carrièreproblemer an dëser Verwaltung, grad esou wéi déi bei der Flughafverwaltung dann och geléist sinn.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den zoustännege Minister.

M. François Biltgen, *Ministre aux Relations avec le Parlement en remplacement de M. le Ministre des Finances*.- D'Regierung huet näischt Extraes dozou ze soen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen elo zur Lecture vun den Artikelen vun der Proposition de loi 5026 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte de la proposition de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir kommen zum Vote iwwert déi virleidend Proposition de loi.

Vote sur l'ensemble de la proposition de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir d'Proposition de loi 5026 sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalte sech.

D'Proposition de loi ass mat 56 Stëmme eestëmme ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nico Loes), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Gusty Graas), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger (par M. Claude Meisch), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Alexandre Krieps) et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Marc Zanussi), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké (par M. Mars Di Bartolomeo), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), M. Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Da komme mir zur Diskussioun vum Projet de loi 4417, enger Konventioun iwwert den Accès international à la justice. Et si schonn agedroen: déi Häre Klein, Bettel, Henckes an d'Mme Wagener. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Patrick Santer.

5. 4427 - Projet de loi portant approbation de la Convention tendant à faciliter l'accès international à la justice, faite à La Haye, le 25 octobre 1980

Rapport de la Commission juridique

M. Patrick Santer (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 4427, deen der Chamber haut zum Vote virläit, ass am Kontext vun der ëmmer méi staarker Internationaliséierung vum sozialen a wirtschaftleche Liewen ze gesinn. Dës Phenomeen gëtt begleet duerch eng steigend Unzuel vu Gerichtsprozesser, déi internationalen oder transnationale Charakter hunn. Et geet also drëm, fir d'Recht op den internationalen Accès zu de Gerichter ze garantéieren.

Den Hauptobjektiv vum Gesetzesprojet ass d'Approbatioun vun der Konventioun: „...tendant à faciliter l'accès international à la justice“, déi de 25. Oktober 1980 zu Den Haag ënnerschriwwen ginn ass. Dës Konventioun ass vun der Den Haager Konferenz iwwert den Droit international privé ausgeschafft ginn. Déi Konferenz huet am Laf vun de Joren, vum 19. Jorhonnert un, eng ganz Rei vun internationale Konventiounen erschafft, déi en integrale Bestandteil vun der heiteger Procédure civile sinn.

D'Konventioun iwwert den Accès international à la justice vun 1980 reforméiert a moderniséiert haaptsächlech d'Konventiounen, déi an de Joren 1905 an 1954 ënnerschriwwen gi sinn a schonn e puermol an der Tëschenzeit ofgeännert gi sinn. Ee vun den Haaptpunkte betrëfft d'Assistance judiciaire am Beräich vum Zivil- an

Handelsrecht. Ausländer, déi an engem anere Land wëlle prozesséieren, kréien den Zougang vun der Assistance judiciaire wesentlech erliichtert. D'Konventioun couvréiert net nëmmen de Prozess u sech, mä och juristesche Berodung. Dobäi kënnt nach eng méi séier a méi bëlleg Iwwermëttlungsmethod vun den Demanden.

En zweete wichtegen Deel betrëfft d'Caution, déi verschide Kategorie vu Persounen bis elo hannerleeë mussten, wa se an engem frieme Land eng Gerichtsprozedur wollte starten - op juristesche Lëtzebuergesch gesot heescht dat eng „cautio judicatum solvi“. D'Innovation besteet an der Dispens vun esou enger „cautio judicatum solvi“, déi souwisou als dubios par rapport zum Artikel 6 vun der europäescher Mënscherechtskonventioun ugesi muss ginn, an dat ënner der Konditioun, dass den Demandeur en justice seng Residenz an engem Land huet, dass d'Konventioun ratifizéiert huet.

Ënner dësem wechtere Réciprocitéitsbedingung gëtt d'Contrainte par corps - och nach eppes, wat dubios par rapport zu der europäescher Mënscherechtskonventioun ass, mä awer nach ëmmer virgesinn ass - am zivilen Handelsrecht ofgeschafft.

Här President, d'Avise vum Statsrot an d'Aarbechte vun der Commission juridique - mir haten am ganze siwe Sätzungen iwwert dës Konventioun - betreffen haaptsächlech zwéi Punkten. Den éischte Punkt betrëfft d'Reserven, déi Lëtzebuerg zu der Konventioun gemaach huet. Hei ass et besonnesch ëm Redaktioun vun der Residenzbedingung gaang.

Den zweete Punkt betrëfft d'Bezechnung vun den nationalen Autoritéiten, déi d'Kompetenzen am Beräich vun der Konventioun hunn. Déi éischt Autoritéit ass de Justizminister, deem zwou Fonctiounen zoukommen: Éischtens ass de Justizminister d'Autorité centrale am Sënn vum Artikel 3 vun der Konventioun, dat heescht, hien ass zoustänneg fir d'Demande vun der Assistance judiciaire ze emfänken, zweetens assuméiert de Justizminister d'Fonctioun vun der Autorité expéditrice, dat heescht, hie leet d'Demanden an d'Ausland weider.

Déi zweet Autoritéit ass de Procureur général d'Etat, hien ass d'Autorité centrale am Sënn vum Artikel 16 (2). Dës Dispositioun gehéiert zum Kapitel iwwert d'„cautio judicatum solvi“ an d'Exequatur vun de Prozesskäschten, dat heescht d'Condamnation aux frais et dépens. Duerzou kënnt de Procureur d'Etat aus dem Bezierk, wou den Défendeur säi Wunnstéiz huet, dee Prozeduren, déi op Exequatur vun der Condamnation aux frais et dépens auslafen, start an de Suivi vun deene Prozeduren mécht.

Schlussendlech wëll ech nach eng Kéier ervirhiewen, dass d'Konventioun dozou bäidréit, fir den internationalen Zougang zu de Gerichter ze vereinfachen. Si ass domadder e wichtegen Deel vun eiseim Rechtsstat. Den Accord vun der CSV-Fraktioun ass natierlech selbstverständlech. Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, ech soen dem Här Rapporteur merci fir säi perfekte Bericht. Eis Fraktioun wäert dës Projet stëmmen.

M. le Président.- Den nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, ech soen natierlech och dem Patrick Santer villmools merci fir säi Rapport, esou wéi dat sech gehéiert. Vu dass mir

näischt ze beanstanden hunn, wäerte mir och dee Projet de loi do stëmmen.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Jacques-Yves Henckes.

■ **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Här President, mir sinn och mat deem Rapport d'accord, deen den Här Patrick Santer gemaach huet. En ass ganz detailléiert gewiescht. Mir sinn och mat der Konventioun d'accord, well et ass wichteg, datt op deem Gebitt eppes geschitt.

■ **M. le Président.**- D'Mme Renée Wagener.

■ **Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).**- Här President, mir kënnen dee Projet de loi stëmmen.

■ **M. le Président.**- Den Här Urbany huet d'Wuert.

■ **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här President, ech stelle fest, dass mir et hei mat enger Konventioun ze dinn hunn, déi vun 1980 datéiert. Dat heescht, déi verschidde Regierungen hunn 22 Joer gebraucht, fir se ze transcrivéieren.

Bei aner Konventiounen ass et vill méi séier gaangen. Ech erënnere just un déi Terrorismuskonventioun, déi am Juni zu Bréssel ugeholl ginn ass a wou de Projet de loi, fir se ëmzesetzen, scho virun deem Datum hei vum Minister Frieden déposéiert ginn ass.

Ech sinn net mat deene Reserven, déi gemaach gi sinn d'accord - ob-schonn ech d'Konventioun stëmme wäert -, wou zum Beispill d'Ressortissant vum anere Länner als Bénéficiaire vum dëser Konventioun abezu ginn, mä net awer d'Résidente vum anere Länner, déi net Ressortissant sinn. Ech fannen, dat ass ee schlechte Prinzip an ech si fir eng Citoyenneté de résidence, déi net grondsätzlech op der Nationalitéit berout.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Minister Biltgen.

■ **M. François Biltgen, Ministre aux Relations avec le Parlement en remplacement de M. le Ministre de la Justice.**- Här President, Äre Rapporteur war sou komplett ewéi ëmmer, an ech mengen, dass deen heite Projet, deen iwwregens net eréischt an der leschter Zäit deponéiert gouf, mä schonn eng Zäitchen deponéiert ass, och wann e vläicht, wéi den Här Urbany seet, ze spéit kennt, besser elo do ass wéi ni. Dofir wär ech frou, wann en haut géif gestëmmt ginn.

■ **M. le Président.**- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen iwwert de Projet de loi 4427 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir stëmmen also iwwert dee virleiede Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi derfir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen, déi aner enthalen sech.

De Projet de loi ass eestëmme mat 58 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Lucien Clement), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Jean-Marie Halsdorf), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Ady Jung), MM. Patrick Santer, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strutz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Marco Schroell), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminge (par Mme Simone Beissel), Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Jeannot Belling) et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry (par M. Lucien Lux), Mme Mady Delvaux-Stehres, Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer (par M. Jeannot Krecké) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia (par Mme Renée Wagener), Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Question avec débat 26 vum Här Jean Colombero iwwert déi biomedezinesch Aspekter am Schoulwiesen. Et handelt sech heibäi ëm eng Interpellatioun, déi laut Artikel 83 vum Chamberreglement an eng Question avec débat ëmgewandelt gouf.

D'Wuert huet elo den Här Jean Colombero.

6. Question avec débat No 26 de M. Jean Colombero relative à l'aspect biomédical à l'école

■ **M. Jean Colombero (ADR).**- Merci Här President. Ech wéilt gär am Virfeld eng Remarque maachen: Ech wéilt mech jo un déi virgeschriwwen Zäit halen, mä leider ass meng Interpellatioun refuséiert ginn. Ech hat am Virfeld versicht fir a sechs Méint Aarbecht, an 200 Säiten-Dokument opzestellen; et ass leider refuséiert ginn. Ech mengen, déi elementairst Héilflechkeet hätt awer verlaangt, dass den Här Weiler an den Här Rippinger, déi d'Promoteure vum dësem Verworf sinn, mir vläicht erkläert hätten, firwat dass se dës Interpellatioun refuséiert hunn.

(Interruption)

Well éischens, ass den Här Weiler, an zweetens, ass och den Här Rippinger, net Member vun der Santéskommissioun, net Member vun der Educatiounskommissioun, also si se am Prinzip net habilitéiert, fir ze wëssen ëm wat et hei geet.

An dann, Här President, géif ech lech gären un d'Häerz leeën, fir den Artikel 83 vun eisem Chambersreglement nei ze iwwerkucken, well ech mengen et géif der Chamber gutt zu Gesiicht stoen, wann déi parlamentaresch Aarbecht vun den Deputéierten, déi schaffe wëllen, géif respektéiert an honoréiert ginn.

(Brouhaha général)

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **Une autre voix.**- An der Conférence des Présidents!

■ **M. Jean Colombero (ADR).**- Här President, göschter huet den Här Urbany hei geklot, dass e keng Zäit hätt, fir ze schwätzen. Et war awer e ganz wichtege Projet. Ech constatéieren, dass mir mar de Mëtte keng Chamber hunn, ob-scho Chamber virgesi war. Déi nächst Woch den Dënschden, de

Mëttwoch an den Donneschden ass keng Chamber, ob-wuel Chamber virgesi war. Ech mengen, bei esou engem wichtige Projet hätte mir dat kéinte locker iwwer d'Bühn kréien.

■ **Une voix.**- Très bien!

■ **M. Jean Colombero (ADR).**- Zum Fong: Wat muss an der Schoul um biomedezinesche Plang ënnerholl ginn, fir besser Resultater, sief et um individuellen, sief et um kollektive Plang - Stéchwuert PISA - ze kréien? An all Spart muss een e gewëssenen Training oder Exercicer absolvéieren, och eng gutt medezinesch Betreieung hunn, fir optimal Resultater ze kréien.

Hei e puer Donnéeën aus dem Schoulwiesen: Mir hunn 1.508 Kanner, déi am Primaire redoubliéieren, 86 Kanner déi an enger Classe d'attente sinn, 223 Kanner an enger Classe d'accueil, 76 Kanner an enger Classe spéciale, 344 Kanner am Préparatoire, 900 Kanner mat Besoins éducatifs spéciaux. Dat gétt am Ganzen 3.137 Kanner, dat heescht 10,15%, déi Schwierigkeiten an der Schoul hunn, ouni vun deene 700 Kanner ze schwätzen, déi a bestëmmten Institutier fir Handicapéierter sinn.

Mir hunn eng ëmmer méi grouss d'Zuel vu Kanner, déi mat spezifesch Krankheete kloen: Hautproblemer, Ouereproblemer, Réckeproblemer, Iwwergewicht. Ënnergewicht bei sozial schwache Kanner, psychesch Stéierungen, Medikamenter- an Drogekonsument. Mir hunn autistesche Kanner, Kanner mat Lies- a Recheschwierigkeiten a Kanner, déi Konzentrationsproblemer hunn. Mir hunn also Kanner, Schoulpersonal an Elteren, déi ënnert onméiglechem Stress leiden.

Mir hunn och ee Gesetz vum 2. Dezember 1987 iwwert d'Schoulmedezin mat gudden Usätz, wéi preventiv medezinesch Mesuren, d'Promotioun vun der Gesondheet, d'Wuelbefanne vun de Schüler, den Dépistage vu Krankheeten an Defiziter, Gesondheitsbilanen an de Suivi vum Schüler.

Mir hunn doniewent ee Règlement grand-ducal vum 21. Dezember 1990, deen den Inhalt an de Rhythmus vun der medezinescher Ënnersichung festhält, an dee verschidde Schwachpunkten huet. A mir hu schlieslech, déi alldeegelech Praxis, déi total vum ursprüngeleche Gesetzesgeescht divergéiert.

Am Telegrammstil: D'Primärschoulkanner ginn e puermol vum Dokter ënnersicht. Dat heescht am éischten, am drëten, am fënneften a sechste Schouljoer. Am Classique ginn d'Kanner am zweeten, am véierten an am sechste Joer ënnersicht. Am Technique am éischten, am drëten an am fënnefte Schouljoer.

Déi éischt Remarque: Eng Ënnersichung all zwee Joer geet net duer.

Fir an der Primärschoul ze bleiwen: Am éischten an am sechste Schouljoer gétt ee Gesondheitsbilan gemaach. Wann een dat richtig, wéi et de Règlement grand-ducal virgesäit, duerchziit, da misst een e klinesschen, ee psycheschen, e schouleschen an ee perséinleche Bilan mat Rotschléi fir eng gutt Gesondheeterzëiung virgesinn. D'Dauer vun dësem Bilan, wann e gutt gemaach gétt, ass 45 Minuten. An der Praxis huet den Dokter zwou Stonnen Zäit zur Verfügung fir 20 Schüler, dat heescht sechs Minutte pro Kapp.

Zweetens: Firwat gétt esou ee wichtige Bilan nëmmen am éischten an am sechste Schouljoer gemaach? Well bekanntlech ginn

Dyslexie an Dyscalculie am zweeten oder am drëtte Schouljoer entdeckt.

Drëtens: Wat versteet ee Kand am éischte Schouljoer vu preventive Moosnamen? Hei misst, menger Usicht no, een Elterendeel, een Tuteur, e Papp oder eng Mamm, also eng Autorité parentale, mat an der Consultatioun derbäi sinn.

Véiertens: Wat geschitt mat deene Kanner déi, wann den Dokter an d'Schoul kennt, absent sinn? Eng Statistik: 5,24% vun de Kanner waren d'lescht Joer ofwiesend. Wann déi zum Beispill Problemer mat den Aen hunn a si sinn net do, da gi se net méi ënnersicht. Wann déi an der leschter Bänk setzen, da kann do un der Tafel egal wat stoen, da gesinn si et net a si kréie Schwierigkeiten.

Fënneftens: Et ass kee Suivi do. Ech hunn de Moien nach een Avis gelies, wou ee Kand de 27. Abrëll een Ziedel vun der Direktioun vun der Santé kritt huet, wou do gesot gouf, dass d'Kand Problemer mat den Aen huet. Bis elo ass do näischt geschitt. D'Eltere sinn net bei en Dokter gaangen an dat Kand gétt eréischt d'nächst Joer, am Abrëll, nach eng kéier gekuckt. Bis dohinner ass ee Joer vergaangen, d'Kand gesäit nach weider näischt an der Schoul huet et da Schwierigkeiten.

(Interruption)

Ee Wuert zum SREA, de Service de Rééducation ambulatoire. D'Praxis an der Schoul gesäit esou aus: De Schoulmeeschter gesäit e Kand a gesäit, dass do een Defizit ass. E geet bei d'Eltere a seet: Äert Kand huet Schwierigkeiten. D'Eltere wëssen net, wat se maachen sollen. Solle se bei de Service de guidance goen, jo oder neen? Op emol gi se dann dohinner. Do gétt dann eng Commission médico-psycho-pédagogique mam Problem befaasst. Déi mécht eng Enquête, an da gétt gesot, d'Kand kritt eng, zwou oder dräi Stonne beim SREA. Mä dat dauert véier, fënnef oder sechs Méint, Madame Minister, an eng kostbar Zäit ass verluer.

2.377 Stonne pro Woch gi vum SREA dispenséiert. Dat si 2,6 Stonne pro Woch fir e Kand. Dëst Joer eleng sinn a menger Gemeng zu Viichten dräi Kanner vum SREA verworf gi mat der Argumentatioun, se hätte keng Leit.

Meng Froen un d'Mme Minister:

Ass d'Regierung bereet, fir méi an d'Schoulmedezin wiesen ze investéieren, fir d'Krankheeten an déi spezifesch Problemer, déi sech an der Schoul breet gemaach hunn, Dyslexie an Dyscalculie zum Beispill, besser an de Grëff ze kréien an esou besser Resultater unzepéieren?

Firwat gétt an engem Lycée zum Beispill net den Urinest gemaach, wou no Droge gekuckt gétt? Kanner, déi Drogen huelen, dat ass jo awer ee Problem, dee mir an der Schoul hunn.

Wat hält d'Mme Minister vun der Idi, fir d'Schoulpersonal regelméisseg vum Schoulmedeziner ënnersichen ze loosseren? Wann de Schoulmeeschter an de Professor, well déi hunn och Problemer, déi sinn och am Stress, net um Dill sinn, da kënnen se de Kanner näischt bäibréngen.

(Interruption)

Drëtens, wat geschitt mam SREA, Mme Minister? Gétt dee verbessert oder gétt deen ofgeschafft? Kennt eng aner Struktur amplaz? Wéi ass et mat der Coopération tëschent dem Service de guidance an dem SREA? Firwat gétt d'Kand net direkt vum Schoulmeeschter bei de SREA geschéckt? Oder vum Schouldokter bei de SREA? Wéi ass et do mam Statut vun deene Leit, déi beim SREA schaffen. Gétt et Spannungen tëschent dem Service de guidance an dem Service vum SREA?

An déi lescht Fro: Wat de Stress hei ugeet, dee gétt ëmmer méi grouss, kritt ëmmer méi iwwerhand. Do mussen Programmer duerchgeféiert ginn. Et besteet e bestëmmte Programm an der Schoul, mä mir constatéieren, dass ëmmer méi paraschoulesch Aktivitéite gemaach ginn. Zum Beispill, d'Kanner maache Viz, si gi bei d'Pompjéien oder si ginn an de Musée. Am Ufank vum Joer si scho verschidde Kanner vum technesche Lycée a Polen oder an d'Normandie gefuer.

Ech froe mech, wéini gétt de Programm da weidergefouert? Huet d'Regierung schonn iwwer eng Kierzung vun de Vakanzen nageduecht? Huet d'Regierung schonn nageduecht, fir Schrëtt ze ënnerehuelen, fir d'Schoulzäit bis zum leschten Dag fortzeféieren. Soll d'Vakanz, wéi gesot, reduzéiert ginn? Wat huet d'Regierung an dësem Punkt vir, fir de Stress ze reduzéieren a fir esou de Kanner, den Elteren an och de Schoulmeeschteren an dem Schoulpersonal am grouse Ganzen, ze erlaben, fir manner am Stress ze schaffen?

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- D'Wuert huet elo d'Madame Unterrechtsminister Anne Brasseur.

(Brouhaha général et coups de la cloche de la Présidence)

■ **Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.**- Här President, ech wëll mech net an d'Aarbechte vun der Chamber améschen. Dat ass eng Prerogative vun der Chamber.

Ech krut vum Här Colombero eng Question avec débat gestallt, wou e freet, fir mer iwwert d'biomedezinesch Aspekter am Schoulwiesen verschidde Froen kënnen ze stellen.

Dozou awer eng éischt Constataatioun. Wat si biomedezinesch Aspekter? Ech mengen, et kann een d'Schoulwiesen net dorop reduzéieren, well d'Schoulwiese sinn och sozial Aspekter, ekonomesch Aspekter. Am Schoulwiesen geet et drëm fir d'Kand am Ganzen do ofzehuele wou et steet. Dat geet wierklech iwwer dat Biomedezinescht eraus.

Ech wëll eng zweet Constataatioun maachen, Här President. Den Här Colombero schwätzt vu Krankheeten, vun Drogentester, déi bei Jugendleche misste virgeholl ginn an e schwätzt och vun Dyslexie oder Dyscalculie. Dyslexie an Dyscalculie si kee biomedezinesche Phenomeen, déi sinn eendeiteg net an d'Serie vun de Krankheeten anzerieen. Et kann een dat bestëmmt net an engem Otemzuch zesumme mat Problemer vun Drogen nennen.

Ech probéieren op e puer Aspekter vun deem anzegoen, wat den Här Colombero gesot huet. Fir d'éischt stellt e Froen iwwert den allgemenge Gesondheitszoustand vun de Kanner a freet sech, ob dee gutt ass. E seet de Gesondheitszoustand vun de Kanner géng ëmmer méi schlecht ginn.

Et gétt eng Étud vun 1999, déi ausgewäert ginn ass, an déi am Kader vun der Welt-Healthorganisatioun gemaach ginn ass. Hei zu Lëtzebuerg ass déi bei 7.397 Eléven duerchgezu ginn an do hunn 93,1% vun deene Jonke gesot, si géinge fannen, si wieren an engem gudden Gesondheitszoustand; well bei der Gesondheet gétt et en objektiven Tatbestand an e subjektiven Tatbestand. Dee subjektive weist op jidder Fall dorophin, dass 93,1% fannen, dass se sech wuel an hirer Haut, wat d'Gesondheet ubelaangt, spieren. An dat war e groussen Echantillon vu Kanner.

Wat aner Problemer ubelaangt, wéi beispillsweis de Réck, do wëll ech soen, dass d'Kanner regelméisseg gekuckt ginn, a wann eng Anomalie konstatéiert gétt, da kréien d'Elteren en Ziedel. A wa se deen net zréckschécken, da gi se nach eng kéier telefonesch kontaktéiert,

fir dass e Suivi gemaach gëtt. Och d'Elteren hunn eng Responsabilitéit. D'Eltere mussen mat hire Kanner bei der Privatdokter goen. Et ass net un der Allgemengheet, fir dann och nach de Suivi an der Consultation ze maachen. D'Schoul, zesumme mat der Schoulmedezin, kuckt awer, dass dee Suivi gemaach gëtt. Et si 5,7% vun den Eléven, déi am Schouljoer 2001/2002 eng Scoliose haten.

Wat d'Aen an d'Oueren ubelaangt, sou ginn d'Ae bei alle Spillschoulskanner systematesch kontrolléiert. Dat waren am Schouljoer 2000 9.962 Kanner, wou d'Ae kontrolléiert gi sinn. An et waren 958 Kanner, wou e Problem opgetaucht ass. An déi Kanner, déi ginn da bei hiren Dokter geschéckt, an do ass net méi d'Allgemengmedezin déi spillt, mä de Spezialist vun der Famill, Famill, déi dann, am libre choix vum Dokter, kënnen dohinner goen, wa se wëllen. Duerno gëtt an der Primärschoul nach gekuckt, ob d'Kanner gutt gesinn. Dat och am Enseignement secondaire.

Wat d'Oueren ubelaangt, do gëtt, bei alle Kanner vu 5 Joer, en Test gemaach. Dat waren am Joer 2001 5.831 Kanner. Do sinn der 59 surveilléiert ginn an 452 sinn der un hire Médecin traitant weidergereecht ginn.

Wat d'Obésitéit ubelaangt, sou ass dat sécherlech e Problem, dee sech stellt. Dofir ass emol bei 12.810 Eléven eng Etüd gemaach ginn, fir ze kucken, wou se sech, wat den Indice de masse corporelle ubelaangt, géife situéieren. A vun deenen ass erauskomm, dass 21,1% vun de Meedercher zevill déck sinn, entweder eng Surcharge pondérale hunn oder eng Obésitéit, an 23,9% vun de Jongen. Do leie mer statistesch gesi lücht énger internationalen Normen, mä och dat ass zevill. Wat geschitt dann? Da gëtt mat den Eltere geschwat an et gëtt gesot, et misst effektiv en Traitement virgeholl ginn.

Wat dann aner Problemer ubelaangt, zum Beispill am Kader vun der Motricitéit, do ass eng Etüd an der Preparatioun, fir den Zoustand vun der Motricitéit vun de Kanner ze kucken.

Dann d'Dyslexie. Do wëll ech dem Här Colomera soen, dass mer am Kader vun der Formation continue d'lescht Joer, genee wéi d'Joer, en enormt Gewicht drop leeën, fir d'Enseignanten drop opmierksam ze maachen, dass do e Problem ass. Sou hate mer d'lescht Joer e Colloque, zesumme mat der Universitéit vu Sherbrooke aus dem Kanada, just iwwert d'Dyslexie, an d'Joer gëtt dat virgefouert. Weider huet d'Education nationale e Kontrakt mam LOS, engersäits zu Diddeleng, anersäits zu Ettelbréck, wou excellent Aarbecht gemaach gëtt.

Mir hunn e Colloque an der Formation continue: „Difficultés d'apprendre, difficultés d'enseigner“, wou et ëm Kanner geet, déi Schoulschwierigkeiten hunn. Dat gëtt och d'Joer virgefouert.

Wat den ADS-Syndrom, „Attention deficit syndrom“ mat oder ouni Hyperaktivitéit, ubelaangt, do ass eng Konventioun vum Educatiounsministère mam SCAP, Service de Consultation de l'Aide Psychomotrice. Do ware Mëtt den 90er Joren 24.000 Euro zur Verfügung gestallt ginn. Dat sinn elo 184.000 Euro. Et gesäit een also, wéi och do den Effort ass. Dem Léierpersonal an den Eltere gëtt en CD-Rom zur Verfügung gestallt, fir dass se och gesinn, wat d'Problematik vum ADS ass, well dat ass esouguer fir e Spezialist net einfach ze déckelen.

Wat de Stress ubelaangt, wat och vun Här Colomera ervirgetrach ginn ass, steet an d'arselwechter Etüd iwwert „Das Wohlbefinden der Jugendlichen in Luxemburg“, dass 64% vun deene Jonke gären an d'Schoul ginn, 59,9% soen, si wäeren net, oder wéineg, gestresst duerch d'Schoul, an 71,8% vun

deene Jonke fannen, dass d'Schoul net zevill vun hinne verlaangt. Dat sinn awer héich Pourcentagen.

Dann de Stress an d'Capacité d'apprentissage. Selbstverständlech, wann een net gestresst ass, kann een eventuell vill léieren, mä eng Absence vu positivem Stress féiert och dozou, dass een éischer d'Tendenz huet manner ze maache wéi méi, wat jo bestëmmt och net gutt ass.

Dir proposéiert, et soll een alles an der Schoul méi zesummeleeën. Selbstverständlech hu mer ganz vill Coursen, wéi beispillsweis den Eveil aux sciences, de Reliounscours oder d'Education morale et sociale, wou eng ganz Partie Problemer ugeschnidde ginn. An dem Schoulsport hu mer, zum Beispill duerch de Schoulsportdag, en aneren Akzent gesat, an och mat méi Formation continue fir déi Leit am Primaire, fir och do d'Wichtigkeit vum Schoulsport méi ze ënnersträchen.

Mir hunn eng ganz Partie vu Formation continue fir de Personnel enseignant, wou ech ganz gären dem Här Colomera d'Dokumentation matginn. Wat de SREA ubelaangt, de Service de rééducation ambulatoire, do hat den Här Colomera eng Question parlementaire gestallt, wou e fonnt huet, dass do net genuch géing an de Schoule geschéien.

Elo ass et awer esou, dass e Kand, wat Schwierigkeiten hat, a wou dat bemierkt gëtt vum Schoulmeeschter, eventuell vum Inspekteur ugekuckt gëtt, da muss dat Kand awer vu Spezialiste gekuckt ginn, ier gesot gëtt, wat mat him geschitt. Et huet keen Zweck an der Logique distributive ze sinn a jiddferengem, zur Berouegung vun den Elteren, hei eng Stonn oder do eng Stonn bäizesetzen. Dat ass einfach Gepléischters. Ech wëll lech soen, dass - ech hat dat schon an der Question parlementaire ervirgehuewen - déi finanziell Moyenen, déi zum Beispill an de SREA gestach ginn, enorm an d'Luucht gaange sinn am Laf vun deene leschte Joren.

Et denkt kee Mënsch drun déi Offer ofzeschaffen, mä mir wëllen ons Servicer am Kader vun den Arrondissementen vun den Inspekteren anescht regruppéieren, wat mer och amgaange sinn ze maachen. Mir hunn am Summer hei e Gesetz gestëmmt iwwert d'Organisation vum Inspektorat. An deem Kader regroupéiere mer all déi Servicer, déi mat der Schoul zesummenhängen. De SREA gehéiert och dozou mat all sengen Aktiounen.

Dat sinn déi Punkten, Här Président, op déi ech wollt äntworten an deenen zéng Minutten, déi mer duerfir zur Verfügung stongen. Ech mengen, ech hätt prezis drop geäntwert. Ech soen lech merci.

■ Des voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Här Colomera, Dir hutt d'Wuert nach eng Kéier.

■ M. Jean Colomera (ADR).- Merci, Madame Minister fir dës Aussoen. Mä gesidd Der, wann elo eng Interpellation hei hätt kënnen sinn, dann hätt ech nach 60 Froen ze stelle gehat.

Alles, wat Dir sot, ass richtig, awer nëmmen zum Deel.

(Interruption)

Här Ripinger, et deet mer Leed, mä sidd wann ech gliff roueg.

(Interruptions diverses)

Här Président, d'Madame Minister huet, wéi gesot, hei ausféierlech iwwer verschidde Froen geschwat, wuel net iwwert ze all. Ech wëll lech dat heite gären zitieren.

Dir kennt jo d'Aarbechtsmedezin a wéi et an den Entreprises ass, wann en Aarbechter ze vill Stress huet, nervös ass oder wann hie Problemer huet, da geet hie bei

den Aarbechtsmedeziner. Meng Iddi war déi heiten, fir d'Schoulmedezin nach besser a méi effektiv ze maachen, well wann e Kand net schléift oder Problemer huet an der Schoul, wann et ëmmer 30 kritt oder 35, an et weess kee firwat, da wär et vläicht méiglech, wann de Service médical excellent géing fonctionnéieren, dass dat Kand bei de Schouldokter géif goen, fir mat deem seng Problemer ze diskutieren, déi et doheem oder an der Schoul huet. Ass de Schoulmeeschter net nervös? Wéi behandelt de Schoulmeeschter d'Kanner an esou weider? Dat war d'Iddi, déi ech hat.

Zweetens, wat de SREA ubelaangt: Dir wësst jo ganz genau, dass Kannerproblemer ëmmer méi heefeg ginn. Dir hutt selwer an der Äntwert op d'Question parlementaire gesot, dass et d'virescht Joer 700 Kanner waren an d'Joer 900. Also ginn ech dovunner aus, dass déi Kannerproblemer ëmmer méi frequent ginn. Do muss mer awer Personal hunn, fir déi Kanner ze ënnerstëtzen.

Ech hunn lech gesot, dass a menger klenger Gemeng zu Viichten, dräi Kanner, déi Problemer haten, d'Joer net méi betreit ginn. Do läit jo dee ganze Problem. Mir verléieren déi ganz Saach aus den An. Wann hei an der Stad Lëtzebuerg een Dokter fir 5.000 Kanner zoustänneg ass, da wësst Der, Madame Minister, dass dat net duergeet!

Wa mir et fäerdeg kréien, fir an der Aarbechtsmedezin een Dokter pro Service oder pro Entreprise ze hunn, da misste mer awer vläicht an der Schoul och versichen, fir méi investissemter dran ze kréien, fir déi medezinesch Aspekter méi genau kënnen ze behandelen an deementspreechend vläicht nach besser Resultater ze kréien. Dat war de Geescht vun der ugefroter Interpellation.

Ech mengen, Dir hutt verstan, wat ech wëll. Gitt wann ech gliff op dee Wee! Dir braucht mer elo net hei eng Äntwert ze ginn. Gitt op dee Wee, dass Dir déi Saach e bësse méi vun no kuckt, an de Budget vläicht e bësse méi héich maacht. Merci.

■ Des voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Ech mengen, déi Fro wier domadder ofgeschloss a mir kéimen zum nächste Punkt vum Ordre du jour, d'Diskussion vum Projet de loi 4912 iwwert den Accord INTEL-SAT. Et hu sech schon ageschriwwen: d'Madame Delvaux, d'Madame Beissel an den Här Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Jean-Marie Halsdorf.

7. 4912 - Projet de loi

- portant approbation des Amendements à l'Accord relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites «INTELSAT», adoptés par la vingt-cinquième Assemblée des Parties d'INTELSAT à Washington, D.C., le 17 novembre 2000;

- portant approbation de l'Amendement à l'article 23 de l'Accord d'exploitation relatif à l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites

«INTELSAT», adopté par la trente et unième Réunion des Signataires d'INTELSAT à Washington, D.C., le 10 novembre 2000;

- portant abrogation de la loi du 15 juin 1994 portant approbation du Protocole relatif aux privilèges, exemptions et immunités de l'Organisation Internationale de Télécommunications par Satellites (INTELSAT), fait à Washington, le 19 mai 1978

Rapport de la Commission des Media et des Communications

■ M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, am Projet de loi 4912 geet et drëm, fir eng Konventioun ëmzesetzen, eng Konventioun, wou mer neng Méint gebraucht hunn, well si ass de 5. Februar 2002 déposéiert ginn an de 4. November ass de Rapport adoptéiert ginn. Haut soll an der Chamber de Vote kommen.

Wann een INTELSAT seet, da muss ee bis an déi 60er Joren zréckgoen, well déi éischt Accorde si vum 20. August 1964. Dës hunn e provisoeresche Regime fir INTELSAT duergestallt. Dat Ganzt ass zréckgefouert op eng Ennerschreift vum President Kennedy am Joer 1962, wou en dee sou genannte Communications Satellite Act ennerschriwwen huet. Deemools war INTELSAT en internationale Konsortium, deen nëmme konnt handelen iwwer ee vu senge Memberen de CONSAT. Den Accord iwwert d'Gesellschaft INTELSAT an den Accord d'exploitation iwwer INTELSAT sinn zu Washington den 21. Mee 1971 ennerschriwwen ginn, a säit dem 20. August 1971 leien dës Accorden nach op fir Ennerschreften.

D'Organisation intergouvernementale, déi Organisation zwëschen deenen eenzelne Regierungen, déi doduerch kreéiert ginn ass, huet hir eege Personnalité juridique. Den Haaptobjektiv vun INTELSAT ass d'Exploitation vum Weltraumsektor am Beräich vun de Satelliten. D'Buedemstatiounen sinn ausgeschloss. Am Fong geholl gëtt an deem Beräich, am Weltraumsektor, eng Mise à disposition gemaach vum öffentleche Secteur un déi eenzel national Telekommunikatiounen. Fir déi Décisionen awer rechtskräfteg ze maachen, muss eng Zweedréttelmajoritéit bei der Versammlung vun de Parteien fonnt ginn. Déi Servicer geschéien am Beräich vun der Radionavigation, dat sinn also d'Fligere, am Beräich vun der Weltraumforschung, am Beräich vun der Meteorologie, och vun der Détection iwwer Satelliten vun de Ressourcen op eiser Äerd, am Radio- an Televisiounswiesen an der Diffusion.

Iwwert d'Gesetz vum 17. Dezember 1972 huet Lëtzebuerg dës Gesetz ratifiéiert. Iwwert d'Gesetz vum 15. Juni 1994 huet Lëtzebuerg de Protokoll iwwert d'Privilegien, d'Exemptionen an d'Immunitéiten ofgewéckelt. Och iwwert déi zwee Gesetz vum 10. Abréll 1997 huet Lëtzebuerg nach amendéiert Amendemente virgeholl aus de Joren 1994, 1995 an 1996. An den 90er Joren ass eng Ännerung koom, well déi amerikanesch Politik wollt am Fong geholl INTELSAT op deeselwechten Niveau bréngen, wéi aner Privatcompagnien. An Europa ass datselwecht geschitt. Do huet och d'Commission européenne gemengt et misst een Neel mat Käpp maachen. Dat Ganzt fanne mer dann herno erëm am EUTELSAT, deen nächste Projet de loi, iwwert dee mer nach haut sollen ofstëmme.

Am November 2000 huet déi 25. Versammlung vun de Parteien festgehale, dass INTELSAT sollt eng Sociétéit kréien, eng Privatgesellschaft, déi dat Ganzt soll iwwerwaachen. D'Assemblée huet décidéiert, dass déi Organisation zwëschen de Regierungen sollt genannt ginn ITSO. ITSO heescht Organisation internationale de télécommunication par satellites.

Den Artikel 17, deen hei applizéiert gëtt iwwert den Accord vun der INTELSAT, ass vun der Assemblée approuvéiert ginn, an zwar unanime. Och den Accord d'exploitation ass op der 31. Réunioun vun de Signatairen ennerschriwwen ginn. Am Ganze sinn 200 Aktionären aus 145 Länner an deem Package - wann ech dat daerf esou soen - an eis P&T, eis Post, ass en ancien Signataire. Dat si se en vertu vum Artikel 4, Paragraph 2 vum Gesetz vum 10. August 1992.

An der neier Gesellschaft ass eng Participatioun vun 0,05%. Dës Flott entsprécht 21 Satelliten, déi 24 Stonnen op 24 iwwert d'ganz Welt kënnen Norichten an Informatiounen verbreedden. Et sollen nach siwen nei Satelliten an deenen nächsten zwee Joer dobäikommen.

D'Kontrollorgan ITSO bleift eng Organisation zwëschen de Regierungen, eng klassesch Organisation, mat der Versammlung vun de Parteien op der enger Säit, an op der anerer Säit der Exekutiv mat engem Direkter, déi sech muss virun d'erser Versammlung verantworten.

De Statsrot stellt fest, dass wann een den Artikel 15 hëlt an do en Amendement kéint geschéien iwwert den Accord, da misst dat geschéie mat enger Zweedréttelmajoritéit vun de Parteien, déi bei der Versammlung derbäi sinn. Dës Amendement misst dann notifiéiert, ratifiéiert an och ugehoill ginn. De Lëtzeburger Stat kéint duerfir forcéiert ginn eventuell géint säi Wëlle bei engem Accord oder enger Modifikatioun matzemaachen. Dat géif natierlech Froen opwerfen am Kader vum Artikel 37 vun der Constitutioun. Am Fong geholl ass et awer esou ass, dass haut scho bis dato alleguerten déi Amendementer gemaach gi sinn iwwert déi national Gesetzgebung, esou dass een dovun muss ausgoen, dass déi Aart a Weis, wéi mer virgaange sinn, kee Verzicht wär op d'Prerogative vun der Verfassung.

Déi eenzeg Problemer, déi mer kéinte kréie bei engem negative Vote, wann eng Proposition d'amendement do wier, déi negativ géif aviséiert gi vun eis a mer missten se awer adoptéieren, da gëtt et zwou Méiglechkeiten, entweder mer huelen se un iwwert d'Verfassungsregeln oder awer mer ginn aus der ITSO eraus, wa mer fannen, dass déi Divergenz net ënert een Hutt ze bréngen wäeren.

Trotzdem géing ech lech bieden, well mir haten en unanime Vote an der Kommissioun, hei och een unanime Vote ze maachen. Ech bréngen an engems den Accord vun der CSV. Merci.

■ M. le Président.- Als éischt Diskussionsriednerin ass d'Madame Mady Delvaux agedroen. D'Madame Delvaux huet d'Wuert.

Discussion générale

■ Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Här Präsident, ech wollt den Accord vun der sozialistescher Fraktioun zu där Konventioun bréngen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- D'Madame Simone Beissel huet d'Wuert.

■ Mme Simone Beissel (DP).- Här Präsident, ech bréngen och den Accord vu menger Fraktioun. Déi zwee Projeten, déi mer elo nëmme kucken, hunn alleguerten eng Komponent, déi ee kann ënert dräi Wieder resüméieren,

duerfir soen ech dat och scho fir deen nächste Projet: Et ass u sech d'Modernisatioun, d'Kompetitivitéit, mä enner seriöser Kontroll.

Et ass fir Lëtzebuerg extrem wichteg, dass mer dat matmaachen, duerfir wäert d'DP dese Projet voll ënnerstëtzen.

Ech soen Iech merci.

M. le Président.- Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Dir Dammen an Dir Hären, Dir wäert jo elo net erwaarden, dass ech soen, ech wär d'accord mat deemem Projet.

(Brouhaha général)

Esou wéi ech mech ëmmer hei wiere géint d'Privatisierungen, déi um nationale Plang geschéien, sinn ech selbstverständlech och géint d'Privatisierungen um internationalen Plang, ëmsou méi well et sech jo hei ëm Froen vum enger entscheidender Wichtigkeet an enger ganz grousser, planetarer Dimension handelt.

Et geet hei ëm näischt anescht, wéi ëm de fräien Zougang zu der Kultur an zu der Informatioun. Och wat d'Inhalter vun der Kultur a vun der Informatioun ugeet, gétt et jo eng ganz grouss Privatisierungswell. Déi gréisst transnational Gruppe sinn op deem Terrain tätig. Ech sinn e groussen Unhänger vun der Konkurrenz vun den Iddien a vun de kulturellen Ausdrucksformen, mä ech sinn awer grad esou der Meenung, dass déi Konkurrenz, déi hei gemengt ass, d'Konkurrenz vum Geld, net dozou féiere wäert.

Wien dorunner nach Zweifel huet, soll emol eng Kéier owes „erëmzappen“ tëschent deene verschiddene private Chäinen a Programmer, déi eis ugebuede ginn, da wäert hie ganz séier feststellen, wat fir eng erschreckend Inhaltslosigkeit et wäert fir eng Uniformitéit vun Informatiounen a vu sou genannter Kultur op deene Chäinen ugebuede gétt. Dat sinn déi eigentlech Froen, déi sech hei an deem Zesammenhang stellen. Ech si selbstverständlech géint dëst Gesetz.

M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Fernand Greisen.

M. Fernand Greisen (ADR).- Här President, am Contraire zu mengem Virriedner wëll ech hei den Accord vu menger Fraktioun bréngen.

Merci.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Minister François Biltgen.

M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.- Här President, den Accord INTELSAT ass e bëssen ze vergläiche mam Accord EUTELSAT, deen duerno kënnt. Et hätt ee kënnen eng gesamt Diskussioun maachen, duerfir wollt ech e puer Wuert méi soen herno bei EUTELSAT, well méi dozou vun eis ze soen ass.

De Rapporteur, den Här Halsdorf, ass op Problemer agaangen, déi de Statsrot opgeworf huet. Léisunge si virgeschloen ginn. Ech géif mengen, opgrond vun deenen Aussoe sollt Dir diesen Accord stëmmen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 4912 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo iwwer de virleiende Projet of.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi 4912 ass ugeholl mat 58 Jo-Stëmmen an enger Neestëmm.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank (par M. Lucien Clement), M. Laurent Mosar, Mme Ferny Niklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Alex Krieps) et Théo Stendebach;

MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydia Err (par M. Jeannot Krecké), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Robert Garcia), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss (par M. Camille Gira) et Mme Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

Ass d'Chamber d'accord fir d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel ze ginn?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mir zur Diskussioun vum Projet de loi 4786 iwwer den Accord EUTELSAT. Et sinn age-droe bis elo: d'Madame Delvaux, d'Madame Beissel an den Här Urbany. D'Wuert huet den honorablen Här Jean-Marie Halsdorf, deen de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Patrick Santer, ersetzt.

8. 4786 - Projet de loi portant approbation des amendements au préambule, aux articles I; II; III; V; VI; VII; IX; X; XII; XIII; XIV; XV; XVI; XVII; XVIII; XXI et à l'annexe A de la Convention portant création de l'Organisation Européenne de Télécommunications par Satellite „EUTELSAT“ tels qu'ils ont été adoptés à la 26ème réunion de l'Assemblée des Parties à Cardiff, le 20 mai 1999

Rapport de la Commission des Média et des Communications

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur en remplacement de M. Patrick Santer empêché.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, hei geet et drëm, de Projet 4786 iwwer d'Konventioun EUTELSAT, wou mir Amendementer kréien, ze verabschieden. Dat Ganz huet 19 Méint gedauert bis mir et haut hei faerdeg bréngen.

Déi 26. Versammlung vun de Parteien huet de 25. Mee 1999 zu Cardiff/Wales Amendementer un

dës Konventioun virgeholl. EUTELSAT gétt ënner de Contrôle vun enger Organisatioun zwi-schent Regierung gesat an dat an engem kompetitiven Umfeld an Europa. Hei ginn d'Originen zréck op 1977, wou d'Société EUTELSAT éischter eng Coopérative de moyens war, dat heescht d'Signataires an d'Investisseurs hunn am Prorata konnten dorop zréckgräfen.

Eis Post war den 12. Investisseur a Benotzer mat 1,58%, wat 500 Millioune al Lëtzebuenger Frangen ausmécht, dat heescht 12.394,676 Euro. De Chiffre d'affaires vun dëser Gesellschaft ass 1999 83% am Beräich vun Televisioun a vu Radio, wourun ee gesäit, wou de Point fort hei läit. Et geet drëm méi Flexibilitéit ze kréien, well eng Majoritéit, och wéi an deem Fall vir-drun, vun zwee Drëttel vun enger Versammlung ass net optimal, fir gutt ze schaffen. D'Innovatioun gétt domat och erëm zréckgesat. Et geet also drëm d'Kapassitéit vun dëser Organisatioun kompetitiv ze maachen, de Statut ze verän-nere, fir an eiser Informatiounsgesellschaft weiderzkommen an am Satellitewiesen nei Allianzen ze fannen an nei Filialen ze kréieren. Dat ass de But vun EUTELSAT.

D'Décsion vu Cardiff ass déi, dass eng S.A., eng Société anonyme, vu franséischem Recht kreéiert gétt. D'Aktionäre kënnen hei erweidert ginn, mä den initialen Aktionären hir legitim Interesse muss gewahrt bleiwen. Et gétt Dispositiounen an de Statuten, déi déi néideg Garantie ginn, wa Wiessel an der Kontroll bei de bestehenden Aktionäre komme sollten. D'Regierung behalen also d'Iwwerwaachung vun de Basisprinzipien. Dat ass dat Wichtigst. Dat si véier Stéck:

1. den obligéierte Service public an de Service universel;
2. d'Satellitesystemer mussen eng paneuropäesch Deckung garantéieren;
3. et dierf keng Diskriminéierung ginn;
4. déi loyal Konkurrenz muss herrschen.

Et gétt weider Obligatiounen, wat d'Kontinuitéit am internationale Recht ugeet, vun der Benetzung vun de Frequenzen an der Radiokommunikatioun. D'Revisioun vun der Konventioun ass geschitt iwwer en Arrangement, deen der Kommissioun virgung, deen also gewosst war. D'Revisioun vum de Missioun sinn déi, dass EUTELSAT als Fournisseur am Weltraum elo Prinzipien, Rechter an Obligatiounen huet, wat d'Benetzung vun de Frequenzen ugeet. Mir hunn also elo eng Reglementéierung am Radiokommunikatiounsberäich. Den Organe exécutif gétt dirigéiert vun engem Secrétaire exécutif.

Ech wëll nach kuerz op den Avis vum Statsrot agoen. Den éischte Punkt, deen eis eppes ugeet, ass deen, dass festgestallt gétt, dass eng Concurrence déloyale entsteet tëschent der EUTELSAT S.A. an der SES GLOBAL, am Besonneschen, wat d'Filière SES ASTRA ugeet, well d'EUTELSAT huet am Fong geholl Privilegien, déi d'SES net huet. D'SES muss eng Redevance bezuelen, wa se wëllen déi Lëtzebuenger Frequenze vu Satellite benotzen, en plus kann EUTELSAT d'Fixatioun vun de Präisser vun dese Kanäl och nach festleeën. SES huet sech awer net géint dës Konventioun ausgeschwat. Si si souguer der Meenung, dass heider eng gewëssen Transparenz an deem Beräich optrëtt, wat am Interesse vu jiddferengem ass.

Zweetens, wat den Organe de contrôle ugeet, do stellt de Statsrot

fest, dass dës Solutioun, déi fonnt ginn ass, sécherlech iwwerraschend ass, well tatsächlech eng aner Form hätt kënnen fonnt ginn, fir d'Iwwerwaachungsmissioun ze maachen. Déi hätt net onbedéngt missten eng Partie intégrante vun EUTELSAT S.A. sinn. De Statsrot mengt awer, dass am Fong geholl déi Organisatioun tëschent de Regierungen sech net mat de Problemer vun der normaler Surveillance, wéi se existéieren an enger Société anonyme, wäert mussen ofginn, sou dass dat vum Statsrot akzeptéiert gétt.

Eng aner spezifesch Situatioun ass déi, dass d'Partie kënnen d'Konventioun opléisen, déiselwech Konventioun, déi am Fong geholl dës Gesellschaft kreéiert huet.

(Coups de cloche de la Présidence)

Et ass kloer, dass eng Zweedritt-majoritéit hei gebraucht gétt, wéi ech et gesot hunn. Wat d'Verfassung ugeet, dierft et och kee Problem sinn, well jo d'Chamber am Fong geholl hei en Accord de principe gétt, fir dësen internationalen Traité conformément zu den Dispositiounen ëmzesetzen.

Wann natierlech, wéi ech virdu gesot hunn, hei e Changement geschitt géint de Wëlle vun eisem Land mat enger Zweedritt-majoritéit, da stelle sech Froen am Kader vum Artikel 37 vun der Constitutioun. D'Konventioun EUTELSAT, déi mir haut hunn, ass och iwwer d'Lëtzebuenger Gesetzgeber an de leschte Jore verännert ginn. Dat hei si Prérogativen, géif ech mengen, déi net vun der Constitutioun a Fro gestallt ginn. De Statsrot stellt datselwech fest, dass heescht, dass et problematesch gétt, wann en Amendement géif kommen, wou Lëtzebuerg net d'accord wär, wou Lëtzebuerg en negative Vote géif maachen. Da wäert mir nees am selwechte Fall, wéi bei der INTELSAT, dass heescht, entweder misste mir deen Amendement unhuelen oder mir missten eis aus der Organisatioun zréck-zéien.

Dës Rapport huet eng Unanimitéit fonnt an der Kommissioun an ech géif Iech dann och bieden dat heiten ze stëmmen. Ech bréngen och an deem Fall den Accord vun der CSV. Ech soen Iech merci.

M. le Président.- D'Wuert huet elo d'Madame Mady Delvaux.

Discussion générale

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP).- Här President, och zu dëser Konventioun kann ech den Accord vun der sozialistescher Fraktioun bréngen.

Merci.

(Interruption sonore)

M. le Président.- Léif Kollegen a Kolleginnen, mir hate scho wéivillmol dee Problem do. Ech mengen, mir sollten eis virhuelen, dass mer an Zukunft keng Handye méi mat erabrénge oder, wann Der se mat erabrängt, dass se ausgeschalt sinn, esou dass ee keng Kommunikatiounen kann emfänken.

Mir fueren an eiser Aarbecht weider. D'Wuert kritt elo d'Mme Simone Beissel.

Mme Simone Beissel (DP).- Här President, esou wéi meng Virriedner wäert ech mech deem Projet ralléieren a bréngen heimat den Accord vun der DP.

Merci.

M. le Président.- An den Här Urbany?

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Och d'EUTELSAT soll an öffentlecher Hand bleiwen, fir e fräien an demokrateschen Zougank zur Informatioun ze garantéieren. Iwwerens ass op deem Plang hei Lëtzebuerg schon a gewëssene Moossen e Virreider

vun der Liberaliséierung gewiescht duerch d'SES.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Fernand Greisen.

M. Fernand Greisen (ADR).- Jo, Här President, ech wëll just den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet ginn.

M. le Président.- Den Här Minister Biltgen.

M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.- Här President, deen EUTELSAT-Accord, deen huet laang Zäit gebraucht bis dass en ausgehandelt gouf, an et war och esou, dass d'Lëtzebuenger Regierung eigentlech ganz vill Bedenken hat zu deem, wat mir elo hei sollen an awer och mussen stëmmen.

Mir hunn eis esou laang wéi méiglech gewiert géint déi Struktur déi do ass, dass mer engersäits d'EUTELSAT privatiséieren, anersäits awer iwwer d'EUTELSAT nach en Organ hunn, wat déiselwech staatsrechtlech, öffentlech rechtlech Privilegié behält, wéi virdu d'EUTELSAT als Betrib hat, sou dass et zum Deel nëmmen eng hallef Liberaliséierung ass. Ech muss allerdéngs zouginn, dass et och vill Avisen zu där doter Fro gétt, an dass keng besser Léisung erausgeschloen konnt ginn, wéi elo déi, déi eis virläit, och wa se eis als Lëtzebuenger Regierung bestëmmt net zefridde stellt.

Et ass elo schonn hei ugeklungen, EUTELSAT ass och zum Deel e Konkurrent vun der SES, allerdéngs - an ech wëll do dem Här Halsdorf merci soe fir säin ausféierleche Bericht - natierlech ass et och do esou, dass et eng Partie Accorde gétt. Ech mengen, wann elo d'Fro hei wär: Regierung sidd Der dann, well Der net richtig mat deem Text zefridde sidd, deen erauskoum, der Meenung, Lëtzebuerg soll aus EUTELSAT erausgoen? Da soe mir ganz kloer Neen.

Et ass wichteg, dass mer an der EUTELSAT bleiwen, grad wéi et wichteg ass an der Intelsat ze bleiwen, och fir eng ganz Patie Kontakter um internationale Punkt ze hunn. An dann ass et esou, dass mer zwou Zorte vun Avantagen hunn. Deen een, op dee wëll ech net weider agoen, dass d'Post nach ëmmer een Deel vum Kapital hält. Dee kann d'Post verkafen, wa se eng Kéier wëll verkafen. Deen aneren Deel, dat ass awer deen, dass Lëtzebuenger Firmen, an ech denken net nëmmen an d'SES, ech denken och do un d'Post, eng ganz Partie Accorde mat EUTELSAT hunn, wou se sech géigesäiteg hëllefen, wou se technesch Kooperatiounsaccorden hunn, sou dass fir eis, och wann den Text eis elo net grad esou schmaacht, et awer trotzdem ee Projet ass, dee mer gäre gestëmmt hätten, well et wichteg ass, dass mer an der EUTELSAT bleiwen.

Et ass och esou, dass mer awer dann nach ëmmer méi Transparenz hu wéi virdu, wou EUTELSAT wierklech de Problem hat, dass et öffentlech rechtlech Privilegien hat, mä awer als Konkurrent opgetrueden ass, sou dass dat heite wierklech besser ass wéi näischt. Ech wär frou, wann d'Chamber haut och géif deen dote Projet stëmmen.

M. le Président.- D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vum Article unique vum Projet de loi 4786 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

Den Article unique ass gelies an ugeholl.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet de loi sinn, stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass uegheoll mat 55 Jo-Stëmme an enger Nee-Stëmm.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nico Loes), MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par Mme Simone Beissel), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Marco Schroell) et Théo Stendebach;

M. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err (par Mme Mady Delvaux-Stehres), MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jean-Pierre Klein), MM. Jos Scheuer et Georges Wohlfart;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Robert Garcia), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

A voté non: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir hate gëschter decidéiert, dass mer haut zrëckkommen op d'Resolutiounen, déi jo vertaagt goufen. Et war gesot ginn, déi kéimen haut um véier Auer. Dat ass bal exakt. Nach véier Minuten.

Et sinn zwou Resolutiounen erakomm, eng vum Här Bausch an eng vum Här Lucien Weiler iwwert de Konvent.

Den Artikel 37 vum Chamberreglement gesäit vir, dass dem Auteur vun enger Resolutioun fënnf Minutte Riedezäit zur Verfügung stinn, de Fraktiounen an der Regierung ebenfalls fënnf Minutten, an der Sensibilité politique zwou Minutten.

Wie wëllt d'Wuert ergräifen? D'Mme Renée Wagener huet d'Wuert, an dann den Här Weiler.

9. Résolutions de M. François Bausch et de M. Lucien Weiler sur l'exécution de la décision du 15 mai 2002 de la Chambre des Députés d'instituer une convention sur l'avenir du Luxembourg

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Merci, Här President. D'Resolutioun Weiler vum 15. Mee 2002 huet am Fong déi Iddi vun deene Gréngen opgegraff, déi déi um Rentendesch gemaach haten, fir een Zukunftskonvent an d'Liewen ze ruffen. Hien huet déi Iddi opgegraff a verfeinert an enger ganz expliziter Resolutioun, déi mir och begréisst an ënnerstëtzt hunn.

Ech wëll dovunner just den Haaptinhalt zitieren, an zwar d'Chamber géif decidieren: „d'instituer une convention sur l'avenir du Luxembourg sous le patronage du Président de la Chambre des Députés et fonctionnant sous l'égide de la Chambre des Députés, de convier à cette convention les forces vives de la nation, des acteurs représentatifs de l'ensemble des intérêts et des aspirations de la société civile.“

Wéi mir déi Resolutioun gestëmmt hunn, ass et een zimlech grouss Konsens heibanne ginn. Et war just d'LSAP, déi sech enthalen huet, doniewent huet den Här Calmes dergéint gestëmmt an den Här Glesener an den Här Jung hu sech enthalen. Et kann een also soen, dass mer e breede Konsens haten, an dass eigentlech déi Haaptfro, iwwert déi mir haut wärscheinlech och nach eng kéier wäerten diskutieren, deemools scho ganz präzis gekläert ginn ass, nämlech dass deen Débat iwwert d'Zukunft vum Land sollt ënner der Autoritéit vun der Chamber stattfannen.

An där Resolutioun war och festgehale ginn, dass eng zweet Resolutioun sollt d'Kompositioun vun deem Konvent festhalen, an do waren eng Rei vu Préparatiounsarbechten, wou et am Fong zimlech kloer war, dass d'Conférence des Présidents déi misst an Ugrëff huelen.

Dofir hu mir och den 11. Juli, well net ganz vill passéiert ass, e Bréif gemaach, wou mer nach eng kéier dorobber higewisen hunn, a gesot hunn, dass et un der Conférence des Présidents wier, fir hei déi noutwendeg Décisiounen ze huelen.

Den 10. Oktober, Här President, ass dee Bréif dunn op den Ordre du jour vun der Conférence des Présidents komm, an do huet den Här Bausch nach eng kéier eis Positioun erkläert. Do ass awer eng Diskussioun lassgaangen, wou ee sech am Nachhinein eigentlech just ka wonneren, well d'Conférence des Présidents hat jo e kloeren Auftrag a si hat net den Auftrag nach eng kéier Diskussioun vu vir un ze féieren. Do sinn awer da verschidde Positiounen op den Dësch komm, déi eng Leit ware fir eng Konventioun, sou wéi se an der Resolutioun festgehale gi war, aner Leit ware fir eng Kommissioun, déi sollt mat Expäre vu baussen zesummekommen, an nach drëtter wollten nëmmen ënner den Deputéierten déi Diskussioun féieren. Zumindest déi zwou lescht Positiounen, Här President, sinn erstaunlech, well dat huet näischt méi mat der Resolutioun Weiler vum Mee 2002 ze dinn.

Mir hunn dorops hin nach eng kéier e Bréif gemaach un d'Conférence des Présidents, wou mer méi eng präzis Propos gemaach hunn, wéi d'Kompositioun vun deem Konvent kéint ausgesinn, an den 22. Oktober an der Conférence des Présidents ass déi Proposition rejetéiert ginn, an zwar vun der DP, der LSAP an dem ADR géint d'CSV an déi Gréng.

Wéi kënn et, dass déi Proposition konnt ofgelehnt ginn? Wéi kënn et iwwerhaupt, dass am Juli scho keng Bereitschaft vu verschiddene Fraktiounschefe méi do war, fir déi Resolutioun in Wort und Sinn ze exekutieren?

Et steet leider näischt am Procès verbal dodriwwer dran, och net an där Sitzung vum 22. Oktober, firwat déi Saach esou ofgelaf ass. Et gëtt och net gesot, dass iwwer aner Proposen diskutéiert gi wär, iwwer alternativen Modeller, wéi ee kéint virgoen.

Mir stellen eis wierklech do eng ganz Rei vu Froen: Firwat ass eis Propos en bloc ofgelehnt ginn? Wann ee sech un eenzelne Punkte stéiert, dann hätte jo kéinten Änderungsproposen kommen oder Géigeproposen. Firwat war d'Diskussioun domadder beendegt, well et steet näischt am Procès verbal, dass d'Diskussioun géif fortgesat ginn?

Alles dat schéngt eis wierklech eng ganz gelungen Handhab vun deem Dossier. Mir hunn duerfir eng Resolutioun preparéiert, déi mir den 8. November schonn erageschéckt hunn, wou mer dra festhalen, dass d'Chamber seet, dass déi Aart a Weis vun der Conférence des Présidents contraire ass zur Décisioun vun der Plénière a wou

mer d'Conférence des Présidents géifen invitéieren, fir déi Konventioun endlech ze instituéieren. Dat natierlech esou, wéi et festgehale gi war ënner der Egide vun der Chambre des Députés.

M. le Président.- Den Här Lucien Weiler huet nach d'Wuert gefrot. Här Weiler, Dir hutt d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Mini-Koalitioun, déi d'CSV mat deene Gréngen elo während e puer Wochen an engem Deelberäich, op engem Punkt, hei hat, féint haut hiert Enn. Net esou séier, wat de Fong ubelaangt, well mer eis do nach ëmmer eens sinn, mä awer wat d'Prozedur ubelaangt. Ech kann och net mat der Madame Wagener d'accord sinn, wa se seet, dass ech a menger Resolutioun vum Mee eng Iddi vun deene Gréngen opgegraff hat.

Ech hat en fait eng Iddi opgegraff - an et muss een, wann een éierlech ass, den Auteur och mam Numm benennen - vum honorablen Här Bisdorff, deen haut net méi bei eis ass. Hien hat am Dezember 2000 beim Budget eng Motioun hei erabruucht, déi mir zwar an där Form net wollten, mä wou mer awer sënnegeméiss mat deene Proposen aus der Motioun d'accord waren. Mir hunn déi Motioun dunn ëmgeännert als Majoritéit, déi vun alle Fraktiounen hei an der Chamber ënnerschriwwen gi war, wou mir eis fir en Zukunftsdësch ausgesprach haten. Eng Motioun, déi awer duerno, well se an d'Kommissiounen verwise ginn ass, keng Suite kritt huet.

Här President, déi Resolutioun, déi ech abruucht hat, huet sech wéi gesot uegheelt un déi Motioun, mä se huet sech awer och uegheelt zum Beispill un dat, wat d'Présidentin vun der Demokratescher Partei op engem Kongress vun hirer Partei am Joer 2000 gefuerdert hat. Si huet sech uegheelt un dat, wat d'Sozialisten an hirem Wahlprogramm stoen haten.

(Interruption)

Ech kann dat zitieren. Ech maachen dat och. Et huet sech uegheelt un Iddien, déi déi Gréng an deem Beräich entwéckelt haten, an duerfir hat ech gemengt, dass mer eng gutt Iddi opgegraff hätten, fir iwwert d'Zukunft vum Land net nëmmen hei am Parlament als Parlamentarier eleng, mä dass mer eis zesumme mat enger Rei vun anere Participanten, notament verschiddenen Institutionen, de Forces vives, Gewerkschaften, der Zivilgesellschaft, ONGen, an och Biergerinitiativen als gläichberechtigt Partner un en Dësch sëtze sollten an eis Gedanken iwwert d'Zukunft vum Land maache sollten.

Ech gi gären zou, dass wéi mer déi Resolutioun hei ofgestëmmt hunn, net all d'Fraktiounen sech eens waren iwwert dat, wat an der Resolutioun gestanen huet. Et stung nämlech dran, dass mir ënner der Egide vum Parlament all déi Leit do conviéieren géifen, an dat war jo vun Ufank un e bëssen de Sträitpunkt, dee mer haten: Ginn dat gläichberechtigt Memberen hei an der Chamber an deem Konvent oder gi se als Invitéen eng kéier heihinner geruff a kënnen hir Iddien développieren, och nach schrëftlech eraginn, an domat ass et da gehalen? Doriwwer huet, ginn ech gären zou, vun Ufank un en Dissens bestanen. Et muss een einfach haut festhalen, dass hei an der Chamber sech keng Majoritéit féint fir esou e Konvent.

(Interruption)

Jo, Madame Wagener, bis ewell gëtt et keen. Vläch gëtt et een um Enn vun deser Debatt, mä ech muss lech soen...

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Et ass een am Mee ginn, soss wär déi Resolutioun net ofgestëmmt ginn. Do steet dat jo dran.

M. Lucien Weiler (CSV).- Jo neen! Neen, Madame Wagener, wann Der d'Debatt noliest, wéi mer déi Resolutioun hei gestëmmt hunn, do sinn a breeden Interventiounen, notament vum Här Rippinger, och vun de Säite vun de Sozialiste Froen opgeworf ginn, wéi dann dee Konvent effektiv sollt zesummegeat ginn. Et war net kloer gestallt ginn an där Debatt, wéi déi Kompositioun géif ausgesinn. Dat muss ee fairerweis unerkennen. Dat war esou.

Vu dass et keng Majoritéit - an ech gesi keng - gëtt fir e Konvent, esou wéi mir e gesinn hunn, denken ech, dass mer missten d'Resolutioun stëmmen, déi mir abruucht hunn. Ech wëll lech soen, nach eng kéier rappelieren, dass et Zil an Zweck vun eis war, dass net nëmme Politiker sollten an esou engem Konvent sëtzen, mä dass doranner och all déi, déi ech virdu schonn opgezielt hunn, an notament och d'Zivilgesellschaft, well ëmmer erëm d'Demande dobaussen do ass, fir kënnen als gläichberechtigt Partner un Délibérations, u Berodungen deelzehuelen, net un Décisiounen. Et gung net drëm, dass dee Konvent soll Décisiounen huelen. Dat war vun Ufank u kloergestallt.

(Interruption)

Ma selbstverständlech net!

Och déi Gréng, ech hunn ni eraushieren, dass déi Gréng gefuerdert hätten dee Konvent géif Décisiounen huelen, déi bindend fir eng Regierung oder fir d'est Parlament wäeren. Dat ass ni gefuerdert ginn.

(Interruption)

Ech hunn net eng eenzeg Forderung an deem Sënn gesinn an héieren. Et gung drëm, dass déi Leit sollten zesummen als gläichberechtigt Partner an engem Konvent hëllef mat proposieren, Iddien entwéckelen, Strategien entwéckelen, wéi Lëtzebuerg net am Detail, mä op grousser Pisté sech sollt an deenen nächste Joren entwéckelen.

Dat war d'Iddi, déi hannendru gestanen huet. Selbstverständlech wär d'Décisiounsgewalt bei der Regierung a beim Parlament bliwwen. Duerfir hunn ech och net verstanen, wéi de Parteipresident vun der LSAP d'lescht Woch an engem Interview an der Revue gesot huet: „Beim Zukunftskonvent hätten die gewählten Volksvertreter das Sagen mit Anderen teilen müssen!“

Ma iwwerhaupt net, Här President. Ech hunn net een héieren, dee jee eng kéier gefrot hat, dass hei d'Sagen geteilt muss ginn, dass déi Leit hei Décisiounsgewalt mat eis kréichen. Et war just, fir ze hëlfele ze beroden a fir bei deem, wat mir dann als Iddien hunn, och hiren Input mat eranzehuelen, dat zesummenzefaassen, an da wär et um Parlament an un der Regierung gewiescht, fir dat ëmzesetzen.

Här President, ech hunn ëmmer gemengt, an eis Fraktioun, dass eis als Parlamentarier keen Zack géif aus der Kroun falen, wa mir hei net nëmme Leit, wat mer schonn x-mol gemaach hunn, an allméigleche Konditiounen heihinner invitéieren, héiflech a fein mat e sinn, en och nach op eng héiflech Aart a Weis nolauschteren, da villmools merci soen a se erëm heemschécken, mä se hei gehat hätten an engem Gremium, an engem Konvent, wou se gläichberechtigt Partner gewiescht wäeren, fir mat eis eng Rei Iwwerleeungen unzestellen. Wéi gesot, da wär et un eis herno gewiescht, fir dat ze decidieren. En Zack wär eis net aus der Kroun gefall. Europa an den europäeschen Institutionen, déi de Pouvoir hunn, ass och keen Zack aus der Kroun gefall, wéi se e Konvent an Europa

agesat haten. Esou wär et eiser Meenung no d'selwecht hei gewiescht.

Här President, dat gëtt et net, a virun allem muss ech lech soen, wonnert et mech och, dass d'Kollege Sozialisten hei esou Schwierigkeiten haten, fir op deem do Wee matzemaachen, wann ech liesen, wat am Wahlprogramm vun der sozialistescher Partei déi leschte kéier stung. Ech zitieren: „Die Sozialisten wollen keinen autoritären Staat, sondern eine moderne Bürgergesellschaft, in der anfallende Probleme durch einen offenen Dialog und öffentliche Konsenssuche gelöst werden. Lebendige Demokratie lebt von der Bereitschaft der Bürgerinnen und Bürger zur aktiven Mitverantwortung und Mitwirkung.“

Aktiv Mitverantwortung an aktiv Mitwirkung ass hei ageklot ginn a proposéiert gi vun de Sozialisten am Wahlprogramm. Den Här Asselborn seet a sengem Interview: „Hier sind wir wieder beim Primat der Politik, das uns sehr wichtig ist. Das Parlament muss das, was die Zukunft des Landes betrifft, selbst ausarbeiten und durchziehen.“

Mir als Parlamentarier sinn also déi, déi d'Wourecht gepacht hunn. Mir mussen ausschaffen a mir mussen duerchziehen, a soss huet keen hei matzeschwätzen. Vun der aktiver Mitverantwortung an der aktiver Mitwirkung aus dem Wahlprogramm vun de Sozialisten mierken ech net vill.

Ech wëll soen, Här President, et ass jo spekuléiert ginn, dass dee Konvent hei eng grouss Affär an der Koalitioun wär. Ech muss lech soen: Et ass iwwerhaupt keng Affär an der Koalitioun! Dat hei ass eng Fro, déi stung net an eisem Koalitionsaccord. Et war eng Iddi vun eis, d'Demokratesch Partei huet eng aner Opfaassung doriwwer, awer et dreift eis nullem auserneen, well mer hei op engem Punkt, deen net an eisem Koalitionsaccord war, keen Accord fonnt hunn.

Ech muss soen, mir sinn déck zefridden, dass d'Regierung sech bereet erkläert huet - well där schéngt jo keen Zack aus der Kroun ze falen - am Conseil supérieur du développement durable, deen aberuff gëtt, all déi Leit als gläichberechtigt Partner an dee Conseil supérieur ze invitéieren an eranzehuelen, wou mir als Parlament refusieren dat ze maachen. Dofir hunn ech all Vertrauen, dass awer dat, wat mer en fin de compte ënner dem Stréch hei wollte mat eiser Initiativ, zum Droe kënn, zwar net um Niveau vum Parlament, mä um Niveau vum deem Conseil, deen d'Regierung aberuffe wäert.

Dofir, Här President, well dat alles esou ass, proposieren ech lech déi Resolutioun, déi ech an eisem Numm abruucht hunn, ze stëmmen, well alles anescht, wat mer nach géife maachen, an notament och dat, wat déi Gréng hei an hiren Resolutioun proposieren, ass kale Kaffi.

(Interruptions)

Mir wëssen, dass dat do zu kenger Majoritéit féiere wäert, also solle mer elo net maache wéi wann a Window-dressing hei maachen. Dat Eenzegt, wat geet, ass eis Resolutioun, esou wéi mer se abruucht hunn, an dofir géif ech bidden déi ze stëmmen.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här Weiler, kann ech just eppes riicht stellen? Dir hutt vum europäesche Konvent geschwat. Dir wësst, dass am europäesche Konvent nëmmen Europadeputéierten, Nationaldeputéierten a Regierungsvertreder sinn. Dat ass den europäesche Konvent.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jeannot Krecké agedroen. Den Här Krecké huet d'Wuert.

(Interruptions)

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Ech fannen déi Kompositioun ganz gutt, besonnesch och well dee Konvent an enkem Kontakt mat der Société civile schafft.

(Brouhaha général)

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Här President, ech muss soen, déi Gréng, duerch de Mond vun der Mme Wagener, maachen hei wéi wann alles kloer a prezis gewiescht wär, a just eenzel Leit op eemol hir Meenung geännert hätten.

Mir hunn, ech schwätzen elo fir mech, mat Sécherheet eis Meenung net geännert. Mir hu vun Ufank u gesot, dat do ass onprezis an dat huet sech och gewisen, Madame Wagener - dat ka jiddereen nolliesen -, wat de 15. Mee fir Diskussiounen waren a wat deen een drënner verstanen huet, a wat deen aneren drënner verstanen huet. A wann Dir elo maacht, wéi wann dat net esou wier, da verweisen ech op dat wat den Här Weiler elo just gesot huet, wat seng Opfaassung wier, dass déi Leit do net gläichberechtigt géingen ofstëmmen, a wat Dir gesot hutt als gréng Fraktioun zu deem Zäitpunkt. Do hutt Dir ganz aner Saache gesot.

(Interruptions diverses)

Wéi den Här Weiler elo just vu Gläichberechtigung geschwat huet, huet dat mech e bëssen erënnert un d'Gläichberechtigung an den Haushalter vu fréier. Do hat schlussendlech d'Fra awer net vill ze soen, an esou hutt Dir och hei d'Zivilgesellschaft wëlle gleewen dinn, si hätten eppes ze soen.

Entweder hutt Der de Courage, wann Der se wëllt an e Gremium setzen an dann hu se grad esou vill ze soe wéi Dir zu deem Zäitpunkt, oder Dir hutt dee Courage net an da lande mer bei deem Virschlag, dee mir gemaach hunn. Ech muss lech och soen, Madame Wagener, wann Dir esou prezis virgaange wiert, wéi Dir dat elo hei sot, da liest emol Är eege Resolutioun déi dir ënnerstëtzt hutt, déi vum Här Weiler, dat ass jo dann Är och, well Dir hutt se mat ënnerschriwwen. Do steet dran, dass d'Kompositioun géing festgehale ginn „après consultation“ net „de la Conférence des Présidents“, mä „des commissions parlementaires“.

Sot mir a wellecher Kommissioun weini eng eenzeg Kéier iwwert dat do geschwat ginn ass.

■ **Mme Renée Wagener (DÉ GRÉNG).** - Här President, därff ech dem Här Krecké soen, dass awer ee muss d'Initiativ huele fir d'Kommissiounen unzeschwätzen.

■ **M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Madame Wagener, huet dann eng Kéier ee vun Äre Leit e Point à l'ordre du jour gesat?

(Interruption)

Mä, Madame Wagener, wann déi aner et net maachen, also déi, déi sech enthalen, et si jo net déi, déi dat do maachen. Huet eng Kéier ee vun lech an enger Kommissioun gesot, déi Kommissioun soll sech ausschwätzen iwwert d'Proposition? Ech ka mech net erënnere. Dir haalt lech also net un dat, wat Der hei selwer ofgestëmmt hutt. Do steet: „des commissions parlementaires“ an net „une commission parlementaire“.

A souwisou fannen ech et net ganz fair, well Dir hutt opgezielt, et waren dräi Virschléi do. Et hätt jo awer och kënne sinn, dass den zweete Virschlag hätten kënne e Konsens bréngen. Ech hunn nämlech ganz vill, a meng Fraktioun mat Sécherheet, Verständnis fir eng Rei Saachen.

Dat éischt wier den Zäitpunkt gewiescht, mä dofir kennt Dir net. Mir hu gesot, dat do hätte mer verstanen, wann een aus enger Period kennt, wou 15 Joer déiselwecht

Koalitioun war, an du häss ugefaangen an du häss gesot, elo kënnt een neie Wand, elo kënnt eppes anescht. Am Ufank hätten een eng déifgräifend Diskussioun mat allmégliche Kräfte gefouert an et wier een dann higaangen an et hätten ee gesot, déi nei Koalitioun hätt elo d'Konklusiounen oder d'Rotschléi a mécht dann an deenen nächste Joren dat do.

Awer net 18 Méint virun de Wahlen op eemol fänkt een un hei ze soen, elo kucke mir emol wat mir an nächster Zäit kënne maachen. Mir hu fonnt, dass dat e schlechten Zäitpunkt war, a wann ech eng Kéier ënnerschriwwen hunn, da war et och fir dee Virschlag, deen ech gemaach hunn. Et ass jo net, wéi wann ech do gesiess hätten einfach nëmmen nozelauschteren. Ech hat d'Mandat vu menger Fraktioun, mech fir eis ze enthalen. Dat hu mer gemaach, an ech hunn e Virschlag am Numm vun eiser Fraktioun gemaach. Wat war eise Virschlag?

Mir hätten eng aner Kommissioun geholl wéi déi, déi mer elo geholl hunn. D'Kompositioun hätte mer e bëssen anescht gemaach, mä d'Kompositioun wier eng vun heibanne gewiescht. Si wier méi grouss gewiescht, si hätten kënne eng aner Gewiichtung hunn, si wier méi feierlech gewiescht doduerch, dass de President se decidéiert hätten. Dat hätte mer alles kënne maachen, dat läit an eiser Proposition.

Mir ware bereet hir e klore Optrag ze ginn, a mir ware bereet déi Leit aus der Zivilgesellschaft, awer net nëmmen déi, déi do eppes ze soen hunn, mä och eng Rei Expären ze héieren. Awer net nëmmen ze héieren an da se heem ze schécken, eou wéi mer dat elo an der Gewunnecht haten, an da fuere mir weider. Ma neen, si hätte kënne heibanne sätzen, jidderee jidderengem nolauschteren. Duerno hätten déi Kommissioun awer misste vläicht kucken zu welleche Konklusiounen kënnt een, an dann hätten ee sech nach eng Kéier ausenaner gesat mat der Zivilgesellschaft an deem Raum, mat deene Konklusiounen déi mer gehat hätten. Mä dat wier am Enneren an am Kader vun där Kommissioun gewiescht, esou wéi mir eis verstanen hunn, mä dat heescht, dat wier d'Primat vun der Politik gewiescht, Här Weiler. Do hätten nämlech mir missten eis Responsabilitéit huelen a soen, aus deenen Débaten, déi mer elo hei gefouert hunn, zéie mer folgend Konklusiounen, mä mir kommen nach eng Kéier bei lech a mir bréngen lech déi Konklusiounen. Da sot Der mer eng Kéier Är Meenung an da seet d'Chamber wat soll geschéien.

Dat wier e besseren Oflaf gewiescht wéi dat wat mer als Hearinge soss hei héieren, wou iergendee Grupp kennt, dee gëtt e Pabeier of, seet och nach e puer gescheit Saachen an dann dierf en heemgoen an en héiert ni méi eppes. Et gëtt ni Konfrontatioun gemaach vun deem wat mir dann elo aus hire Pabeieren a Matdeelungen erauszéien. Dat war et.

Woufir mir kee Verständnis hunn, dat ass den Zäitpunkt. Nodeem dass mer hei esou vill Analysen, esou vill Débaten, esou vill Hearingen haten iwwert d'Immigratioun, iwwert d'Nohaltegkeet, iwwer PISA, iwwer Medien, et j'en passe, an héieren hunn, dass souwisou géing och um Niveau vun der Regierung nach eng Kéier eppes géing agestallt ginn, wou erëm déi selwecht Leit méi oder wéiniger géinge gehéiert ginn. Déi selwecht Leit si jo hei wierklech défiléiert, si sinn an deenen eenzelne Kommissiounen défiléiert an déi musse sech jo och Froe stellen. Da wiere se elo nach eng Kéier komm. Dofir war eis Meenung, dass een net der Koalitioun hei d'Chance gëtt sech iwwert d'Distanz ze reiten, mä dass ganz einfach hätten nach misste gekuckt gi wat feelt. Dat wier analyséiert ginn an net erëm vir ugefaange ginn.

D'Immigratiounskommissioun huet ganz vill geschafft. An de PISA-Hearingen ass scho ganz vill geleescht ginn. Alles dat wat um Niveau vun Här Calmes senger Kommissioun, um Niveau Nohaltegkeet geschitt ass, alles louch do. Also hätten een dat kënne maachen. Et huet also kee Wäert fir dat nach eng Kéier ze maachen. Mä wat wier och geschitt? Et war emol net prezis. Wat geschitt mat deene Recommandatiounen? Sinn déi da bindend fir eng Regierung herno, oder ass dat e Gepoters do während x Méint an duerno mécht Regierung just wéi se wëllt? Mir haten d'Fro gestallt, ob déi Leit dann och bereet sinn iwwer eng Rei entscheidend Projeten, ...

(Interruption)

Et ass nozeliesen, Här Gira!

...déi elo wegweisend sinn, mä déi eis net noutgedronge gefalen, e Moratoire iwwerzehänken an ze soen, hei ginn awer elo iwwer eng Rei Projete keng Décisiounen méi geholl, bis dass d'Resultater heivu virleien? Nozeliese bei deem wat den Här Fayot an ech an eisem Numm gesot hunn. Bis haut nach keng Äntwert dorobber!

Ech muss soen, ech hu virausgeschéckt, dat do ass e Gremium wat mir nach ni haten an där doter Form. Seit dem 15. Mee hätten d'Groussverfechter vun där heiter Saach, besonnesch nodeem dass ech drop opmierksam gemaach hunn, dass et esou e Konvent an där Form hei zu Lëtzebuerg an eisem Parlament net gëtt am Reglement, Zäit gehat d'Reglement emzeänneren. Ech hu gesot, mir wëllen hei kee Gremium, wat net virgesinn ass. Dir hätt seit dem 15. Mee kënnten d'Reglement emänneren.

(Interruptions)

Här Weiler, mir hunn d'Reglement schon heiansdo an dräi Deeg emgeännert an ech hunn lech gesot, dat do gëtt et net.

(Interruptions)

Mä dat ass nozeliesen. Dat do gëtt et net, dann hätten Der et sollen emänneren. Dir hutt näischt gemaach. Dat wichtegst, Här Weiler, Dir hutt als Ophänkert de Konvent geholl. Ech weess, Dir wëllt lech bei der Zivilgesellschaft de schéine Männche maachen. Et ass lech méiglecherweis gelongen.

(Interruptions)

Dir waart jo frou, Dir hat Schweesspärele bei mengem Vote op der Stir, schon erëm eng Kéier, wéi Dir net wouss, ob ech mech géing enthalen oder ob ech géing dergéint stëmmen. Well wann ech mech enthalen hätte, da wier den Zukunftskonvent, esou wéi déi Gréng e virgeschloen haten, duerchgaangen, an Dir wësst, - wann Der éierlech sidd, Dir hat Schweesspärelen an Dir hat Angscht -, wann dat géing geschéien, da wier domat nämlech Är ganz Aarbecht gelähmt. Also, esou kënne mer net matenaner fueren. E Konvent, deen deen Numm dréit, huet den Här Fayot lech gesot, där gëtt et een a wéi fonctionnéiert deen? An Zesummenaarbecht mat der Zivilgesellschaft, genau dat wat mir virgeschloen hunn.

(Interruptions diverses)

Mir hunn hei d'Décisioun ze huelen, Här Gira, a mir stinn dozou, dass mir d'Décisiounen ze huelen hunn a keen aneren. Mir lauschtere wat déi Leit soen, mir setzen eis mat hinnen ausenaner. Dat ass eis Propos Nummer zee gewiescht, nozeliesen an de Rappore vun der Conférence des Présidents, mä dat hutt Der jo entweder net gelies oder net wëlle verstoen. Dir hutt lech wëllen duerchsetze mat Ärer onpreziser Resolutioun. Dofir kann

ech och haut am Numm vun eiser Fraktioun nach net domat d'accord sinn, esou wéi ech net konnt d'accord si mat deeneselwechten Argumenter déi leschte Kéier, wou mer eis och enthalen hunn. A wann ech gellift, huet och Notiz vu Virschléi vun anere Leit, déi Dir einfach vum Dësch wëscht.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Jean-Paul Rippinger agedroen. Den Här Rippinger huet d'Wuert.

■ **M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä Virriedner, den Här Weiler, huet vun enger Mini-koalitioun geschwat tëschent der CSV an deene Gréngen. Et war och eng Minoritéitskoalitioun, déi kurzlebig war.

Ech muss allerdingen soen, dass mir bei eisem Vote net eng aner Koalitioun siche gaange sinn, sondern mir sinn e faire Partner an enger Regierungskoalitioun, an dat ass och wichtig fir déi, déi elo laachen. Fir d'Zukunft ass et ganz wichtig, dass een e faire Koalitiounspartner huet. Dat wëllt heeschen, zu deem wat een zesammen ofgemaach an ënnerschriwwen huet, steet een, an alles wat dat anert ugeet därff et dach awer erlaabt sinn, dass de Koalitiounspartner kee Maulkuerf ugedoe kritt, sondern dass e frai a frank seng Meenung dozou därff soen.

An hei war esou e Fall, deen net am Koalitiounsaccord stoung, an dofir hu mir och gesot, wat mir vun deem Konvent géifen denken. Mir waren eigentlech eng vun deenen éischte Fraktiounen, déi am Oktober 2000 op hirer Journée parlementaire ganz konkret Propositionen, glaskloer Propositionen iwwert d'Kompositioun vun deem Konvent gemaach hunn, och an eiser Pressekonferenz duerno.

Mir hunn, ausser deenen Argumenter, déi elo hei invoquéiert gi sinn, institutionell Problemer doranner gesinn. D'Chamber representéiert d'Land dobaussen, y compris also och d'Société civile. Dofir si jo all déi Hearinge gemaach ginn an deene verschiddene Kommissiounen, déi funktionnéiert hunn, déi vun der Immigration an och déi vum Här Calmes. Dofir hätt dat an Zukunft kënne ganz genau sou gutt fonctionnéieren. D'Société civile hätt kënne mat participéieren. Mä institutionell gesi sollt se net eng Partie intégrante vun enger Kommissioun an der Chamber sinn.

Iwwregens muss ech lech dat soe wat virlooch zu deem Zäitpunkt: Nom Pabeier vum Här Weiler hätt dee Konvent 66 Leit emfaasst. Bei deene Gréngen, mengen ech, hätt se zéng oder zwielef Leit emfaasst. Ech muss soen, esou e Gremium ka menger Meenung no net richtig fonctionnéieren. An dat waren eigentlech eis Bedenken, déi mir dozou maachen, an déi mir och geltend gemaach hunn.

Wann ech awer elo déi nei Resolutioun vun deene Gréng gesinn, déi haut hei zum Vote uesteet, muss ech lech soen, dann ass dat dach awer eng Resolutioun, déi voller Hypokrisie ass an déi d'Realitéit an d'Wourecht, sou wéi et effektiv gaangen ass, ënnerschleift.

Wat hätten déi Gréng gären? Mä si invitéieren d'Conférence des Présidents, d'Décisioun vun der Chamber ze respektéieren. Dofir brauche mir net invitéiert ze ginn: Dat hu mir gemaach. Et ass jo och virdrun hei ervirgehuewe ginn, dass nach eng zweet Resolutioun sollt kommen, déi bis elo nach ni virlooch. An dat stoung ganz kloer dran an där éischer Resolutioun, déi mir gestëmmt hunn. Do steet dran, den Dialog ze promouvéieren tëschent allen Acteure vun der Konventioun an d'"composition définitive sera arrêtée par une résolution à la Chambre des députés, votée après consultation des commissions parlementaires". Et

ass net dozou komm. Firwat ass et net dozou komm? Mä well d'Conférence des Présidents déi Saach net renvoyéiert huet an e Vote geholl huet op eng Resolutioun, déi vun de Gréngen an der Conférence des Présidents presentéiert ginn ass. An Dir wësst lech ze erënnere: Mir haten Interpretatiounsschwierigkeeten an deene verschiddene Fraktiounen iwwert dat Wuert „convier“. Mir hunn ëmmer gesot, dat wär „inviter“. Dat heescht also d'Société civile, all Forme vun Associatiounen, Fraenorganisatiounen, d'Forces vives de la Nation, d'Gewerkschaften an esou viru kënnten an dee Gremium conviéiert, also invitéiert ginn.

A komescherweis, déi Resolutioun, déi an der Conférence des Présidents vun deene Gréng presentéiert ginn ass, déi war en contradiction formelle zu deem, wat hire Fraktiounspräsident hei gesot huet, zu engem Zäitpunkt, wou ech gesot hunn, wat ech ënner „convier“ verstanen hunn. Ech zitieren den Här François Bausch: „Et ass ganz kloer, em wat et hei geet.“, seet en: „Et geet doréms, dass ënner der Responsabilitéit vum Parlament méi laangfristeg a méi verdéiwend geschafft gëtt, wéi dat de Fall ass an normale Chamberskommissiounen, wou mer einfach Associatiounen ruffen a wou déi eis e Pabeier duerleeën an eng Kéier dee Pabeier kënne presentéieren an dann erëm heem ginn doriwwer ze diskutéieren“.

Dat ass dat - ech hunn en elo zitéiert - wat en dozou gesot huet. Dat war Mëttwoch, de 15. Mee am Joer 2002, also an deem Joer. Dofir fannen ech dat voller Hypokrisie, wann ech haut kommen an eigentlech meng eege Wieder friessen, déi ech hei gesot hunn, doduercher, dass ech einfach wëll duerch Schaumschleierei hei e Kail driewen tëschent d'Majoritéitsparteien, wou natierlech, well ech dat elo scho ka soen, dee Kail net de Fall ass an och net de Fall wäert sinn iwwer esou eng Saach wéi déi heiten. Dofir kënne mir déi Resolutioun vun deene Gréngen net stëmmen.

Mir hunn awer zesumme mat eisem Koalitiounspartner eng nei Resolutioun presentéiert, wou mer d'accord si mat deem Conseil supérieur vum Développement durable an deem, wat an den Debatten hei am Mee vun Statsminister iwwert den Etat de la Nation gesot ginn ass. Do kann, an deem Gremium, d'Société civile pleinement participéieren.

Och wann dee Konvent, esou wéi d'Partei sech deen hei net konnte virstellen, net agesat konnt ginn, muss ech lech soen: Wat d'DP ubelaangt, wäerte mir eis och ouni Konvent ëmmer nach Suergen em d'Zukunft vu Lëtzebuerg maachen.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Mir sinn haut mat zwou Resolutiounen hei befaasst, déi eng vun der grénger Fraktioun an déi aner vun der CSV-Fraktioun. Mir kënne als ADR, ech wëll dat direkt virausschécken, keng vun deenen zwou Resolutiounen stëmmen.

Déi éischt, déi deponéiert ginn ass, ass déi vun de gréng Kolléegen, do wou si soen, dass d'Conférence des Présidents contraire zu den Décisiounen vun der Chamber um Niveau vun der Presidentekonferenz decidéiert huet. Ech wëll dat hei vun eiser Säit aus och kloer ënnersträichen, dass dat net der Wourecht entsprécht, mä au contraire, dass d'Presidentekonferenz conforme zu der Resolutioun vun der Chamber decidéiert huet.

An der Resolutioun vun der Chamber vum 9. Mee dëst Joer steet ënner anerem - a meng Virriedner hunn et och schon hei ugeschnid-

den: „...dont la composition définitive sera arrêtée par une résolution de la Chambre des députés, votée après consultation des commissions parlementaires.“ Dat heescht, dat wat den Optrag, deen d'Chamber hei decidéiert hat, a keng Kommissioun, keng parlamentaresch Kommissioun huet en Avis ofginn oder huet eng Proposition ofginn. Deen zweeten Deel, deen dra war, schwätzt vu „convier“. Dodrop wäert ech zréckkommen a feststellen, datt domat kloer „inviter“ gemengt war. Also wieren déi Leit net Member vun enger Kommissioun.

Wann also d'Präsidentekonferenz déi Proposition vun de Gréngen an hirer Décisioun berücksichtegt hätt, dann hätt se d'Décisioun vun der Chamber vum 9. Mee hei violéiert. Mä doduerch, dass se se net akzeptéiert huet, huet se am Respekt vun der Décisioun vum 9. Mee hei decidéiert. Op jidde Fall ass dat ganz kloer, et steet an eiser Resolutioun vum 9. Mee dran.

Ech wëll och op dat Wuert „convier“ zréckkommen. Iwwert dat Wuert „convier“ ass hei diskutéiert ginn. Et ass hei gefrot ginn: Ass dat „inviter“ oder ass et net „inviter“? Ech wëll do den Här Ripinger nach eng Kéier zitieren, deen hei seng Ofstëmmung a seng Ennerschrëft deemools dovunner ofhängeg gemaach huet, ob dann elo dat Wuert „convier“ géif „inviter“ heeschen oder net. En huet den Här Bausch ganz kloer gefrot: Heescht dat „inviter“? An dunn huet den Här Bausch Jo gesot. Dann huet hien hannendru gesot: „Da kann ech meng Ennerschrëft énnert déi Resolutioun setzen a mir kënne se also och stëmmen.“ Also ware mer eis heibannen eens, dass et „inviter“ geheescht huet. Also sinn dat keng permanent a fest Membere vun deem Konvent, mä et si Leit, déi kënne invitéiert ginn, déi kënne gehéiert ginn, déi hir Meenung kënne soen. Mä si sinn net Member.

Déi zweet Konditioun ass déi, datt eben déi parlamentaresch Kommissiounen hätte misse Propositione maachen iwwert d'Komposition vun deem Konvent. Déi zwou Konditiounen waren net erfëllt, an duerfir war et nëmme logesch, dass och eng Majoritéit, an ech géif soen Gott sei Dank eng Majoritéit, fir an der Präsidentekonferenz eben déi Absicht, fir d'Décisioun vun der Chamber hei ze violéieren, déi bei de Gréngen a bei der CSV stoung, kënne an d'Minoritéit ze setzen.

Här President, ech wëll vun der Geleeeënheet profitieren. Eng Kéier, datt ech moies fréi doheim nach am Bett a menge schéinsten Dreem louch, hunn ech op eemol den Här Weiler un Radio héiere sech iwwert den Här Gibéryen ausloossen, wat dee géif zum Konvent soen. En huet gesot, sënnegeméiss, mä en huet déi Wieder gebraucht: Den Här Gibéryen huet an der Chamber formidabel, formidabel gejaut: „Et gétt Zäit, dass mer esou e Konvent kréien a mir mussen alleguer déi Leit do invitéieren.“ Well ee jo moies awer nach net esou richtig wakreg ass, hunn ech geduecht: „Em Gottes Willen, solls du esou eppes gesot hunn?“ Well den Här Weiler jo awer vun enger chrëschtlech-sozialer Partei kënnt, kann ee jo awer dovun ausgoen, datt en dat 8. Gebot géif kennen an datt en et net géif méssbrauchen. Ech hunn duerno mol nogekuckt, wat ech dann effektiv zu deem Projet oder zu där Resolutioun hei den 8. Mee gesot hunn. Ech soen zum Beispill, fir eis wär et wichteg, datt dat um Niveau vun Parlament steet an dass et kee Gremium gétt, dat niewent dem Parlament géif fonctionnéieren.

Ech soen dat herno nach eng Kéier zum Schluss an darselwechter Debatt. Dofir, wéi gesot, mir ware vun Ufank un der Meenung, dass een esou e Konvent soll maachen. Mir hunn et och um Rentendesch

mat erabruecht, mä fir eis war d'Voraussetzung, dass et hei an der Chamber an énnert der Responsabilitéit vun der Chamber geschitt. Wéi mer dat am Detail maachen, mengen ech Kolleegen, ass eppes anescht. Dofir solle mer eis zesummesetzen.

Ech hunn ni hei an der Chamber gesot, dass déi aner alleguer Member vun deem Konvent waren, an dat Wuert „formidabel“ - et ass souwisou eent wat ech net esou gebrauchen - hätt ech scho guer net gesot. Dofir, wéi den Här Weiler moies do formidabel, formidabel um Radio gejaut huet, do hunn ech geduecht, dat do kann dach net sinn.

Op jidde Fall, Här President, wëll ech just hei soen, dass mir als ADR der Meenung sinn, dass ee soll esou e Konvent maachen an dass een d'Société civile soll invitéieren, hir Meenung héieren, an dass een dann als Parlament seng Responsabilitéit soll dozou huelen.

Dofir kënne mir och déi zweet Resolutioun, déi vun de Majoritéitsparteien haut hei virgeluegt gétt, wat am Fong e Begrieffnis mat dräi Hären ass, wou den Här Emile Calmes, géif ech soen, de Paschtouer ass, well hie war den Enzegen, deen déi leschte Kéier de Courage hat vun der Demokratescher Partei dergéint ze stëmmen, an da waren nach zwee Kolleegen vun der CSV, déi och dergéint gestëmmt haten, oder sech enthalen haten, déi kënne dann haut d'Massendénger op deem Begrieffnis spillen.

Wat ass op jidde Fall hei bezweckt? Wat wëllt d'CSV heimat bezwecken? Firwat wëllt d'CSV iwwerhaupt hei e Konvent aruffe mat iwwer 60 Leit, also méi grouss wéi d'Parlament. Mä, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, eng CSV, déi Jorzéngten hei am Land um Pouvoir ass, an déi d'Land elo dohinne gefouert huet wou mir stinn, nämlech virun den absolute Chaos. Mir sti virum absolute Chaos.

(Interruptions diverses)

An déi CSV huet eppes geléiert bei de Wahlen an Däitschland bei de Sozialisten a bei de Gréngen. Déi si viru fënnf Joer higaangen an hu gesot, si géifen de Chômage massiv erofdrécken. Et ass hinnen net gegléckt. Da gi se e puer Woche virun de Wahlen hin a si setzen dann eng Hartz-Kommissioun an, déi e puer Propositione mécht, a seet: Ah, elo musst Der eis wielen, well mir setzen dat em, wat déi Hartz-Kommissioun elo proposéiert.

Dee selwechten Trick wëllt d'CSV hei am Land maachen. Si huet d'Rudder komplett verluer, si steet virun enger Machtlosegkeet, virun engem Chaos hei am Land, a wat mécht se elo? Si seet, fir dass mir net brauchen an net mussen elo Faarf bekennen a Responsabilitéit iwwerhuelen: Kommt gesellt lech alleguer schéi ronderem eis an da potere mer emol 16 Méint an da komme mer mat engem Resultat een, zwee Méint virun den nächste Chamberswahle virun d'Vollek, an da soe mer, elo musst Der d'CSV wielen, fir dass mer an deenen nächsten 30 Joer dat kënne duerchsetzen, wat déi 60 Leit hei decidéiert hunn.

Dat ass den Hannergedanken, deen d'CSV an deem Konvent huet. E war ze duerchsichteg. Dofir ass en net opgaangs.

Här Weiler, Dir sidd e Schlaumeier, mä des Kéier waart Dir net schlau genuch!

■ M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Renée Wagener agedroen. Si huet nach eng Kéier d'Wuert gefrot.

■ Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG).- Här President, ech kann nëmme staunen iwwert déi Saachen, déi ech elo grad hei gehéiert hunn. Mir hunn am Mee eng Resolutioun gestëmmt. Et schéngt mir

ganz kloer ze sinn, dass et dann d'Aufgab vun enger Conférence des Présidents ass, fir déi Resolutioun an d'Wee ze leeden an ze preparéieren, dass se kann em-gesat ginn, an net fir erëm eng nei Diskussioun ze féieren. Et ass awer genau dat wat an där Conférence des Présidents geschitt ass.

(Interruptions)

Här President, mir hu bestëmmt dräi Bréiwer geschriwwen, wou mir éischtens emol...

(Interruptions)

...gefrot hunn, dass iwwerhaupt eppes geschitt, well soss hätt d'Conférence des Présidents deen Dossier leie gelooss. Dir hutt zum Beispill näischt proposéiert.

(Interruptions)

Här President, mir hunn also eng Rei vu Bréiwer geschriwwen, wou mer gesot hunn, et muss Saachen an d'Wee geleet ginn. Mir hunn och Propositione gemaach, mä mir hu Propositionen am Kontext vun där Resolutioun gemaach. An dat wat déi aner Fraktiounscheffe gemaach hunn, dat ass d'Resolutioun a Fro stellen, jo esouguer ze kippen, an dat fannen ech eng Prozedur, déi net tenabel ass.

Ech fannen, wa mir hei an der Chamber Resolutiounen stëmmen, dat géllt iwwregens och fir Motiounen - dat ass nach een anere Sujet, hei geet et elo em eng Resolutioun -, dann ass et net un der Conférence des Présidents fir eng nei Diskussioun ze féieren, an dann, Här Krecké, kann een och net driwwer schwätzen, ob mer net awer léiwer sollten eng Kommissioun asetzen oder ob een net iwwerhaupt soll d'Forces vives erausloossen. Well dat ass an där Resolutioun, déi hei gestëmmt ginn ass, ganz kloer festgehalten. Déi zwee Punkte sinn an där Resolutioun ganz däitlech dran. An da verstinn ech net, firwat déi Saache vu verschiddene Fraktiounscheffen an der Conférence des Présidents einfach erëm emgedréint ginn.

Wéi gesot, d'Conférence des Présidents krut kloer Aufgaben an ech zielen déi nach eng Kéier op: D'Agendaé vun der Konventioun ze preparéieren, d'Interaktioun mam Public ze assuréieren, fir virun allem awer déi zweet Resolutioun ze preparéieren, vun där den Här Weiler virdu geschwat huet, wou et iwwert d'Kompositioun vun där Konventioun gaangen ass, a wou och kloer Virgäbe gemaach gi woren, an dann och déi Commissions parlementaires vläicht mat engem Bréif ze invitéieren. An do hunn ech elo wierklech virdu mengen Oueren net getraut, wéi gesot ginn ass, jo d'Commissions parlementaires hunn näischt gemaach, also leeë mer deen Dossier ad acta. Firwat huet d'Conférence des Présidents nach kee Bréif un d'Commissions parlementaires gemaach a se opgefuerdert a gesot, Dir sidd gebieden Ar Position zu deem Dossier ze huelen?

(Interruption)

Här President, ech mengen, mir hu jo awer eng Conférence des Présidents, déi grouss an al genuch ass.

(Interruption)

Här Krecké, ech kann lech déi Bréiwer weisen, déi den Här Bausch geschriwwen huet. Ech weisen lech dat herno. Wéi gesot, d'Conférence des Présidents schreift a villen aneren Dossiere Bréiwer un d'Présidente vun de Kommissiounen. Hei huet se dat net gemaach. Si ass hirer Missioun net nokomm, fir déi Resolutioun op de Wee ze bréngen.

Ech froe mech och, wéi deen Émgang do mat Resolutiounen a Motiounen méiglech ass? Dat sinn niewent de Projets de loi, déi mer

hei stëmmen, déi wichtegst Instrumenter, déi mer an der Chamber hunn. Wa mir dat Instrument net fleegen, Här President, wann déi Resolutiounen keng Suité kréien oder erëm gekippt ginn, wéi et elo de Fall ass, da kënne mer eis genau esou gutt zweemol am Mount hei treffe fir Schach ze spillen oder Heekelnométtger ze organiséieren, well dann huele mer eis als Chamber selwer net méi seriö. An da mussen mer och einfach zu engem aneren Émgang komme mat deene Resolutiounen a Motiounen, déi mir hei stëmmen, wéi d'Majoritéit vun der Conférence des Présidents dat elo erëm eng Kéier virdemonstréiert huet.

Ech war ganz vum iwwert den Ufank vum Här Weiler sengem Plädoyer virdrun, well en am Fong nach eng Kéier seng Resolutioun vum Mee verdeedegt huet, mä ech verstinn eigentlech net, firwat en esou defensiv op eemol ass a seng eege Resolutioun eigentlech net méi énnert. Ech wär frou gewiescht, wa mer nach eng Kéier hätte kënne dee Vote an dee grouse Konsens, dee mer am Mee haten - a wann Der déi Riede vum Mee noliest, da gesitt Der dat och - erëm héieren. Ech sinn erstaunt, dass an engem halwe Joer Zäit op eemol d'Meenungen hei komplett changéieren.

An da fannen ech, och wann hei vun der legaler Basis geschwat gétt vun esou engem Konvent, da kann ech nëmme staunen, well eng Rei vu Fraktiounen heibannen hunn hir Verrieder an den europäesche Konvent geschéckt. Deen huet och keng legal Basis, mä hie gétt awer seriö geholl, an huet herno awer eng psychologesch bindend Funktioun.

(Interruptions)

Neen, dat ass net komesch, Här Fayot. En huet genau esou wéineg wéi dee Konvent, dee mir hei géife schafen, iergendwou eng legal Verankerung, an trotzdeem gétt e seriö geholl, an trotzdeem ass et e Gremium an eng Institution, déi herno ganz vill ka widerhellefen an dem Conseil des Ministres kloer Richtlinie ginn. A genau dat hätt dee Konvent och kënnt maachen, dee mir all zesammen heibannen eigentlech decidéiert haten, eng Denkfabrik ze sinn, an dofir verstinn ech och dee Sträit net, ob dat elo soll invitéiert, conviéiert an esou weider sinn. Ech mengen, dass et kloer gewiescht wär, dass dee Konvent, dee mer geschafen hätten, net hätt kënnten herno eppes Bindendes festhalen, mä en hätt awer psychologesch bindend kënnten eng Rei vu Richtlinie ginn, déi wichtig fir Lëtzebuerg gewiescht wieren.

Ech wëllt da kuerz op dem Här Weiler seng Resolutioun 2 kommen, déi e gëschter hei agereecht huet, an do kann ech nëmme nach eng Kéier staunen, well dat wat hei proposéiert gétt,...

Här President, ech kann net méi haart schwätzen, wéi ech dat bis elo gemaach hunn, vläicht...

(Coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Kommt zum Schluss, Madame Wagener.

■ Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG).- Här President, ech schwätzen zum Här Weiler senger Resolutioun. Ech hu virdrun zu menger geschwat, Här President.

■ M. le Président.- D'Riedezäit ass dépasséiert.

(Interruptions diverses)

■ Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG).- Här President, den Här Weiler proposéiert elo als Léisung, fir aus dem Schlamassel erauszekommen, d'Saach virun ze ginn un de Conseil supérieur pour le développement durable, deen d'Regierung jo Wëlles wär ze schafen. Eis schéngt dat e relativ duerchsichteg Manöver ze sinn,

fir sech hei aus der Affär ze zéien. Hei gétt en Deus ex machina a Form vum Conseil Supérieur ervirgezauert, dee jo anscheinend souwisou scho géif déi Diskussiounen do féieren, an d'Aufgab vun der Konventioun scho quasi géif iwwerhuelen.

Ofgesinn dovun, dass hei d'Chamber wierklech genau de Contraire mécht vun deem, wat se am Mee gesot huet, nämlech dass soll en Débat énnert der Egide vun der Chamber gemaach ginn, ass esou e Conseil supérieur eng Regierungsinstitution. Et huet näischt mat engem Konvent ze dinn. Et huet näischt mat engem Gremium ze dinn, wou sech gleichberechtigt Partner un een Dësch setzen, wou zäitlech begrenzt eng Diskussioun gefouert gétt, a wou e präzisen Optrag do ass, ähnlech wéi dat zum Beispill beim Rentendesch geschitt ass.

Wa mir als Chamber dem Här Weiler sengem Virschlag zoustëmmen, dann danke mir einfach of. Dat ass iwwerhaupt net méi dat, wat dem Här Weiler seng éischt Resolutioun am Mee eigentlech beinhalt huet a wat d'Chamber mat engem grouse Konsens hei appuyéiert hat, nämlech dass énnert der Egide vun der Chamber selwer sollt en Débat stattfannen. Iwwregens hate mir scho verschiddene Diskussiounen ronderem den Développement durable. D'Immigratiionskommissioun huet en Débat virbereet.

Esou Saachen nach eng Kéier ze widerhuelen, dat kënne mir nach x-mol maachen, mä dat ass net datselwecht wéi e Konvent. Op alle Fall kann dee Conseil supérieur déi Diskussioun net ersetzen, an duerfir kënne mir natierlech op kee Fall déi dote Propos stëmmen.

■ Une voix.- Très bien.

■ M. le Président.- Den Här Weiler huet d'Wuert.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ganz kuerz. Ech kann net mat der Madame Wagener d'accord sinn, wa se elo eis Resolutioun hei interpretéiert als eng Ofdankung.

(Interruption)

Da lauschttert dach emol ee Moment no. Dir verpasst näischt, andeems dass Dir lech ee Moment gedéllegt, fir emol ze lauschten, wat ech soe wëll. Duerno kënnt Dir jo d'Wuert froen.

Et muss een dach gesinn, dass mir hei a Presenz vun enger Resolutioun sinn, iwwert där hir Exekutioun et keen Accord an der Chamber hei gétt. Et gétt keng Majoritéit an deem Parlament, fir des Resolutioun esou ze exekutieren, wéi mir an déi Gréng dat gesinn hunn. Dat ass eng Tatsaach, dat ass eng Realitéit, dat ass keng Ofdankung. Ech wëll hei keng Schaumschleierei maachen an nach „pour la galerie“ hei irgendwellech Voten énnerehuelen, wou mir wësse wéi d'Resultat ass.

Jiddereen huet elo kloer Positionen hei bezunn. Mir wëssen, wat d'Position vun deene Liberalen ass, mir wëssen, wat déi vun de Sozialisten ass a vum ADR. Leider - an deem Fall -, Madame Wagener, huet d'CSV mat lech keng Majoritéit. Deementspriedend ass et pur Schaumschleierei, wa mir elo hei nach wëllen zu iergendwelleche Voté kommen, wou mir wësse wéi d'Majoritéit ass. Duerfir huele mir Akt dovunner, dass hei keen Accord iwwert d'Exekutioun vun deeser Resolutioun besteet. Mir weisen drop hin, dass net alles verluer ass an deem Sënn, wou mir hei kënne op d'Regierung zréckgräifen an de Conseil supérieur déi selwecht Leit kann als Membere invitéieren, wéi déi, déi mir gären hei gehat hätten. Deementspriedend proposéieren ech, mat Application vum Artikel 81 vun eiselem Reglement, d'Prioritéit fir déi Resolutioun, déi d'Majoritéit abruucht huet.

M. le Président.- Den Här Urbany huet nach d'Wuert gefrot. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

(Brouhaha général)

Une voix.- Elo kënn nach een, dee mat eis ass.

M. Lucien Weiler (CSV).- Et geet awer nach ëmmer net duer.

M. Serge Urbany (déi Lénk).- Dir Dammen an dir Hären, ech sti jo wuel kaum am Verdacht, dass ech wéilt d'CSV hei mat den Hoer aus enger Katastroph erauszéien an déi se d'Land gefouert hätt, vläicht am Géigesaz zum Här Gibéryen, dee sech jo a leschter Zäit zimlech oft schonn als Koalitionspartner ugebueden huet. Vläicht huet hien duerfir keen Interesse drun, dass annerhaleft Joer virun de Wahle virum Land emol eng Kéier eng grouss Debatt gefouert gëtt iwwert d'Zukunft vum Land, wou wahrscheinlech den ADR mengt hien hätt de Monopol dovunner, fir doriwwer ze diskutieren.

(Interruptions diverses)

Ech war net an där Conférence des Présidents, wou déi Décisioun do geholl ginn ass, well ech do net Member sinn. Ech muss lech soen, wann ech do gewiescht wär, dann hätt ech selbstverständlech dofir gestëmmt, dass esou e Konvent géif agesat ginn. Den Här Weiler huet et zu Recht virun hee rappeliert: Um Ursprung vun dëser Resolutioun steet eigentlech den Här Bisdorff, deen hei am Numm vun „déi Lénk“ en Zukunftsdesch virun zwee Joer gefrot huet, wou en iwwerregens och nach deen iwwerregionalen Aspekt mat dran abezun huet a sech net nënnen eleng op d'Situatioun zu Lëtzebuerg beschränkt huet.

Mir sinn also prinzipiell der Meinung, dass esou eppes eng sennvoll Saach wär, wann dat géif kommen, allerdéngs ënnert der Bedingung, dass all politesch a gesellschaftlech Forcen doranner vertritt sinn, an ënnert der Bedingung, dass eng öffentlech Diskussioun doriwwer méiglech ass. Net dass et geet wéi beim Rentendesch, wou hannert zouenen Dieren op eemol e Resultat négociéiert ginn ass. Wann esou e Gremium e Sënn soll hunn, da soll et zesumme mat alle Betreffenen an der öffentlecher Debatt geschéien. Ech mengen, dass esou eng Debatt ganz nützlich wär, well se Leit do mat erantzitt, déi net hei an der Chamber sinn, d'Zivilgesellschaft mat erantzitt an d'Diskussioun.

Ech sinn en Unhänger vum Parlamentarismus. Ech sinn der Meinung, dass d'Parlament dee wichtigste Gremium am Stat ass, mä mir wësse jo awer alleguere wéi d'Praxis ass vun dësem Parlament. Mir wëssen, wat fir steril Debatten heiansdo hei stattfannen, wou just Standpunkter sech géigeniwwer stinn. Mir wëssen och a wat fir engem Eiltempo heiansdo wichtig Debatten hei gefouert ginn. Mir hunn dat jo haut nach erlieft, wou innerhalb vun enger Stonn, ech mengen, sechs Gesetzentwürfen diskutéiert gi sinn. Duerfir fanne mir esou ee Konvent ganz sennvoll. Natierlech ass dee Conseil supérieur, deen elo soll agesat ginn - wéi elo hei zu Recht dës Kéier gesot ginn ass - e Begräffnes mat dräi Hären. Dat ass am ale Stil weidgeruef. Esou Conseils supérieurs gëtt et vill. Et kënn net eppes dobäi eraus. An der Öffentlechkeet ginn op jidde Fall keng contraire Standpunkten diskutéiert, déi an esou engem Conseil supérieur geäussert gi wären. Et kënn am beschte Fall herno e Bericht dobäi eraus vun enger Majoritéit. Iwwerregens bleift nach d'Fro wéi dee soll zesummegesat ginn. Do stelle sech déiselwech Fro wéi virun.

(Interruption)

Voilà. Ech mengen also, dass déi Resolutioun vun deene Gréngen, déi hei virläit, soll zur Ofstëmmung kommen. Ech mengen allerdéngs och, si soll als éischt zur Ofstëmmung kommen. Net dass erëm d'Guillotinen hei spille gelooss gëtt, mä dass all Fraktioun an all Member hei vun der Chamber sech kann dozou bekennen, ob en zu deenen Iddie steet, déi do dra stinn, déi e vläicht nach virun enger Zäit selwer mat gedroen huet, oder déi en hei nach eng Kéier op der Tribün geäussert huet, mam Resultat, dass en herno eng Guillotineresolutioun stëmmt, wou dann de Standpunkt vun der Majoritéit sech duerchsetzt. Duerfir mengen ech, dass dës Resolutioun hei fir d'éischt zur Ofstëmmung komme soll, an ech wäert och dofir stëmmen. Selbstverständlech sinn ech géint déi Resolutioun vun der Regierung.

(Interruption)

M. le Président.- Den Här Jeannot Krecké freet nach eng Kéier d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech stellen einfach fest: De Fait, dass Dir elo mat engem reglementareschen Trick probéiert, deene Gréngen hir Resolutioun net zur Ofstëmmung ze bréngen, weist wierklech, dass et lech net eescht war domadder, well hei hätt Dir just misse confirméieren, wann et lech eescht gewiescht wär, dass dat, wat Dir proposéiert hutt, soll duerchgesat ginn. Dat ass emol deen éischte Punkt.

Deen zweete Punkt: Dir probéiert elo mat engem reglementareschen Trick laanscht dat ze kommen, wat Dir selwer proposéiert. Dat muss ee sech jo emol virstellen. Eppes, wat ee selwer proposéiert huet, do probéiert Dir d'Guillotine, wat eent vun deene leschten Instrumenter ass, wat ee gebraucht am Parlamentarismus, spillen ze loosse, well Dir kee Courage hutt géint Är eege Resolutioun ze stëmmen.

Här President, wann et dem Här Weiler esou eescht gewiescht wär bei senger Resolutioun a wann e festgestallt hätt, dass de Konsens schwéier war, dann hätt hie jo kënne probéieren, e Konsens ze fannen. Et waren aner Propositionen um Dësch. Madame Wagener, et hätt jo awer kënne sinn, dass vun do eng aner Proposition eropkomm wär, déi de Konsens duergestallt hätt. Wann et engem eescht gewiescht wär, dann hätt een dee Konvent jo kënne ënnert där Form maachen. Ech stelle fest, dass eng aner Proposition zumindest um Dësch war, déi net wäit ewech ass vun där doten. Si hat ee wesentlechen Ennerscheid. Déi Proposition war no bái bei där, déi Dir développéiert hutt.

Den Här Weiler an den Här Bausch hunn dat doten net gewollt. Dir hutt einfach eng Kampfstëmmung gefrot, esou wéi den Här Weiler elo eng Kampfstëmmung géint Är Resolutioun proposéiert, anstatt dass Dir higaange wäert a probéiert hätt e Konsens ze fannen.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- De Konsens war do. D'Conférence des Présidents hat en ze exekutieren. Dat ass de Punkt.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wann Dir dann Akt huelt awer dovun, dass den Här Weiler selwer net méi seng eege Resolutioun wéilt exekutieren - dat mierkt Dir jo elo hei -, dann hätt Dir jo op en anere Wee kënne goen. Duerfir, Här Weiler, wann et lech eescht gemengt ass, dann huelt elo keng Guillotine a stitt nach eng Kéier zu där Resolutioun, déi Dir selwer eragereecht hutt. Dir wéilt eis hei kloer maachen, dass Är Fraktioun déi ass, déi fir d'Zivilgesellschaft ass, an all déi aner, mat Ausnam vun deene Gréngen, dat net sinn. Dir sot einfach: „Ah, déi aner sinn net där Meinung. Eh bien, on passe à l'ordre du jour.“ Dat nennen

ech gekämpft, fir eng Iddi duerschzékreen.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Den Här Weiler huet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, et geet hei net ëm e parlamentareschen Trick, mir wende hei d'Reglement un. Een Artikel, deen an eise Reglement virgesinn ass. Ech wéilt dem Här Krecké soen, dass ech virun op der Tribün hei des Laangen an des Breede fir déi Resolutioun hei agestane sinn, déi mir abuecht hunn. Mir huelen einfach Akt dovun, dat et an deem Parlament hei keng Majoritéit dofir gëtt.

Wann den Här Krecké elo seet, et wär kee Wëllen do gewiescht, fir eng aner Solutioun ze fannen: Mir haten aner Solutiounen, dat ass jo vun alle Leit och ëmmer erëm opgeworf ginn. Mir hate verschidde Kommissiounen, wou ëmmer erëm gesot ginn ass, dat dee Konvent hei iwwerflësseg ass, wat d'Kommissioun vum Marcel Glesener a wat d'Kommissioun vum Emile Calmes an där doten Aarbecht alleguere gemaach hunn. Dat, wat proposéiert ginn ass vun där anerer Säit, wär praktesch dat selwech erëm gewiescht, wéi dat wat den Emile Calmes an de Marcel Glesener an hire Kommissiounen gemaach hunn. An dat wollte mer net méi.

Mir wollten e Konvent, mir wollten e Gremium, wou déi Baussestoend kéinten als Memberen dra siégieren. Dofir gëtt et keng Majoritéit an deem Parlament hei, an dofir proposéieren ech déi Resolutioun, sou wéi mir se proposéiert hunn, an opgrond vum Artikel 81, ze stëmmen.

M. le Président.- Den Här Gibéryen huet nach d'Wuert gefrot.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Merci, Här President.

Ech wéilt mech deenen hei uschlëssen, déi géint d'Guillotine schwätzen. Ech mengen, et muss een elementaart Recht hei sinn, dat eng Majoritéit respektéiert, dat eng Opposition oder eng Partei oder en Deputéierten hei eng Resolutioun erabrängt, déi der Majoritéit vläicht net genehm ass, an datt déi dann awer zur Ofstëmmung kënn. Ech mengen, mir hunn och vun eiser Säit aus gesot, dat mer déi Resolutioun, déi déi gréng Kolleegen erabruecht hunn, net géife stëmmen, mä trotzdem si mir awer der Meinung, dat se soll zur Ofstëmmung kommen.

Wa mer se net zur Ofstëmmung géife komme loosse, da loosse mer jo och am Raum stoen, dat d'Presidentekonferenz eng Décisioun geholl hätt, déi contraire zu enger Décisioun vun der Chamber wier. Well dat steet nämlech an der Resolutioun vun deene Gréngen dran.

Dofir sinn ech der Meinung, et sollt een se zur Ofstëmmung komme loosse, a se oflehen. Domadder hätt dann och d'Parlament gewisen, dat d'Presidentekonferenz conforme zu der Resolutioun vum 8. Mee decidéiert huet.

Ech verstinn awer den Här Weiler - Fir eng Kéier! -, dat hien déi Resolutioun net wéilt zur Ofstëmmung komme loosse. Well wann den Här Weiler géif hei dergéint stëmmen, dann hätt en domadder bewisen, dat hie mat deene Gréngen an der Presidentekonferenz géint d'Resolutioun vun der Chamber gestëmmt hätt.

(Brouhaha général)

M. le Président.- Madame Wagener, Dir hutt d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, mir froen de Vote électronique iwwert d'Fro vun der Prioritéit. An ech wéll och wierklech soen, dass ech dat ganz grave fannen, wat den Här Weiler elo hei proposéiert huet.

Ech fannen dat keng Aart a Weis, fir elo de Réckzuch ze organisieren. Da soll een och zu sengen Décisiounen an zu senge Voté stoen, déi een eng Kéier geholl huet.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, d'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir hunn elo de Pro an de Kontra héieren iwwert déi éischt an déi zweet Resolutioun, d'Nummer 1 an d'Nummer 2. Den Här Weiler huet sech op den Artikel 81 beruff, dee kloer an daitlech déi Méiglechkeet virgesäit.

Jiddereen huet d'Recht hei seng Meinung ze soen, mä wann deen Artikel net gutt ass, da muss mer en ofschafen.

(Brouhaha général)

An deem Artikel steet dran, dass een d'Prioritéit ka froen an dass, wann déi dann ugeholl ass an et ass ofgestëmmt, net méi iwwert déi aner Resolutioun brauch ofgestëmmt ze ginn; dann ass déi verworf.

Also mengen ech, ginn hei keng Tricke versicht. Hei gëtt op der Säit 40 den Artikel 81 vun deem Reglement, wat mir eis selwer ginn hunn a wat Der all an Ärem Tirang leien hutt, applizéiert. Dat steet do dran. Respektéiere mer eist Reglement oder net?

(Interruption)

Wat gelift?

Une voix.- Et kann een awer och der Meinung sinn, dass dat net dee gudder Wee ass.

M. le Président.- Jo, mä dat ass an der Rei.

(Interruption)

Da soll een en Antrag maachen, dass dat Reglement soll geännert ginn. Et soll een net d'Reglement esou dréinen a kéieren, dass et engem ëmmer an de Krom erapasst. Ech mengen, entweder huet een eent oder et huet ee keent.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Dir Dammen an Dir Hären, da stëmme mer of.

Une voix.- Den Här Krecké war oft frou, dat mer deen Artikel haten.

M. le Président.- D'Prioritéit ass verlaangt ginn opgrond vum Artikel 81. Mir stëmmen elo elektroonesch of.

(Interruption)

Jo, mir stëmmen doriwwer of. Den Här Weiler freet d'Prioritéit fir seng Resolutioun an doriwwer stëmme mer elo of.

Vote sur la priorité demandée par M. Lucien Weiler pour la Résolution 2

Déi dofir sinn, also fir déi Proposition, wéi den Här Weiler dat elo gesot huet, déi stëmme mat Jo. Déi dergéint sinn, stëmme mat Neen oder enthal sech.

D'Proposition vum Här Weiler ass ugeholl mat 34 Jo- a 24 Nee-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nico Loes), MM. Patrick Santer (par M. Lucien Clement), Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Marco Schroell) et Théo Stendebach.

Ont voté non: M. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Jeannot Krecké), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Mars Di Bartolomeo);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

D'Madame Wagener huet d'Wuert.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, mir stelle fest, dass d'Demokratie net méi ganz vill spillt an deem heiten Haus. Mir verloossen aus Protest de Sall.

M. le Président.- Jo, d'Situatioun ass och elo fäerdeg.

(Hilarité et brouhaha général)

Mir stëmmen dann elo nach iwwert d'Resolutioun vum Här Weiler of.

Résolution 2

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder enthal sech.

Vote

D'Resolutioun 2 ass ugeholl mat 33 Jo-, 8 Nee-Stëmmen an 11 Abstentounen.

Ont voté oui: MM. Willy Bourg, Lucien Clement, Marcel Glesener (par M. Ady Jung), Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Ady Jung, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Mme Marie-Josée Meyers-Frank, M. Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber (par M. Nico Loes), MM. Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, John Schummer (par M. Marco Schroell) et Théo Stendebach.

Ont voté non: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: M. Jean Asselborn (par M. Georges Wohlfart), Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Mars Di Bartolomeo), MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi (par M. Jeannot Krecké).

Domadder hätte mer dee Punkt ofgeschloss. Mir sinn um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir en Dënschdeg, den 3. Dezember um dräi Auer, e Mëttwoch, de 4. Dezember um halwer dräi an en Donneschdeg, de 5. Dezember och um halwer dräi. Den Ordre du jour gëtt lech schrëftlech zoukomme gelooss.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.58 heures)

QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 3 / 2002-2003

Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet
1745	Mars Di Bartolomeo	Constitution du Conseil supérieur des finances communales
1752	Fernand Greisen	Mesures du niveau sonore aux abords de l'autoroute A1 à Howald
1775	Jean Colombera	Criminalité transfrontalière
1778	Jean Colombera	Financement des services publics d'incendie
1789	Laurent Mosar	Concentration de légionellose au Campus Geesseknäppchen
1790	Nico Loes	Ecole de la deuxième chance
1792	Aly Jaerling	Recrutement de main-d'oeuvre par la société ARCELOR
1794	Agny Durdu	Ouverture d'un café littéraire au Centre national de Littérature
1796	Lucien Clement	Contrôles effectués par la brigade "Hygiène alimentaire et cabaretage" de l'Administration des Douanes et Accises
1797	Alex Bodry	Règlement grand-ducal instituant un groupe de travail chargé d'élaborer un plan sectoriel concernant les décharges régionales pour déchets inertes
1798	Ben Fayot	Les droits de l'homme au Tibet
1804	Jean Colombera	Calcul du loyer et des charges annuels
1805	Alex Bodry	Bénévolat
1806	Marie-Josée Meyers-Frank	Etudes universitaires
1807	Patrick Santer	Interventions "Laser Eye Correction"
1808	Marco Schank	Remboursement du traitement de la hypothyroïdie
1809	Robert Garcia	Evaluation des enseignants (PITA: Programm for International Teachers Assessment)
1813	Laurent Mosar	Remboursement de la TVA
1814	Aly Jaerling	Musée de l'Industrie
1816	Emile Calmes	Statut de la Cour pénale internationale
1818	Serge Urbany	Opération militaire internationale contre l'Irak
1819	Jos Scheuer	Demande en lits de soins
1822	Patrick Santer	Tomographie par émission de positrons (TEP)
1823	Niki Bettendorf	Contrôle de consommation de drogues
1825	Niki Bettendorf	Organisation de l'enseignement musical
1826	Aly Jaerling	Fonds de structures européens
1828	Marc Zanussi	Convention entre l'Etat et l'asbl "Internats Jacques Brocquart" en matière d'accueil et de restauration pour les enfants
1829	Patrick Santer	Abribus installé à Bollendorf-Pont sur la ligne allant d'Ettelbruck à Echternach-Gare
1830	Robert Mehlen	Remboursement des déplacements professionnels des kinésithérapeutes
1831	Jean Colombera	Prestations en espèces et en nature de l'assurance dépendance
1833	Aly Jaerling	Egalité des sexes dans le Ministère de la Promotion féminine
1834	Ben Fayot	Centre de Conférence à Luxembourg-Kirchberg
1836	Jean Colombera	Fonctionnement du Laboratoire National de Santé
1838	Alex Bodry	Avis de la Commission de surveillance du secteur financier dans le cadre de procédures judiciaires
1839	Serge Urbany	Coopération judiciaire américano-européenne
1841	Laurent Mosar	Base légale des tarifs facturés par la SACEM
1842	Jean Colombera	Fonctionnement du Service de Rééducation ambulatoire (SREA)
1844	Jeannot Krecké	Formulaire E111
1845	Serge Urbany	Université de Luxembourg
1846	Gusty Graas	Manque de pièces de 1 cent et 2 cents
1849	Marc Zanussi	Implantation d'une nouvelle compagnie de fret aérien (West Air)
1851	Robert Mehlen	Réforme administrative
1853	Laurent Mosar	Consommation de drogues en milieu carcéral
1854	Renée Wagener	Suivi médical des personnes toxicomanes en milieu carcéral
1855	Renée Wagener	Régime d'application des peines carcérales
1857	Mady Delvaux-Stehres	Fonctionnement du collège des inspecteurs

Question 1745 (4.7.2002) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la constitution du Conseil supérieur des finances communales:

Il est indéniable que la réforme fiscale décidée fin 2001 peut avoir des répercussions négatives sur

le revenu des communes étant donné que le gros des recettes communales provient de l'impôt commercial qui par le biais de la réforme prémentionnée a été sensiblement réduit.

Afin de sauvegarder la capacité financière des communes, le Gou-

vernement a assuré des compensations pour le cas où les recettes provenant de l'impôt commercial

Q 7

viendraient à diminuer par rapport aux recettes générées en 2001.

Le Syvicol et le Gouvernement s'étaient mis d'accord à instituer un conseil supérieur des finances communales dont la mission serait de discuter et d'arrêter les détails et les paramètres de ce mécanisme de sauvegarde de la capacité financière des communes.

Or, sept mois après la mise en vigueur de la réforme fiscale on est toujours dans l'attente de la constitution du conseil supérieur des finances communales.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre quelles sont les raisons de ce retard?

Endéans quels délais le conseil sera-t-il constitué, quelle sera sa composition et quelles seront les modalités de fonctionnement?

Le Gouvernement entend-il consulter le Syvicol avant la mise en vigueur de ces modalités?

Réponse (25.10.2002) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Au début du mois de juillet 2002, sur base d'un premier document préparé par le Ministère des Finances en exécution de l'article 6bis de la loi du 21 décembre 2001 portant réforme de certains des points en matière d'impôts directe et indirecte, une concertation s'est engagée au niveau gouvernemental qui a abouti au projet de règlement grand-ducal concernant la composition, l'organisation et le fonctionnement du Conseil supérieur des finances communales tel qu'il est actuellement soumis pour avis tant au Conseil de l'Etat qu'au Syvicol.

Dès réception des avis sollicités le règlement grand-ducal pourra être soumis à la sanction souveraine.

Question 1752 (9.7.2002) de M. Fernand Greisen (ADR) concernant les mesures du niveau sonore aux abords de l'autoroute A1 à Howald:

En février 2002 des mesures de niveau sonore ont été entreprises par l'administration de l'environnement et un organisme spécialisé aux abords de l'autoroute A1 à Howald. Malgré les promesses faites au Syndicat d'initiative de Howald et les requêtes répétées de ce dernier auprès de l'instance compétente, les résultats de cette étude n'ont jusqu'à ce jour pas été communiqués aux personnes concernées.

Ainsi, je me permets de poser les questions suivantes:

1. Est-ce que les résultats des études sonores réalisées sous votre égide sont généralement tenus confidentiels?
2. Sinon, pour quelle raison les résultats des mesures effectuées aux abords de l'autoroute à Howald n'ont-ils pas été communiqués aux personnes concernées?

Réponse (24.9.2002) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

Suite à des doléances relatives à des nuisances de bruit de la part du syndicat d'initiative de Howald, l'Administration de l'Environnement a fait réaliser une analyse ponctuelle et grossière des niveaux de bruit causés par l'autoroute, afin de pouvoir estimer dans une première approche les nuisances résultant pour les habitants du Howald.

L'Administration de l'Environnement a chargé un bureau agréé pour réaliser les mesurages de

bruit, qui ont été effectués pendant la période du 08.02. au 13.02.2002.

Il résulte des valeurs enregistrées que:

1. pendant le laps de temps de mesurage, le niveau de bruit s'élevait à 53 - 57 dB(A)_{Leq} pendant la période jour et à 45 - 47 dB(A)_{Leq} pendant la période nuit (période entre 2⁰⁰ et 5⁰⁰);

2. les niveaux de bruit sont dans l'ordre de grandeur tolérable pour une telle situation (pour un quartier résidentiel: 55 dB(A)_{Leq} le jour et 45 dB(A)_{Leq} la nuit).

Il résulte également de l'analyse grossière réalisée qu'il n'est pas assuré que les nuisances sonores déterminées soient concrètes et représentatives pour l'ensemble du quartier résidentiel «Howald». Les résultats de l'analyse ont été transmis au syndicat d'initiative en date du 3 juillet 2002.

Par la suite l'Administration des Ponts et Chaussées a été contactée en vue de présenter des solutions au niveau technique et des démarches à suivre.

Question 1775 (30.7.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant la criminalité transfrontalière:

Pour accroître la sécurité au sein de l'espace européen, les membres de l'Union européenne ont créé en 1999 EUROPOL, qui est un office de police criminelle intergouvernemental facilitant l'échange de renseignements entre polices nationales dans toute une série de matières, comme p.ex. les stupéfiants, la criminalité internationale et la pédophilie.

La lutte contre la criminalité transfrontalière doit viser selon le Conseil de l'Europe à créer un espace de justice, d'offrir un niveau élevé de sécurité aux citoyens, une meilleure coopération entre les pouvoirs publics des Etats membres d'une part et entre ceux des pays candidats et des pays de partenariat d'autre part et de renforcer les actions pour lutter contre la criminalité transfrontalière.

Le problème de la criminalité transfrontalière exige cependant une étroite collaboration de la police luxembourgeoise avec les polices de nos pays voisins, ce qui m'amène à poser les questions suivantes:

- 1) Existe-t-il encore actuellement des obstacles juridiques à une large coopération transfrontalière de la police luxembourgeoise avec les polices de nos pays voisins et dans l'affirmative lesquels?
- 2) Combien d'actions, respectivement de coopérations transfrontalières de la police luxembourgeoise ont eu lieu les derniers 24 mois ensemble avec les corps de police de nos pays voisins?
- 3) Est-ce que la question du port d'armes des policiers au-delà des frontières est réglée?

4) Que pense M. le Ministre de l'idée de commissariats mixtes aux frontières et de patrouilles mixtes régulières pour combattre la criminalité transfrontalière?

Réponse (24.9.2002) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Des accords sur la coopération policière transfrontalière ont été signés avec nos pays voisins - avec l'Allemagne en 1995, avec la Belgique en 1996 et enfin en 2001 avec la France -, de sorte qu'il n'existe plus aucun obstacle juridique à une collaboration étroite dans ce domaine de la criminalité.

Pendant les années 2000 et 2001 et durant le 1er semestre de l'année en cours, la police grand-ducale a reçu 49 demandes d'observation transfrontalière dans le cadre des Accords de Schengen tandis que 2 poursuites transfrontalières ont été opérées sur le territoire luxembourgeois. En sens inverse, les policiers luxembourgeois ont continué leur poursuite sur les territoires belge et français à trois reprises. La police grand-ducale a adressé pendant cette même période 16 demandes d'observation transfrontalière à un autre Etat de l'espace Schengen.

Le port d'armes des policiers au-delà de leurs frontières respectives est réglé par les articles 40 sub 3.d. et 41 sub 5.e. de la Convention d'Application de l'Accord de Schengen ainsi que par les accords bilatéraux conclus avec nos pays voisins.

L'idée de créer des commissariats mixtes aux frontières pour mieux combattre la criminalité transfrontalière est actuellement à l'étude avec nos voisins directs, en particulier avec la Belgique. Dans ce contexte, je me permets de vous informer de l'ouverture, en début de l'année prochaine, d'un Centre de coopération policière à Luxembourg auquel participeront la police et la douane luxembourgeoise, la police belge, la police allemande ainsi que la gendarmerie, la police et la douane française.

Question 1778 (1.8.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le financement des services publics d'incendie:

Le „Feuerschutzsteuergesetz“ du 1er février 1939, modifié en son paragraphe 4 par la loi du 21 février 1985 vise à assurer le financement des services publics d'incendie. Cette loi oblige les compagnies d'assurance de subventionner, à hauteur de 6% des primes encaissées sur les assurances contre les incendies, les services d'incendie et de sauvetage. Cet impôt spécial, dit „Pompjeessteier“, est affecté prioritairement à la caisse d'assurance des sapeurs-pompiers et les autres caisses des services incendies. Le surplus est reparti entre les communes, à titre de subventions, pour l'achat de matériel ainsi que pour l'organisation d'un service permanent et régulier de secours en cas d'incendie.

Le taux en question ne fut plus relevé depuis 1985. Pourtant, le Grand-Duché a depuis connu un accroissement important de sa population ainsi qu'une diversification et densification de son tissu industriel, évolution qui s'est répercutée dans les besoins financiers de nos services d'incendies (cours de formation; matériel plus diversifié et sophistiqué; etc.)

Ces considérations m'amènent à poser les questions suivantes:

I. Comment les recettes issues de la „Pompjeessteier“ ont-elles évolué durant les dix dernières années?

II. Cette évolution est-elle allée de pair avec l'évolution des dépenses nécessaires à maintenir un service public d'incendie et de sauvetage efficace et à la hauteur de son temps?

III. Sinon, à combien se chiffrait chaque année, durant la décennie passée, l'écart entre les recettes provenant de la „Pompjeessteier“ et les investissements dans les services d'incendie et de sauvetage?

IV. Au cas où cet écart serait substantiellement négatif, le Gouvernement songe-t-il à relever le taux actuel de 6%?

V. Le mode de financement actuel des services d'incendie est-il à

considérer comme le moyen le plus adéquat de financement ou est-ce qu'un financement direct par le biais du budget de l'Etat, selon les besoins et nécessités du moment, ne serait-il pas mieux à même de garantir les sommes nécessaires au fonctionnement optimal de l'institution „sapeur-pompier“?

VI. La dénationalisation du secteur des assurances au début des années 1990 et l'entrée au marché de sociétés d'assurance étrangères ayant leur siège social dans un Etat membre de l'Espace économique européen a-t-elle eu un impact sur les recettes générées par la „Pompjeessteier“?

Réponse commune (25.10.2002) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur et de M. Jean-Claude Juncker, Ministre des Finances:

Les questions de l'honorable député soulèvent de ma part les réponses suivantes:

I. Le produit de l'impôt spécial que l'honorable député qualifie de «Pompjeessteier» a évolué de 1990 à 2001 de la façon suivante:

(tableau à consulter au greffe de la Chambre des Députés)

II. Le tableau ci-après montre l'évolution des subventions aux communes, payées au moyen de l'impôt spécial:

(tableau à consulter au greffe de la Chambre des Députés)

J'aimerais rendre l'honorable député attentif au fait que ces deux tableaux sont publiés annuellement dans le rapport d'activités du Ministère de l'Intérieur.

III. Voir II

IV. Un relèvement du taux n'est pas envisagé pour l'instant.

V. Le mode actuel est à considérer comme le moyen le plus adéquat de financement des services d'incendie.

VI. L'article 19 du règlement grand-ducal du 14 décembre 1994 pris en exécution de la loi modifiée du 6 décembre 1991 sur le secteur des assurances et précisant les modalités d'agrément et d'exercice des entreprises d'assurances directes prévoit que chaque entreprise d'assurances opérant au Grand-Duché de Luxembourg en régime de libre prestation de services dans les branches d'assurances non-vie est tenue de désigner un responsable fiscal ayant son domicile et sa résidence au Grand-Duché de Luxembourg. Ce représentant est appelé à assurer la juste perception des impôts et taxes grevant les primes d'assurances, y compris celle de l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie. De cette manière, il est garanti que les impôts et taxes sur les primes d'assurances et l'impôt dans l'intérêt du service d'incendie sont recouverts indépendamment du fait que les entreprises d'assurances sont établies au Grand-Duché de Luxembourg ou non.

Question 1789 (12.8.2002) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la concentration de légionellose au Campus Geesseknäppchen:

Me référant à une information diffusée à la radio „DNR“ en date de ce jour, une très forte concentration de légionellose aurait été constatée sur le Campus Geesseknäppchen. Celle-ci dépasserait le seuil d'alerte et existerait déjà depuis la mi-juillet. Elle serait liée à des problèmes techniques rendant impossible le réchauffement de l'eau à une température suffisamment élevée pour éliminer la légionellose.

D'après mon interprétation de la législation, le Laboratoire national n'aurait pas le droit d'informer

l'autorité publique compétente de l'existence de légionellose et d'autres pathogènes dans l'hypothèse où elle procède à des analyses commanditées par des personnes ou organismes privés. De surcroît, ces derniers resteraient libres de remédier ou non aux problèmes.

1. Est-ce que M. le Ministre est au courant de la très forte concentration de légionellose au Campus Geesseknäppchen? Dans l'affirmative, depuis quelle date dispose-t-il d'informations à ce sujet? Quelles sont les circonstances exactes de cette affaire?

2. Est-ce que les problèmes seront résolus pour la rentrée scolaire, de sorte à exclure tout risque pour la santé des enseignants et élèves?

3. Est-ce que M. le Ministre partage mon interprétation de la législation?

4. Est-ce que M. le Ministre entend réformer la législation dans le sens, d'une part, d'obliger le Laboratoire national d'informer, dans toutes les hypothèses, les autorités compétentes en cas de détection de pathogènes, et, d'autre part, d'obliger les personnes commanditaires de remédier aux problèmes à l'origine de pathogènes?

Réponse (20.9.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

J'ai été averti en date du 5 août par les services de l'Inspection sanitaire des résultats d'analyses de prélèvements d'échantillons d'eau au Campus Geesseknäppchen.

La société chargée de l'entretien technique des installations du campus scolaire a procédé en date des 12, 18 et 29 juillet, dans le cadre du contrat d'entretien, à un prélèvement d'échantillon d'eau dans les installations sportives et sanitaires du Forum, de la piscine et de l'International School of Luxembourg au Campus scolaire Geesseknäppchen. Ces prélèvements font partie d'un dispositif de prévention mis en place pour assurer la sécurité hygiénique et sanitaire sur le site Geesseknäppchen.

Le résultat des analyses concernant la recherche de Legionella sur les échantillons d'eau dont question par le Laboratoire national de Santé est le suivant:

- installations sanitaires de l'International School: sans risque
- hall sportif de l'International School: sans risque
- piscine: sans risque à l'exception d'une douche isolée et rarement utilisée
- douches du Forum réservées au personnel du restaurant scolaire: taux élevé. Ces douches ont été mises depuis un certain temps hors service pour d'autres raisons techniques.

Dans la piscine du Campus le débit d'eau des douches est surdimensionné par rapport à l'utilisation effective. Ceci entraîne de l'eau stagnante dans les circuits. Les mitigeurs des douches ont un temps de réaction trop lent de façon que les chauffe-eau ont dû fonctionner à une température de 40°C afin d'éviter de possibles brûlures aux utilisateurs.

Les problèmes sont résolus pour la rentrée scolaire par trois moyens:

- les circuits sont redimensionnés afin d'éviter l'eau stagnante,
- les mitigeurs sont remplacés par de nouveaux modèles à temps de réaction plus rapide, de façon que les chauffe-eau puissent fonctionner à 65°C,

- une désinfection chimique du circuit est réalisée.

Quant aux douches du Forum réservées au personnel, les solutions prévues sont les suivantes:

- dans le circuit d'eau froide un thermostat sera installé pour actionner momentanément les douches au moment où la température de l'eau dépasse les 20°C,
- les chauffe-eau seront remplacés par des modèles à purge,
- une désinfection chimique du circuit sera réalisée.

Depuis l'ouverture des nouvelles infrastructures, des prélèvements réguliers font partie du dispositif de prévention mis en place pour assurer la sécurité hygiénique et sanitaire au Campus.

S'agissant d'une éventuelle obligation dans le chef de la société chargée de l'entretien technique du Campus d'informer les autorités, l'honorable parlementaire remarque à juste titre que les analyses ont été effectuées à la demande d'une société privée et non des autorités publiques. Logiquement le Laboratoire national de Santé (LNS) a communiqué les résultats à la société qui a commandé les analyses et qui en a d'ailleurs supporté le coût. En théorie l'on pourrait longuement discuter sur la question de savoir si les agents du LNS, étant des fonctionnaires de l'Etat, ont une obligation de révéler toute infraction constatée aux lois et règlements, mais je donne à considérer que les analyses en question auraient parfaitement pu être commandées auprès d'un laboratoire privé.

Quant à la législation soumettant certaines maladies à déclaration obligatoire, elle n'est pas applicable en l'occurrence, alors que la contamination par des légionelles n'a donné lieu à aucun cas de maladie dans l'état actuel des informations.

Le Gouvernement est cependant d'avis que dans le cadre des relations qui le lient au propriétaire du Campus les résultats des analyses auraient dû lui être signalés. Pour le futur des instructions dans ce sens ont été données.

Quant à la question plus générale de savoir s'il convient d'obliger par voie légale tout laboratoire même privé et toute personne ayant commandé des analyses à révéler aux autorités les résultats de contaminations même légères, elle mérite certes réflexion, mais une réponse générale affirmative risque d'entraîner des effets pervers. Ainsi de nombreux exploitants ou producteurs, notamment dans le domaine alimentaire, procèdent à des autocontrôles indépendamment des contrôles imposés par les services d'inspection de l'Etat. Les professionnels qui déjà procèdent à des autocontrôles démontrent de la sorte un sens aigu de leurs responsabilités auquel les autorités doivent pouvoir s'en remettre. Imposer la communication aux autorités de tout résultat positif peut entraîner la cessation des autocontrôles, pourtant hautement recommandables.

Question 1790 (13.8.2002) de M. Nico Loes (CSV) concernant l'école de la deuxième chance:

A l'occasion du sommet européen des chefs d'Etat et de Gouvernement de Lisbonne en mai 1999, il fut décidé de baisser d'ici 2009 de 50% le nombre de jeunes quittant le système scolaire sans qualification et sans diplôme. Les projets-pilotes des Ecoles de la deuxième chance de l'Union européenne furent considérés comme

pouvant constituer un des éléments d'une stratégie globale pour atteindre cet objectif. En effet, la Commission européenne reconnaît à juste titre que la lutte contre l'échec scolaire serait au cœur du débat sur la réforme de l'éducation. Elle serait primordiale pour la réussite d'une économie de la connaissance durable, pour une société volontaire stable et pour une démocratie à laquelle chacun puisse participer.

Dans la déclaration gouvernementale d'août 1999 le „Gouvernement entend faire des efforts particuliers afin de mettre en place une véritable offre d'école de la deuxième chance présentant un concept de prise en charge psychopédagogique permettant un nouveau départ dans une scolarisation souvent difficile, en tenant compte des problèmes individuels qui peuvent se présenter“.

Dans ce contexte, je vous prie, Mme la Ministre, de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Quelles sont les différentes initiatives entreprises depuis lors par le Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports?

2. Est-ce qu'entre-temps le Ministère dispose des données statistiques fiables qui permettent de déterminer le nombre, le parcours scolaire et, le cas échéant, les raisons des échecs?

3. Est-ce que le Ministre a pu se donner les moyens pour s'inspirer des différents projets-pilotes existant au sein de l'Union européenne? Quelles sont les conclusions et les orientations qui se dégagent de ces expériences et dont pourrait profiter notre pays?

4. Est-ce que l'option du Ministère va plutôt dans le sens de la création d'une nouvelle structure de formation? Est-ce que les méthodes de la pédagogie de la deuxième chance ont été retenues? Quelles autres options connaissent les faveurs du Ministère?

5. Quels peuvent être par ailleurs d'autres éléments d'action et d'initiative qui pourraient rentrer dans une stratégie globale de réduire le nombre de jeunes quittant le système scolaire sans diplôme et sans qualification?

6. Le Ministère est-il en mesure d'atteindre les objectifs du sommet de Lisbonne en la matière?

Réponse (19.9.2002) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

1. Un groupe interministériel créé en 2001 est chargé de coordonner l'ensemble des mesures d'insertion socio-professionnelle et de qualification de tous les jeunes qui, à la suite d'échecs, sont sortis du système scolaire (Ministère du Travail et de l'Emploi; Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse; Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports).

Un répertoire regroupant la panoplie des initiatives publiques et privées dans l'intérêt des jeunes sans qualification scolaire ou professionnelle et sortis de l'obligation scolaire, donc le véritable public cible de l'école de la deuxième chance, est en élaboration. La contribution du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports consiste à soutenir pédagogiquement ces initiatives afin d'offrir aux exclus de l'école la possibilité de réintégrer une formation grâce à un concept de „pédagogie de la deuxième chance“ avec une prise en charge psychopédagogique permettant un nouveau départ dans une scolarisation souvent difficile.

Des référentiels de formation professionnelle spécifiques ont été

élaborés en 2000 et 2001; ils sont appliqués à partir de 2002 dans la formation 250 jeunes demandeurs d'emploi entre 15 et 18 ans au Centre national de la Formation professionnelle continue (CNFPC).

En 2001 et 2002, deux classes préparatoires à l'admission en formation au Certificat d'Initiation technique et professionnelle (CITP) ont été organisées au CNFPC d'Esch-sur-Alzette, en collaboration avec le Lycée technique Nic Bieber, le Lycée technique d'Esch-sur-Alzette, le Lycée technique Mathias Adam et le Lycée technique du Centre. 31 jeunes âgés de 16 ans et auxquels manquaient un ou deux modules en langues et/ou en mathématiques pour être admis à une formation menant au CITP ont été scolarisés suivant un modèle pédagogique orienté principalement sur le tutorat et la pédagogie individualisée. Les élèves ayant suivi des cours de formation professionnelle à raison de 20 heures hebdomadaires, ont bénéficié d'un tutorat à raison de 10 heures hebdomadaires pour suivre l'enseignement général, c'est-à-dire le programme des modules à compléter, et ont bénéficié d'un encadrement socio-pédagogique par des éducateurs gradués.

Pendant les vacances scolaires, des stages de 4 à 5 semaines ont été organisés tout au long de la formation. Ces apprenants bénéficient du statut des demandeurs d'emploi. 70% des candidats sont actuellement sous contrat d'apprentissage CITP.

L'expérience sera poursuivie au cours de l'année scolaire 2002-2003.

2. Les données statistiques

Le Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a fait effectuer une enquête concernant le décrochage scolaire dans le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique durant l'année scolaire 1999-2000. Cette étude a montré notamment que durant cette année, sur 935 élèves du régime préparatoire arrivant à la fin de leur scolarité obligatoire de neuf ans, 20% ont quitté l'école sans certification.

3. Un projet pilote européen Leonardo da Vinci „Un modèle pédagogique pour une Ecole de la deuxième chance“ a été initié en novembre 2001 par le Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports. La durée du projet pilote est de trois ans. Il regroupe des partenaires allemand (l'Ecole de la deuxième chance de Cologne), belge, français (dont l'Ecole de la deuxième chance de Marseille) et luxembourgeois. La mission de ce groupe consiste à faire l'inventaire des pratiques pédagogiques destinées pour des jeunes en difficultés, de les évaluer et de les échanger entre pays partenaires. Ces travaux sont en cours et les premiers résultats seront disponibles en 2003.

4. La ligne de conduite du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports est de développer et d'appuyer les nombreux dispositifs qui existent déjà pour ces jeunes, plutôt que de créer une nouvelle structure de formation. La construction d'une Ecole de la deuxième chance regroupant dans un établissement ces jeunes en difficulté, n'est donc pas envisagée.

5. Actuellement, un groupe de travail, sous la présidence du Directeur à la formation professionnelle, élabore un projet de réforme de l'apprentissage et de la formation en alternance au Luxembourg.

Cette réforme préconise une intégration des dispositifs d'insertion dans la formation en alternance. Elle proposera de déterminer les parcours de formation profession-

nelle de façon modulaire de sorte que l'apprentissage deviendra plus flexible, plus abordable évitant ainsi à des jeunes de devoir abandonner une formation sans avoir obtenu de qualification.

6. Au vu de ces éléments, le Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports pourra être en mesure de se rapprocher à moyen terme des objectifs du sommet de Lisbonne.

Question 1792 (20.8.2002) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le recrutement de main-d'oeuvre par la société ARCELOR:

D'Generaldirektion vum ARCELOR huet viru kuerzem bestätegt, dass déi nei Mëtteleisestrouss Enn 2004 soll a Betrib geholl ginn, nodeem datt eng zousätzlech Investitioun vun 20 Milliounen Euro agesat gouf, fir eng besser Statik vum Buedem ze erméiglechen an en zousätzlech Walzgerüst ze bauen fir Wänkel- an U-Eisen.

Dëst soll geschéien, nodeem d' STUL (Société Train Universel de Longwy) zu Longkech zougemaach géif ginn, wouvunner em déi 340 Stolarbechter betraff wieren. En Deel vun dese Leit soll vun de Lëtzebuerger ARCELOR-Wierker iwwerholl ginn, mam Statut vun der Lëtzebuerger Stolindustrie.

Op den ARCELOR-Wierker hei am Land gétt et nach emmer d'CDR (Cellule de reclassement), déi deelweis vun Lëtzebuerger Stat, also vum Lëtzebuerger Steierzueler mat finanziéiert gétt. Bei der Aarbechtsmaartverwaltung si sécherlech och Persounen agedroen, déi këinten an dem engen oder aneren ARCELOR-Betrib beschäftegt ginn.

Kënnen déi zoustänneg Ministere mer duerfir dës Froe beäntweren:

1. Stëmmt et, datt, wann d'STUL zu Longkech zougemaach gétt, en Deel vun dem Personal vun de Lëtzebuerger ARCELOR-Wierker iwwerholl gétt?
2. Wéi vill Stolarbechter sinn nach an der CDR op den ARCELOR-Wierker ageschriwwen, an op wat fir engen Chantecher gi se beschäftegt?
3. Bei wéi vill Betriber a mat wéi vill Sue bedeelegt sech de Lëtzebuerger Stat un der CDR, a wéi ass d'Opdeeling vun dese Suen op déi eenzel CDR-Projeten?
4. Wann de Lëtzebuerger Stat sech schonn un der Finanzéierung vun engem Deel vun ARCELOR-Personal an der CDR bedeelegt, wéi et dann net méi sennvoll an am Interessi vum Lëtzebuerger Steierzueler, fir d'éischt emol d'Leit érem fest op der neier Mëtteleisestrouss oder an anere Betriber ze beschäftegen, ier ee Leit vun der STUL vu Longkech iwwerhëlt?
5. Wéi vill Leit si bei der Aarbechtsmaartverwaltung als Aarbechtsloser agedroen, déi bei der ARCELOR kënnen beschäftegt ginn, ier mer Leit aus dem Ausland rekrutéieren?

Réponse (24.10.2002) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:

Punkt 1:

D'Bestellung vun der neier Mëtteleisestrouss um Site Esch-Belval ass am September 2002 gemaach ginn. Dës nei Strooss soll d'Produktioun vu verschiddene Stroosse regroupéieren a besonnesch déi ganz Produktioun vun der STUL an een Deel vun der Produktioun vun anere Stroossen.

Am Fall wou d'STUL, eng franséisch Firma vum Groupe ARCELOR, zougemaach gétt, verflécht déi franséisch national Gesetzgebung de Groupe zu engem interne Reclassement, éier iergend

eng aner Moossnam, déi an engem eventuellen Sozialplang virgesinn ass, geholl gétt. Dës Virschréfte stinn am Gesetz vun der sozialer Modernisatioun (Gesetz n° 2002-73 vum 17. Januar 2002). D'Prozeduren, déi derzou féieren, dass d'STUL eventuell géif zougemaach ginn, ginn am «Comité d'entreprise» vun der ARCELOR, der STUL a bei de franséische Regierungsinstanze gefouert.

D'Verpflichtung vum Reclassement beim Groupe ARCELOR betrëfft un éischer Plaz de Secteur vun de «Produits longs». Et ass normal, als éischt ee Reclassement an de Lëtzebuerger Firmaen aus dem Secteur ze berücksichtigen, och well et a Frankreich keng Unitéit vu «Produits longs» gétt.

Well dës genannte Prozeduren nach net ofgeschloss sinn, ass et zu dem Zäitpunkt net méiglech, iergend eng Zuel vu betraffene Leit ze nennen.

Punkten 2 an 3:

Den 1. Januar 2002 louch den Iwwerschoss vum Personal bei der CDR bei 353 Persounen, déi folgendermoossen opgedeelt waren:

116 Leit goufen un extern Firmae verléint

195 Aarbechten op interne Chantieren

21 Formatiounen

21 Noutstandsarbechten

Nodeem d'Tuberie vun Déifferdeng den 1. März 2002 zougemaach ginn ass, ass den Iwwerschoss vum Personal bei der CDR em 464 Persounen op den 1. Mee 2002 geklomm.

D'CDR ass eng Grupp, déi d'Reclassement vu Persoune virgesäit, déi op eng Réaffectioun waarden. D'Personal, dat do ageschriwwen ass, gétt an d'Produktioun integréiert, en fonction vu senger Fäegkeeten a vun de Bedürfnissen vum Service.

Den 1. September 2002, war d'Situatioun déi folgend:

Iwwerschoss vum Personal vu 421 Persounen

104 Leit goufen un extern Firmae verléint

298 Aarbechten op interne Chantieren

19 Noutstandsarbechten

D'Evolutioun vun desen Zuelen weist d'Efforten, déi um Niveau vum séiere Reclassement vum Iwwerschoss vum Personal gemaach goufen.

D'Finanzéierung vun der CDR ass an de Bestëmmunge vun Accord Tripartite-Stolsecteur vum 9. Januar 2002 virgesinn. Déi gesi fir, datt d'CDR weider dem Iwwerschoss vu Leit an der Lëtzebuerger Stolindustrie bis Enn 2004 alternativ Beschäftegung soll ubidden. Am Prinzip leeft d'CDR also em 2004 aus an domat dem Stat seng Participatioun. Wéi vill Leit vun der CDR dann nach do sinn a kënnen agesat ginn, ass haut ze fréi fir genee ze soen.

D'Finanzéierungskonditiounen hunn net geännert, wat heescht: Verrechnung vun der Aarbecht un d'Gesellschaften, déi Personal benotzen, an Deele vun de reschtliche Käschten, déi net gedeckt sinn, zu 80% duerch de Fonds pour l'emploi an zu 20% duerch d'Entreprises, déi Personal ofginn. D'Paie vum Personal, dat aussergewéinlech Aarbechte verriicht, baséiere sech, wéi an der Vergaangenheet, op Kontrakter mat deene betreffende Verwaltungen.

Punkte 4 a 5:

De Raisonement, de Beitrag vum Stat duerch eng séier Integratioun vum iwwerschëssege Personal ze reduzéieren, ass vollkommen ubruecht.

Déi Zuele vu virdu weisen, dass d'Gesellschaft all Efforte mécht, fir d'Personal vun der CDR ze reclaséieren, an nëmmen an deene Fäll op d'Astelle vu Leit zréckgräift, wou d'Personal vun der CDR net ka berücksichtegt ginn, wéinst der professioneller Qualifikatioun oder de Fäegkeeten vum Personal vun der CDR. Ze notéieren bleift och den Effort vun der Formatioun en vue vun engem Reclassement.

Wat d'Astelle vu Leit ugeet, rekrutéiert d'Gesellschaft ee Maximum um nationalen Aarbechtsmaart. Déi Qualifikatiounen, déi gebraucht ginn, sinn haut ganz oft nëmmen um regionalen Aarbechtsmaart disponibel an et ass dowéinst, besonnesch um Niveau vun den Aarbechter, dass relativ vill Grenzgänger agestallt ginn.

Et bleift zréckzebehalen, dass d'Relatiounen Adem-ARCELOR excellent sinn an dass et zënter deene leschte Joren eng enk Zesummenaarbecht gétt. Zënter 2000 goufe verschidde Rekrutéierungsatelieren vun der ADEM organiséiert an dat an Zesummenaarbecht mat ARBED/ARCELOR. Vun deenen 232 Kandidaten, déi geruff goufen, hu sech der 110 presentéiert an 59 sinn der zréckbehalen ginn. Vun deene Leit, déi am «stage d'insertion» oder am «stage de réinsertion» waren, goufen der 25 définitiv no hirer Formatioun agestallt, wovun der 20 am Personalbestand um 1. September bleiven. 13 Leit sinn am Moment nach am Stage.

Ze bemierke bleift, dass duerch d'Départen an d'Prétraite-ajustement vun de Joergäng 1945, 1946 an 1947 897 Plazen an der Period 2002 bis 2004 fräi ginn. Doduerch ginn d'Bedürfnisser fir nei Leit anzestelle geschaf, déi zum Deel duerch d'Integratioun vu qualifiziertem Personal, dat vun der STUL kënn, zefridde gestallt ginn.

Question 1794 (20.8.2002) de Mme Agny Durdu (DP) concernant l'ouverture d'un café littéraire au Centre national de Littérature:

Les premiers fonds du Centre national de Littérature (CNL) ont été constitués à partir de l'année 1986 aux Archives nationales à Luxembourg-ville. C'est en octobre 1995 que le CNL, institut culturel de l'Etat et dépendant du Ministère de la Culture, a ouvert les portes de son propre bâtiment: la Maison Servais à Mersch.

Le CNL, Centre de recherche documentaire pour la littérature luxembourgeoise est devenu, avec ses maintes possibilités de rencontre, un véritable centre d'animation socioculturelle autour du livre et de la lecture. A l'époque, il a été convenu de pourvoir le CNL d'un "café littéraire" dans le but de créer un lieu de rencontre et de discussion pour le public intéressé. Or, il me revient qu'en dépit d'installations existantes, le "café littéraire" n'a toujours pas pu ouvrir ses portes.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme le Ministre de la Culture:

- Est-ce que Mme le Ministre peut m'indiquer les raisons pour lesquelles le café littéraire susmentionné reste jusqu'à ce jour fermé?
- Quand Mme le Ministre prévoit-elle de mettre les installations existantes du café littéraire à la disposition du public?

Réponse (24.9.2002) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

L'idée d'un café littéraire sous gestion autonome a son origine dans les documents annexes au

projet de loi N°3462 relatif au réaménagement de la Maison Servais à Mersch dans l'intérêt du Centre national de Littérature, y compris l'aménagement des abords, la construction d'un logement de service, l'acquisition des équipements nécessaires et la fourniture de mobilier.

Or, faire fonctionner le café littéraire sous ce statut s'est avéré assez difficile, sinon impossible pour différentes raisons:

- il est très difficile de trouver un patron qualifié qui soit à la fois cabaretier, restaurateur et animateur culturel. La soumission publique est d'ailleurs restée sans réponse;
- l'ouverture d'un café littéraire avec restaurant pourrait être perçue comme une concurrence déloyale par le commerce local;
- les localités ne se prêtent plus à une exploitation commerciale, comme les caves servent d'espace de stockage indispensable au CNL.

Quoique le café littéraire ne fonctionne donc pas comme entreprise commerciale, je peux néanmoins informer l'honorable députée qu'il remplit pleinement son rôle de lieu de rencontre et de discussion. Quiconque participe à la vie culturelle de notre pays, a bien su se rendre compte que le café littéraire est à la disposition du public au besoin des activités du CNL. Pour ce faire, la direction du CNL a recours soit à son propre personnel, soit à la coopération avec des fournisseurs locaux.

Je voudrais enfin informer l'honorable députée que le Ministère est en train de finaliser le projet de loi conc. l'actualisation de la loi du 28 décembre 1988 sur les instituts culturels de l'Etat, projet de loi qui confèrera au Centre national de Littérature le statut d'institut culturel de l'Etat à part entière.

Question 1796 (22.8.2002) de M. Lucien Clement (CSV) concernant les contrôles effectués par la brigade „Hygiène alimentaire et cabaretag“ de l'Administration des Douanes et Accises:

Depuis certaines années, la brigade "Hygiène alimentaire et cabaretag" de l'Administration des Douanes et Accises organise auprès des organisateurs de fêtes populaires des séances d'information sur les dispositions législatives et normatives à respecter en matière d'hygiène et de santé alimentaires. Afin de vérifier la mise en pratique de ces dispositions sur le terrain, la brigade concernée a effectué un contrôle étendu à l'occasion de 28 fêtes populaires organisées en date du 15 août 2002. Les denrées alimentaires, les ustensiles nécessaires pour la préparation des aliments ainsi que les personnes qui sont en contact avec les denrées ont été soumises au contrôle effectué par dix équipes de la brigade.

Il ne fait aucun doute que ces contrôles sont absolument nécessaires à la lumière des 4.000 associations qui, selon les articles de la presse luxembourgeoise, organisent 8.000 manifestations par an au Grand-Duché. A titre d'exemple, la brigade a détecté deux cas de manquements particulièrement graves à l'occasion des contrôles du 15 août.

Dans ce contexte, je vous prie, MM. les Ministres, de vous poser les questions suivantes:

1. Est-ce que MM. les Ministres ont été au courant de ces contrôles? Est-il d'habitude de publier les résultats de ces contrôles dans la presse luxembourgeoise?
2. Si tel est le cas, ne serait-il pas opportun de formuler ces informa-

tions de telle façon à ne pas discréditer tout un secteur du travail bénévole ou même de l'économie luxembourgeoise?

3. Est-ce que les contrôleurs sont soumis à des formations appropriées afin de pouvoir effectuer les contrôles sur le terrain?

4. Les contrôles effectués par l'Administration des Douanes et Accises seront-ils étendus aux acteurs du secteur HORESCA, tels que restaurants, cantines, hôtels, brasseries etc.?

5. Dans l'affirmative, est-ce que les contrôles effectués par l'Administration des Douanes et Accises ne risquent pas de provoquer un conflit de compétences avec l'Inspection sanitaire et avec l'Administration des Services vétérinaires?

Réponse conjointe (30.10.2002) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances* et de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Dès l'abolition des frontières intérieures de la Communauté, le Gouvernement et le législateur ont estimé nécessaire d'étendre les compétences de l'Administration des Douanes et Accises dans beaucoup de domaines dont notamment celui de l'hygiène alimentaire.

La loi du 27 juillet 1993 a ainsi modifié la loi du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels et a conféré compétence aux agents de l'Administration des Douanes et Accises de rechercher et de constater les infractions à cette loi et à ses règlements d'exécution.

D'autre part ces agents ont dans l'accomplissement de leurs fonctions pour l'exécution de cette loi la qualité d'officiers de police judiciaire. Ils constatent les infractions par des procès-verbaux faisant foi jusqu'à preuve contraire. Leur compétence s'étend à tout le territoire du Grand-Duché.

En principe, il n'est pas d'usage d'informer MM. les Ministres à l'avance de chaque contrôle individuel envisagé par l'Administration. Toutefois, les rapports d'activité permettent aux ministres compétents de prendre connaissance des travaux de leurs administrations.

Depuis 1993 les responsables de l'Administration des Douanes et Accises, ayant reçu une formation poussée par les fonctionnaires compétents du Ministère de la Santé, ont essayé de transposer la législation citée ci-avant en pratique par des contrôles d'équipes spécialisées, en portant l'accent sur la prévention plutôt que sur la répression. Dans cet ordre d'idées, les fonctionnaires compétents de l'Administration des Douanes et Accises ont organisé, de concert avec la plupart des administrations communales et leurs syndicats d'initiatives, des réunions d'information ayant pour but d'instruire les responsables des clubs et associations concernées sur la législation et sa mise en pratique afin de garantir le respect des prescriptions hygiéniques lors de fêtes locales.

Le contrôle du 15 août 2002 était destiné d'une part à contrôler l'efficacité des efforts que l'Administration des Douanes et Accises a investi dans ce domaine au cours des dernières années et d'autre part à rappeler aux responsables des associations que des contrôles sont effectués régulièrement afin de détecter ceux des organisateurs qui risquent de mettre en danger la santé publique.

La publication des contrôles effectués dans la presse constitue certainement l'un des moyens de prévention les plus efficaces pour atteindre le but escompté. Il y a lieu de relever que l'Administration

des Douanes et Accises s'est limitée à fournir les résultats du contrôle à la presse.

D'autre part, il semble difficile de constater un discrédit d'un secteur ou de l'économie entière lorsqu'on considère le résultat tout à fait positif du contrôle pour les associations (sauf les rares exceptions).

Il s'entend que les contrôles en question sont toujours effectués par des équipes spécialisées ayant reçu une formation adéquate aussi bien du Ministère de la Santé que de l'Administration des Douanes et Accises.

En ce qui concerne les contrôles des acteurs du secteur HORESCA, effectués déjà depuis plusieurs années, le rapport d'activité officiel indique qu'en 2001, les agents des douanes et accises ont effectué 309 interventions dans le domaine du contrôle des débits de boissons et des restaurants. Sur 2.700 établissements et débits de boissons implantés au Luxembourg, près d'un quart a fait l'objet d'un contrôle de la douane.

Quant au 5e volet de la question faisant état d'un risque de conflit de compétence entre les Services des Douanes et l'Inspection sanitaire, il y a tout d'abord lieu de relever que la collaboration entre les services concernés relevant de la tutelle du Ministre de la Santé et du Ministre des Finances est généralement bonne.

Ceci étant, l'article 6 de la loi du 25 juillet 1993 précitée précise en son al. 1er que «pour l'exécution des attributions de police administrative et dans les limites des lois et règlements régissant la matière, les ministres avec compétence fonctionnelle instruisent la direction de l'Administration des Douanes et Accises».

C'est ainsi que l'article 5 de la loi du 25 septembre 1953 ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels, tel que reformulé par l'article 18 de la précitée loi du 27 juillet 1993 attribuant de nouvelles compétences aux douanes, tout en énumérant les agents des Douanes et Accises parmi les agents chargés de la surveillance de l'hygiène alimentaire, relève que cette surveillance est exercée sous l'autorité du Ministre de la Santé.

Question 1797 (22.8.2002) de M. Alex Bodry (*LSAP*) concernant le règlement grand-ducal instituant un groupe de travail chargé d'élaborer un plan sectoriel concernant les décharges régionales pour déchets inertes:

Récemment le Conseil de Gouvernement a approuvé le règlement grand-ducal instituant un groupe de travail chargé d'élaborer un plan sectoriel concernant les décharges régionales pour déchets inertes. Existe-t-il déjà un projet de plan?

Dans quels délais le Gouvernement entend-il clôturer la procédure légale rendant obligatoire un tel plan?

Pour quelles raisons le Gouvernement a-t-il choisi comme base légale de cette planification en matière de déchets la législation sur l'aménagement du territoire et non pas la législation relative à la gestion des déchets qui prévoit pourtant expressément l'élaboration de tels plans?

Réponse (1.10.2002) de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Il est vrai que le Conseil de Gouvernement vient de mettre en place un groupe de travail chargé d'élaborer un plan sectoriel concernant les décharges régionales pour matières inertes.

L'article 9.1 de la loi du 21 mai 1999 prévoit que les projets de plans directeurs sectoriels sont élaborés par des groupes de travail, soit à la demande du Ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, soit à la demande du Ministre ayant dans ses attributions le secteur visé.

C'est conformément à cette disposition que le Ministre de l'Environnement a pris l'initiative pour saisir le Conseil de Gouvernement du projet en question.

En ce qui concerne les délais de la réalisation ainsi que le contenu du projet de plan, il y a lieu de s'adresser directement au Ministre de l'Environnement.

Question 1798 (22.8.2002) de M. Ben Fayot (*LSAP*) concernant les droits de l'homme au Tibet:

Le Luxembourg a toujours encouragé un dialogue politique franc et soutenu en tant que partie intégrante de la relation globale qu'entretiennent la Chine et l'Europe. En outre, il n'a pas manqué de souligner à maintes reprises l'importance qu'il attache à la situation des droits de l'homme et civils au Tibet.

Dans ce cadre, j'aimerais poser les questions suivantes à Mme la Ministre des Affaires étrangères:

Au niveau de l'Union européenne:

- quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois en matière de promotion de négociations sans conditions préalables entre le Gouvernement de la République populaire de Chine et le Gouvernement tibétain en exil?

- quelle est la position du Gouvernement luxembourgeois au sujet de la nomination d'un représentant spécial de l'Union européenne pour le Tibet?

De quelle manière le Gouvernement luxembourgeois a-t-il, au cours des deux années écoulées, contribué à promouvoir, aux niveaux international et communautaire:

- le dialogue entre le Gouvernement de la République populaire de Chine et le Gouvernement tibétain en exil?

- la promotion des droits du peuple tibétain?

Comment entend-il se positionner à l'avenir en la matière?

Réponse (11.11.2002) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

Comme l'indique justement l'honorable député, le Luxembourg en tant qu'Etat membre de l'UE a toujours encouragé un dialogue franc et ouvert entre l'UE et la Chine en matière de droits de l'homme. Dans ce contexte la question de la situation au Tibet a toujours fait l'objet de discussions soutenues lors de toutes les visites bilatérales.

La promotion d'un dialogue entre les autorités de la République populaire de Chine et le Dalai-Lama fait partie des sujets soulevés régulièrement par l'UE et par le Luxembourg.

La visite à Beijing et au Tibet de deux envoyés spéciaux du Dalai-Lama à la mi-septembre a été dans ce contexte un élément très encourageant. Il est intéressant de souligner que cette visite a été mentionnée dans la presse chinoise et que les envoyés spéciaux ont aussi informé les instances européennes à un niveau de travail de la teneur de leurs discussions à Beijing et au Tibet.

Le Gouvernement luxembourgeois a donc par son insistance aux cours de tous les entretiens officiels contribué à encourager les autorités chinoises à continuer le dialogue avec le Dalai-Lama. Des projets de coopération luxembourgeois au Tibet dans le domaine de la santé qui touchent directement la population tibétaine ont également contribué à assurer un développement à la population.

Par notre soutien et notre action collective au sein de l'UE le Luxembourg a aussi soutenu des projets européens au Tibet qui œuvrent en faveur des droits culturels du peuple tibétain.

C'est dans cette voie d'encouragement du dialogue et de soutien à travers des projets concrets que le Luxembourg souhaite continuer son action dans ce domaine.

Question 1804 (28.8.2002) de M. Jean Colombero (*ADR*) concernant le calcul du loyer et des charges annuels:

Dans le cadre du Règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, l'article 18 énonce que pour le calcul du loyer annuel les différents montants et composants les plus récents et connus sont considérés. Au 31 décembre de chaque année, le loyer annuel réel, calqué sur les différents montants et composants réels, est déterminé et fait l'objet d'un décompte.

L'article 17 du prédit RGD précise qu'un loyer mensuel est dû dès l'entrée en vigueur du contrat de bail, mais qu'il ne contient pas les taxes, ni les consommations, ni les frais qui peuvent être imputés en tant que charges du ménage-occupant. Un décompte annuel et individuel des charges est remis par le promoteur au ménage-occupant.

En pratique on constate cependant que les locataires attendent jusqu'à deux années avant de recevoir le décompte final des loyers et des charges réellement dus. Ces décomptes contiennent parfois des sommes importantes à régler par le locataire. L'esprit de cette législation, de vouloir garantir aux gens un logement à loyer modéré, me semble pourtant être en contradiction avec la manière de procéder en matière de décomptes telle que prévue par le RGD en question.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre du Logement:

1) Pourquoi les décomptes des loyers annuels effectifs à régler et calculés à partir des avances versées ne parviennent-ils aux ménages-occupants qu'avec un retard de deux années? Est-ce qu'il y a une possibilité d'accélérer cette procédure?

2) Les loyers annuels effectifs à payer ayant une nette tendance à être plus importants que les loyers avancés, ne serait-il pas possible d'adapter de manière plus exacte les avances aux montants réellement dus?

3) Est-ce qu'il y a une possibilité de permettre aux ménages-occupants un paiement échelonné de la somme due sur base du décompte final, afin d'éviter une charge financière trop importante pour ces locataires?

Réponse (19.9.2002) de M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*:

Le Président du Fonds pour le logement à coût modéré me fait savoir que les derniers décomptes de loyer, opérés aux termes du chapitre 5 du règlement grand-ducal du 16 novembre 1998 fixant les mesures d'exécution relatives aux logements locatifs, aux aides à la pierre ainsi qu'aux immeubles cédés sur la base d'un droit d'emphytéose et d'un droit de superficie, prévus par la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, et portant sur l'exercice 2000 ont été établis sur base des données fournies par les locataires du Fonds du Logement suite à une invitation y relative expédiée vers la fin du mois de février 2001, d'un premier rappel envoyé au mois de mai et d'un deuxième rappel, expédié en recommandé fin mai 2001, durant les mois de juin/juillet 2002.

Les avances de loyer sont déterminées sur base des seules données fournies par les locataires, de sorte qu'une éventuelle différence entre les loyers annuels effectivement dus et les avances réellement payées n'est pas imputable au Fonds du Logement.

Finalement, il y a lieu de souligner qu'un paiement échelonné de la somme due sur base du décompte final est accordé à chaque locataire sur base d'une demande y relative.

Question 1805 (29.08.2002) de M. Alex Bodry (*LSAP*) concernant le bénévolat:

L'année 2001 avait été proclamée année internationale du bénévolat.

Jusqu'à présent le Gouvernement s'est refusé à envisager des réformes législatives (fiscalité, congé associatif, assurances sociales) pour renforcer et soutenir l'engagement volontaire des citoyens.

Lors des débats parlementaires début 2002 le Gouvernement avait néanmoins annoncé la création d'un conseil supérieur du bénévolat et accueilli favorablement l'idée d'une agence nationale de promotion du bénévolat.

J'aimerais connaître de la part du Gouvernement l'état d'avancement de la mise en place de ses nouvelles structures?

Quelles sont, le cas échéant, les autres initiatives nouvelles que le Gouvernement entend développer en guise de conclusion de cette année internationale?

Quelles en sont les répercussions budgétaires?

Réponse (26.9.2002) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*:

Lors de sa réunion du 11 janvier 2002, le Conseil de Gouvernement avait accueilli favorablement la proposition conjointe de la Ministre de la Famille et de M. le Premier Ministre d'instituer un Conseil supérieur du Bénévolat ainsi qu'une agence du bénévolat à coordonner par un agent professionnel.

a) Conseil supérieur du Bénévolat
La Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse vient de soumettre au Conseil du Gouvernement le document portant nomination des représentants des quinze organismes disposant d'un mandat permanent.

La Ministre a également convoqué les représentants désignés des organismes à mandat permanent afin de procéder à la cooptation des membres complémentaires conformément à l'article 2 de l'Arrêté constitutif du Conseil. Cette concertation se fera au début du mois d'octobre 2002.

Dès arrêt des membres ainsi désignés par le Gouvernement en

Conseil, le Conseil supérieur du Bénévolat pourra débiter son mandat.

b) Agence du Bénévolat

En janvier 2002, le Premier Ministre ensemble avec la Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse et le Ministre du Budget avaient reçu une délégation de représentants des organisations de bénévoles regroupées au sein du Bureau exécutif de l'année internationale du Volontariat. Les membres du Gouvernement avaient encouragé les représentants des organisations à concrétiser leur projet de mise sur pied d'une structure d'accueil pour le bénévolat avant la fin de l'année en cours.

Depuis lors des consultations régulières ont lieu entre les initiateurs du projet et des représentants du Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. La question la plus importante concerne la forme de collaboration institutionnelle à instaurer entre partenaires, collaboration qui inclut notamment la gestion de l'Agence du Bénévolat. A notre connaissance les organisations concernées sont sur le point de formaliser ce partenariat.

La Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse attend la signature des actes juridiques relatifs à cette constitution afin de conduire une convention en vue du financement d'une agence du bénévolat à partir de janvier 2003.

c) Répercussions budgétaires

Le projet de loi budgétaire pour 2003 retrace l'engagement du Gouvernement en faveur des activités bénévoles par les postes suivants:

Article budgétaire

12.0.12.306

Promotion du bénévolat: formation, documentation, sensibilisation, coordination, projets divers

15.000 €

Article budgétaire

12.0.33.001

Participation de l'Etat aux frais de gestionnaires privés assurant des services aux initiatives bénévoles dans les domaines du social, des secours, de la culture, du sport, de l'environnement, de la jeunesse, des femmes, du troisième âge et/ou accomplissant des missions d'information et de sensibilisation du public

85.511 €

Question 1806 (29.8.2002) de Mme Marie-Josée Meyers-Frank (CSV) concernant les étudiants universitaires:

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative organisera au cours du mois de septembre 2002 différents examens-concours en vue de recrutements auprès de l'Etat, dont 13 postes pour la carrière supérieure des administrations de l'Etat et des établissements publics. Les candidats doivent, d'après les informations générales communes pour tous les examens-concours, joindre à leur demande de participation entre autres "une copie certifiée conforme du diplôme requis pour la formation demandée" ainsi qu'un arrêté d'homologation ou une inscription au registre des titres des diplômes universitaires à délivrer par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche".

L'article 3, point b) du règlement grand-ducal modifié du 27 février 1987 concernant l'organisation des examens-concours pour l'admission au stage de la carrière supérieure des administrations de l'Etat et des établissements publics, prévoit en outre que les di-

plômes étrangers de fin d'études universitaires doivent répondre notamment à l'exigence suivante:

" (...) les diplômes doivent avoir été délivrés par une université ou une école d'enseignement supérieur à caractère universitaire après un cycle d'études d'au moins quatre années correspondant à la formation exigée pour la vacance de poste sollicitée."

Or, il s'est avéré que la commission chargée de l'évaluation des candidatures, a à maintes reprises refusé certaines candidatures au motif que le diplôme étranger présenté ne saurait être considéré comme un diplôme de fin d'études universitaires au sens de l'article 3, point b) précité. Il en est ainsi des licences en traduction délivrées, après un cycle de quatre années, par l'Institut supérieur de la Communauté française de Traducteurs et Interprètes (ISTI) de Bruxelles, institut qui est particulièrement apprécié par les étudiants luxembourgeois voulant entamer leurs études en traduction et interprétation. D'après la commission, les diplômes, bien que sanctionnant des études de niveau universitaire, ne revêtent pas un caractère "purement" universitaire et n'auraient pas été effectués dans un établissement ayant le statut d'université. Si mes informations sont bonnes, une licence délivrée par une Ecole ou un Institut d'enseignement supérieur belge sanctionne bel et bien, après deux ans de candidature, et deux ans de licence, des études universitaires.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante:

- Quels sont les critères utilisés permettant de distinguer entre les études universitaires et les études "purement" universitaires?
- Sur base de quels critères les Ecoles et Instituts d'enseignement supérieur de la Communauté française de Belgique se voient reconnaître le statut d'université au Luxembourg?
- Existe-t-il au niveau du Ministère une liste regroupant les Ecoles d'enseignement supérieur de la Communauté française de Belgique reconnues comme universités par la commission contribuant à une meilleure information de l'étudiant? Dans l'affirmative, ces listes peuvent-elles être consultées par les futurs étudiants et selon quelles modalités? En cas de réponse négative, le Ministère entend-il mettre un tel outil d'information à la disposition des personnes concernées?
- Est-ce que le Ministère de l'Enseignement supérieur est représenté dans la commission de l'évaluation des dossiers de candidature, disposant ainsi d'un droit de regard au niveau de l'évaluation des dossiers?

Réponse commune (4.11.2002) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* et de Mme Lydie Polfer, *Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative*:

L'honorable Mme Marie-Josée Meyers-Frank, en se référant au règlement grand-ducal modifié du 27 février 1987 concernant l'organisation des examens-concours pour l'admission au stage de la carrière supérieure des administrations de l'Etat et des établissements publics, désire avoir un certain nombre d'informations de Mme le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative quant aux critères d'admission des candidats à l'examen-concours en question. Subsidiellement elle voudrait être renseignée par Mme la Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sur la reconnaissance de diplômes de

certaines écoles d'enseignement supérieur et sur les informations mises à dispositions des étudiants concernant le niveau de ces écoles.

A ce sujet il est important de rappeler d'abord les conditions d'admissions à ces examens. En effet, et conformément à l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 27 février 1987 concernant l'organisation des examens-concours en question, les candidats à l'examen concours doivent être titulaires:

- a) Soit d'un diplôme final luxembourgeois délivré conformément à la législation sur la collation des grades ou d'un diplôme étranger de fin d'études universitaires homologué par le Ministre de l'Education nationale conformément à la loi du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur, modifiée par la loi du 20 avril 1977.
- Le titulaire d'un diplôme étranger de fin d'études juridiques homologué conformément à la disposition qui précède doit en outre être détenteur du certificat de formation complémentaire en droit luxembourgeois prévu par le règlement grand-ducal du 21 janvier 1978 portant organisation du stage judiciaire et réglant l'accès au notariat, modifié par le règlement grand-ducal du 25 février 1980.
- b) Soit d'un diplôme étranger de fin d'études universitaires qui n'est pas soumis à l'homologation visée sous a), mais qui répond aux exigences suivantes:

- les titulaires des diplômes doivent être détenteurs d'un certificat de fin d'études secondaires, luxembourgeois ou étranger reconnu équivalent suivant la réglementation luxembourgeoise en vigueur;
- les diplômes doivent avoir été délivrés par une université ou une école d'enseignement supérieur à caractère universitaire après un cycle d'études d'au moins quatre années correspondant à la formation exigée pour la vacance de poste sollicitée;
- pour apprécier la durée d'un cycle d'études, il convient de prendre en considération la durée minimale possible de ce cycle et non sa durée effective. Peuvent être considérées comme faisant partie du cycle d'études l'année ou les années d'études préparatoires requises pour pouvoir passer avec succès le concours d'admission de certaines institutions universitaires étrangères de très haut niveau ainsi que l'année ou les années d'études supplémentaires sanctionnées par un examen ou des épreuves en tenant lieu et s'ajoutant à un cycle d'études de trois années au moins, à condition toutefois que ces dernières études pourraient être considérées comme complémentaires des études antérieures;
- les diplômes doivent être inscrits au registre prévu par la loi du 17 juin 1963 ayant pour objet de protéger les titres d'enseignement supérieur.

Les diplômes et certificats désignés par le présent paragraphe doivent être reconnus, dans chaque cas individuel, par la commission prévue à l'article 5.

Quant au niveau des études universitaires requises, le texte prévoit donc que les candidats doivent pouvoir se prévaloir d'un

cycle complet de quatre années d'études accompli dans une université où une école d'enseignement supérieur et que ces diplômes doivent être homologués ou inscrits au registre des titres. Si le terme «université» vise les établissements ayant le statut d'université, la désignation «école d'enseignement supérieur» a depuis toujours été interprétée comme visant les écoles conférant une formation de très haut niveau, à savoir les écoles de prestige (ENA, école polytechnique, etc.). Dans cet ordre d'idées, sont considérés comme sanctionnant un cycle complet de quatre années d'études universitaires en vue de l'admission à l'examen-concours sous rubrique, les diplômes de fin d'études universitaires et en particulier les diplômes suivants:

1. les maîtrises universitaires délivrées par des universités françaises;
2. les licences universitaires (2ièmes licences) délivrées par les universités belges;
3. les diplômes de «Master of Arts» et de «Master of Science» des universités anglaises, écossaises et américaines;
4. les diplômes de «Bachelor of Arts» et de «Bachelor of Science» établis par les universités écossaises (les BA et BSC établis par les universités anglaises et américaines souvent ne mentionnent qu'un cycle de trois années d'études universitaires);
5. les diplômes de fin d'études universitaires établis par les universités allemandes et autrichiennes (Diplom-Kaufmann, Diplom-Pädagoge, Diplom-Biologe etc.);
6. les licences établies par les universités suisses.

Si les diplômes ci-dessus correspondent à la lettre aux conditions d'études requises par la réglementation, il en va autrement des diplômes et certificats établis par les Hautes Ecoles et Instituts de type long et de niveau universitaire (Haute Ecole de Bruxelles, ICHEC, Haute Ecole Gallilée, ISTI - Institut supérieur de Traduction et d'Interprétation). Contrairement aux universités, qui offrent une formation à caractère théorique et scientifique, les établissements ci-dessus confèrent plutôt un enseignement pratique et professionnel. Ces derniers seraient donc à ranger plutôt dans le domaine des «Fachhochschulen» et moins dans celui des universités au sens propre du terme et a fortiori ne sauraient pas non plus être comparés aux quelques écoles de prestige. Face à la formulation actuelle de l'article 3 du règlement grand-ducal modifié du 27 février 1987, il y a eu toujours au niveau de la commission d'examen chargée de la reconnaissance des diplômes, une forte hésitation à assimiler purement et simplement les diplômes émanant des instituts énumérés ci-dessus à des études passées à des universités.

La procédure d'homologation ou d'inscription au registre des titres prévue par la réglementation ne fournit, à cet égard, pas de renseignements complémentaires permettant de trancher définitivement. En effet, la loi du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur prévoit l'homologation des grades et titres étrangers en philosophie et lettres, en sciences physiques et mathématiques, en sciences naturelles, en droit, en notariat, en médecine, en médecine dentaire, en médecine vétérinaire et en pharmacie. De façon générale, les diplômes et les titres homologués par le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche sanctionnent toujours et d'office un cycle universitaire complet de quatre années au moins.

La situation se présente de façon beaucoup plus complexe en ce qui concerne l'inscription au registre des titres, procédure à laquelle doivent être soumis tous les diplômes émanant des instituts d'enseignement supérieur de type long et de niveau universitaire (ISTI, ICHEC, etc.) En effet, le Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche inscrit au registre des titres les diplômes et certificats d'enseignement supérieur qui comprennent des périodes de formation d'au moins trois années d'études post-secondaires, sans que pour autant ces études ne doivent avoir un caractère universitaire. Il s'ensuit que l'inscription au registre des titres ne permet nullement de pouvoir dégager le niveau ou le caractère des diplômes ou des études concernées. Il en résulte que l'ensemble des diplômes universitaires soumis au régime de l'inscription au registre des titres nécessite dans tous les cas, et de façon individuelle, une étude approfondie des dossiers présentés. A cet effet, la commission d'examen avait décidé, il y a plusieurs années de soumettre de façon systématique les diplômes tombant sous la procédure de l'inscription au registre des titres à la commission des équivalences administratives, bien que cette procédure ne soit pas expressément prévue par le règlement grand-ducal modifié du 27 février 1987. A noter que la commission des équivalences administratives est composée de représentants du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.

En ce qui concerne l'examen-concours organisé en septembre 2002, la commission d'examen, après un temps d'hésitation, a décidé d'admettre les candidats détenteurs de diplômes établis par les Hautes Ecoles et Instituts de type long et de niveau universitaire (Haute Ecole de Bruxelles, ICHEC, Haute Ecole Gallilée, ISTI - Institut supérieur de Traduction et d'Interprétation).

Enfin, il faut relever que face à la complexité croissante des diplômes en question, et en présence d'un texte réglementaire inadapté à la situation actuelle, le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative a décidé récemment d'instaurer un groupe de travail chargé d'analyser les conditions d'admissions telles qu'elles sont définies par le règlement grand-ducal modifié du 27 février 1987 et de faire rapidement des propositions de modification et d'adaptation des dispositions actuellement en vigueur au Gouvernement en conseil. Ce groupe de travail se compose de représentants du Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative, du Ministère d'Etat, du Ministère des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, du Ministère de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche et du Ministère de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.

Question 1807 (30.8.2002) de M. Patrick Santer (CSV) concernant les interventions „Laser Eye Correction“:

Un nombre croissant de personnes souffrant d'insuffisances visuelles graves s'intéressent de nos jours aux interventions chirurgicales à base de laser („Laser Eye Correction“) permettant, en de nombreux cas, le rétablissement de facultés visuelles parfaites. Cependant, cette intervention, dont le coût s'élève à plusieurs milliers d'euros, n'est à ce

jour pas reconnue par les caisses de maladie, de sorte à ce que les frais en incombent intégralement aux personnes décidant de s'y soumettre.

Au-delà de l'accroissement substantiel du confort de vie de personnes souffrant de déficiences visuelles graves réalisé par une telle intervention chirurgicale, celle-ci représente un acte unique dont l'effet est destiné à perdurer pendant toute une vie: ainsi, la „Laser Eye Correction“ peut même devenir un mode plus économique de traitement des déficiences visuelles que l'acquisition - et le cofinancement par les caisses de maladie - de lunettes ou de lentilles de contact pendant des décennies.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre s'il est disposé à œuvrer en faveur de la reconnaissance, par l'UCM, des interventions de „Laser Eye Correction“, de manière à ce que les caisses de maladie soient mises en mesure de contribuer, pour une part substantielle, au coût de telles interventions?

Réponse (27.9.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Les interventions chirurgicales à base de laser, «Laser Eye Correction», sont à qualifier de chirurgie réfractive, actuellement non pratiquée au Luxembourg. Les personnes souhaitant bénéficier d'un tel traitement sont obligées de se faire traiter à l'étranger. En application de l'article 22 point 1 c i) du règlement CEE 1408/71:

«Le travailleur salarié ou non salarié qui satisfait aux conditions requises par la législation de l'Etat compétent pour avoir droit aux prestations, compte tenu, le cas échéant, des dispositions de l'article 18 et qui est autorisé par l'institution compétente à se rendre sur le territoire d'un autre Etat membre pour y recevoir des soins appropriés à son état, a droit aux prestations en nature, servies, pour le compte de l'institution compétente, par l'institution du lieu de séjour ou de résidence, selon les dispositions de la législation qu'elle applique, comme s'il y était affilié, la durée de services des prestations étant toutefois régie par la législation de l'Etat compétent.»

Etant donné que parmi les pays tombant sous la réglementation communautaire, seules les institutions de sécurité sociale aux Pays-Bas et en Italie prennent en charge les traitements par chirurgie réfractive, une prise en charge par le biais du règlement 1408/71 dans les autres Etats n'est pas possible. En outre, vu que les traitements de ce genre ne se font pas au Luxembourg, des tarifs luxembourgeois, pouvant être appliqués par analogie, font défaut.

C'est pour cette raison que l'Union des caisses de maladie, sur proposition du Contrôle médical de la Sécurité sociale, a intégré dans les statuts la disposition suivante (point 5 de l'annexe C):

«5) L'assurance maladie ne prend en charge la chirurgie réfractive qu'en cas de myopie supérieure à -10 dioptries avec intolérance aux lentilles de contact. La prise en charge est soumise à autorisation préalable du contrôle médical de la sécurité sociale. Lorsque l'intervention ne peut être prise en charge dans le cadre du règlement CEE 1408/71, l'assurance maladie prend en charge les frais afférents jusqu'à concurrence d'un montant maximal de deux cent cinquante euros (250,00 €) au nombre cent de l'indice du coût de la vie au 1er janvier 1948 par œil, tous services et fournitures inclus.»

Ainsi, sous certaines conditions, la chirurgie réfractive est prise en

charge par l'assurance maladie au Luxembourg.

Question 1808 (3.9.2002) de M. Marco Schank (CSV) concernant le remboursement du traitement de la hypothyroïdie:

Il me revient que les personnes souffrant d'hypoparathyroïdie, ainsi que d'affections découlant de celle-ci, comme l'hypocalcémie et la tachycardie, ne sont pas en droit, à l'heure actuelle, d'obtenir la prise en charge intégrale des traitements médicamenteux de ces affections, traitements pourtant très onéreux et pouvant être nécessaires tout au long de leur vie.

Les affections mentionnées ne sont pas reprises, en tant que telles, par les statuts de l'UCM, de manière à ce que, en termes de remboursement des traitements nécessaires, le recours à l'article 154bis des statuts de l'UCM est l'unique voie ouverte aux personnes concernées. Cet article est cependant loin de permettre un remboursement intégral des traitements.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre s'il n'est pas d'avis que l'hypothyroïdie, de même que les affections pouvant en découler, mériteraient d'être incluses, en tant que telles, dans les statuts de l'UCM, afin que leurs traitements puissent être remboursés intégralement aux personnes concernées.

Réponse (27.9.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Les médicaments, figurant dans la liste officielle prévue par la convention conclue entre l'Union des caisses de maladie et le groupement des pharmaciens et ayant posé une demande de prise en charge, sont rangés dans trois classes munies chacune d'un taux de prise en charge spécifique.

En application de l'article 108 des statuts, le taux normal de 80% s'applique à tous les médicaments non visés par une disposition spécifique.

En application de l'article 109 des statuts, le taux de 100% s'applique aux médicaments à indication thérapeutique précise, ne contenant en général qu'une seule matière active et destinés à combattre des maladies de longue durée. Ces médicaments doivent correspondre aux groupes définis dans une liste prévue par les statuts de l'Union des caisses de maladie. Le classement des médicaments se fait par rapport à l'indication thérapeutique étant le plus fréquemment à la base des prescriptions médicales. Les médicaments indiqués en cas d'hypothyroïdie ne tombent pas dans cette catégorie.

En application de l'article 111 des statuts, certains médicaments reconnus comme irremplaçables et particulièrement coûteux sont pris en charge après autorisation préalable par le contrôle médical au taux de 100%. Ces médicaments sont énumérés limitativement à l'alinéa 2 de l'article 111. Ce sont les diphosphonates dans les indications oncologiques, ainsi que les analgésiques morphiniques majeurs prescrits dans le cadre de soins palliatifs.

L'article 112 des statuts prévoit une autre possibilité de prise en charge au taux préférentiel en prévoyant une prise en charge intégrale des médicaments remboursables à 40 ou à 80% s'ils sont administrés à des personnes dans deux cas de figure différents:

- „1) soit dans le traitement d'une des maladies longues et coûteuses suivantes:
 - mucoviscidose;

- déficit immunitaire primitif sévère;
- déficit immunitaire acquis sévère;
- hémoglobinopathies homozygotes;
- angio-oedème neurotique héréditaire sur déficit en C1 estérase inhibiteur.

- 2) soit dans un traitement effectué à domicile par voie intraveineuse, lorsque ces médicaments génèrent une charge économique substantielle et à condition qu'il soit réalisé immédiatement après un traitement hospitalier stationnaire.»

Les médicaments contre l'hypothyroïdie, ainsi que les affections pouvant en découler, ne bénéficient pas d'une prise en charge préférentielle réservée à des maladies particulièrement graves et coûteuses.

En ce qui concerne la question d'une éventuelle modification des statuts en ce sens, il y a lieu de considérer qu'en application des articles 47 et 49 du Code des assurances sociales, les statuts de l'Union des caisses de maladie sont établis et modifiés, sur proposition du Conseil d'administration, par l'assemblée générale de l'Union des caisses de maladie. Ces décisions sont prises sur avis du contrôle médical de la sécurité sociale, appréciant le bien-fondé médical d'une proposition visant à intégrer une pathologie dans le catalogue de celles bénéficiant d'une prise en charge préférentielle.

A noter qu'en cas de participation importante, il reste toujours la possibilité aux assurés de recourir à l'article 154bis des statuts qui dispose comme suit:

«Art. 154bis. Au cours d'une année civile, la participation aux prestations de soins de santé des personnes protégées au titre de l'assurance maladie obligatoire ne peut dépasser un seuil fixé à trois pour cent (3%) du revenu cotisable annualisé de l'année précédente, à moins que cette participation ne résulte d'une consommation abusive définie à l'article 31.

Aux fins d'application de cette disposition, il y a lieu de se référer aux définitions suivantes:

La participation est définie par la différence entre, d'une part, le montant brut du prix officiel ou du prix de référence figurant dans les nomenclatures et les listes et, d'autre part, le montant net obtenu par application du taux de prise en charge inférieur à cent pour cent (100%). Sont pris en considération les participations prévues aux articles 35, 55, 59, 65, 67, 78, 108, 110, 114, 115 et 145.

Les participations sont rattachées à l'année civile en fonction de la date de prestation des soins.

Par revenu cotisable annualisé on entend la somme des douze assiettes cotisables mensuelles au sens de l'article 38 du Code des assurances sociales. L'assiette cotisable mensuelle ne peut être inférieure au salaire social minimum prévu pour un travailleur non qualifié âgé de dix-huit ans au moins. Il n'est pas tenu compte de la majoration de trente pour cent (30%) du minimum cotisable pour le groupe des bénéficiaires de pension. A défaut d'une affiliation continue de l'assuré au cours de l'exercice précédant l'année civile en cause, le revenu cotisable annualisé est égal au produit de

l'assiette mensuelle moyenne multiplié par douze. Pour un assuré nouveau, le revenu cotisable annualisé est constitué par le salaire social minimum prévu pour un travailleur non qualifié âgé de 18 ans au moins.

En cas de dépassement du seuil, l'assuré a droit, sur demande annuelle, à un remboursement complémentaire auprès de sa caisse de maladie des participations dépassant le seuil en question.

La demande peut être présentée au plus tôt à partir du 1er mai et lorsque la participation atteint au moins trois pour cent (3%) du minimum prévu à l'alinéa 5.

Le versement du remboursement complémentaire est effectué d'office par la caisse de maladie compétente.

Pour l'appréciation du dépassement du seuil, les participations de l'assuré et des coassurés au sens de l'article 7 du CAS sont totalisées. Au cas où le conjoint de l'assuré est également assuré obligatoirement, il peut opter pour la totalisation de ses participations avec celles de son conjoint, auquel cas le revenu cotisable annualisé des deux assurés est également totalisé. Cette option est prise irrévocablement pour l'année civile au moment de la présentation de la demande.»

Question 1809 (3.9.2002) de M. Robert Garcia (*DÉ/GRÉNG*) concernant l'évaluation des enseignants (PITA: Programm for International Teachers Assessment):

L'hebdomadaire allemand *Die Zeit* a annoncé récemment qu'après l'étude PISA, l'OCDE prévoit de lancer une étude comparative sur les connaissances et aptitudes des enseignants et enseignantes. Divers quotidiens luxembourgeois ont rapporté la nouvelle en indiquant que le Luxembourg ne participerait pas à cette étude, surnommée dès à présent étude „PITA“ (Programm for International Teachers Assessment).

- J'aimerais donc savoir si ces informations, à savoir que le Luxembourg n'a pas l'intention de participer à cette étude comparative, sont exactes?

Dans l'affirmative: pour quelle(s) raison(s)?

- Mme la Ministre ne pense-t-elle pas qu'une telle étude comparative, quoique compliquée à mettre en œuvre, puisse être profitable puisqu'elle pourrait contribuer à mettre en exergue les forces et les faiblesses de la formation des enseignants et enseignantes luxembourgeois(es) et aider à prendre les mesures nécessaires pour agir en conséquence?

- Mme la Ministre prévoit-elle une évaluation systématique des enseignants et enseignantes luxembourgeois(es)?

Réponse (7.10.2002) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

1. Le Luxembourg ne participe pas à l'étude comparative «Attirer, former et retenir des enseignants de qualité» de l'OCDE. Surnommée «PITA (Programm for International Teachers Assessment)», cette étude n'a pas de rapport direct avec l'étude PISA et partant, ne vise pas à évaluer les savoirs et les compétences chez les enseignants. Elle se propose, de poursuivre les objectifs suivants:

«...synthétiser les études sur les questions liées aux politiques

visant à attirer, recruter et former des enseignants de qualité;

- cerner des initiatives et des pratiques novatrices et réussies;
- faciliter les échanges de leçons et d'expériences entre les pays;
- dégager des options d'intervention pour les pouvoirs publics...»

La participation à ce genre d'étude nécessite des ressources humaines dont le Ministère ne dispose pas. La réforme récente du stage pédagogique et les adaptations successives ainsi que les campagnes d'information sur le métier d'enseignant poursuivent des objectifs similaires à l'étude. Une participation luxembourgeoise à cette étude ne constitue pas une priorité de premier ordre.

2. Toute étude comparative est profitable à condition de déboucher sur des résultats concrets et des conclusions renseignant sur la justesse du cap choisi.

L'analyse des forces et faiblesses de la formation des enseignants a été faite à diverses reprises et prise en considération au moment de la rédaction du règlement grand-ducal du 23 décembre 1998 concernant le stage pédagogique des enseignants-stagiaires de l'enseignement postprimaire.

Le conseil de formation se réunit régulièrement pour faire le point sur la qualité de la formation.

La délégation des stagiaires des différentes promotions a fait des suggestions et propositions tout comme les syndicats de l'enseignement, propositions qui ont été discutées avec les responsables de la formation.

Finalement, je suis d'avis qu'une évaluation comparative entre enseignants mènerait, vu le nombre peu élevé, à une comparaison ne garantissant pas l'anonymat.

Question 1813 (4.9.2002) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le remboursement de la TVA:

La loi votée en matière de fiscalité applicable au logement des particuliers en juillet de cette année prévoit entre autres mesures l'application directe du taux super-réduit de la TVA de 3% pour certains travaux de création et de rénovation d'un logement. A lire le texte de la loi, ce serait notamment l'acquisition d'un logement existant qui serait exclu du bénéfice de cette mesure, étant donné que tous les travaux de création sont achevés dans ce cas.

Cependant, pour certains cas, il n'est pas clair si une personne peut bénéficier de l'application directe du taux de 3% ou si elle devait plutôt, comme de par le passé, demander à l'Administration de l'Enregistrement un remboursement de TVA.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre des Finances:

- Quel est le régime de TVA applicable sous l'empire de la nouvelle loi à l'acquisition d'un logement en état futur d'achèvement, à des situations donc où les corps de métier ne font que commencer, respectivement sont en train d'effectuer leurs travaux respectifs?
- S'il est envisagé de répercuter le bénéfice de l'application directe du taux de 3% aux acquéreurs de logements achevés, dans la mesure où les agences immobilières ou les promoteurs pourraient également bénéficier de cette mesure et appliquer des prix adaptés en conséquence vis-à-vis de leurs clients?

Réponse (1.10.2002) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances*:

Lors de l'acquisition d'un logement en état futur d'achèvement, il faut distinguer entre les constructions existantes au moment du contrat et celles qui sont à réaliser à la même date. La livraison des constructions réalisées sont exonérées de la TVA en vertu de l'article 44, point 1 sous f) de la loi du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, telle qu'elle a été modifiée par la suite (désignée ci-après loi TVA) et, partant, l'application directe du taux super-réduit est forcément exclue. En revanche, les travaux immobiliers, qui sont effectués après la date du contrat, ne bénéficient pas de la dite exonération et peuvent (après le 1er novembre 2002, date de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions) être soumis directement au taux super-réduit sous réserve des modalités et des conditions prescrites par le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant l'application de la taxe sur la valeur ajoutée à l'affectation d'un logement à des fins d'habitation principale et aux travaux de création et de rénovation effectués dans l'intérêt de logements affectés à des fins d'habitation principale et fixant les conditions et modalités d'exécution y relatives.

Pour venir à la question de l'opportunité de répercuter le bénéfice de l'application directe du taux de 3% aux acquéreurs de logements achevés, il y a lieu de rappeler que les ventes de logements existants, affectés à des fins d'habitation principale, sont exonérées de la TVA en vertu de l'article 44, point 1 sous f) de la loi TVA. Partant, l'application directe du taux super-réduit n'est pas possible. Dans un tel cas, il faut nécessairement recourir au système du remboursement de la TVA, à condition toutefois que, les constructions nouvellement érigées, acquises par acte authentique, n'aient fait l'objet d'aucune affectation de quelque nature que ce soit (article 7 du règlement précité). Il va sans dire que toutes les autres conditions prescrites en la matière doivent être remplies.

Question 1814 (5.9.2002) de M. Aly Jaerling (*ADR*) concernant le Musée de l'Industrie:

Op der Industriebrooch ARBED-Belval ass geplangt, déi zwee Héichiewen als eng Aart Industriemuseum ze erhalten. Dat, ouni datt gewosst ass, wat déi zwee lewen de Steierzueler bei der Acquisitioun kaschten an och ouni datt de reelle Käschtepunkt, net nëmme vun der Instandsetzung, mä och déi permanent finanziell Belaaschtung, déi de spéideren Ennerhalt wäert duerstellen, bekannt ass.

Et géifen vläicht aner, grad esou attraktiv a ganz sécher méi bëlleg Méiglechkeeten, fir eiser Nowelt d'Geschicht vun eiser Grouwen- a Stolindustrie nozebréngen. Zum Beispill kéint een eng vun deene groussen, elo eidelen Industriehalen, sief et um Site Belval oder Terre Rouge, notzen, fir de ganze Stolproduktionsystem am Süden an enger funktioneller Maquette nozebauen. Esou kéint de Visiteur, mat eegenen Aen novollzéien, wéi d'Stolindustrie eng ganz Regioun geprägt huet. Mä och de Wee vun der Minette, aus den Eisenerzgrouwen, iwwert d'Héichiewen zum fäerdeggen Eiseprodukt kéint esou en Miniature, plastesch duergestallt ginn. Am Géigesaz zu engem deieren, statenesche Héichiewemuseum, kéint esou e Musée de spéidere Generatiounen, amplaz vun engem partiellen, en dynamescht a lieweg Bild vun der fréierer Stolindustrie vermëttelen.

Dofir dès Froen:

1. Wat kascht de Kaf vun deenen zwee Héichiewen, déi als Industriemuseum erhale bleiwe sollen?

2. Wéi héich sinn d'Réfectiounsan d'Ennerhaltskäschte vun deenen zwee Héichiewen an hirem Umfeld anzuschätzen?

3. Wier et net méi sënnavoll, a virun allem am Interessé vum Steierzueler, déi zwee Héichiewen ze verkaufen oder ofzerapper an d'Erënnung an enger anerer Form lieweg ze halen?

4. Sinn och schon Alternativen zum Héichiewenerhaltungssystem duerchducht ginn?

5. Wéi schätzt Dir déi opgewise Méiglechkeet an de ganze Stolhierstellungsprozess an d'Stolindustriellandschaft vum Süden a Form vun enger funktioneller Maquette an enge vun den alen Industriehalen nozebauen an esou e Musée ze schafen, dat e plastesch Bild vum ganze südliche Stolindustriesystem vermëttelt?

Réponse commune (17.10.2002) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, Ministre des Travaux publics* et de M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*:

Dem Här Deputéierten Aly Jaerling seng Suerg ass et fir „eiser Nowelt d'Geschicht vun eiser Grouwen- a Stolindustrie nozebréngen“. Dat ass och d'Suerg vun der Regierung, déi der Meinung ass - esou wéi ganz vill Leit am Land -, datt d'Stolindustrie de Räichtum vum Land geschaf huet, an datt et den Asaz an d'deegelech Aarbecht vun Dausende vun Aarbechter, Techniker an Ingenieure war, déi Lëtzebuerg zu deem gemaach hunn, wat et haut ass.

Lëtzebuerg huet schon am Ufank vum 20. Jorhonnert zu den eischten Eiseproduzenten op der Welt gehéiert. Zu Spëtzenzäite waren iwwer 40 Héichiewen a Betrib. Déi zwee vun Esch-Belval sinn déi eenzeg, déi nach un des bedeutend Epoch an der Lëtzebuergesche Geschicht erënneren. Dofir sinn d'Héichiewen vun Esch-Belval als national Monumenter ze betruechten, déi mussen erhale bleiwen, fir datt och nach déi Generatiounen no eis gewuer ginn, wéi schwéier eise Wuelstand verdéngt ginn ass.

Et geet also drëm déi Geschicht net ze vergiessen oder ze reduzéieren: dat wär ondankbar, dat wär onwierdeg, et wär och falsch! Mir brauchen eis eiser Geschicht net ze schummen: am Géigendeel, mir sinn houfreg op dat wat geleescht gouf. Dofir muss een och d'Zeie vun der Geschicht, do wou et sech maache léisst, stoe loossen an „en valeur“ setzen.

1) Et ass net virgesinn, déi zwee Héichiewen als Industriemuseum ze notzen. De Projet vun engem nationalen Industriekulturzentrum („Centre National de la Culture Industrielle“) ass amgaang ausgeschafft ze ginn. Déi Monumenter vun der Eisenindustrie sollen an e Gesamtkonzept agebonne ginn, no dem Motto „Erhaltung duerch eng nei Notzung“. Zesumme mat dem Wëssenschaftsdepartement vun der Universitéit, der Rockhal an dem Statsarchiv, déi och op d'Héichiewenterrass stoe kommen, sollen d'Héichiewen en Deel vun engem neie, liewege Stadquartier ginn.

D'ARBED huet dem Lëtzebuergesche Stat den Héichiewen A geschenkt. Den Héichiewen B gëtt zesumme mat de Bauterrain fir déi aner staatlech Projeten ofkaaft.

D'Verhandlungen iwwert de Käschtepunkt sinn nach amgaang.

2) Fir d'Réfectiounsan Ennerhaltskäschten ze schätze ginn, an enger 1. Phas, Ennersichunge gemaach iwwert d'Schied an d'Stabilitéit vun den Héichiewen. Vun de Konklusiounen vun deenen Ennersichungen hänkt och de

Konzept fir déi künftige Nutzung of, woubäi verschidde Szenarië mat hire jeeweilegen Ennerhaltskäschten ausgeschafft a mat enger verglach ginn.

3) D'Erënnung ass zu engem gudden Deel u materiell Zeie gebonnen a kann nëmme duerch si, op Dauer, lieweg gehal ginn. Keng Photo, kee Film a keng Computersimulatioun kann ee wierklechen Androck vermëttelen. Vun der Gréisstenuerdnung vun esou engem Héichiewen.

4 a 5) Et ass evident, datt ee muss mat allen didakteschen an technesche Mëttele schaffen, fir eis selwer an all deenen, déi no eis kommen, d'Geschicht vun der Lëtzebuergesche Stolgeschicht ze vermëttelen. Selbstverständlech ginn och Maquettes an Agasat, déi den Zesammenhang an de Fonctionnement vun der Stolproduktioun op eng didaktesch Manéier presentéieren. Ma si kënnen awer keen Ersatz si fir d'Héichiewen selwer.

Question 1816 (6.9.2002) de M. Emile Calmes (*DP*) concernant le statut de la Cour pénale internationale:

D'après les informations diffusées par voie de presse, les Ministres des Affaires étrangères des pays de l'Union européenne auraient confirmé lors de leur réunion informelle de Helsingor leur volonté de trouver une position commune sur les dérogations demandées par les Etats-Unis, au statut de la Cour pénale internationale pour protéger leurs ressortissants de toute poursuite devant la Cour.

Mme le Ministre peut-elle nous préciser quelles sont les mesures que l'Union européenne et le Luxembourg en particulier entendent décider pour assurer que la Cour ne sera pas affaiblie, bien avant sa mise en place définitive et quelle pourrait être la réponse européenne aux préoccupations américaines que la Présidence a déclaré vouloir dégager au cours des prochaines semaines?

Réponse (11.11.2002) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

L'Union européenne s'est fermement engagée à appuyer la mise en place à bref délai et le bon fonctionnement de la Cour pénale internationale et à assurer le plein respect de l'intégrité du Statut de Rome.

Ceci a été clairement affirmé dans la position commune de l'UE de juin 2001, adaptée en juin 2002 et réitéré lors de l'entrée en vigueur du Statut de Rome le 1^{er} juillet 2002. C'est donc à la lumière de cette position que les Etats membres ont examiné la demande américaine de conclure des accords bilatéraux en ce qui concerne les conditions de remise à la Cour pénale internationale.

Une première discussion informelle entre Ministres des Affaires étrangères a eu lieu les 30/31 août. Elle a été suivie par des réunions d'experts juridiques pour aboutir le 30 septembre à l'adoption de conclusions formelles du Conseil et de principes directeurs «pour qu'ils guident les Etats membres lorsqu'ils examineront la nécessité et la portée d'éventuels accords ou arrangements en réponse à la proposition faite par les Etats-Unis».

Ces principes directeurs retiennent «qu'aucun auteur de crime [...] ne jouira de l'impunité» et précise quelles personnes peuvent être visées.

Sur base de l'ensemble des principes directeurs définis, le Conseil estime que l'intégrité du Statut de Rome est préservée.

Question 1818 (10.9.2002) de M. Serge Urbany (*déi Lénk*) concernant l'opération militaire internationale contre l'Irak:

Compte tenu de la multiplication des déclarations de l'administration Bush visant à la préparation psychologique de l'opinion publique mondiale à un conflit armé avec l'Irak avec le but de renverser le régime en place, mais aussi des contacts internationaux annoncés par la même administration au vu de la mise sur pieds d'une opération internationale et des évidentes dissensions européennes apparues ces derniers jours à ce sujet, j'aimerais poser la question suivante à Mme la Ministre des Affaires étrangères Lydie Polfer:

- Quelles informations fiables le Gouvernement possède-t-il au sujet du soi-disant danger militaire constitué par l'Irak? Comment ce danger devrait-il être qualifié au vu du droit international?

- Le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il, dans l'éventualité d'un feu vert du Conseil de Sécurité, de participer à une intervention militaire contre l'Irak?

- Dans le cas d'un avis du Conseil de Sécurité défavorable à une intervention militaire, le Gouvernement luxembourgeois envisage-t-il d'épauler une démarche unilatérale de guerre principalement des Etats-Unis et du Royaume Uni contre l'Irak? En quoi consisterait alors sa participation? Les camps militaires américains au Luxembourg seraient-ils notamment impliqués?

- Quelle serait la base juridique d'une telle participation à une intervention militaire de certaines puissances au vu du droit international, des accords bilatéraux éventuels ainsi que de la Constitution luxembourgeoise?

- Le Gouvernement luxembourgeois entend-il entreprendre toute démarche future avec l'assentiment de la Chambre des Députés?

- Quelles autres solutions - diplomatiques, économiques et politiques - du conflit avec l'Irak sont envisageables? L'embargo qui asphyxie depuis des années déjà la population irakienne est-il toujours considéré comme un moyen légitime et adéquat par le Gouvernement?

Réponse (11.11.2002) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

Concernant la situation en Irak et le débat en cours au Conseil de Sécurité des Nations Unies au sujet du non-respect par l'Irak des résolutions pertinentes, il faut tout d'abord relever que, suite au discours du Président Bush le 12 septembre devant l'Assemblée générale des Nations Unies, l'ensemble de ce débat a été clairement replacé dans le cadre approprié, à savoir celui des Nations Unies.

Tout semble à présent indiquer que le Conseil de Sécurité sera sous peu en mesure d'adopter une nouvelle résolution qui recueillera - il faut l'espérer - l'avis positif de tous les membres permanents.

Cette résolution permettra ensuite aux inspecteurs de retourner sur le terrain en Irak et de vérifier la situation concernant les armes de destruction massive.

Ce sont ces armes qui constituent la menace pour la région du Moyen-Orient et pour les autres

pays et peuples en cas de prolifération de ces mêmes armes.

Il n'est donc pour le moment pas question d'une intervention militaire en Irak, mais d'un retour des inspecteurs sur base d'un mandat fort.

Les travaux au sein du Conseil de Sécurité et leur intensité de la part de tous les cinq membres permanents font croire qu'une démarche unilatérale n'est pas à l'ordre du jour.

Le Luxembourg n'a donc pas à se positionner par rapport à une intervention militaire, mais il doit soutenir les efforts de la communauté internationale en faveur d'une solution dans le cadre des Nations Unies.

Lors du débat à la Chambre le 10 octobre concernant l'adoption d'une résolution sur l'Irak, le Ministre des Affaires étrangères s'est engagé à tenir, comme par le passé, la Chambre des Députés, et en particulier la Commission des Affaires étrangères, informée de toute évolution dans ce dossier et notamment en cas d'échec des discussions au Conseil de Sécurité.

Quant aux autres éléments mentionnés dans les résolutions du Conseil de Sécurité, à savoir par exemple les sanctions, le Secrétaire général des Nations Unies a lui-même fait part de la nécessité de prendre dûment en compte également ces éléments des résolutions pertinentes lorsque l'Irak se sera conformé à l'ensemble de ses obligations.

Question 1819 (10.9.2002) de M. Jos Scheuer (*LSAP*) concernant la demande en lits de soins:

L'entrée en vigueur de la loi du 19 juin 1998 portant introduction d'une assurance dépendance a mis en valeur le principe de la priorité du maintien à domicile des personnes dépendantes. Selon mes informations, il n'est guère possible de planifier correctement le besoin en lits de soins sur base d'un état des lieux exact et il semble que - malgré les possibilités offertes par le maintien à domicile - nous sommes confrontés actuellement à un manque accru de lits de soins.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce que M. le Ministre peut confirmer le manque en lits de soins? Dans l'affirmative, quelles sont les solutions que le Gouvernement entend envisager pour remédier à cet état des choses?

- Sinon, quelle a été l'évolution au niveau de la demande en lits de soins pour les années 1999, 2000, 2001 et pour la première moitié de l'année en cours?

Réponse (11.10.2002) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*:

En avril 2002, 35 centres intégrés pour personnes âgées ont accueilli 3.158 pensionnaires et 14 maisons de soins 1.170 seniors. Le Luxembourg dispose ainsi au niveau de l'accueil des personnes âgées d'une capacité de 4.328 lits de long séjour. D'ailleurs, la très grande majorité des places disponibles est occupée par des seniors bénéficiant des prestations de l'assurance dépendance.

Par rapport à la population luxembourgeoise des groupes d'âge d'au moins 65 ans (63.140 citoyens d'après les données STATEC), la capacité actuelle correspond à 6,8%. Des experts internationaux considèrent qu'un taux de 4% serait suffisant pour répondre à la demande effective. Ils mettent en garde contre le risque de placements institutionnels abusifs.

Depuis l'introduction de l'assurance dépendance, les réseaux d'aides et de soins à domicile ont fortement développé leurs capacités de prise en charge. Des centres de jour supplémentaires ont été institués. Ainsi, un plus grand nombre de personnes en situation de dépendance peut prendre l'option du maintien à domicile, ce qui contribue à réduire la durée moyenne du séjour en institution de soins. La conséquence prévisible en serait une régression des demandes d'admission. D'un autre côté, il faut considérer l'augmentation de la population dans les années à venir et évaluer correctement la disponibilité de nos citoyens à participer aux soins des leurs.

Constatant que la demande actuelle dépasse la capacité effective et partant des réflexions exposées ci-dessus, le Ministère de la Famille a proposé au Gouvernement une extension considérable des lits de long séjour par le biais tant de constructions nouvelles que par des travaux d'agrandissement. Des projets divers, actuellement en voie de réalisation, augmenteront la capacité actuelle de 808 unités. Des travaux en phase de programmation prévoient à moyen terme la mise à disposition de 531 lits supplémentaires. Soit en tout une augmentation de 1.339 unités.

Question 1822 (11.9.2002) de M. Patrick Santer (CSV) concernant la tomographie par émission de positrons (TEP):

La tomographie par émission de positrons (TEP) constitue un procédé radiologique de plus en plus confirmé dans le diagnostic de cancers ainsi que dans le suivi radiologique de traitements anticancer. Un nombre croissant de patients ont respectivement souhaité avoir recours à cet instrument dont les résultats diagnostiques sont tout aussi impressionnants que ses effets nocifs sur le corps humain sont négligeables.

Toujours est-il que des patients luxembourgeois souffrant d'un cancer sont obligés de faire effectuer ce type de scanner à l'étranger, aucun établissement hospitalier de notre pays ne disposant d'un scanner TEP. Cet état des choses est d'autant plus déplorable qu'il entraîne, pour les personnes concernées, des délais d'attente considérables, ce qui comporte bien entendu des implications potentielles sur leur traitement et leurs chances de guérison.

J'aimerais dès lors savoir de M. le Ministre:

- Quelles sont les raisons pour lesquelles aucun scanner PET n'est opérationnel dans un hôpital luxembourgeois?

- Quand les patients de cancer pour lesquels le recours à un tel instrument constituerait une réelle chance pour améliorer leurs perspectives de rétablissement pourront s'attendre à l'acquisition et la mise en service d'un scanner PET dans un hôpital de notre pays?

Réponse (27.9.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

Le tomographe à émission de positrons (PET) est un appareil dont le plan hospitalier autorise une seule installation au niveau national.

Le PET sans cyclotron est un appareil de diagnostic servant notamment en oncologie, en neurologie et en cardiologie, ainsi qu'en neurochirurgie et en neuropédiatrie.

Deux hôpitaux du pays, tous de Luxembourg-ville, ont présenté

une demande en obtention de l'autorisation d'acquisition de cet appareillage. Sur le vu des dossiers présentés, d'ailleurs très valables tous les deux, je viens de décider d'implanter le PET au Centre Hospitalier de Luxembourg, avec toutefois une collaboration étroite avec le deuxième hôpital ainsi qu'une possibilité d'accès à l'appareillage pour des médecins qualifiés non attachés à l'hôpital d'implantation.

Question 1823 (12.9.2002) de M. Niki Bettendorf (DP) concernant le contrôle de consommation de drogues:

Le rapport annuel 2001 „L'état du phénomène de la drogue au Grand-Duché de Luxembourg“ du R.E.L.I.S. nous renseigne qu'en matière d'accidents de la route, les résultats des expertises toxicologiques du LNS ont montré que „dans 30,3% des expertises effectuées en 1995, des traces de cannabinoïdes furent détectées, en 2000 cette même proportion est de 48%“. A l'égard de cette situation alarmante, le représentant du Service de police judiciaire, section stupéfiants informait les membres de la Commission spéciale „Stupéfiants“ à l'occasion de la réunion du 28 février 2002, qu'en matière de contrôle de consommation de drogues, il existe désormais un test rapide fiable de la transpiration ou de la salive.

Dans ce contexte, est-ce que M. le Ministre de l'Intérieur estime opportun d'équiper la police grand-ducale de tels tests rapides afin de pouvoir retirer de la circulation, à l'occasion des contrôles routiers, les conducteurs ayant consommé des stupéfiants?

Réponse (4.11.2002) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Il est vrai qu'il existe un réel problème pour retirer de la circulation, notamment à l'occasion de contrôles routiers effectués par les forces de l'ordre, des personnes ayant consommé des stupéfiants.

L'introduction d'un test rapide de détection de consommation de drogues est donc appuyée par la police grand-ducale afin de prévenir des accidents de la route. Mais l'utilisation d'un tel test ne pourra se faire qu'après modification du Code de la route.

J'interviendrai donc auprès de M. le Ministre des Transports en vue d'amender la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques, à l'instar de la procédure qui est déjà appliquée en matière de consommation abusive d'alcool.

Question 1825 (12.9.2002) de M. Niki Bettendorf (DP) concernant l'organisation de l'enseignement musical:

Suite à la loi du 28 avril 1998 portant sur l'harmonisation de l'enseignement musical dans le secteur communal et de son règlement grand-ducal du 25 septembre 1998 fixant les conditions de formation, d'admission aux emplois et de rémunération des chargés de cours des établissements d'enseignement musical du secteur communal, bon nombre d'enseignants venant par exemple de l'OPL ou de la musique militaire ont partiellement été perdus pour l'enseignement musical, ce qui a rendu nécessaire le recrutement loin au-delà des frontières.

En effet, dans sa lettre circulaire du 6 août 1999, M. le Ministre a affirmé qu'"il n'y a pas lieu d'accepter que certains musiciens, fonctionnaires de par leur engage-

ment, soit comme musicien militaire, soit comme professeur de l'enseignement secondaire ou comme instituteur, occupent à coté de leur tâche principale une deuxième tâche (...)". Or, dans sa lettre circulaire, M. le Ministre ajoute également que "néanmoins, il y a lieu de constater que la genèse des écoles de musique et conservatoires luxembourgeois et leur évolution historique assigne un rôle éminent aux intervenants susmentionnés et notamment aux musiciens militaires et qu'en plus l'enseignement musical ne pourrait fonctionner convenablement et cela encore pour biens des années sans ces intervenants."

En date du 11 juin 1999, le Gouvernement en conseil a pris la décision de principe suivante: A partir de cet automne 2002, un maximum de 7 heures d'enseignement hebdomadaire et 45 heures de disponibilité annuelle restent autorisées pour l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat qui désirent intervenir comme chargés de cours dans l'enseignement musical, toute exception à cette autorisation devant faire l'objet d'une demande au Ministre de tutelle qui la transmettra au Gouvernement en conseil.

Or, s'il est vrai que le but de la loi était, entre autres, la création d'emplois stables dans le secteur de l'enseignement musical, il y a lieu de constater une pénurie en enseignants.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre de l'Intérieur:

M. le Ministre n'estime-t-il pas qu'il s'avère nécessaire de revoir la décision du Gouvernement en conseil prise lors de sa réunion du 11 juin 1999?

Afin de ne pas trop perturber l'organisation de l'enseignement musical ne serait-il pas indiqué de revenir temporairement à la situation autorisée pour 2000 où une tâche supplémentaire de 11 heures de cours d'enseignement et 72 heures de disponibilité annuelle était possible?

Réponse (6.11.2002) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:

Si le Gouvernement en Conseil, par sa décision du 11 juin 1999, a prévu pour les années 1999 à 2002 une réduction progressive du volume des activités accessoires pouvant être prestées notamment par les musiciens militaires, ramenant à partir de l'automne 2002 ces activités à un volume total de 7 leçons hebdomadaires, cette mesure a été prise dans l'optique d'une disposition transitoire permettant aux institutions de l'enseignement musical du secteur communal de profiter de la période de transition susmentionnée pour procéder au recrutement de nouveau personnel pouvant remplacer dans la mesure du possible les enseignants faisant partie de la musique militaire. Cette disposition transitoire devait permettre aux autorités communales de se concerter quant aux besoins en personnel enseignant et de créer, moyennant le regroupement de différentes tâches partielles existant auprès des différents établissements d'enseignement musical, des tâches complètes permettant d'offrir aux chargés de cours des emplois stables. A ce sujet il importe de relever que la création d'emplois stables et dans la mesure du possible à tâche complète a constitué l'un des principaux buts visés par la loi du 28 avril 1998 portant harmonisation de l'enseignement musical.

Or l'on doit constater qu'à l'heure actuelle la situation des chargés de cours de l'enseignement musical du secteur communal n'a pas

connu l'amélioration envisagée par le législateur et que les emplois d'enseignant à faible tâche sont toujours nombreux. Cet état de choses explique du moins partiellement la nécessité pour les autorités communales d'avoir toujours recours aux services notamment des musiciens militaires. La solution du problème du manque de personnel enseignant dans l'enseignement musical exige donc avant tout à l'avenir une collaboration accentuée en la matière entre les différents établissements communaux.

La fixation du maximum des volumes de leçons d'enseignement pouvant être prestées par des fonctionnaires de l'Etat à titre d'activité accessoire à 7 heures de cours hebdomadaires à partir de l'année scolaire 2002 résulte du souci du Gouvernement d'éviter que certains fonctionnaires publics ne puissent à titre permanent assumer à côté de leur tâche principale des activités accessoires dépassant un tiers d'une tâche complète. Il est évident que la décision du Gouvernement visée constitue une autorisation générale, destinée à éviter une avalanche de demandes à formuler par les fonctionnaires intéressés en exécution de l'article 14 du Statut général des fonctionnaires de l'Etat traitant des activités accessoires des agents publics. Il va sans dire que pour des raisons de service, des autorisations ponctuelles dépassant le volume d'activité susmentionné peuvent être accordées par le Gouvernement, tel qu'il a d'ailleurs été le cas dans le passé. Ces dérogations doivent toutefois être décidées sur le vu d'un dossier justifiant une telle mesure. Sans préjudice d'une décision contraire de la part du Gouvernement en Conseil, à qui il appartient aux termes de l'article 14 du Statut général des fonctionnaires de l'Etat de statuer au sujet d'une éventuelle augmentation du volume d'activités accessoires pouvant être effectuées par des fonctionnaires de l'Etat dans le cadre de l'enseignement musical communal, le Ministre de l'Intérieur estime que la décision du Gouvernement du 11 juin 1999 susmentionnée constitue un compromis bien réfléchi conciliant les besoins de l'enseignement musical et les impératifs de la gestion du personnel de l'Etat et que son bien-fondé ne saurait être mis en question.

Question 1826 (16.9.2002) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le fonds de structures européens:

D'lescht Woch huet d'EU-Budgetskommissärin, d'Mme Schreyer, annoncéiert, de geplangten EU-Katastrophefong kéint nach dëst Joer, haaptsächlech duerch Emschichtungen am Budget, op eng Milliard Euro verduebelt ginn. Besonnesch beträff wier vun esou enger Décisioun d'EU-Strukturfongen.

Och Lëtzebuerg krit iwwert de FEDER Gelder fir regional Strukturprojekter, insgesamt stinn eis dofir 41 Millioune Euro zou.

Iwwert dee vun der EU-Kommission virgeluegte Projet vun engem EU-Katastrophefong kéint schonn Enn Oktober decidéiert ginn.

Dofir dës Froen:

1. Besteet duerch d'Ofzweigung vu Gelder aus dem EU-Strukturfong eng Gefor fir d'Realisatioun vu regionale lëtzebuergeschen Entwécklungsprojeten?
2. Wéi steet de Wirtschaftsminister zur Proposition vun der Budgetskommissärin, besonnesch wat d'Emschichtung vu budgetäre Mëttelen aus dem Strukturfong an de geplangte Katastrophefong ueget?

Réponse (8.11.2002) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:

Dir wësst, de Projet fir en europäesche Fonds de Solidarité op d'Been ze setzen ass keng einfach Saach. Trotz allem Elan konnt d'Thema bis elo nach net definitiv ofgehaakt ginn. Et ass mer awer net bekannt, dass déi Gelder, déi beim FEDER fir Strukturformen an den Zil-2-Gebidder op Basis vu schonns approuvéierte Programmer engagéiert goufen, dervu betraff sollte ginn, och hei zu Lëtzebuerg net. Dat heescht, sou wäit wéi eis FEDER-Gelder reservéiert goufen a mer se an den nächste Joren och opbrauchen, wäerte keng vun dese Gelder an de Fonds de Solidarité ofgezweigt ginn.

Question 1828 (17.9.2002) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la Convention entre l'Etat et l'a.s.b.l. „Internats Jacques Brocquart“ en matière d'accueil et de restauration pour les enfants:

La loi du 8 septembre 1998, relative aux organismes œuvrant dans le secteur socio-familial et/ou thérapeutique, dite «ASFT-Gesetz» prévoit des conditions strictes et précises pour l'obtention de l'agrément spécifique requis par cette loi pour qu'une personne physique ou morale puisse gérer une structure d'accueil ou un service de restauration.

L'a.s.b.l. «Internats Jacques Brocquart» est très active dans ce domaine et peut se prévaloir d'une convention avec l'Etat pour prendre en charge les structures d'accueil y compris les services de restauration et les cantines dans des divers homes et internats.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Mme la Ministre, si l'a.s.b.l. en question dispose de tous les agréments prévus par la loi, à l'instar des agréments exigés pour les services communaux en matière d'accueil et de restauration pour les enfants?

Réponse (17.10.2002) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:

L'association sans but lucratif «Les Internats Jacques Brocquart» est le gestionnaire de cinq internats socio-familiaux, à savoir le Convict et l'Internat Ste Marie situés à Luxembourg, l'Institution St Willibrord d'Echternach, le Pensionnat St Joseph de Diekirch et le Pensionnat St Joseph d'Ettelbruck. Depuis 1989, le Ministère de la Famille signe chaque année avec «Les Internats Jacques Brocquart» a.s.b.l. une convention dans laquelle sont arrêtées les prestations à fournir par l'association, les conditions de leur exercice, les modalités de collaboration et de contrôle définies entre parties ainsi que la participation financière de l'Etat à l'activité en question.

Depuis 1998, les conventions conclues entre le Ministère de la Famille et «Les Internats Jacques Brocquart» a.s.b.l. sont régies par les dispositions de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique. Bon nombre des conditions requises par la loi dite «ASFT» pour l'obtention d'un agrément sont considérées depuis 1989 dans les dispositions des conventions conclues entre l'Etat et «Les Internats Jacques Brocquart» a.s.b.l. Un règlement grand-ducal devant préciser les conditions et formalités pour l'obtention de l'agrément «internat socio-familial» est en voie d'élaboration et sera soumis dans les meilleurs délais au Conseil d'Etat pour avis.

Question 1829 (17.9.2002) de M. Patrick Santer (CSV) concernant l'abribus installé à Bollendorf-Pont sur la ligne allant d'Ettelbruck à Echternach-Gare. Une halte, avec abribus, a été installée à Bollendorf-Pont.

Les CFL exploitent une ligne de bus allant d'Ettelbruck à Echternach-Gare. Une halte, avec abribus, a été installée à Bollendorf-Pont.

Une demi-douzaine d'enfants, qui utilisent cette ligne comme transport scolaire pour aller à Echternach habitent en dehors de Bollendorf-Pont et doivent longer la RN 10 sur une distance d'environ 400 mètres. Cependant, les trois quarts de ce parcours se font sans qu'il y ait de trottoir de part et d'autre de la RN 10. On imagine bien, outre le fait que des conditions climatiques peuvent rendre ce chemin impraticable, les dangers auxquels ces enfants sont soumis, alors qu'ils se font doubler par des voitures qui sont autorisées à circuler à 90 km/heures et qui constituent ainsi une source de danger importante pour ces enfants qui ne sont nullement protégés.

Est-ce que le Ministre des Transports envisage l'installation d'une simple halte de bus sur la RN 10 avant la localité de Bollendorf-Pont en direction du Grundhof, à la limite de quelques habitations qui s'y trouvent?

Est-ce que cette halte de bus ne pourrait pas fonctionner suivant un modèle „allégé“ d'après lequel le bus ne s'arrêterait que si des personnes désireuses de le prendre faisaient signe au chauffeur de bus de s'arrêter?

Réponse (6.11.2002) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*:

D'après les dispositions en vigueur, dont notamment la consigne d'exploitation annexée au contrat de service public du 27 août 1999, les autobus ne sont autorisés à s'arrêter, pour prendre ou laisser des voyageurs, qu'aux arrêts dûment signalés et mentionnés dans les horaires. Ces explications sont d'ailleurs reprises des règles du Code de la Route.

L'aménagement, ainsi que le signalé conformément des arrêts d'autobus relèvent de la compétence des communes respectives.

Lorsque ces arrêts sont situés le long d'une route de l'Etat, une permission de voirie est à solliciter auprès des Ponts & Chaussées.

A Bollendorf-Pont, trois arrêts d'autobus sont indiqués dans les tableaux d'horaires en vigueur, dont un seulement (Gare) peut être régulièrement desservi.

Les deux autres arrêts, dénommés «Hamicht» et «Pont» ne sont ni signalés ni aménagés conformément aux dispositions du Code de la Route.

Il incombe dès lors aux autorités communales de Berdorf de remédier à cet état et de permettre aux services de transports publics de desservir tous les arrêts prévus.

Question 1830 (19.9.2002) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant le remboursement des déplacements professionnels des kinésithérapeutes:

A leschter Zäit heefe sech d'Kloen doriwwer, datt Patienten, déi Massage verschriwwene kritt hunn, awer net émstand sinn, sech selwer ze déplacéieren, d'Déplacementer vun hirem Kiné (deelweis oder ganz) aus hirer Täsche mussen bezuelen, och dann, wann eigentlech e Remboursement misst applizéiert ginn. Dobäi gëtt, wéi et schéngt, keng Rücksicht drop geholl, wann dee Kiné, deem an nooste beim Patient wunnt, iwwerhaupt keng Behandlung

auswäerts duerchféiert. Mengen Informatiounen no gëtt et de Patient reprochéiert, wa si net deen nächste Kiné huelen, och wann deen net ausserhalb vu senger Praxis schafft.

An dësem Zesammenhang géif ech lech gären dës Froe stellen:

1.) Wat seet déi aktuell Reglementatioun iwwer de Remboursement vun Déplacementer, déi néideg sinn, wann e Patient net ausser Haus goe kann?

2.) Ass an dësem Beräich eng Ännerung vun der betreffender Reglementatioun zum Nodeel vun de Patientie virgeholl ginn? Wa jo, wat fir eng?

3.) Ass dës Reglementatioun kloer an ouni Zweedäitegkeeten, déi Spillraum fir all méiglech administrativ Interpretatiounen loosse?

4.) Fannt Dir et richtig, datt onvermeidlech Déplacementer vu medizinischem Personal net rembourséiert ginn?

5.) Sidd Dir bereet, dat Néideg ze ënnerhuelen, fir datt dës bedauerlech Praxis geännert gëtt?

Réponse (22.10.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

De Prinzip, datt d'Iwwerhuele vun den Déplacementer vun den Masseuren-Kinésithérapeute begrenztt sinn op nëmmen déi Käschten bis zu deem Kiné deem an nooste beim Patient wunnt, ass an de Statute vun der UCM mindestens zënter 1994 fesgehalen.

Am Moment gëtt déi Prise en charge am Artikel 45 vun de Statute vun der UCM regléiert:

„Art. 45.- D'Iwwerhuele vun den Déplaceméntsäschte vun de Leeschtungserbrénger ausser den Infirmiere bei de Versécherter heem ass begrenzt op déi Zomm, déi dee Leeschtungserbrénger deem an nooste wunnt a Rechnung ka stellen.“

D'Tarifer vun Iwwerhuele vun de Käschte vun Hin- a Réckwee fir all Uertschaft sinn an engem Tableau vun den Distanze festgehal.

D'Krankeversécherung iwwerhëlt d'Käschte vun den Déplacementer op Basis vun engem informatesch Fichier dee fir all Leeschtungserbrénger eng Adress ugëtt vun där aus déi Käschte berechent ginn. Déi Adresse gi gespeichert op Grund vun den Angabe vun dem betreffende Prestataire. Elo ginn et awer verschidde Kinéën, déi hir Privatadress uginn, awer si si vun Associatiounen, déi hire Sëtz op enger anerer Plaz hunn, heiansdo vun engem Spidol oder vun engem Fleegeheim, ugestallt. Oft ginn déi Kinéën net bei d'Versécherter heem.

Ausserdeem ginn et och verschidde Kinéën, déi hire Beruf zwar op enger liberaler Basis ausüben, déi awer trotzdeem keng Behandlung beim Patient doheem maachen. Mee dësen Émstand kann de Fichier, mat deem d'Leeschtunge bezuelt ginn, net identifizéieren.

D'UCM ass sech deene Problemer bewosst a plangt an deen uewe beschriwwene Fichier nëmmen déi Adressen opzehuelen, wou och praktikéiert gëtt, an d'Privatadressen ze eliminéieren. Duerch dës Moossnam kënnen déi meescht Problemer geléist ginn ouni datt de Sënn vun Artikel 45, deem d'Leeschtungen op déi néizlech an néideg beschränkt, ugetaacht gëtt. Ausserdeem plangt d'UCM mat de Leeschtungserbrénger ze diskutéieren fir datt fir jiddferen e System agefouert gëtt, wéi et scho fir d'Infirmiere besteet. Deenen hir Déplaceméntsäschte ginn duerch e Forfait bezuelt, deem an hirer Nomenclature festgehal ass. Wann d'Kinéën d'accord si fir dat anzeféieren, kann den Artikel 45 gestrach ginn.

Question 1831 (19.9.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant les prestations en espèces et en nature de l'assurance dépendance:

Le Ministre des Affaires sociales et des Pensions belge, M. Vandenbroucke, a déclaré récemment dans la Chambre des Représentants, que la jurisprudence européenne oblige toute assurance dépendance à exporter ses prestations en espèces et en nature.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

1. Est-ce qu'un revirement de la jurisprudence européenne a eu lieu et oblige dorénavant l'assurance dépendance d'exporter toutes ses prestations?

2. Si un tel revirement a eu lieu, quelles en sont les conséquences pour les retraités à carrière mixte ayant travaillé par exemple en Belgique et au Luxembourg?

Réponse (18.10.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

L'honorable député a soulevé la question du traitement au regard du droit international des prestations de l'assurance dépendance et à ce sujet il fait référence aux dires de M. Vandenbroucke, Ministre des Affaires sociales et des Pensions belge qui aurait déclaré que la jurisprudence européenne obligerait l'assurance dépendance à exporter ses prestations.

Cette affirmation qui est correcte dans son principe général, doit cependant être nuancée et clarifiée car il faut faire une distinction entre prestations en nature et en espèces.

En ce qui concerne le principe en droit, il faut relever que, conformément à la jurisprudence de la Cour de Justice européenne (affaire C-160/96 du 5 mars 1998, affaire Molenaar), le droit aux prestations de l'assurance est ouvert, en l'absence de règles spécifiques concernant l'assurance dépendance inscrites au règlement communautaire 1408/71 concernant la sécurité sociale des travailleurs migrants, d'après les dispositions prévues en matière d'assurance maladie. Ceci veut dire que les prestations en nature sont accordées par l'Etat membre de résidence selon la législation qu'il applique et les prestations en espèces sont accordées par l'Etat membre compétent quelle que soit la résidence du bénéficiaire dans l'Union européenne (exportation).

En ce qui concerne la situation spécifique du Luxembourg, les prestations en nature (en cas de maintien à domicile ou en cas de séjour en établissement) sont accordées par l'Union des caisses de maladie à tous les ayants droit séjournant ou résidant au Luxembourg. Pour les personnes relevant de l'assurance maladie luxembourgeoise et qui résident dans un autre Etat membre de l'Union européenne, les prestations en espèces sont accordées suivant la législation luxembourgeoise.

La jurisprudence précitée a été confirmée par un second arrêt de la Cour de Justice européenne. Il s'agit de l'affaire Jauch (C-215/99 du 8 mars 2001) où la Cour a expressément confirmé sa position antérieure en matière de prestations de dépendance.

Question 1833 (19.9.2002) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'égalité des sexes dans le Ministère de la Promotion féminine:

Am Haartmount 1995 gouf de Fraeministère an d'Liewe geruff. E gutt Jorzéngt virdu scho gouf, per Gesetz vum 8. am Krëschtmount 1981, d'Gläichbehandlung vu Fra a Mann, wat den Accès op den Aarbechtsmaart an d'Aarbechtskonditiounen ugeet, offiziell festgeschriwwen. Dat mam Zil d'„absence de toute discrimination fondée sur le sexe, soit directement soit indirectement“ ze errechen (Artikel 1). Explizit gouf do den Employeure verbueden an hiren Aarbechtsofferen iergendeng Referenz op d'Geschlecht vum gesichten Aarbechter ze maachen. Et gouf souguer virgeschriwwen, datt den „terme générique du travailleur recherché“ ëmmer vun de Kierzelen (M) oder (F) begleet muss ginn.

Dofir sinn ech erstaunt ze héieren - an, nom Telefonsbuch vun Ärem Ministère ze uerteelen, schéngt dat ze stëmmen -, datt an dësem Ministère nëmme Frae schaffen. Dat ass ëmsou méi erstaunlech, ewéi et an der offizieller Beschreibung vun de Missioun vum Fraeministère heescht „Les actions du Ministère s'adressent aux femmes et aux hommes“, an datt eng sou genannten „égalité de fait“ tëscht Mann a Fra d'Zil wier.

Dësen Zoustand werft folgend Froen op:

1. Wéivill Fraen a wéivill Männer schaffen am Fraeministère?

2. Ass de Verdacht gerechtfäerdigt, am Fraeministère géng eng „discrimination fondée sur le sexe, soit directement soit indirectement“ herrschen?

3. Wéi versicht Dir dësen, anscheinend net onbegrennten, Verdacht ze entkräften?

Réponse (25.10.2002) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Promotion féminine*:

Am Fraeministère schaffen 12 Fraen, dovun 4 ganz Deeg an 8 hal-lef Deeg.

Vun de 4 Posten am 1995 neigeschafene Ministère sinn 3 Fraen aus dem Familljeministère iwwerholl ginn. Si hunn Expérience aus dem konventionnéierte Secteur an aus dem Service à la Condition féminine matbruecht. Eng Fra mat Expérience op kommunalem Niveau am Beräich vun der Fraeförderung an der Gläichstellungspolitik ass „Chargée de Direction“ genannt ginn. Duerno sinn all Posten am Respekt vun der Gesetzgebung ausgeschriwwen ginn.

Méi Frae wéi Männer hu kandidéiert. An den Tester hunn d'Fraen zum Deel besser ofgeschnidden. Hir fachspezifesch Kompetenze ware méi héich wéi déi vun de männlechen Kandidaten an den Tester. Hiert Interessen un der Aarbecht fir Gläichstellung a Fraeförderung war méi grouss wéi de Männer hiert. Et goufen och Männer, déi hir Kandidatur zréckgezunn hunn. 1998 huet e Mann e Congé de maternité am Fraeministère ersat.

Dës Ufro weist op der enger Säit, datt Mentalitéite sech fir eng tatsächlech Gläichstellung a Gläichberechtigung vu Fraen a Männer entwéckelen. Wéi schwierig war et d'Fuederung vun de Fraen no enger gläichberechtigter Bedeelegung um Aarbechtsmaart als e fundamentaalt Recht unerkannt ze kréien. Elo wou se do sinn, a 40,2% vun eiser aktiver Populatioun ausmaachen, gëtt engem öfentlechen Déngscht, deem eleng Frae beschäftigt, well hie gréisstendeels Fraeninteresse vertritt, eng Benodeelegung op Grund vun Geschlecht virgehait. Wa keng Diskriminatioun bei der Astellung besteet, also de Faktor Geschlecht net zielt, kënnen dat nu mol Frae sinn.

Op där anerer Säit weist d'Ufro, datt et nach keng Selbstverständlechkeet ass, datt Verantwortungsposten eleng vu Frae gedroe kënnen ginn, dat wat Männer Jorhonnerte gemaach hunn ouni datt et a Fro gestallt ginn ass.

Question 1834 (20.9.2002) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le Centre de Conférence à Luxembourg-Kirchberg:

Le 27 juin 2001, la Chambre a adopté le projet de loi 4771 sur l'extension et la modernisation du Centre de Conférence à Luxembourg-Kirchberg. A cette occasion j'avais attiré l'attention du Gouvernement sur le fait que ce Centre, destiné essentiellement aux réunions du Conseil des Ministres et du Conseil européen en avril, juin et octobre de chaque année, risquerait de rester vide les autres mois de l'année.

J'aimerais donc demander à Mme la Ministre si le Gouvernement a déjà des projets pour occuper les lieux les neuf mois restants. En particulier, ne pourrait-on utiliser les deux derniers étages de ce bâtiment qui est le plus haut du pays pour en faire une attraction touristique, en y installant p.ex. un restaurant panoramique ouvert sur la clientèle extérieure, des salles pour banquets et réceptions, des salles de conférences ou encore un lieu pour une exposition permanente sur la présence européenne passée et présente à Luxembourg?

Réponse (4.11.2002) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*:

J'aimerais attirer l'attention de M. le Député Ben Fayot sur l'existence de la société «Luxembourg-Congrès» qui a pour objet de promouvoir et de gérer le Centre de Conférence. La société de congrès assure que des manifestations se déroulent au Centre de Conférence aussi en dehors des trois mois de l'année pendant lesquels le Conseil de l'Union européenne siège à Luxembourg. Il est en principe prévu de confier la gestion du Centre de Conférence agrandi à la même société.

Pour ce qui est de l'affectation du bâtiment Alcide de Gasperi, je peux d'ores et déjà informer M. le Député qu'aux étages 2 à 13 seront situés les bureaux des délégations à l'occasion de la tenue des Conseils de l'Union européenne à Luxembourg. L'affectation des étages 14 à 21 est encore en cours d'examen. Ces étages pourraient par exemple héberger les bureaux d'une institution européenne, d'un ministère ou d'une administration luxembourgeoise. L'utilisation à des fins touristiques ou culturelles des étages supérieurs n'est a priori pas à exclure, mais posera des problèmes particuliers en matière d'accès et de sécurité, surtout pendant les trois mois de réunion du Conseil de l'Union européenne.

Question 1836 (23.9.2002) de M. Jean Colombera (ADR) concernant le fonctionnement du Laboratoire National de Santé:

Le fonctionnement du Laboratoire National de Santé soulève un bon nombre de questions.

Ainsi, un grand nombre d'analyses ne peuvent pas être effectuées au Luxembourg. A titre d'exemple il suffit de citer l'évaluation et la surveillance du statut Antioxydant (Vitamine E, Provitamine A, Superoxyde Dismutase, Glutathion Peroxydase, etc.).

D'un autre côté, l'administration du Laboratoire n'arrive plus à traiter et à envoyer les résultats d'analyses dans un délai raisonnable à cause d'un manque de personnel et à une augmentation considérable des demandes d'analyses ces dernières années.

Cette situation m'amène à poser les questions suivantes:

1) Pour quelles raisons certaines analyses ne sont pas effectuées auprès du Laboratoire National de Santé ?

2) Y a-t-il un manque de personnel et plus particulièrement un manque de personnel administratif et de personnel scientifique spécialisé? Dans l'affirmative, comment M. le Ministre entend-il remédier à cette situation?

3) Est-ce que les caisses de maladie remboursent les analyses qui doivent être effectuées à l'étranger (p. ex. à Bâle ou à Brème) ?

4) Est-ce que le nouveau Laboratoire à Dudelange sera à même d'effectuer toutes sortes d'analyses, de sorte de ne plus devoir recourir à des laboratoires à l'étranger?

Réponse (11.10.2002) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

La réponse à la question posée est double. D'un côté il convient de noter que les analyses nommément citées dans la question parlementaire ne font pas partie de la panoplie des analyses validées et notamment prescrites dans le cadre d'une médecine basée sur des faits scientifiques. D'un autre côté, pour certaines analyses de la biologie clinique en plein essor, le LNS, vu la population relativement restreinte qu'il dessert, n'atteint pas la masse critique nécessaire. Ces examens sont dès lors mieux faits et à meilleur marché à l'étranger. Cet état de choses ne changera pas avec la création d'un nouveau Laboratoire national à Dudelange.

Quant au remboursement d'analyses faites à l'étranger, il est visé par l'article 22 de la convention conclue entre l'Union des caisses de maladie et la Société luxembourgeoise de Biologie clinique. Le remboursement est assuré s'il s'agit d'analyses ne pouvant être effectuées au Luxembourg et qui figurent sur une liste ad hoc. Exceptionnellement des analyses ne figurant pas sur cette liste peuvent être prises en charge après accord préalable du contrôle médical de la Sécurité sociale.

Quant au retard dans la communication des résultats d'analyses, évoqué par l'honorable parlementaire, celui-ci avait principalement sa cause dans le départ de la secrétaire médicale dirigeante, en pleine période de congé. Le remplaçant de cette personne a dû être formé. Entre-temps le retard est résorbé. De toute manière les résultats urgents ont toujours été transmis dans les délais requis.

Question 1838 (25.9.2002) de M. Alex Bodry (*LSAP*) concernant l'avis de la Commission de surveillance du secteur financier dans le cadre de procédures judiciaires:

Il y a plus de huit mois a éclaté le scandale des détournements de fonds concernant le service de placement de la Fédération syndicale des facteurs du Luxembourg (FSFL). Au mois de mai 2002 le Tribunal civil de Luxembourg a prononcé la dissolution judiciaire de la FSFL.

Jusqu'à maintenant, les nombreux créanciers du service de placement précité n'ont bénéficié d'aucun remboursement sur les sommes déposées, ce qui les place souvent devant une situation financière précaire. Par ailleurs, ils ne disposent que de peu d'informations sur l'état d'avancement des procédures civiles et pénales en cours.

Le Ministre des Finances peut-il confirmer si la Commission de surveillance du secteur financier (CSSF) a émis un avis dans le cadre des procédures judiciaires relatives au service de placement de la FSFL. Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de la prise de position de la CSSF?

Est-ce que le Ministre de la Justice estime que les droits des victimes-créanciers sont suffisamment protégés dans le cadre des instructions pénales et des opérations de liquidation?

Ne faudrait-il pas veiller à ce que le droit à l'information de la victime soit enfin ancré dans la loi?

Réponse (17.10.2002) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice et du Trésor et du Budget*:

1. La CSSF n'a pas émis d'avis dans le cadre des procédures judiciaires citées.
2. Même s'il me semble que les droits des créanciers soient suffisamment protégés dans le cadre des instructions judiciaires, j'envisage, conformément à la déclaration gouvernementale, d'améliorer par un futur projet de loi l'information de la victime dans la procédure judiciaire pénale.

Question 1841 (26.9.2002) de M. Laurent Mosar (*CSV*) concernant la base légale des tarifs facturés par la SACEM:

L'article 66-7 de la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données dispose qu'un règlement grand-ducal doit préciser, d'une part, les conditions d'autorisation et d'agrément des organismes de gestion et de répartition des droits et, d'autre part, les conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent exercer leurs activités. De surcroît, ce règlement grand-ducal, à prendre sur avis obligatoire du Conseil d'Etat, doit déterminer la date de l'entrée en vigueur des dispositions de l'article 66. D'après mes informations, ce règlement grand-ducal n'aurait pas encore été pris jusqu'à ce jour.

Il me revient que la Société des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SACEM) aurait récemment envoyé des factures à des clients établis au Grand-Duché. Les tarifs facturés ne reposeraient sur aucun critère préalablement défini. Vu l'absence du règlement grand-ducal prévu à l'article précité, il convient de s'interroger si les tarifs facturés reposent sur une quelconque base légale.

1. Est-ce que M. le Ministre peut me confirmer que le règlement grand-ducal n'a pas encore été pris jusqu'à ce jour? Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons? Quand un tel règlement grand-ducal sera-t-il adopté?

2. Est-ce que les tarifs facturés reposent sur une base légale? En cas de réponse négative, quelles sont les voies de recours pour les clients concernés?

Réponse (29.10.2002) de M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*:

Question 1

Les organismes de gestion et de répartition des droits d'auteur ou des droits voisins sont actuellement régis par la cinquième partie de la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur, les droits voisins et les bases de données (la «Loi»).

En vertu de l'article 66 paragraphe 1 de la Loi, «tout organisme dont le seul but ou l'un des buts principaux consiste à gérer ou à administrer des droits d'auteur ou des droits voisins des droits d'auteur sur le territoire luxembourgeois pour le compte de plus d'un auteur ou ayant droit doit obtenir une autorisation. Si l'organisme est établi à l'étranger, il est tenu en outre d'avoir un mandataire général ayant son domicile dans le Grand-Duché qui le représente tant judiciairement qu'extrajudiciairement. Le mandataire général doit être agréé».

Conformément à l'article 66 paragraphe 7 de la Loi, les conditions

de l'autorisation et de l'agrément ainsi que les conditions dans lesquelles les organismes de gestion et de répartition des droits pourront exercer leur activité seront précisées par règlement grand-ducal. Ce règlement grand-ducal déterminera également la date de l'entrée en vigueur de la cinquième partie de la Loi relative aux organismes de gestion et de répartition des droits.

Ledit règlement grand-ducal n'a pas encore été adopté, et ce pour de multiples raisons. Le commissaire aux droits d'auteur et droits voisins n'est entré en fonction qu'en décembre 2001 et n'a pu commencer les travaux d'élaboration du règlement grand-ducal que récemment. En effet, une des priorités absolues de la direction de la Propriété Industrielle et des Droits Intellectuels au sein de mon Ministère a été la transposition de la directive 2001/29 du 22 mai 2001 sur l'harmonisation de certains aspects du droit d'auteur et des droits voisins dans la société de l'information.

Par ailleurs, la réglementation des organismes de gestion collective des droits d'auteur ou des droits voisins sera entièrement revue afin de renforcer, dans un souci de transparence, les obligations incombant à ces organismes. Il en découle que l'élaboration du règlement grand-ducal nécessite un travail de réflexion et de consultation considérable. Finalement je me permets de préciser que j'avais informé la Chambre des Députés, lors du vote de la Loi le 15 février 2001, que l'élaboration du règlement grand-ducal en question serait probablement retardée (cf. *compte-rendu n°11/2000-2001, p.1352*).

Une première mouture du projet de règlement grand-ducal devrait être disponible pour la fin de l'année 2002.

Question 2

En vertu des articles 3 et 4 de la Loi, toute reproduction et communication au public d'une œuvre protégée par le droit d'auteur est soumise à l'autorisation de l'auteur de l'œuvre.

En pratique, les auteurs et ayants droit ont confié la gestion de leurs droits à des organismes de gestion et de répartition des droits, tels que la Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de Musique (SACEM). Dans ce contexte, il faut noter que la SACEM et son mandataire général disposent actuellement respectivement d'une autorisation et d'un agrément pour exercer les droits d'auteur au Grand-Duché de Luxembourg.

Toute personne physique ou morale qui diffuse en public ou reproduit une œuvre appartenant au répertoire d'une société de gestion de droits doit obtenir une autorisation préalable et acquitter une redevance (A. Bertrand, *Le droit d'auteur et les droits voisins*, Masson, Paris, 1991, n°8.532, p.345). En effet, le mécanisme de la gestion collective des droits ne déroge pas aux droits exclusifs (F. De Visscher & B. Michaux, *Précis du droit d'auteur et des droits voisins*, Bruylant, Bruxelles, 2000, p.415, n°546). Le principe même de l'obligation de payer les droits d'auteur ne peut donc être mis en cause.

En ce qui concerne le montant réclamé au titre des droits d'auteur réduits, il faut noter que les tarifs pour l'année 2002, appliqués par la SACEM, n'ont pas pu être avisés par la Commission des droits d'auteur et des droits voisins. En effet, cette Commission, instituée par l'article 92 de la Loi et dont la composition et les règles de fonctionnement devront encore être déterminées par règlement grand-

ducal, n'a pas encore entamé ses travaux. Le règlement grand-ducal qui portera exécution de l'article 66 paragraphe 7 portera également exécution de l'article 93 de la Loi. Il faut cependant préciser à cet égard que la Commission des droits d'auteur et des droits voisins n'est compétente que pour donner des avis sur les tarifs et barèmes des organismes de gestion collective des droits. Cette compétence d'avis n'affecte en aucune façon le principe de la fixation des tarifs par des accords entre parties intéressées.

D'après les informations reçues de la SACEM, cette dernière aurait trouvé un accord avec la confédération luxembourgeoise du commerce, l'Horesca, la fédération des patrons coiffeurs et l'UGDA sur les tarifs à appliquer pour l'année 2002. En vertu de ces accords, les barèmes des droits d'auteur pour l'année 2002 auraient augmenté de 2,5% par rapport aux tarifs et barèmes de l'année 2000 et ce sur base de l'indice du prix à la consommation. Pour de plus amples informations sur les barèmes et tarifs appliqués, les personnes concernées sont invitées à s'adresser à la SACEM et/ou aux autres parties de ces accords.

Dans la mesure où les tarifs (en d'autres termes, les rémunérations pour usage des œuvres protégées par le droit d'auteur) sont le plus souvent le fruit de négociations entre les sociétés de gestion collective et les utilisateurs, respectivement les organisations professionnelles des utilisateurs concernés, les litiges entre parties relèvent en principe du droit contractuel.

Question 1842 (27.9.2002) de M. Jean Colombera (*ADR*) concernant le fonctionnement du Service de Rééducation ambulatoire (SREA):

La problématique de la prise en charge et de l'encadrement pédagogique des enfants à besoins spécifiques, tels que la dyslexie, la dyscalculie et les problèmes comportementaux (ADS, Hyperactivité,...) est devenue plus en plus importante, notamment dans le contexte de l'étude PISA et ceci m'amène à poser les questions suivantes:

1) Combien d'enfants à besoins spécifiques ont été encadrés à l'école pendant les années scolaires 2000/2001 et 2001/2002?

2) Combien de personnel du SREA (Service de Rééducation ambulatoire) s'occupe actuellement de ces enfants et quelles formations sont requises pour pouvoir exercer cette fonction?

3) De quelle manière cette prise en charge des enfants par le SREA est-elle organisée (en classe, hors classe, collaboration instituteurs/SREA/inspecteurs)?

4) Combien d'heures d'assistance par le SREA sont garanties pour chaque enfant (max., min.)?

5) Le nombre des enfants à besoins spécifiques est-il en progression les 10 dernières années? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons de cette évolution?

6) Le personnel actuel du SREA est-il suffisant pour encadrer et prendre en charge tous les enfants à besoins spécifiques?

7) Existe-t-il des listes d'attente? Dans l'affirmative, comment Mme la Ministre entend-elle résoudre ce problème?

8) Le budget annuel accordé au SREA est-il suffisant pour réaliser tous les objectifs pédagogiques et l'intégration des enfants à besoins spécifiques dans les classes ordinaires selon le principe de l'école pour tous?

9) Quelles sont les conditions de travail du personnel du SREA?

Réponse (22.10.2002) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

1) En 2000/2001 et en 2001/2002 respectivement 700 et 900 élèves ont été pris en charge par le Service rééducatif ambulatoire de l'Education différenciée. Je précise que l'aide attribuée par ce service doit être réservée aux enfants à handicap ou à besoins éducatifs spéciaux. Il ne s'agit donc pas de délocaliser l'appui aux élèves qui ont des difficultés d'apprentissages auxquels il est possible de remédier dans le contexte du fonctionnement normal des écoles. Ne seront donc pris en charge que les élèves pour lesquels un bilan psycho-pédagogique a été élaboré et dont le dossier a fait l'objet de concertations préalables au sein de la commission médico-psycho-pédagogique régionale compétente. Le diagnostic est établi sur base d'instruments d'investigation harmonisés et les décisions en faveur de l'octroi d'un appui supplémentaire tiennent compte de la classification de l'Organisation Mondiale de la Santé.

2) 2.377 heures hebdomadaires sont prestées en classe par des instituteurs, des intervenants du secteur socio-éducatif et des professions de santé. La diversité des problèmes qui se présentent requiert de la part de ces professionnels une formation spécialisée dans le domaine respectif. Ainsi les troubles de l'articulation pris en charge par des orthophonistes, les difficultés d'adaptation sociale par des éducateurs gradués etc. En vue d'une meilleure gestion des ressources disponibles, les intervenants travaillent en équipes multidisciplinaires, affectées aux ressorts d'inspection de l'enseignement primaire.

3) L'organisation se fait après concertation entre partenaires impliqués en accord avec les parents de l'enfant et en fonction de ses besoins particuliers. La nature de l'intervention définit l'endroit où elle est exercée.

4) Nous entendons quitter la logique distributive de la répartition d'heures d'assistance par enfant. Un projet individuel est élaboré pour chaque élève après concertation avec tous les partenaires impliqués. Ainsi l'envergure de la présence d'une personne d'assistance varie en fonction des besoins particuliers des élèves, du nombre d'enfants à besoins éducatifs spéciaux inscrits dans une classe, et de l'organisation locale de l'enseignement.

5) Le nombre d'enfants à besoins éducatifs spéciaux augmente en fonction du nombre d'enfants en général. L'augmentation du taux de natalité des dernières années a eu un impact sur le nombre des enfants à besoins éducatifs spéciaux.

6) Au vu des mesures d'appui et de différenciation mises en œuvre au sein de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire (team-teaching, classes d'intégration, classes d'accueil etc.), le personnel du Service rééducatif ambulatoire arrive à satisfaire aux demandes justifiées émanant des ordres d'enseignement précités.

7) Il n'existe pas de liste d'attente pour les élèves dont le diagnostic a été élaboré selon les règles de l'art et que les membres de la commission médico-psycho-pédagogique régionale respective ont reconnu en tant qu'élèves à besoins éducatifs spéciaux, conformément aux dispositions de l'Organisation Mondiale de la Santé. Les moyens budgétaires sont suffisants à l'heure actuelle étant donné qu'ils sont strictement réservés à la population susmentionnée, visée par la loi de 1994 dite sur l'intégration.

8) La réalisation du principe de l'école pour tous ne dépend non seulement de l'intervention de la part du Service rééducatif ambulatoire mais elle est favorisée par la mise en œuvre de mesures pédagogiques appropriées, voire différenciées au sein de tous les ordres d'enseignement.

Veillez noter cependant que les parents ont le droit de choisir pour leur enfant son admission dans une école spécialisée. Dans le but de favoriser l'intégration de ces enfants, plusieurs projets de construction ont été mis en œuvre avec les communes afin de rapprocher les infrastructures de l'Education différenciée de celles de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire.

9) Les conditions de travail des membres du personnel du Service rééducatif ambulatoire de l'Education différenciée varient évidemment selon leur qualification et selon leur fonction (horaire, tâche hebdomadaire) tel qu'il est également le cas pour les intervenants des autres ordres d'enseignement.

Question 1844 (2.10.2002) de M. Jeannot Krecké (LSAP) concernant le formulaire E111:

En ce qui concerne le formulaire E111 pour les séjours dans un Etat membre de l'Union européenne, il apparaît que les modalités d'autorisation diffèrent selon les différentes caisses de maladie. Ainsi, par exemple, la Caisse de Maladie des Employés privés accorde une autorisation s'étendant à 3 mois au maximum, en raison du délai d'affiliation des employés privés en cas de dissolution du contrat de travail. Les formulaires de la Caisse de Maladie des Fonctionnaires et Employés publics restent valables jusqu'à la fin de chaque année civile (31 décembre).

Pour des raisons de simplicité et afin d'uniformiser les critères d'autorisation de ces formulaires, j'aimerais savoir de M. le Ministre s'il ne juge pas opportun d'introduire par exemple des délais fixes pour toutes les caisses de maladie? Comme un changement d'affiliation est peu probable pour les personnes retraitées, ne serait-il pas plus facile d'accorder ces autorisations à durée indéterminée pour ces personnes?

Réponse (30.10.2002) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

L'honorable député soulève la question de la pratique administrative divergente des caisses de maladie luxembourgeoises en ce qui concerne la durée de validité des formulaires E111 émis.

Le formulaire E111, qui est dénommé «Attestation du droit aux prestations en nature (immédiatement nécessaires) pendant un séjour dans un Etat membre» permet d'obtenir des soins médicaux en cas d'urgence pendant un séjour temporaire dans un Etat membre de l'Union européenne, de l'Espace économique européen et de la Suisse.

Or, il faut bien voir que l'émission d'un tel formulaire par une caisse de maladie est un engagement juridique précis et contraignant. En effet pour la période de validité du formulaire, la caisse a pris l'engagement de rembourser à l'institution étrangère auprès de laquelle le formulaire est présenté tous les frais que celle-ci a engagés pour l'assuré de la caisse luxembourgeoise.

Le principe de l'autonomie de la gestion administrative des caisses explique qu'une approche divergente peut être choisie par les institutions. Quant aux deux caisses citées dans la question de l'honorable député, il faut voir que leur situation est différente.

La caisse de maladie des employés privés compte un nombre élevé d'assurés où il se produit un mouvement assez important (affiliations et désaffiliations successives, travail intérimaire, nombreux frontaliers...). Elle a choisi l'approche de limiter la validité des formulaires pour la période expressément requise par les demandeurs.

Par contre la caisse de maladie des fonctionnaires et employés publics, où la population assurée se caractérise par une stabilité de l'emploi et une mobilité sur le marché du travail beaucoup moins prononcée, a estimé que la délivrance d'un formulaire E111 limitée en fonction de chaque demande individuelle, représente un travail administratif trop lourd. Voilà pourquoi cette caisse a décidé de délivrer les crédits formulaires pour une année entière.

Ces changements d'affiliation, comme le remarque d'ailleurs correctement l'honorable député dans sa question, sont peu probables pour les personnes retraitées. La caisse de maladie des employés privés vient de me confirmer que le pensionné peut, sur demande afférente, obtenir un formulaire E111 valable à partir de la date de la demande pour une année entière. Ainsi, concrètement, au cas où il demanderait son attestation E111 le 21 octobre 2002 la caisse de maladie des employés privés la lui délivre pour la période du 21 octobre 2002 au 20 octobre 2003.

Question 1845 (2.10.2002) de M. Serge Urbany (déi Lénk) concernant l'Université de Luxembourg:

Vous aviez déclaré en juillet 2002 en séance publique de la Chambre des Députés que le projet de loi concernant la future Université de Luxembourg serait déposé encore avant les vacances parlementaires. Comme la nouvelle session de la Chambre va débuter dans quelques jours, sans que le projet ne soit déposé ni un éventuel avant-projet publié et que l'impatience croît dans les milieux intéressés, j'aimerais vous questionner sur les points suivants:

1° Quelles sont les véritables raisons de ce retard? Sont-elles à trouver dans votre Ministère, au Conseil des Ministres ou sont-elles dues à des influences extérieures? Quel sera le calendrier parlementaire envisagé par vous pour permettre au futur projet de loi d'être encore voté en temps utile avant les prochaines élections?

2° Selon quel calendrier comptez-vous réaliser l'Université de Luxembourg une fois la loi votée, surtout en tenant compte du fait qu'une partie des installations devra être localisée dans les friches industrielles de Belval-Ouest, impliquant par ailleurs la fusion partielle des activités et des programmes des deux instituts universitaires existants, le Centre Universitaire et l'IST?

3° La nouvelle loi projetée comprend-elle une vision d'ensemble et un programme cohérent d'études et de recherche dans le contexte régional pour les trois facultés présentées à Mondorf au début de cette année? Ou se satisfait-elle à énoncer une structure administrative vide de contenu, laissant à des personnalités nommées par le Gouvernement le soin de définir les contenus et de les changer sans aucun contrôle démocratique interne ou externe?

4° Que proposez-vous pour organiser les organismes universitaires existants pendant une période transitoire? Garderont-ils leur autonomie et leur statut pendant cette période?

5° Comment sera organisée l'insertion des centres de recherche publics dans la nouvelle structure universitaire? Quelle sera la place dans le nouveau cadre universitaire de la Luxembourg School of Finance et du Luxembourg Institut of Advanced Studies in Information Technologie (LIASIT) nouvellement créés ou sur le point de se créer?

6° Quelles dépenses en infrastructures et en personnel sont planifiées dans la nouvelle loi et quelles en seront les incidences budgétaires à court, moyen et long terme? Faut-il s'attendre à de nouvelles coupures pour des raisons budgétaires?

Réponse (31.10.2002) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

1. L'avant-projet de loi portant création de l'université de Luxembourg est un projet de grande envergure qui, de par son importance pour l'ensemble de la société luxembourgeoise, se doit de faire l'objet d'une discussion approfondie au sein du Gouvernement, une première discussion ayant eu lieu le 19 juillet 2002, une deuxième le 14 octobre. Une fois ces discussions terminées, je déposerai le projet de loi à la Chambre des Députés.

2. Après le vote de la loi, la mise en place de l'Université se fera par étapes. Pour ce qui est des enseignements et des recherches qui devront se dérouler au sein de la Faculté des Sciences de la Technologie et de la Communication, il est évident que ceux-ci continueront à avoir lieu dans les infrastructures existantes, en attendant la réalisation de la Cité des Sciences, de la Recherche et de l'Innovation sur les friches de Belval-Ouest. Dans le cadre de la planification du site par le Fonds Belval, la réalisation des besoins en infrastructure pour le compte de l'Université et des Centres de Recherches Publics est prioritaire.

3. Pour ce qui est des réponses aux questions 3, 4 et 6, je prierais l'honorable député d'attendre le dépôt du projet de loi.

4. Pour ce qui est de la question ayant trait à la Luxembourg School of Finance, je renverrai l'honorable député à ma réponse à la question parlementaire N°1850 de M. le Député Ben Fayot (cf. 5e séance publique du mercredi 15 octobre 2002, ci avant). La même réponse vaut pour le LIASIT. Finalement, je tiens à réitérer ma position que les Centres de Recherches Publics continueront à fonctionner dans le dispositif de la loi de 1987, cette dernière n'étant pas abrogée dans le cadre de la loi portant création de l'Université de Luxembourg.

Question 1846 (4.10.2002) de M. Gusty Graas (DP) concernant le manque de pièces de 1 cent et 2 cents:

Depuis plusieurs jours des commerçants renvoient sur le manque des pièces de 1 cent et 2 cents. Il s'avère que les prix dans les magasins doivent être arrondis, étant donné que les caissiers/ères sont souvent dans l'impossibilité de rendre des pièces de 1 ou 2 cents. Cette pratique engendra à la longue des pertes pour les commerçants. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes:

- Est-ce que M. le Ministre peut confirmer les assertions des commerçants?

- Dans l'affirmative, dans quel délai les pièces manquantes pourraient être mises sur le marché?

- Afin d'éviter éventuellement à l'avenir un tel problème et d'alléger au consommateur le paiement des marchandises, est-ce qu'il n'y a pas lieu, à l'instar de la Finlande, de ne plus utiliser les pièces de 1 et 2 cents?

Réponse (22.10.2002) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:

1. La Trésorerie de l'Etat commande en principe les pièces de monnaie de façon à avoir un stock suffisant de chaque type de pièce pour plusieurs mois au moins. Au cours de la première année de circulation de l'euro fiduciaire, les fluctuations de la circulation restent cependant erratiques et difficiles à prévoir, de sorte que, malgré une commande de pièces de 1 et 2 cents passée début août, une demande anormalement élevée en septembre et la thésaurisation des petites pièces par le public ont conduit passagèrement à une rupture de stock. Suite à une nouvelle livraison de pièces, le problème a pu être résolu entretemps.

2. Les pièces de 1 cent et de 2 cents ont cours légal dans l'ensemble de la zone euro. Il n'est pas possible de prendre une décision unilatérale à cet égard. En Finlande aussi, le cours légal de ces pièces n'est pas affecté, mais il est permis d'arrondir à 5 cents, ce qui est toujours au désavantage d'une partie dans une transaction. Pour des raisons pratiques, j'estime qu'il faudra à moyen terme réduire le nombre de pièces différentes en circulation. Cette question pourra utilement être soulevée dans le contexte de l'élargissement de l'Union européenne, quand les pièces devront être adaptées aux nouveaux Etats membres.

Question 1849 (7.10.2002) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant l'implantation d'une nouvelle compagnie de fret aérien (West Air):

La compagnie de fret aérien suédoise West Air, dont les activités se trouvent en pleine expansion actuellement, a annoncé qu'elle entendait lancer une compagnie sœur au Luxembourg dans le courant de cette année. Actuellement près de 160 camions transportent quotidiennement des marchandises du centre de fret de Cargo-lux. D'après West Air, l'implantation au Luxembourg de West Air Luxembourg contribuerait à réduire une partie de ce trafic routier.

Dès lors, je voudrais poser la question suivante à M. le Ministre des Transports et de l'Economie:

- M. le Ministre connaît-il plus de détails en ce qui concerne l'implantation de West Air Luxembourg au Findel?
- Quel est le nombre d'avions que West Air Luxembourg compte utiliser pour commencer?
- Quelles sont les infrastructures qui lui seront mises à disposition au Findel?
- De quelle façon cette compagnie aérienne entend-elle réduire le trafic de poids lourds provenant du centre de fret du Findel?

Réponse (17.10.2002) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:

La question de l'honorable député a trait à l'information parue dans la presse au sujet de l'implantation à l'Aéroport de Luxembourg d'une nouvelle compagnie aérienne du nom de West Air.

La nouvelle évoquée est dépourvue de tout fondement, alors que

la compagnie aérienne en question ne dispose pas des autorisations requises pour opérer des transports aériens à partir de Luxembourg.

Il est vrai que fin 2001 / début 2002, les responsables de West Air avaient pris contact avec la Direction de l'Aviation Civile pour s'enquérir sur les conditions de pouvoir s'établir au Luxembourg, mais en présence de dossiers incomplets, ces démarches n'ont pas eu d'autres suites jusqu'à présent.

Je pense que dans les conditions données, une réponse aux autres points de la question devient sans objet.

Question 1851 (9.10.2002) de M. Robert Mehlen (LSAP) concernant la réforme administrative:

Eent vun den Ziler vun der Verwaltungsreform schéngt et jo ze sinn, d'Relatiounen tëschent Bierger(innen) a Verwaltung ze verbesseren an d'Verwaltung méi «biergerfrëndlech» ze maachen. Leider muss een ëmmer erëm feststellen, datt mer nach e gutt Stéck dovun ewech sinn. Sou schreift zum Beispill eng Associatioun vu Bierger(innen) an engem Bréif un d'Presidentin vun der parlamentarischer Pétitiounskommissioun, datt si den 2. Abrëll eng Entrevue bei der Mme Bauteminister Erna Hennicot-Schoepges gefrot hätt, fir iwwert déi désaströs Situatioun ze schwätzen, déi zu Helling entsteet, wann d'Saarautobunn opgeet, an de Verkéier duech Helling ëmgeleet soll ginn. Si beklot sech driwwer, datt si bis haut weder en Accusé de réception, nach eng Äntwert op hire Bréif kritt hätt. An deem Kontext géif ech lech, Mme Minister, Här Staatssekretär, gäre folgend Froe stellen:

1. Misst et net och beim Stat absolut normal sinn, datt een op eng Ufro op d'mannst kuerzfristeg en «Accusé de réception» géif zougestallt kréien? Gëtt et an där Bezéiung konkret Virschreften, a wat geschitt, wann déi net respektéiert ginn?

2. Wann esou Dysfonctionnement optrieden, wéi verhält et sech an der Regierung mat der Responsabilitéit, well souwuel de Ressortminister wéi och de Minister, dee fir d'Fonction publique zoustänneg ass, hei beträff sinn?

3. Wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir datt sech och do eng biergerfrëndlech Kultur duerchsetzt, wou de Ressortminister ënner Emstänn domat iwwerfuert ass?

Réponse (11.11.2002) de Mme Lydie Polfer, Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative:

Dans son courrier du 9 octobre 2002, M. le Député Robert Mehlen souhaite avoir des informations, dans le cadre de la réforme administrative, au sujet de la généralisation de l'«accusé de réception» dans l'administration, de la responsabilité ministérielle dans ce domaine ainsi que des initiatives gouvernementales envisagées pour promouvoir une culture administrative plus résolument orientée sur les besoins des usagers.

L'honorable M. Robert Mehlen me permettra de renvoyer d'abord à deux points spécifiques de la déclaration gouvernementale du 12 août 1999, où le Gouvernement s'engage en des termes clairs et précis pour

- «la promotion d'un Etat qui est proche de l'utilisateur et qui pour cela doit rester transparent dans son fonctionnement,

- l'assurance d'une recherche constante de la qualité dans le fonctionnement de l'Etat et dans le service rendu à la collectivité.»

Il me semble évident que le fait de vouloir promouvoir un Etat proche de l'usager implique parmi les mesures prioritaires à initier celle de vouloir améliorer les relations des administrations par rapport aux usagers, et ceci à plus d'un point de vue.

Pour ce qui est plus particulièrement du problème de l'«accusé de réception», je tiens à préciser que le programme et le plan d'action en matière de réforme administrative ont été élaborés par mon département à la suite d'une consultation très large parmi les «forces vives de la nation», c'est-à-dire les administrations, les partis politiques, les chambres professionnelles, les entreprises, mais surtout aussi avec une écoute toute particulière pour les désirs, les attentes et les besoins des citoyens. L'un des projets de première importance, et dont je pense qu'il pourra être plus systématiquement encore d'ici la fin de la présente période législative, est celui de l'accueil, avec ses trois volets distincts mais complémentaires, à savoir l'accueil téléphonique, l'accueil physique et l'accueil écrit, le dernier couvrant en grande partie l'aspect de l'accusé de réception visé par l'honorable M. Mehlen.

J'ajoute un dernier point relatif à la responsabilité ministérielle en la matière. Selon la répartition des départements ministériels sous le Gouvernement actuel, la compétence en matière de réforme administrative revient certes au Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative. Cette organisation revêt cependant l'aspect particulier qu'il ne s'agit en l'occurrence que d'une mission d'accompagnement et d'une mission de coordination générale. En effet, tous les projets de réforme administrative, en ce sens qu'ils concernent pour la plupart du temps des aspects spécifiques qui rentrent dans les attributions propres d'un département ou d'une administration de l'Etat, ne sauront être encadrés, promus et finalisés que sous la responsabilité du membre du Gouvernement qui en a la compétence spécifique.

Question 1853 (9.10.2002) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la consommation de drogues en milieu carcéral:

D'après certaines informations parues dans la presse aussi bien écrite que parlée en date du 9 octobre 2002, une jeune femme de 22 ans serait décédée dans l'établissement pénitentiaire de Schrassig. Ce décès serait plus que probablement dû à une consommation excessive de drogues.

Dans ce contexte, se pose la question par quelle voie des drogues sont introduites dans l'enceinte de la prison de Schrassig. Il se pose notamment la question si le trafic de drogues est principalement assuré par des visiteurs. Par ailleurs, il semble que l'utilisation abusive de médicaments serait en augmentation constante depuis quelques mois.

1. Est-ce que M. le Ministre peut me renseigner sur la cause et les circonstances exactes de la mort de la jeune femme précitée?

2. Etant donné qu'un problème de drogues semble manifeste dans la prison de Schrassig, est-ce que M. le Ministre entend organiser une enquête afin de déterminer les canaux par lesquels transitent les drogues?

3. Quel est plus particulièrement le contrôle auquel sont soumis les visiteurs de la prison? Est-ce qu'un contrôle particulier sur l'existence de drogues est effectué?

4. Quelle est la procédure de consommation de médicaments en milieu carcéral? Plus particulièrement, est-ce que la consommation de médicaments est surveillée par du personnel médical?

Réponse (28.10.2002) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

1. Les résultats de l'autopsie pratiquée sur la défunte ne sont pas encore connus.

2. Toute découverte de substances illicites attire l'attention particulière des autorités pénitentiaires et chaque incident fait l'objet d'une enquête individuelle.

3. Les visiteurs sont soumis aux contrôles autorisés par la loi. Ils doivent passer notamment sous un détecteur de métaux. En cas de doute, l'entrée de l'établissement peut leur être refusée.

Les colis qu'ils remettent aux détenus sont vérifiés par scanner RX; un détecteur spécial de substances permet de détecter la présence de drogues même en quantités minimales. Toute trouvaille fait systématiquement l'objet d'une dénonciation à la police judiciaire.

4. Les articles 262 à 269 du règlement grand-ducal modifié du 24 mars 1989 concernant l'administration et le régime interne des établissements pénitentiaires régissent le traitement médical des détenus. Par ailleurs à noter la recommandation N° R(98)7 du Conseil de l'Europe relative aux aspects éthiques et organisationnels des soins de santé en milieu pénitentiaire, qui prescrit entre autre l'équivalence des soins et l'obligation au respect du secret médical, et qui précise dans les articles 48 et 49 que:

«(48) S'il y a lieu, les personnes détenues devraient pouvoir recevoir leur traitement prescrit «en main propre». Cependant, les médicaments dont la prise en overdose peut se révéler dangereuse ne leur devraient pas être remis; ils devraient leur être administrés au fur et à mesure, selon la posologie prescrite.

(49) Le médecin exerçant en milieu pénitentiaire devrait, le cas échéant, dresser une liste de toutes les substances et médicaments habituellement prescrits dans le service médical, en collaboration avec le pharmacien responsable. La prescription médicale devrait rester du seul ressort de la profession médicale, et les médicaments ne devraient être distribués que par le personnel autorisé.»

Question 1854 (9.10.2002) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant le suivi médical des personnes toxicomanes en milieu carcéral:

La presse rapporte la mort d'une jeune femme toxicomane au Centre pénitentiaire de Schrassig début octobre. Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- M. le Ministre peut-il confirmer ce fait?

- Quels sont les chiffres concernant les morts naturelles et non naturelles / suicides au Centre pénitentiaire pour la dernière décennie?

- Quels sont ceux concernant les tentatives de suicide?

- M. le Ministre juge-t-il que l'encadrement des détenus resp. prévenus est suffisant compte tenu de ces chiffres?

- Ne faudrait-il pas améliorer le suivi médical notamment des personnes toxicomanes?

- L'accompagnement psychologique ne doit-il pas être renforcé, par exemple chez les personnes incarcérées pour la

première fois, chez lesquelles le choc qui accompagne la privation de liberté conduit souvent à des tendances suicidaires?

Réponse (6.11.2002) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Une jeune femme toxicomane est décédée au CPL Schrassig en date du 4 octobre 2002. Le résultat de l'autopsie pratiquée le 8 octobre 2002 n'est pas encore connu.

Le nombre des suicides pour la période de 1990 au mois d'octobre 2002 est de 42.

Le nombre des morts naturelles pour la même période est de 3.

Le nombre des tentatives de suicide est de 7.

En vue de la prévention des suicides un suivi psychiatrique systématique est actuellement assuré par un personnel qualifié médical (psychiatre) et paramédical (psychologues et infirmiers spécialisés). La convention entre l'Etat et le Centre hospitalier neuropsychiatrique d'Ettelbruck portant création d'un service de médecine psychiatrique pénitentiaire, signée le 22 avril 2002 et mise en œuvre progressivement depuis l'été 2002, prévoit un personnel de soins à porter à 8 unités. Cette convention contribue certainement à une meilleure prise en charge des détenus et en particulier des détenus à risque suicidaire. En outre dans le cadre du numerus clausus 2003 l'administration pénitentiaire disposera d'un poste supplémentaire de psychologue chargé de l'encadrement des détenus. Il faut aussi relever le travail du SPSE (service psycho-socio-éducatif) regroupant les assistants sociaux, éducateurs, psychologues et moniteurs dont le rôle est la prise en charge et le suivi des détenus ainsi que le travail des psychothérapeutes externes au CPL.

Pour ce qui est du suivi médical des détenus, condamnés et prévenus toxicomanes, il y a lieu de renvoyer, outre à la convention précitée conclue entre l'Etat et le centre hospitalier neuropsychiatrique qui permet une intervention plus efficace dans la lutte contre la toxicomanie, à la convention conclue entre l'Etat et le Centre hospitalier de Luxembourg, signée le 18 décembre 2001, dont l'objectif est d'assurer une meilleure prise en charge médicale de tous les détenus.

Question 1855 (9.10.2002) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant le régime d'application des peines carcérales:

Dans le contexte du régime d'application des peines carcérales, il est fait état de ce que les peines infligées par les tribunaux luxembourgeois seraient plus élevées que dans nos pays voisins.

- Le Ministre peut-il me présenter des statistiques comparées et ainsi situer le Luxembourg parmi les autres pays-membres de l'Union?

- Quels effets la mise en œuvre de nouveaux instruments de réduction des peines a-t-elle eu sur les chiffres?

Réponse (4.11.2002) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Il n'existe pas de statistiques comparées au sujet du niveau des peines appliquées dans les Etats membres de l'Union européenne.

La loi du 13 juin 1994 sur le régime des peines, sans introduire des nouveaux instruments de ré-

duction des peines, a introduit des sanctions nouvelles de nature à se substituer aux peines d'emprisonnement.

Il s'agit de la possibilité de substituer une amende à une peine privative de liberté (article 20 du code pénal), de la possibilité de prononcer certaines peines accessoires à titre principal au lieu et place d'un emprisonnement (article 21 du code pénal) et de la possibilité de prononcer la peine du travail d'intérêt général au lieu et place d'un emprisonnement non supérieur à 6 mois (article 22 du code pénal). Il y a lieu de noter que les travaux dans l'intérêt de la communauté peuvent également être prononcés dans le cadre de la suspension probatoire du prononcé et du sursis probatoire depuis la loi du 26 juillet 1986 et que dans le cadre de l'exécution des peines les courtes peines peuvent être commuées en travaux d'intérêt général.

Les peines de substitution sont appliquées par nos juridictions de jugement. Ainsi, en 2001, 116 peines de travaux d'intérêt général ont été prononcées.

Question 1857 (10.10.2002) de Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP) concernant le fonctionnement du collège des inspecteurs:

Le 2 juillet 2002 la Chambre des Députés a adopté à l'unanimité le projet de loi 4901 modifiant l'article 71 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire.

Cette loi fut publiée au Mémorial A No 86 du 9 août 2002 et prévoit outre l'augmentation du nombre des arrondissements des inspecteurs, la création d'un bureau national à l'ISERP à Walferdange mis à la disposition du collège des inspecteurs et de six bureaux régionaux pour les inspecteurs des arrondissements. Les lieux d'implantation des bureaux en question restaient à fixer par règlement grand-ducal. La loi dispose en outre que ces bureaux régionaux sont dotés des locaux, des moyens budgétaires ainsi que du personnel administratif nécessaires à leur bon fonctionnement.

Le Gouvernement avait exprimé son souhait que le vote de cette loi eût lieu avant les vacances de la Chambre des Députés, afin que le travail des inspecteurs pût démarrer dans de bonnes conditions et sans aucun délai lors de la rentrée scolaire 2002/2003.

Dans ce contexte, je voudrais être renseignée par Mme la Ministre sur l'état de transposition de la loi en question.

Combien de bureaux régionaux ont été installés à l'heure actuelle?

A quelles adresses peuvent-ils être contactés? Combien de personnes ont été recrutées pour assurer le travail administratif?

Réponse (11.11.2002) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:

La loi du 30 juillet 2002 modifiant l'article 71 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire, publiée au Mémorial No 86 du 9 août 2002, prévoit e.a. une augmentation du nombre des inspecteurs de l'enseignement primaire et la création de bureaux régionaux.

Le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 portant a) fixation du nombre des délimitations des arrondissements d'inspection de l'enseignement primaire et b) fixation du nombre et des délimitations des bureaux régionaux de l'inspection de l'enseignement primaire, publié également au Mémorial No 86 du 9 août 2002, est entré en vigueur le 1^{er} septembre 2002.

Il va de soi que la transposition de ces textes n'a pu se faire qu'après cette date. Ainsi les affectations des inspecteurs aux différents arrondissements ont été réglées par arrêté ministériel du 12 septembre 2002. L'entrée en vigueur des nouvelles affectations a été fixée au 16 septembre 2002, de sorte que les nouvelles dispositions concernant les arrondissements d'inspection ont été transposées dès la rentrée scolaire 2002/2003.

En ce qui concerne les bureaux régionaux des inspecteurs, il fallait dans un premier temps fixer les sièges de ces bureaux. Les localités suivantes ont été retenues: Differdange pour le bureau régional Sud-Ouest, Dudelange pour le bureau régional Sud-Est, Echternach pour le bureau régional Est, Mersch pour le bureau régional Centre/Ouest et Wiltz pour le bureau régional Nord. Pour le bureau régional Centre, une solution globale est en voie de concrétisation.

Comme les crédits en vue du fonctionnement des bureaux régionaux sont inscrits au budget 2003, rien ne s'oppose à ce que les bureaux, où les travaux de transformation seront achevés dans de brefs délais, ne commencent à fonctionner dès le début de l'année prochaine. Il s'agit notamment des bureaux d'Echternach, de Differdange, de Wiltz et de Mersch.

En ce qui concerne les personnes qui seront recrutées pour le travail administratif, je signale que deux postes de rédacteurs ont été accordés pour l'exercice 2003 et qu'il faudra attendre les résultats des procédures de recrutement avant d'affecter les personnes concernées.

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuerger Journal, Zeitung vum Lëtzebuerger Vollek

Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic SA, Luxembourg

Concept et coordination générale:

media brain, agence en communication, Luxembourg